



Institut National des Langues et Civilisations Orientales
Master Langues, Cultures et Sociétés du monde

Spécialité : Etudes chinoises

Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement

*Mutations sociales et relations de pouvoir dans le village de
Picun*

Camille Boullenois

Mémoire dirigé par Mme Xiaohong XIAO-PLANES, Professeur à l'INALCO

Soutenu le 19 décembre 2013

Jury :

Mme Isabelle THIREAU, Directrice d'études à l'EHESS et directrice de
recherche au CNRS

M. Jean-Louis ROCCA, Professeur à Sciences Po



Remerciements

Je tiens avant tout à remercier Madame Xiao-Planes, ma directrice de mémoire, pour ses précieux conseils, ses contacts en Chine et la confiance qu'elle m'a accordée tout au long de cette année.

Je remercie également Monsieur Rocca, qui a pris le temps de discuter de mon sujet et de m'orienter dans ma recherche. Lui et Madame Thireau ont accepté de faire partie de mon jury de soutenance de mémoire : je les en remercie vivement.

Merci encore aux professeurs Wang Chunguang, Wang Ruojiang et Shan Jingjing, dont les conseils m'ont beaucoup aidée dans la détermination de mon terrain et la compréhension de ses enjeux.

Un grand merci, bien sûr, aux habitants de Picun qui m'ont accueillie chaleureusement dans leur village. Discuter avec eux m'a permis de mieux comprendre la société chinoise. Plus important encore : leur courage et leur enthousiasme m'ont donné une vraie leçon de vie.

Parmi eux, Madame Ma m'a apporté une aide précieuse pour accéder au terrain. Je tiens à remercier tout particulièrement Monsieur Li, qui a consacré beaucoup de temps à m'accompagner dans mes entretiens et à m'expliquer le fonctionnement de l'ONG La Maison des Travailleurs. Sa présence amicale m'a permis de passer quelques mois formidables à Picun.

Je remercie aussi Eugénie, qui a accepté de relire mon mémoire à la dernière minute, et mes parents, qui l'ont imprimé et envoyé alors que j'étais en Chine.

Enfin, je veux exprimer toute ma gratitude à Nicolas, qui a accepté de discuter longuement de mes recherches et de corriger mon travail. Sans ses conseils et ses encouragements, ce travail ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui.

Sommaire

Remerciements	4
Sommaire	5
Introduction générale.....	6
<i>Première partie : Migrants et locaux : la construction de catégories sociales.....</i>	<i>35</i>
Introduction : Réflexion sur la catégorie de « migrants ruraux »	36
I - Les stratégies migratoire des <i>nongmingong</i>	39
II - Locaux et migrants : une domination institutionnalisée	58
III - Occupation de l'espace et domination symbolique.....	81
IV - Entre ville et campagne : exode rural et transformations sociales	107
<i>Deuxième partie : La formation d'une hiérarchie socio-professionnelle : une dynamique conflictuelle.....</i>	<i>133</i>
Introduction : Les <i>nongmingong</i> , une catégorie hétérogène	134
V - Parcours professionnels et mobilité sociale	135
VI - Marché de l'emploi et entreprises : une incertitude structurelle.....	163
VII - Les relations de travail : domination et conflits.....	183
VIII - Organisation de classe : l'ONG la Maison des Travailleurs Migrants.....	204
Conclusion générale	230
Bibliographie.....	235
Annexes	258

Introduction générale

A - Choix du sujet

Lorsque, d'une formation en Histoire, j'en suis venue à vouloir étudier la société chinoise actuelle, j'étais notamment intéressée par la question des mutations sociales induites par l'urbanisation. La croissance urbaine, de plus d'1 % par an depuis 1978, comporte en effet des enjeux importants en termes humains, financiers et environnementaux, qui figurent parmi les priorités brûlantes du gouvernement chinois. Ayant vécu à Pékin, j'avais été confrontée à l'évolution extrêmement rapide de la ville et j'étais sensible aux problèmes de gouvernance, de droits civiques et de mutations culturelles et sociales que posaient ces évolutions pour l'ensemble de la société urbaine chinoise.

J'avais donc pour première intention de mener une réflexion sur la défense des droits des propriétaires chinois face aux expulsions, sujet qui est devenu très sensible en Chine et qui a attiré l'attention de nombreux chercheurs occidentaux. Cette réflexion m'a orientée vers les « villages urbains » (*chengzhongcun*, 城中村), quartiers marginalisés mais essentiels au développement urbain et particulièrement soumis aux destructions et aux expulsions.

J'ai été fascinée par la société qui émergeait dans ces villages urbains, si bien que j'ai rapidement abandonné ma précédente focalisation sur les droits des propriétaires pour me consacrer à une étude plus générale des relations sociales dans ces quartiers. J'avais conscience de perdre en précision dans mon questionnement, mais j'espérais trouver, au cours de mon enquête de terrain, une problématique qui me permette de restreindre et de circonscrire ma réflexion. Mes premières lectures m'ont permis d'identifier deux groupes sociaux principaux au sein de ces villages urbains : les résidents locaux et les migrants ruraux (ou *nongmingong*).

J'ai compris, une fois sur le terrain, que les véritables villages urbains (au sens de « villages dans la ville ») n'existaient quasiment plus à Pékin, mais que seuls subsistaient des villages périphériques, situés à l'interface entre la ville et la campagne (*chengxiang jiehebu*, 城乡结合部). Ces villages périphériques sont des lieux où se manifestent de manière sensible la rupture entre monde urbain et rural, que Martin King Whyte considère comme le clivage central de la structure sociale chinoise : « *Pour expliquer les structures contemporaines de la* Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 20136

vie sociale et culturelle en RPC, comme la fertilité, les activités religieuses et la structure familiale, le clivage rural - urbain apparaît comme le principal clivage dans le paysage social chinois contemporain, un facteur plus important que le revenu, la classe, le niveau d'éducation ou que d'autres influences »¹. En tant que lieux de rencontre entre ces deux mondes, les villages périphériques m'ont paru particulièrement intéressants à étudier.

Par ailleurs, il m'a semblé que l'impact des migrations internes sur la transformation des zones urbaines constituait un sujet transversal, permettant d'aborder, depuis un angle particulier, l'évolution de la société chinoise contemporaine. En effet, comme l'affirme A. Sayad : « *Parler de l'immigration, c'est parler de la société en son entier, dans sa dimension diachronique, c'est-à-dire dans une perspective historique (...), et aussi dans son extension synchronique, c'est-à-dire du point de vue des structures présentes de la société et de leur fonctionnement »².*

Le choix de concentrer mon étude sur un village précis s'est imposé graduellement. Il est dû en partie au temps restreint qui m'était imparti dans le cadre d'un mémoire de master. Mais il répondait également à une volonté consciente de mettre en œuvre une démarche inductive et, en dégagant les traits d'un village particulier, de tirer des conséquences plus générales sur l'évolution de la société chinoise.

J'étais consciente des risques que présentait le découpage territorial en sciences humaines : Y. Grafmeyer³ indique en effet qu'il donne des résultats « *partiellement tributaires des savoirs et des représentations qui ont présidé à ce travail préalable de partition de la ville en secteurs que l'institution a crédités d'un minimum de cohérence socio-spatiale* ». Ce risque est accru si l'on étudie les rapports humains et les relations de pouvoir, car ceux-ci dépassent les limites spatiales d'une unité territoriale. Ainsi, Crozier et Friedberg mettent en garde contre l'illusion d'un « système village » du point de vue de la sociabilité : « *Le village n'est guère une unité d'action sauf, bien sûr, au plan d'une gestion municipale dont l'importance est cependant restreinte. Du point de vue de la sociabilité et des rapports*

¹ « *In explaining contemporary patterns of social and cultural life in the PRC, such as fertility, religious activity, and family structure, rural versus urban appears to be the primary cleavage in China's contemporary social landscape, a factor more important than income, class, educational level, or other influences* », « Adaptation of rural family patterns to urban life in Chengdu », Martin King Whyte (1993), in Greg Guldin et Aidan Southall, *Urban Anthropology in China*, Leiden, New York, Köln: E.J. Brill, p.358

² Abdelmalek Sayad (2006), *L'immigration ou Les paradoxes de l'altérité : 1, L'illusion du provisoire, 2, Les enfants illégitimes*, Raisons d'agir, p.18

³ Grafmeyer Y. (2004), *Sociologie urbaine*, Paris, Nathan, p. 100

humains, comme du point de vue patrimonial et du point de vue professionnel, il n'y a pas de système village, ce sont d'autres systèmes d'action concrets qui se sont constitués. »¹

Dans le cas de mon travail, le lieu étudié correspond à un découpage administratif (il s'agit du village administratif de Picun) et physique (les limites du village sont visibles matériellement dans le paysage). Il est également un lieu vécu et approprié par ses habitants, qui a une identité propre et des caractéristiques particulières que je détaillerai plus loin. Néanmoins, la grande mobilité des individus et leurs liens avec le monde extérieur - que ce soit le centre-ville de Pékin ou les provinces dont sont originaires les migrants - fait du village un lieu de passages et d'échanges plus qu'un espace fermé. J'ai donc dû prendre cet élément en compte et considérer le village comme un nœud reliant plusieurs espaces entre eux, plutôt que comme un territoire prenant sens en lui-même.

B - État de la question

Ma recherche prend racine dans deux principaux courants de la recherche en sociologie sur la Chine. D'une part, il s'agit des travaux sur les villages urbains, analysant les causes de leur formation, le rôle qu'ils jouent dans la mise à disposition d'un habitat bon marché en zone urbaine, ou encore les problèmes qu'ils posent en termes de paysage urbain et de sécurité et les politiques des gouvernements municipaux à leur égard. D'autre part, il s'agit de recherches sur la population migrante, qui tentent de comprendre les motifs et les facteurs de la migration ainsi que les difficultés rencontrées par les migrants dans leur adaptation à la vie urbaine.

1) Littérature sur les villages urbains

La formation des villages urbains a été bien documentée². Ils sont le produit de l'urbanisation rapide et du système dual de propriété foncière. You-Tien Hsing a ainsi montré

¹ Michel Crozier et Erhard Friedberg (1977), *L'acteur et le système, les contraintes de l'action collective*, Seuil, p. 240.

² Wang, Y.P. (2000), « Housing Reform and its Impacts on the Urban Poor in China », *Housing Studies*, 15 (6), 845-864 ; Hsing, You-Tien (2009), *The Great Urban Transformation: Politics and Property in China*. Oxford, UK: Oxford University Press; Liu, H.P et G.Q. Yang (2004) "Formation mechanism and consideration of villages in cities during urbanization", *Nongye Xiandai Yanjiu* (Research in Agricultural Modernization) Vol. 25 n°4, 271-4 ; Xie, Zhikui (2005), *Cunluo xiang chengshi shequ de zhuanxing—zhidu zhengce yu zhongguo chengshihua jincheng zhong chengzhongcun wenti yanjiu* (The Transition from Village to Urban Community : A Study of Institution, Policy and the Urban Village Problem during the Urbanization in China), Beijing, China : China Social Science Publishing House

que sous ce système, la terre urbaine est possédée par l'Etat, tandis que la terre rurale, incluant les terres agricoles et les résidences rurales, est possédée collectivement par les villageois et gérée par des Comités de Villages élus. Or l'expansion urbaine, très nécessaire en terres, implique que les municipalités transforment les terres rurales en terres urbaines en indemnisant les Comités de villageois. Afin de minimiser les frais, les gouvernements locaux ont tendance à ne réquisitionner que les terres agricoles, laissant la partie résidentielle des villages aux mains des paysans. Ils évitent ainsi, dans un premier temps, d'avoir à indemniser et à relocaliser les villageois. Le phénomène des villages urbains est ainsi créé, puisque ces villages conservent leur propriété collective au sein même de la ville.

Par ailleurs, le processus de création de villages urbains ne peut se comprendre que parallèlement à celui de migration interne et à l'arrivée en ville de millions de migrants au faible pouvoir d'achat et soumis à des contraintes institutionnelles limitant leur accès au logement urbain. Tian Li (2008) et Song, Zenou et Ding (2008), pour ne citer qu'eux,¹ ont donc montré que ce processus menait à la création d'un marché immobilier bon marché, parallèle au marché urbain, puisque les villageois, non contraints par les normes d'urbanisme de la municipalité, louent leurs logements et en construisent de nouveaux afin de pouvoir les mettre à disposition des migrants ruraux. Les auteurs ont donc souligné le rôle essentiel de ces villages pour l'installation en ville des migrants. D'un autre côté, Yanjing Zhao et Chris Webster (2011) et Jonathan Bach (2010)² ont montré comment les villageois pouvaient tirer profit de la confiscation de leurs terres, grâce à une compensation financière mais aussi et surtout grâce à la location de leurs logements aux migrants, qui leur permet d'accroître leurs ressources de manière significative.

Néanmoins, aux yeux des autorités municipales, l'impact négatif des villages urbains est évident : des constructions de mauvaise qualité et non conformes aux normes d'urbanisme

¹ Voir Zhang, Li, Simon X. B. Zhao, et J. P. Tian (2003), "Self-Help in Housing and Chengzhongcun in China's Urbanization," *International Journal of Urban and Regional Research*, 27, 4:912-937 ; Tian, Li (2008), "The Chengzhongcun Land Market in China: Boon or Bane?—a Perspective on Property Rights," *International Journal of Urban and Regional Research*, 32, 2:282-304 ; Song, Y., Zenou, Y. et Ding, C. (2008), « Let's Not Throw the Baby out with the Bath Water : the Role of Urban Villages in Housing Rural Migrants in China », *Urban Studies*, 45 (2), pp. 313-330 ; Wu, W. (2006), "Migrant intra-urban residential mobility in urban China", *Housing Studies* 21.5, 745-6 5 ; Duda, M., Li, B. et Peng, H. (2008), "Household strategies and migrant housing quality in Tianjin", In R. Smyth (ed.), *Migration and Social Protection in China*, Oxford: Chandos Publishing, pp. 184-205 ; Hao, P., R. Sliuzas et S. Geertman (2009), "Villages within the city: housing rural migrants in the emerging mega-city of Shenzhen ", *China Trialog* n°102, 16-20.

² Yanjing Zhao et Chris Webster (2011), « Land Dispossession and Enrichment in China's Suburban Villages », *Urban Studies*, vol. 48 no. 3 529-551 ; Jonathan Bach (2010), "They Come in Peasants and Leave Citizens: Urban Villages and the Making of Shenzhen, China », *Cultural Anthropology*, Vol. 25, N°3, 421-458

s'accompagnent de problèmes récurrents de sécurité et donnent une mauvaise image de la ville¹. En conséquence, les grandes métropoles chinoises résolvent généralement le problème des villages urbains par la force, en les détruisant et en y développant des quartiers urbains conformes aux normes. La population villageoise locale est alors déplacée et reçoit une compensation financière, tandis que les migrants sont expulsés sans aucune forme de compensation². La conséquence de ces destructions successives est de reléguer les villages urbains de plus en plus loin du centre ville ; ainsi, à Pékin, la grande majorité se trouve désormais au-delà du 5^e périphérique. En réalité, il est donc abusif de parler de « village dans la ville », puisque la plupart se trouve en périphérie. Des auteurs chinois ont ainsi formé le concept « d'interface rurale-urbaine » (*chengxiang jiehebu*, 城乡结合部)³, montrant que ces villages constituent le lieu de rencontre entre monde rural et monde urbain.

Une grande partie de la littérature sur les villages urbains porte sur les cas de Shenzhen et de Canton, où le phénomène est très développé. Li Peilin et Zhou Daming ont notamment étudié de manière approfondie certains de ces villages urbains⁴. Quelques études ont également porté sur la ville de Pékin⁵, qui, selon Siqi Zheng, Fenjie Long, C. Cindy Fan, and

¹ Hao, P., R. Sliuzas et S. Geertman (2009), "Villages within the city: housing rural migrants in the emerging mega-city of Shenzhen", *China Dialog* n°102, pp. 16–20.

² Chung, H. (2009), "The planning of 'villages-in-the-city' in Shenzhen, China: the significance of the new state-led approach", *International Planning Studies*, Vol. 14 n°3, pp. 253–73 ; Ding, S. (2005) "Shenzhen de chengzhongcun wenti yu wenti de jiejué" (The problem of villages-in-the-city in Shenzhen and its resolutions), *Kaifang Daobao* (China Opening Herald) n°3, pp. 39–42 ; Li, J. (2004), *Chengzhongcun de gaizou* (The reform of villages-in-the-city), Kaxue Chubanshi, Beijing ; Chen Yingfang (2003), *Zhengdi yu jiaoku chengshihua – Shanghai de diaocha* (Expropriation et urbanisation des banlieues rurales – Enquêtes sur la ville de Shanghai), Shanghai, Wenhui chubanshe.

³ Yao Yongling, ed. (2010), *Chengxiang jiehebu guanli yanjiu* (Recherches sur la gestion des zones à l'interface de la campagne et de la ville), Zhongguo Renmin Daxue Chubanshe (Presses de l'université du Peuple) ; Lin, George C. S (2006), "Peri-urbanism in Globalizing China: A study of New Urbanism in Dongguan," *Eurasian Geography and Economics*, Vol. 47 n°1, pp. 28–53 ; Zhou Daming (2001), « Chengxiang jiehubu shequ yanjiu---Guangzhou nanjingcun wushinian de bianqian » (L'étude des zones périphériques urbaines---la transformation du village Nanjing à Guangzhou ces 50 dernières années), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n° 4 ; Tang Can et Feng Xiaoshuang (2003) "Wailai renkou yu chengxiang jiehe bu diqu de liyi yitihua guanxi" (Beneficial integrated relations of migrant population and the urban-rural interface, In Li Peilin, ed., *Nongmingong: Zhongguo jincheng nongmingong de jingji shehui fenxi* (Rural migrant workers: Economic and social analysis of China's rural migrant workers entering cities), Beijing: Shehui kexue wenzhai chubanshe, pp. 227-236

⁴ Li Peilin. (2004), *Cunluo de zhongjie: Yangcheng cun de gushi* (The end of villages: stories of Yangcheng village), Shengwu Yinshuguan, Beijing ; Zhou Daming (2001), « Chengxiang jiehubu shequ yanjiu---Guangzhou nanjingcun wushinian de bianqian » (L'étude des zones périphériques urbaines---la transformation du village Nanjing à Guangzhou ces 50 dernières années), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n° 4.

⁵ Cindy C. Fan, Zheng, Siqi, Long, Fenjie, and Yizhen Gu (2009), "Urban Villages in China: A 2008 Survey of Migrant Settlements in Beijing", *Eurasian Geography and Economics*, 50, n°4, pp. 425–446 ; Ma, L.J.C. and B. Xiang (1998) "Indigenous place, migration and the emergence of peasant enclaves in Beijing", *The China Quarterly* n°155, pp. 546–81.

Yizhen Gu (2009), comprenait 867 villages urbains en 2008, essentiellement situés dans les districts suburbains, et occupant au total 181 km², soit presque 50 % de la terre résidentielle de la municipalité de Pékin.

A Pékin, plusieurs monographies ont porté sur le village du Zhejiang¹, très particulier par sa taille, son dynamisme économique et par l'appropriation du territoire par une communauté de même provenance. Xiang Biao et de Zhang Li y analysent notamment les relations sociales et les rapports de pouvoir au sein du village, les rapports entre les migrants et les différents niveaux de l'Etat et les transformations sociales et culturelles qui y ont lieu. Si de tels villages « ethniques » n'existent plus à Pékin (le village du Zhejiang a été détruit en 1995), ces ouvrages ont cependant constitué des références importantes pour mon travail.

2) Littérature sur les *nongmingong*

Le deuxième grand axe sur lequel porte la littérature s'intéresse aux migrations internes et à la population de *nongmingong* (农民工), c'est-à-dire de « migrants ruraux » chinois.

La migration interne chinoise est liée intimement aux évolutions du *hukou*. Système de division de la population en deux catégories, rurale et urbaine, le *hukou* constitue, depuis sa mise en place dans les années 1950, le fondement du système social chinois. Tandis que les citoyens bénéficiaient de la sécurité de l'emploi, d'assurances et de pensions, d'un logement et d'une éducation subventionnés, les ruraux n'avaient pas accès au système de sécurité sociale et se voyaient refuser le droit de s'installer en ville. L'assouplissement de ce système de cadrage de la population² a permis à des millions de chinois de migrer vers les villes (entre 120 et 200

¹ Wang Chunguang (1995), *Social Movement and Social Reconstruction: A Study on the "Zhejiang Village" in Beijing*, Zhejiang People's Press ; Wang Hansheng et alii (1997), « Zhejiangcun : zhongguo nongmin jinru chengshi de yizhong fangshi » (Le village du Zhejiang : la modalité spéciale d'entrée dans la ville pour les paysans chinois), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n°1 ; Xiang Biao (1998) "What Do Communities Do? A Study on the Gathering Place of the Rural Migrant Workers in Beijing," *Chinese Sociology Research*, No.6. ; Xiang, B. (1999) "'Zhejiang Village' in Beijing: creating a visible non-state space through migration and marketized traditional networks", in F.N.Pieke and H. Mallee (eds.), *Internal and international migration: Chinese perspectives*, Curzon Press, Richmond, Surrey ; Li Zhang (2002), *Strangers in the City: Reconfigurations of Space, Power, and Social Networks Within China's Floating Population*, Stanford University Press ; Beja, J.P. and M. Bonnin (1995) "The destruction of the Zhejiang village", *China Perspectives* n°2, pp. 21-25.

² Chan, Kam Wing (2009), "The Chinese Hukou System at 50," *Eurasian Geography and Economics*, Vol. 50 n°2, pp. 197-221; Li Qiang (2002), « Zhongguo huji fengceng yu nongmingong de shehui diwei » (La stratification du système du Hukou et la position sociale des ouvriers-paysans), *Zhongguo dangzheng ganbu luntan* (Forum des cadres du parti et du politique), n° 8.

millions en 2007 selon les statistiques officielles, soit 10 % de la population). Cependant, Solinger (1999) et Chloé Froissart (2005) ont montré que les migrants continuent de subir des discriminations institutionnalisées au cours de leur installation en ville¹ : privés des mêmes droits que les citoyens en termes d'accès au logement, d'assurances, d'éducation et d'emploi, ils constituent en ville une catégorie de « citoyens de deuxième classe ».

La question des motivations de la migration a été étudiée sous divers points de vue : Wen Jun, notamment, a montré comment elles ont évolué d'une stratégie de survie à une stratégie de développement économique, puis à une stratégie d'attrait social et culturel pour la ville², tandis que Cindy Fan a mis l'accent sur le caractère familial de la décision de migrer.

Une grande partie de la littérature a été consacrée à étudier la stratification et la mobilité sociale de la population de migrants. De nombreux auteurs ont montré la segmentation du marché de l'emploi³ et la relégation des migrants dans des secteurs informels et mal payés. Selon Anita Chan et Laurence Roulleau-Berger⁴, ces conditions d'emploi contribuent à faire de la population de *nongmingong* un nouveau prolétariat urbain vivant dans une situation de grande précarité. Wenfang Tang and Qing Yang (2008)⁵ ont montré que les migrants

¹ Solinger, D.J. (1999), *Contesting citizenship in urban China: peasant migrants, the state, and the logic of the market*, University of California Press, Berkeley, CA ; Chloé Froissart (2005), « Quelle citoyenneté pour les travailleurs migrants en Chine ? », *Études chinoises*, vol. XXIV (2005)

² Fan, C. Cindy (2008), *China on the Move: Migration, the State, and the Household*, New York: Routledge ; Wen Jun (2001), « Cong shengcun lixing dao shehui lixing xuanze : dangdai zhongguo nongmingong waichu jiuye dongyin de shehuixue fenxi » (D'une rationalité de subsistance à une rationalité sociale : analyse sociologiques les motivations les migrants ruraux dans la Chine contemporaine), *Recherche sociologique*, n°6 ; Yaohui Zhao (1999), « Leaving the Countryside: Rural-To-Urban Migration Decisions in China », *The American Economic Review*, Vol. 89, No. 2 ; Hare, D. (1999), « Push versus pull factors in migration outflows and returns: Determinants of migration status and spell duration among China's rural population », *Journal of Development Studies*, 35, 45-72

³ Zhong Zhao (2005), « Migration, labor market flexibility, and Wage determination in China: a review », *The developing economies*, vol. 43 n°2, pp. 285-312 ; He Bin et Zhang Yang (2004), « Nongmingong laodong hetong de falü jingji fenxi : jianlun nongmingong quanyi baohu » (A legal and economic analysis of the contracts of migrants workers : on the protection of rural workers' rights), *Beijing nongye zhiyi xueyuan xuebao*, n°6, 2004, pp. 48-51 ; Zhang, Zhanxin (2004), « Laodong li shichang de chanye fenge yu laodong renjou liudong » (Industrial segmentation of the labor market and the flow of laborers), *Zhongguo renkou kexue* (Chinese Journal of Population Science), no. 2 ; Li Peilin (2003), *Nongmingong – Zhongguo jincheng nongmingong de jingji shehui fenxi* (Les ouvriers-paysans – Analyse socio-économique sur les ouvriers-paysans dans les villes chinoises), Shehui Kexue wenxian chubanshe ; Fan, C. Cindy (2002), «The Elite, the Natives, and the Outsiders: Migration and Labor Market Segmentation in Urban China», *Annals of the Association of American Geographers*, Vol. 92, n°1, pp. 103-124 ; Wan Xiangdong (2008), «Migrant workers and informal employment», *Social Sciences in China*, Vol. XXIX, No. 3, pp. 187-200

⁴ Chan, Anita (2001), *China's Workers Under Assault: The Exploitation of Labor in a Globalizing Economy*, Armonk, NY: Sharpe ; Roulleau-Berger Laurence (2010), « Migrant(e)s dans les villes chinoises, de l'épreuve à la résistance », *Multitudes*, n° 43, p. 94-103

⁵ Wenfang Tang et Qing Yang (2008), « The Chinese Urban Caste System in Transition », *The China Quarterly*, n°196, pp 759-779

bénéficient d'un taux d'emploi plus élevé que les citadins et qu'ils sont très efficaces dans la résolution de leurs conflits, utilisant de plus en plus les voies légales et l'action collective.

De nombreux auteurs ont également insisté sur le caractère informel de l'emploi des *nongmingong* et sur l'ambiguïté de leur rapport au pouvoir¹. Li Peilin, entre autres², a montré l'importance des réseaux sociaux dans la réussite socio-professionnelle des *nongmingong*. La littérature sur les migrants a aussi porté sur les raisons institutionnelles, économiques et culturelles de l'accès très restreint des migrants au système d'assurances et de sécurité sociale en milieu urbain³. Enfin, plusieurs auteurs ont étudié la question du genre dans les migrations internes en Chine⁴.

La question de l'identité des migrants et de leurs difficultés d'adaptation à la vie urbaine a fait l'objet de très nombreuses études en Chine⁵. Il s'agit d'une question brûlante dans les débats actuels. Le concept de « demi-urbanisation »⁶, proposé par Wang Chunguang, résume la thèse majoritaire selon laquelle les *nongmingong* sont entre deux mondes, se sentant ni tout

¹ Xin He (2005), "Why Do They Not Comply with the Law? Illegality and Semi-Legality among Rural-Urban Migrant Entrepreneurs in Beijing", *Law & Society Review*, Vol. 39, No. 3, pp. 527-562 ; Wan Xiangdong (2008), "Migrant workers and informal employment", *Social Sciences in China*, Vol. 29, No. 3, pp. 187-200 ; Lin Peilin, Li Wei (2010), « Jinnian lai nongmingong de jingji zhuangkuang he shehui taidu » (Le statut économique et l'attitude sociale des migrants ruraux dans les dernières années), *China Social Sciences*, n°1 ; Li, Qiang et Tang Zhuang (2002), "Chengshi nongmingong yu chengshi zhong de fei zhenggui jiuye" (Urban migrant workers and informal employment in the urban area), *Shehuixue yanjiu* (Sociological Studies), no. 6

² Li Peilin, (1996), « Liudong mingong de shehui wangluo he shehui diwei » (Réseaux sociaux et positions sociales des travailleurs migrants), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n° 4, pp. 42-52.

³ Li, Bingqin (2007) Why rural-urban migrants do not participate in urban social schemes?—The Case of Construction and Service Sectors in Tianjin China, Paper to be presented at the workshop on Migration and Social Protection, September 25 and 26, 2007, Beijing ; Zhiming Cheng, Ingrid Nielsen and Russell Smyth (2014), « Access to Social Insurance in Urban China: A Comparative Study of Rural-Urban and Urban-Urban Migrants in Beijing », *Habitat International*, Vol. 41, pp. 243–252

⁴ Roberts, Kenneth (2002), « Female Labor Migrants to Shanghai: Temporary "Floaters" or Potential Settlers? », *International Migration Review*, Vol. 36, No. 2, pp. 492-519 ; Tan Shen (1997), « Nongcun laogongli liudong de xingbie chayi » (La différence liée au sexe dans la mobilité des travailleurs ruraux), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n° 1.

⁵ Zhao Yeqin (2008) *Construction des espaces urbains et rénovation d'un quartier de Shanghai : la problématique de la migration et du changement social*, Ecole normale supérieure, thèse de doctorat rédigée sous la direction de Pierre-Paul Zalio ; Wu, Z. H. (2005). « The Choices of Adaptation Model to Cities of the Rural Migrant Workers and the Reasons », *Theory and Reform*, n°5, pp. 71–73 ; Li Hanlin (2002), « Guanxi qiangdu yu xuni shehui---nongmingong yanjiu de yizhong shijiao » (L'intensité de la relation et la société imaginaire –une perspective de l'étude des ouvriers-paysans), Communication au colloque la mobilité des ouvriers-paysans : état actuel, tendance et politique, Pékin, mai ; Li Qiang (1995), « Guanyu nongmingong de qingxu qingxiqing yu shehui chongtu wenti » (La tendance des sentiments des ouvriers-paysans et le conflit social), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n°4 ; Zhao Yeqin (2007), « Nongmingong: richang shenghuo zhong de shenfen jiangou yu kongjian xingou » (Les travailleurs migrants : la construction de l'identité et la configuration de l'espace dans la vie quotidienne), *Shehui* (Société), n° 6.

⁶ Wang Chunguang (2005) "Nongmingong de 'Banchengshihua' Wenti" (The problem of peasant workers' "semi-urbanization), In *Liudong he Ronghe: Nongmingong gonggong zhengce gaige yu fuwu chuangxin lunji* (migration and integration: analects on public policy reform and service innovation for migrant workers), édité par Li Zhen, 41-57, Beijing : Unity Press

à fait ruraux, ni tout à fait urbains. La plupart de ces auteurs proposent des évolutions institutionnelles et plaident pour une politique en faveur de l'intégration urbaine de cette population.

Les différences entre les générations successives de migrants ont également attiré l'attention des chercheurs, notamment Zhou Daming (2010) et Wang Chunguang (2005)¹. Tandis que la première génération de migrants a commencé par gagner les grandes villes de leur province pour des migrations saisonnières, la génération suivante (migrants nés après 1980) sont généralement partis de chez eux plus jeunes, sans avoir eu précédemment d'expérience dans l'agriculture, et se sont principalement dirigés vers les grandes métropoles chinoises. Ils ont une conscience plus affinée de leurs droits civiques et s'adaptent plus aisément au monde urbain.

Enfin, de nombreux travaux ont été consacrés aux difficultés de scolarisation des enfants de migrants ruraux². Ceux-ci montrent que la scolarisation des enfants de migrants dans les grandes villes chinoises, bien que permise en théorie par la loi, est loin d'être assurée : ceux-ci sont souvent contraints de suivre leur scolarité dans des écoles de migrants (peu à peu détruites) ou de revenir dans leur province. Dans les écoles publiques urbaines, ils rencontrent en outre de grandes difficultés d'adaptation et de niveau scolaire.

¹ Wang Chunguang (2005), « Nongmingong : yi ge zhengzai jueqi de xin gongren jieceng » (Rural migrants workers : a rising new workers class), *Xuexi yu tansuo*, n°1, pp. 38-43 ; Jean-Philippe Béja (2002), « The New Working Class Renews the Repertoire of Social Conflict », *China Perspective* ; Zhou Daming (2010), « Group Differences Among Nongmingong: A Follow-up Ethnographic Case Study », *International Journal of Business Anthropology* Vol. 1(1)

² Camille Salgues (2012) « Ici c'est comme le Sichuan après le tremblement de terre », *Paysage moral des enfants de migrants ruraux à Shanghai*, in Fassin (D.), Eideliman (J.-S.), dir, *Économies morales contemporaines*, Paris, La Découverte ; Froissart C. (2003), « Les aléas du droit à l'éducation en Chine Enquête sur la scolarisation des enfants de travailleurs migrants à Chengdu », *Perspectives chinoises*, n°77, pp.23-38 ; Han Jialing (2001), « Chengshi bianyuan qunti jiaoyu wenti yanjiu-Beijingshi liudong ertong yiwu jiaoyu zhuangkuang diaocha baogao » (Recherche sur l'éducation des groupes en marge- rapport sur la situation actuelle de l'éducation des enfants migrants à Pékin), *Qingnian yanjiu (Recherches des jeunes)*, n° 8-9 ; Zhao Yeqin (2002), « Chengshi liudong renkou zinu jixue kunnan de sikao -yi shanghaiishi weili » (Réflexion sur la difficulté de l'éducation des enfants migrants dans les villes---- le cas de Shanghai), *Revue Shehui (Société)*, n° 9.

C - Terrain : accès et questions de méthodologie

1) Présentation du terrain : le village de Picun, entre exemplarité et représentativité

Le choix du terrain a été réalisé lors d'un premier séjour à Pékin en mars 2013. Des rencontres avec plusieurs professeurs, chercheurs et doctorants chinois m'ont permis de me représenter concrètement la localisation des migrants ruraux dans la ville de Pékin et dans ses zones périurbaines. Le village de Picun m'a été mentionné au cours d'en entretien avec Wang Chunguang, qui m'a également communiqué les coordonnées de l'un des fondateurs de l'ONG La Maison des Travailleurs, située dans ce village.

Picun se situe à l'extrême Nord-ouest du district de Chaoyang, à la limite des districts de Tongzhou et Shunyi, à l'extérieur du 5e périphérique. Sa proximité avec l'aéroport est fortement ressentie du fait de nuisances sonores. Picun appartient à la municipalité de Pékin, mais est situé dans un district rural. En termes de gouvernance, cela signifie que la terre de Picun est possédée collectivement par les villageois et que le village est dirigé par un Comité élu (*cunweihui*, 村委会).

Autrefois un village agricole, produisant essentiellement des céréales, Picun a été, depuis une dizaine d'années, la destination privilégiée de milliers de migrants ruraux. Ceux-ci, repoussés vers la périphérie de Pékin par l'expansion urbaine, trouvent dans les villages comme Picun un logement à bas prix et une large offre d'emplois dans les domaines du petit commerce et de la petite industrie.

Evolutions de Picun de 2003 à 2007 (vue aérienne du village)¹



¹ Photographies prises dans le Musée des Travailleurs, créé par l'ONG La Maison des Travailleurs

Vue aérienne du village en 2011



Le village a donc vécu des transformations importantes depuis le début des années 2000. La population a décuplé : aujourd'hui, le village compte 1 700 résidents locaux, pour plus de 10 000 migrants¹ venus essentiellement du Hebei, Henan, Hunan, Hubei, Sichuan, Shandong, Anhui. Les résidents locaux ont alors abandonné l'agriculture et sont devenus rentiers, louant leurs logements aux nouveaux arrivants. Dans le même temps, de nombreux petits commerces et entreprises ont été créés à Picun, faisant du village un lieu extrêmement vivant.

Quelques recherches préparatoires m'ont permis de réaliser que Picun avait une place très particulière parmi les « villages périurbains ». La taille, la forte densité de sa population migrante, mais aussi la présence d'une l'ONG qui soutient les *nongmingong* contribuent à en faire un village à la fois représentatif et exemplaire.

Picun se distingue en effet des autres villages par l'importance numérique de la population migrante. Plusieurs de mes informateurs ont souligné que les autres villages dans lesquels ils avaient habité avaient une moins forte concentration de migrants. Cette forte population migrante va de pair avec un grand dynamisme économique et une attractivité importante pour les travailleurs ainsi que pour les petits commerçants et patrons d'entreprise.

Picun se distingue également par la présence d'une ONG, créée par les migrants eux-mêmes et destinée à soutenir les *nongmingong* en leur procurant des services et en les aidant à défendre leurs droits légaux. Les ONG de défense des migrants étant très rares en Chine, le fait mérite d'être noté. L'ONG a en effet contribué, d'une part, à la grande renommée de Picun dans le monde universitaire chinois et étranger, et, d'autre part, à une relative amélioration du sort des migrants ruraux.

Si le village de Picun sort de l'ordinaire, ses caractéristiques en font cependant un exemple représentatif des zones périurbaines de Pékin. En effet, la forte concentration de migrants n'est que le reflet, à un niveau exacerbé, de la situation des villages périphériques de Pékin. Selon le directeur de l'ONG, « *Picun est un quartier de migrants plutôt représentatif : au-delà du 5e périphérique, on ne trouve que des espaces résidentiels de ce genre* »². En outre, la présence d'une ONG créée par les migrants illustre, à un degré paroxystique, la

¹ Le chiffre de 1700 résidents locaux m'a été donné par le vice-président du Comité de Village. Les chiffres diffèrent pour les migrants et se situent généralement entre 10 000 et 20 000 personnes.

² “也是北京比较典型的外地人生活社区，围绕着五环以外的一圈都是这样的聚居地。”

montée en puissance des actions collectives et la prise de conscience par les migrants de leurs droits légaux.

Loin de constituer un handicap pour ma recherche, il m'a semblé que ces caractéristiques de Picun rendaient ce village particulièrement intéressant à étudier. J'espérais que le choix de ce terrain me permette de mettre en évidence des caractéristiques et des évolutions communes à l'ensemble des villages périphériques de la capitale. J'espérais en outre pouvoir baser mes recherches sur quelques travaux académiques et articles de presse écrits sur le village de Picun, ainsi que sur les données recueillies et mises à disposition par l'ONG, notamment au sein de son Musée des travailleurs migrants.

2) Accès au terrain : difficultés et réussites

Malgré le contact du co-fondateur de l'ONG La Maison des Travailleurs, l'accès au terrain s'est avéré difficile. Je me suis vite aperçue que les questions sur lesquelles travaillait l'ONG étaient sensibles et que, en tant qu'étrangère, je n'étais pas la bienvenue. Je présentais le risque, aux yeux des dirigeants de l'ONG, d'attirer le mécontentement d'un pouvoir jusque-là bienveillant. Selon les propos de l'un des employés de l'ONG, « *sa présence est fragile, ses missions ne tiennent qu'à un fil* ».

Le Comité de Villageois n'a pas été plus accueillant. Ma première visite, sans lettre d'introduction, s'est soldée par un refus net de me recevoir. Lors de ma deuxième visite, j'avais prévu une lettre d'introduction que Madame le Professeur Wang Ruojiang a eu la bienveillance de me fournir. Le vice-président du Comité m'a alors reçue, mais n'a répondu que de manière évasive à nombre de mes questions. En effet, si le Comité de Villageois est élu par les résidents locaux qu'il représente, ses bonnes relations avec la municipalité sont cependant fondamentales pour la poursuite de ses missions. Aussi son vice-président ne souhaitait pas aborder certains sujets sensibles comme celui des conflits fonciers.

Contrairement aux membres occupant des fonctions officielles, les résidents locaux ainsi que les migrants se sont montrés extrêmement accueillants. Étant eux-mêmes très curieux quant à la culture et la société française, ils discutaient volontiers avec moi. Beaucoup d'entre eux se sont montrés très généreux, m'invitant au restaurant, me préparant un déjeuner chez eux ou m'offrant des cadeaux.

Néanmoins, ces entretiens n'étaient pas exempts de difficultés, du moins dans les premiers temps. La première difficulté – et la plus importante – était la langue. Mon niveau de chinois ne me permettait pas de poser des questions très nuancées. Or, les termes employés jouent un rôle essentiel dans la réponse donnée par la personne interrogée. Ils sont d'autant plus importants que, comme le souligne O. Sardan, « *les questions que le chercheur se pose sont spécifiques à sa problématique, à son objet, à son langage. Elles n'ont de pertinence que dans son univers de sens. Elles ne font pas spontanément sens pour son interlocuteur. Il faut donc les transformer en questions qui fassent sens pour celui-ci.* »¹ Or la difficulté était pour moi grande de transformer mes questions académique en un langage qui ferait sens pour les personnes interrogées.

Par ailleurs, l'accent souvent très fort des migrants comme des résidents locaux m'empêchait de comprendre leurs réponses dans toute leur finesse. Certains entretiens comportaient des parties incompréhensibles que je n'ai pas pu exploiter. Néanmoins, les trois mois passés sur le terrain m'ont permis de beaucoup progresser en compréhension et en expression orales. J'ai appris de nombreux mots et expressions directement liés à la condition de travailleur migrant, que je n'avais jamais rencontrés lors de mon apprentissage du chinois (pour ne donner que deux exemples parmi tant d'autres, citons le mot *baogong*, 包工, qui désigne un travailleur amenant aux entreprises d'autres travailleurs non permanents ; ou encore celui de *xiaogong*, 小工, travailleur non qualifié).

L'autre grande difficulté rencontrée sur le terrain concernait la manière de mener les entretiens. En effet, n'étant pas introduite par un membre du village, j'étais réduite à aborder les personnes que je voulais interroger dans la rue, sur leur lieu de travail ou bien sur le pas de leur porte. Elles étaient généralement occupées et me parlaient tout en travaillant. J'ai développé une grille de questions qui me servait plutôt de « canevas d'entretien », c'est-à-dire, selon la définition qu'en donne Sardan, d'un « *pense-bête* » personnel, qui permet, tout en respectant la dynamique propre d'une discussion, de ne pas oublier les thèmes importants »². Cependant, j'éprouvais des difficultés à utiliser cette grille au cours d'entretiens « formels » : les personnes interrogées parlaient alors beaucoup moins librement. La prise de notes était

¹Olivier de Sardan (1995) « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, 1, pp. 71-112

² Olivier de Sardan, op. cit.

également difficile car elle rendait les personnes interrogées moins disposées à discuter de leur vie.

Ces difficultés ont été surmontées grâce aux contacts durables et aux amitiés noués à Picun. Deux personnes en particulier m'ont beaucoup aidée, me permettant de rencontrer des informateurs et m'accompagnant dans mes entretiens : Madame Ma, professeur particulier d'anglais à Picun, et Monsieur Li, employé à l'ONG La Maison des Travailleurs. La première m'a accompagnée dans mes entretiens essentiellement lors de mon premier séjour au mois de mars, le deuxième m'a obtenu de nombreux entretiens et m'a fait découvrir le travail de l'ONG lors de mes deux derniers séjours, en août et en octobre-novembre. Grâce à lui, j'ai pu mener une nouvelle série d'entretiens plus longs et plus formels, que j'ai enregistrés sur mon téléphone portable. Au total, j'ai mené plus de 40 entretiens prolongés (voir le tableau en annexe), dont une dizaine ont été enregistrés.

3) Une méthode ethnographique basée sur l'observation et l'entretien

M'inspirant, entre autres, de la « *grounded theory* » prônée par Glaser et Strauss¹, j'ai choisi d'adopter une méthode empirique et inductive : non pas partir d'une théorie pour ensuite prouver sa pertinence sur le terrain, mais aller sur le terrain sans idée préconçue et essayer de voir émerger des éléments pertinents. C'est pourquoi je suis venue à Picun très tôt dans mon processus de recherche, avant d'avoir déterminé ma problématique ainsi que les fondements théoriques de mon travail.

Cette méthode a ses limites, dont j'étais consciente. Pierre Bourdieu met ainsi en garde les sociologues contre la tentation de laisser parler les faits avant de construire son objet : « *En effet, lorsque le sociologue entend tirer des faits la problématique et les concepts théoriques qui lui permettent de construire et d'analyser les faits, il risque toujours de les tirer de la bouche de ses informateurs. Il ne suffit pas que le sociologue se mette à l'écoute des sujets, enregistre fidèlement leurs propos et leurs raisons, pour rendre raison de leur conduite et même des raisons qu'ils proposent* »². Il rappelle ainsi non seulement que

¹ Glaser, Barney G. et Strauss, Anselm L. (1967) *The discovery of grounded theory: strategies for qualitative research*. Chicago.: Aldine

² Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon et Jean-Claude Passeron, *Le métier de sociologue : Préalables* Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 201321

l'enquête est toujours tributaire du modèle utilisé par le sociologue, mais aussi que celui-ci doit prendre du recul par rapport à ses entretiens afin de pouvoir les analyser.

Gardant donc à l'esprit que je n'étais pas exempte d'idées préconçues (telles la division de la société du village en catégories de « migrants » et « locaux »), j'ai essayé de me laisser surprendre par mes observations et mes entretiens. *« Toute la compétence du chercheur de terrain est de pouvoir observer ce à quoi il n'était pas préparé (alors que l'on sait combien forte est la propension ordinaire à ne découvrir que ce à quoi l'on s'attend) et d'être en mesure de produire les données qui l'obligeront à modifier ses propres hypothèses »*, dit O. de Sardan¹. En effet, je me suis efforcée, par des discussions très larges avec des personnes très différentes, de recueillir des informations variées qui pourraient m'amener à modifier mes hypothèses et ma perception de la situation. Ma grande méconnaissance du terrain a en ce sens facilité la tâche : malgré une année passée à Pékin, j'éprouvais de grandes difficultés à m'imaginer à l'avance les « villages urbains » que j'allais étudier.

J'ai en outre choisi de faire des allers-retours entre la théorie, la pratique et l'écriture en divisant mon étude de terrain en plusieurs séjours. Ces allers-retours m'ont permis d'affiner au fur et à mesure ma problématique et mes conclusions en revenant à la théorie pour expliquer les données du terrain, puis en revenant au terrain lorsque la théorie m'offrait de nouvelles perspectives d'étude.

J'ai choisi une méthode de type qualitative pour diverses raisons. La première était l'accessibilité des sources documentaires. Sur les villages urbains, l'accès à des données quantitatives m'a paru très difficile. En outre, je manquais de temps et d'une formation suffisante pour développer une analyse statistique sur la base de questionnaires. Mais ce choix d'une méthode qualitative procédait aussi d'une volonté de me consacrer plutôt à l'étude d'un processus, dans une perspective à la fois diachronique et synchronique. Je souhaitais porter un intérêt central à l'expérience vécue des acteurs et à la représentation de leur parcours, de leur environnement actuel et de leurs pratiques. Je voulais interpréter leurs démarches par le biais de récits de vie et de saisir les configurations sociales du village par le biais des représentations et des discours qu'en faisaient les acteurs. Il s'agissait aussi de repérer d'éventuels conflits et enjeux qui les opposent et les stratégies adoptées face à ces enjeux. Les

épistémologiques, Paris, Mouton de Gruyter, 1968, p. 64

¹ Olivier de Sardan, op. cit.

conflits permettent en effet de mieux comprendre les positionnements des acteurs au sein d'un groupe social, les contraintes structurelles et les stratégies des acteurs face à ces contraintes.

La méthode que j'ai choisie est principalement ethnographique, basée sur l'entretien et sur l'observation. Ma recherche relève donc de la sociologie mais aussi de l'anthropologie par ses principes méthodologiques, car, comme l'écrit M. Godelier (1984), « *la méthode de l'anthropologie, l'observation participante, consiste à vivre avec les gens, à recueillir directement leur discours, à les observer dans la vie quotidienne* »¹. J'ai choisi de vivre directement sur le terrain que j'étudiais, afin de prêter une attention particulière aux pratiques des acteurs, à leur mode de vie et à leurs interactions quotidiennes. Afin de diversifier mes points de vue, j'ai successivement loué trois appartements différents. Cette proximité, me permettant de lier de nombreux liens avec les acteurs du terrain, facilitait en outre les entretiens. Il s'agissait, pour reprendre l'expression de Richard E. Ocejo, d'« *être là, tout près* », c'est-à-dire de m'immerger dans les sites de la vie quotidienne, et de « *franchir les frontières* », c'est-à-dire de dépasser les barrières statutaires, de genre, de provenance ou de classe.²

Par ailleurs, l'entretien s'est vite imposé comme mon matériau principal, par lequel je pouvais tenter de comprendre les démarches des acteurs et la représentation qu'ils se faisaient de leur position dans la hiérarchie sociale. En effet, « *l'entretien, explique F. Bonnet, s'impose chaque fois que l'on ignore le monde de référence, ou que l'on ne veut pas décider a priori du système de cohérence interne des informations recherchées* ».³ L'un des avantages de la méthode par entretien était en outre de mettre en place ce que O. de Sardan appelle la « *triangulation complexe* ». Il la définit de la façon suivante : « *La triangulation complexe entend faire varier les informateurs en fonction de leur rapport au problème traité. Elle veut croiser des points de vue dont elle pense que la différence fait sens. Il ne s'agit donc plus de « recouper » ou de « vérifier » des informations pour arriver à une « version véridique », mais bien de rechercher des discours contrastés, de faire de l'hétérogénéité des propos un*

¹ Godelier M. (1984), *L'idéal et le matériel*, Paris, Fayard.

² Richard E. Ocejo (2012), *Ethnography and the City: Readings on Doing Urban Fieldwork (The Metropolis and Modern Life)*, Routledge

³ François Bonnet (2008), « La distance sociale dans le travail de terrain : compétence stratégique et compétence culturelle dans l'interaction d'enquête », *Genèses*, 4, 73, pp. 57-74. p.37

objet d'étude, de s'appuyer sur les variations plutôt que de vouloir les gommer ou les aplatir, en un mot de bâtir une stratégie de recherche sur la quête de différences significatives »¹.

Parmi ces entretiens, les récits de vie ont eu une place déterminante. Il s'agissait, selon les mots de Y. Grafmeyer, de « *restituer dans toute leur complexité les suites d'états et d'événements qui s'enchaînent au fil d'une même trajectoire de vie. La question de la mobilité se recompose autour de l'analyse des processus qui mettent en jeu tout à la fois ses liens interpersonnels, des lieux géographiques et des statuts sociaux* »². Bien que Pierre Bourdieu ait dénoncé « *l'illusion biographique* »³ qu'implique l'utilisation des récits de vie dans l'enquête sociologique, ce procédé me permettait de recueillir les représentations que les acteurs se faisaient de leur propre parcours et de leur stratégie de mobilité spatiale et sociale. Il avait en outre l'avantage de mettre en avant des régularités dans les parcours biographiques et de fournir des facteurs explicatifs de la variété des parcours. Enfin, ils permettaient de restituer la dimension historique des parcours individuels et collectifs. Comme le rappellent en effet N. Elias et J.L. Scotson, « *on ne saurait poser convenablement les problèmes sociologiques lorsqu'ils semblent concerner exclusivement des phénomènes sociaux en un point et à un moment précis – avec des structures qui, pour reprendre le vocabulaire du cinéma, ont la forme d'un plan fixe. Ils n'approchent au plus près de ce qu'on peut observer et ne mènent à des explications d'ensemble que lorsqu'ils sont conçus comme des problèmes de phénomènes en forme de processus, qui participent d'un mouvement dans le temps.* »⁴

Des entretiens très complets avec les personnes interrogées, portant tant sur leur parcours professionnel que sur leur vie familiale et leurs expériences à Picun, m'ont ainsi permis d'acquérir une vision d'ensemble et une perspective historique indispensable pour analyser la société du village de Picun.

La réflexion sur la manière dont les acteurs formulaient leurs récits de vie, façonnaient leurs représentations afin de me donner une certaine impression d'eux-mêmes ou du village, a constitué une partie importante de mon travail. « *Le questionnement méthodologique,*

¹ Olivier de Sardan, op. cit.

² Grafmeyer Y. (2004), *Sociologie urbaine*, Paris, Nathan.

³ P. Bourdieu rappelle ainsi que « *produire une histoire de vie, traiter la vie comme une histoire, c'est-à-dire comme le récit cohérent d'une séquence signifiante et orientée d'événements, c'est peut-être sacrifier à une illusion rhétorique, à une représentation commune de l'existence, que toute une tradition littéraire n'a cessé et ne cesse de renforcer* », Bourdieu P. (1986), « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62-63, p. 71.

⁴ Norbert Elias, John L. Scotson (1997), *Logiques de l'exclusion : enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris : Fayard, p.82

souligne F. Bonnet, *ne doit pas se résumer à décrire à quel point on a réussi à accéder au terrain. Il est naïf de croire que le chercheur, parce qu'il serait désintéressé et bienveillant, obtient des données pures de la part de ses sujets : ces derniers ne sont pas des êtres passifs mais des acteurs intelligents, compétents, qui peuvent manipuler et instrumentaliser le chercheur* »¹.

En effet, la position qu'occupaient les acteurs dans la hiérarchie sociale du village et la nature de la relation que j'avais avec eux avaient une grande influence sur la manière dont ils répondaient à mes questions. J'ai déjà montré comment les officiels se montraient beaucoup moins enclins que les autres à accepter un entretien et à discuter librement. Les patrons d'entreprise, également, manifestaient moins d'intérêt pour les entretiens que les travailleurs. Ils refusaient parfois de me parler et mes entretiens avec eux étaient généralement très courts. En revanche, les ouvriers et les petits commerçants étaient plus enclins à discuter librement avec moi.

En outre, la version des différents acteurs était souvent différente selon leur place dans la hiérarchie socio-professionnelle du village. Tandis que les chefs d'entreprise insistaient par exemple sur leur bonne relation avec leurs ouvriers, ceux-ci avaient plus tendance à insister sur les conflits qui les opposaient à leurs patrons et sur la difficulté de leur travail. Cela s'explique d'une part par l'image que les acteurs voulaient donner de leur place dans la société et de leurs relations avec les autres acteurs, et d'autre part par une intériorisation de caractéristiques liées à leur rôle social : ainsi, Ervin Goffman explique que « *l'acteur se trouve profondément impliqué dans un rôle, une organisation, et un groupe déterminé auxquels il s'identifie* »². Lors de l'interaction avec autrui, il a tendance à projeter une image de lui-même qu'il a construite en fonction de la perception de sa propre identité sociale.

Enfin, les entretiens suivis sur plusieurs heures avec des informateurs devenus des amis se sont révélés très différents des autres entretiens. En effet, tandis que les personnes que je ne connaissais pas semblaient essayer de retracer, à travers leur récit, une certaine cohérence et une continuité dans leur parcours, les personnes avec lesquelles j'avais une relation plus intime étaient plus inclinées à insister sur les ruptures, les discontinuités, les échecs de leur

¹ François Bonnet, op. cit.

² Ervin Goffman (1973), *La mise en scène de la vie quotidienne*, Minit, p. 230

parcours. Leur discours révélait, plus que celui des autres, les rêves brisés, les ambitions abandonnées, les illusions dont ils étaient revenus.

La prise de distance par rapport au discours des acteurs a donc constitué une part importante de mon travail de réflexion et m'a permis d'avancer dans la compréhension de mon terrain.

D - Contexte théorique et perspectives d'analyse

Plusieurs travaux ont guidé ma recherche, offrant non seulement des pistes méthodologiques pour mon travail de terrain, mais aussi des grilles de lecture théoriques pour l'analyser. Ils ont joué un rôle fondamental dans mon analyse et dans l'élaboration de ma thèse. Je souhaite donc consacrer quelques pages à ces travaux et à ces auteurs.

1) L'école de Chicago et ses héritiers : milieu urbain, mobilité spatiale et changement social

Les sociologues de l'école de Chicago, agrégés autour de R.E. Park et de Burgess dans les années 1920, ont beaucoup inspiré mes recherches en ce qu'ils mettent l'accent sur la transformation des milieux urbains et de la société par l'immigration. Ils étudient en priorité des quartiers singuliers situés dans des zones de transition et de désorganisation sociale, que l'on peut aisément comparer aux périphéries urbaines chinoises. Si les sociologues de l'école de Chicago ainsi que leurs héritiers ont essentiellement insisté sur l'immigration internationale, il m'a semblé que leur réflexion était également féconde dans le cadre des migrations internes à la Chine, dans la mesure où les migrants ruraux chinois se trouvent confrontés, en de nombreux points, à une situation comparable.

Si, comme le souligne Y. Grafmeyer, « *l'espace n'est jamais présenté comme principe explicatif ni même comme objet privilégié de l'analyse* » et que « *l'attention se porte avant tout sur le système social, son organisation, son fonctionnement et ses transformations* »¹, les travaux les plus célèbres de l'école de Chicago reposent pourtant sur des logiques d'ordre spatial. Les processus d'appropriation et d'exclusion spatiales sont pour les chercheurs de

¹ Yves Grafmeyer (1978), *L'école de Chicago*, Grenoble, P.U.G., p.34

l'école de Chicago des éléments fondamentaux. Par exemple, l'article de E. Burgess sur les « processus de distribution spatiale des activités et des résidences »¹ propose une représentation de la ville en cercles concentriques emboîtés en fonction de l'organisation des zones d'emploi et de résidence.

Pour les chercheurs de l'école de Chicago, la mobilité spatiale joue un rôle important dans le changement social. La « théorie du Ghetto » de E. Burgess montre que les populations arrivantes se concentrent dans la ville et la transforment en même temps qu'ils s'y adaptent. Selon R.E. Park, « *la mobilité mesure le changement social et la désorganisation sociale, parce qu'un changement social entraîne toujours un changement de position dans l'espace et que tout changement social, même celui que nous décrivons comme progrès, entraîne une désorganisation sociale* »².

De nombreux chercheurs de l'Ecole de Chicago se sont attachés à expliquer les mutations sociales impliquées par la migration internationale. Thomas et Znaniecki³, étudiant le groupe d'immigrés polonais aux Etats-Unis, ont ainsi décrit le processus de « désorganisation sociale » qui suit la migration et l'installation dans un nouveau territoire, puis celui de « réorganisation » d'une nouvelle société au contact de la société américaine.

2) La recherche en France sur l'immigration

La postérité de l'école de Chicago fut importante. En France, de nombreux chercheurs ont repris et développé les bases posées par les chercheurs américains. Par exemple, à partir des années 1970, Abdelmalek Sayad⁴ a développé une réflexion sociologique sur l'immigration. Pour lui la migration est un fait social total, qui doit englober l'ensemble des processus : « *toute étude des phénomènes migratoires qui néglige les conditions d'origine des immigrés se condamne à ne donner du phénomène migratoire qu'une vue à la fois partielle et*

¹ Burgess, Ernest W. (texte original de 1925) « La croissance de la ville; Introduction à un projet de recherche », in Grafmeyer, Yves et Joseph Isaac, dir. (2009) *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Flammarion, Paris

² Park, R. E. (texte original de 1926), «La communauté urbaine : un modèle spatial et un ordre moral», in Grafmeyer, Yves et Joseph Isaac, dir. (2009) *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Flammarion, Paris

³ Thomas W.I. & Znaniecki F. (1918-1920), *The Polish Peasant in Europe and America*, New York, A. Knopf (édition originale vol. 1&2, Chicago, The University of Chicago Press ; vol. 3 à 5, Boston, Badger Press)

⁴ Abdelmalek Sayad (2006), *L'immigration ou Les paradoxes de l'altérité : 1, L'illusion du provisoire, 2, Les enfants illégitimes*, Raisons d'agir

ethnocentrique ». Il observe les répercussions de la migration sur l'identité du sujet « déraciné » à travers une analyse de « *la double absence* » et montre que la pression conjuguée de l'exploitation industrielle et de diverses dominations sont la marque de l'expérience d'immigré : « *Tout se passe comme si l'immigré étant déjà en faute du seul fait de sa présence en terre d'immigration, toutes les autres fautes dont il pourra se rendre coupable durant son immigration sont comme redoublées, aggravées en raison de cette faute première que serait l'immigration.* » L'immigré a alors le choix, soit de se comporter comme un « stigmatisé », soit, par « hypercorrection sociale », de devenir invisible.

Plus récemment, Tarrus¹ a également développé, sur les bases posées par l'école de Chicago, une réflexion sur l'immigration, sur les interactions sociales durant le processus de mobilité et sur les conséquences sur des territoires. Il insiste notamment sur l'organisation de la vie urbaine des migrants et la création de nouvelles sociabilités.

3) Proximité et distance sociale : G. Simmel et N. Elias

Sous l'influence de Georg Simmel, de nombreux sociologues, à commencer par la mouvance de l'école de Chicago, se sont intéressés à la question du lien entre la proximité spatiale et la relation sociale. Dans « Digression sur l'étranger », le philosophe allemand écrivait : « *son appartenance au groupe [...] fait que l'étranger est en même temps proche et distant, comme c'est le cas pour toutes les relations fondées uniquement sur la communauté humaine en général. [...] Lorsque l'étranger est d'un pays, d'une ville, d'une race différents, ses caractéristiques individuelles ne sont pas perçues : on ne fait attention qu'à son origine étrangère, qu'il partage ou peut partager avec beaucoup d'autres* ² ». Suivant son enseignement, des sociologues se sont intéressés à la notion de proximité, en tant que donnée matérielle et subjective, physique et socialement construite.

Elias et Scotson ont par exemple étudié les interactions sociales au sein d'une communauté, décrivant dans *The Established and the Outsiders* les relations entre « anciens » et « nouveaux » habitants d'un quartier et la domination symbolique qui en résulte. Ils écrivent

¹ Tarrus A. (2002), *La mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland.

² Simmel, G. (texte original de 1908), « Digression sur l'étranger », in Grafmeyer, Yves et Joseph Isaac, dir. (2009) *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Flammarion, Paris, pp.53-77

ainsi que « *Ils [les anciens] refusaient d'avoir le moindre contact avec eux [les nouveaux] en dehors de leurs activités professionnelles. Ils les 'fourraient tous dans le même sac' : celui des gens mal élevés. En un mot, ils traitaient les nouveaux venus comme des gens qui n'appartenaient pas à leur cité, comme des intrus (outsiders)*¹.

4) Pierre Bourdieu : hiérarchies sociales et stratégies des agents sociaux

L'œuvre de Bourdieu a également beaucoup influencé mon travail en ce qu'il donne des outils à la fois conceptuels et méthodologiques essentiels pour analyser le mode de formation et de reproduction des hiérarchies sociales ainsi que les stratégies des agents sociaux. La lecture de Bourdieu a ainsi été déterminante dans ma décision de consacrer une grande partie de mon travail à l'étude des hiérarchies sociales, des relations de pouvoir et des processus de domination symbolique.

La théorie de l'action de Pierre Bourdieu, autour de son concept-clé d'*habitus*, a exercé une grande influence dans les sciences sociales. Cette théorie tend à montrer que les agents sociaux développent des stratégies adaptées au monde dans lequel ils évoluent, mais que ces stratégies sont issues de dispositions acquises par la socialisation et qu'elles sont essentiellement inconscientes. *L'habitus* permet aux agents de réagir immédiatement et sans y réfléchir aux événements du monde social qui les entoure. Ainsi, « *le principe réel des stratégies [est] le sens pratique, ou, si l'on préfère, ce que les sportifs appellent le sens du jeu, comme maîtrise pratique de la logique ou de la nécessité immanente d'un jeu qui s'acquiert par l'expérience du jeu et qui fonctionne en deçà de la conscience et du discours.*² »

Cette théorie de l'*habitus*, que Bourdieu appelle également « sens pratique », est à la base d'une stratégie inconscientes des individus, destinée à résoudre les contradictions entre la théorie de l'acteur rationnel, qui implique un acteur calculant en permanence, et la théorie structuraliste, qui suppose un individu entièrement soumis aux contingences de la structure sociale dans laquelle il se trouve. Ainsi, « *l'habitus enferme la solution des paradoxes du sens*

¹ Elias N. & Scotson J. (1965), *The established and the outsiders: A sociological Inquiry into community problems*, London: Frank Cass. trad. de l'anglais par P.-E. Dauzat en 1997, *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris, Fayard, p32.

² Pierre Bourdieu (1988), *Choses dites*, Minuit, p. 77

*objectif sans intention subjective : il est au principe de ces enchaînements de coups qui sont objectivement organisés comme des stratégies sans être le produit d'une véritable intention stratégique.*¹ » Suivant la théorie bourdieusienne, j'ai supposé, dans l'étude des stratégies migratoires et des stratégies d'ascension sociale des acteurs sociaux, une certaine marge de liberté au sein d'une superstructure économique et sociale. J'ai compris cette structure, en tant qu'elle est matérialisée dans l'univers concret et subjectif des acteurs, comme une « règle du jeu » dont ceux-ci doivent tenir compte dans l'élaboration de leurs stratégies.

Pierre Bourdieu insiste également sur l'importance de la lutte et du conflit dans le fonctionnement d'une société. Mais ces conflits ne se réduisent pas à la lutte entre classes sociales : ils s'opèrent, selon lui, dans différents champs sociaux (champ économique, politique, culturel, artistique, sportif, religieux, etc.), dont chacun est organisé selon une logique propre déterminée par la spécificité des enjeux et des atouts que l'on peut y faire valoir. En cela, la vision bourdieusienne de l'espace social est relationnelle : la position de chacun n'existe pas en soi, mais en comparaison des quantités de capital que possèdent les autres agents. Au sein de ces champs, les interactions se structurent en fonction des atouts et des ressources que chacun des agents peut mobiliser, c'est-à-dire, selon le concept de Bourdieu, en fonction de leur « capital ». Ce capital n'est pas uniquement économique : Bourdieu insiste en effet sur le rôle du capital social, culturel et symbolique.

Les concepts théoriques développés par Pierre Bourdieu ont des conséquences en termes de méthodologie de la recherche sociologique. Tout d'abord, pour Bourdieu, la compréhension des phénomènes sociaux passe par l'analyse objective des positions et prises de positions des individus. « *C'est se donner une compréhension générique et génétique de ce qu'il (l'agent) est, fondée sur la maîtrise (théorique ou pratique) des conditions sociales dont il est le produit* »². La compréhension du monde social naît de l'appréhension rationnelle « *de la pluralité des perspectives correspondant à la pluralité des points de vue coexistant et parfois directement concurrents* ». J'ai donc essayé, au cours de mes recherches, de comprendre la genèse des stratégies et des points de vue des acteurs, d'interroger des acteurs très divers et de recueillir la pluralité de leurs points de vue, d'une manière à la fois synchronique et diachronique, en leur demandant de restituer leur parcours de vie et de décrire les sentiments qu'ils éprouvaient face à leur vie actuelle.

¹ Pierre Bourdieu, *Le Sens pratique*, op. cit, pp. 103-104.

² Pierre Bourdieu, (sous la direction de), *La misère du Monde*, Paris, Éditions du Seuil, collection Points, 1993

Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 201330

5) Crozier et Friedberg : Incertitudes et relations de pouvoir dans une organisation

Enfin, les travaux de Crozier et Friedberg en sociologie des organisations ont également beaucoup influencé mon analyse des relations de pouvoir au sein du village. J'ai en effet constaté qu'une part importante des relations de pouvoir au sein du village se déroulait dans le monde de l'entreprise, sur lequel Crozier et Friedberg ont basé l'essentiel de leurs recherches.

Ceux-ci ont en commun avec Pierre Bourdieu de tenter de résoudre la contradiction entre la théorie de l'acteur rationnel et la théorie structuraliste, en postulant que la structure sociale est à la fois un construit et un cadre au sein duquel s'insère l'action. Ainsi, pour Crozier et Friedberg, les acteurs n'ont pas nécessairement de tactique consciente et cohérente¹, mais leur comportement fait toujours sens². Les auteurs ont également en commun avec Bourdieu de considérer le monde social comme un système de pouvoir : « *toute structure d'action collective se constitue comme système de pouvoir. Elle est phénomène, effet et fait de pouvoir* »³. Celui-ci est entendu comme relation, dans laquelle chaque partie a une capacité de négocier.

Selon Crozier et Friedberg, ce qui définit la relation de pouvoir est le degré d'incertitude que les acteurs peuvent faire valoir face aux autres acteurs, les obligeant à modifier leur comportement en fonction de cette incertitude : « *l'incertitude générale ou des incertitudes spécifiques (...) constituent la ressource fondamentale dans toute négociation. S'il y a incertitude, les acteurs capables de la contrôler l'utiliseront dans leurs tractations avec ceux qui en dépendent* ». Celle-ci dépend de la structure sociale dans laquelle évoluent les acteurs et des ressources et capacités dont ceux-ci disposent : « *En effet, les acteurs sont inégaux devant les incertitudes pertinentes du problème. Ceux qui par leur situation, leurs ressources ou leurs capacités (qui sont, bien entendu, toujours personnelles et sociales puisqu'on ne peut*

¹ « *L'acteur n'a que rarement des objectifs clairs et encore moins des projets cohérents : ceux-ci sont multiples, plus ou moins ambigus, plus ou moins explicites, plus ou moins contradictoires* » Michel Crozier, Erhard Friedberg (1977), *L'acteur et le système, les contraintes de l'action collective*, Seuil, p. 48

² « *Le fait qu'on puisse le rapporter à des objectifs clairs ne signifie pas qu'il ne puisse être rationnel, tout au contraire. Au lieu d'être rationnel par rapport à des objectifs, il est rationnel, d'une part, par rapport à des opportunités et à travers ces opportunités au contexte qui les définit et, d'autre part, par rapport au comportement des autres acteurs, au parti que ceux-ci prennent et au jeu qui s'est établi entre eux* », Op. Cit., p. 48

³ Op. Cit, p. 22

concevoir de champ non structuré) sont capables de les contrôler, utiliseront leur pouvoir pour s'imposer face aux autres »¹.

La théorie de l'action qui se dégage des travaux de Crozier et Friedberg a des implications méthodologiques qui ont fortement influencé ma recherche. Les auteurs recommandent en effet d'adopter une démarche *« hypothético-inductive par laquelle elle constitue et cerne son objet d'étude par étapes successibles à travers l'observation, la comparaison et l'interprétation des multiples processus d'interaction et d'échange qui composent la toile de fond de la vie à l'intérieur du système d'action qu'elle cherche à analyser. Une démarche en somme qui se sert de l'expérience vécue des participants pour proposer et vérifier des hypothèses de plus en plus générales sur les caractéristiques de l'ensemble. »*² L'objet de cette démarche est de déterminer les « incertitudes pertinentes », c'est-à-dire les éléments d'incertitude qui pourront être utilisés par les acteurs dans leur négociation.

Pour cela, il est tout d'abord essentiel de connaître *« les particularités structurelles et les multiples contraintes « objectives » caractérisant son champ d'étude »*³. Puis il s'agit de chercher *« à connaître concrètement et pratiquement comment chacun d'eux peut s'y prendre – et comment il s'y prend effectivement – pour faire face à sa situation et à ses contraintes, quels objectifs il poursuit et quelle perception et anticipation il a de la possibilité de les atteindre dans la structure qu'il connaît, c'est-à-dire quelles ressources il possède, de quelle marge de liberté il dispose, et de quelle façon, à quelles conditions et dans quelles limites il peut les utiliser. »*⁴ Dans cette perspective, le vécu de l'acteur est fondamental : *« On ne peut se dispenser de passer par le vécu de l'acteur pour comprendre un ensemble de relations qui n'ont pas de sens en dehors de ce vécu. »*⁵.

¹ Op. Cit, p. 20

² Op. Cit. p. 393

³ Op. Cit, p. 392

⁴ Op. Cit, p. 397

⁵ Op. Cit, p. 55

E - Problématique et plan du mémoire

Au cours de mes lectures s'est affiné un angle de recherche qui allait devenir le support essentiel de mon travail, à savoir l'étude des hiérarchies sociales et des rapports de pouvoir qui s'établissent entre les différents groupes sociaux de ce village de périphérie. Je chercherai donc à mettre en évidence, dans ce mémoire, la manière dont se forment les hiérarchies sociales à Picun, la nature et les modalités des relations de pouvoir qui s'établissent entre les groupes sociaux, et les facteurs, à la fois institutionnels, économiques, sociaux et culturels qui influencent les mobilités sociales des différents acteurs.

Mes recherches de terrain ont mis en évidence deux dynamiques distinctes : d'une part, celle qui oppose le groupe de migrants au groupe de résidents locaux et d'autre part, celle qui oppose entre elles différentes catégories socio-professionnelles.

La première dynamique, à laquelle je consacrerai mes quatre premiers chapitres, oppose deux catégories qu'on pourrait appeler, avec Elias et Scotson, les « *established* » et les « *outsiders* », séparées d'autant plus nettement qu'ils ont un statut administratif différent. Elle consiste essentiellement en une logique d'intégration et d'expulsion, de désorganisation et réorganisation sociale et de domination symbolique du groupe établi face aux nouveaux arrivants.

Je consacrerai mon premier chapitre à un état des lieux rapides de la « stratégie migratoire » des migrants, analysant les motivations qui les poussent à la migration et expliquant le choix résidentiel de la zone périphérie de Pékin. Mon deuxième chapitre consistera à mettre en évidence les facteurs d'exclusion institutionnelle du groupe de migrants et leurs conséquences sur les relations de pouvoir entre les deux groupes. J'essaierai, dans mon troisième chapitre, d'analyser en quoi l'appropriation de l'espace privé, semi-privé et public constitue à la fois un enjeu et un élément déterminant dans les relations de pouvoir entre migrants et résidents locaux. Enfin, mon quatrième chapitre sera consacré aux mutations culturelles et sociales qui accompagnent l'évolution du village, sous les effets conjugués de l'immigration et de l'urbanisation.

La deuxième partie sera consacrée essentiellement aux relations de pouvoir dans le monde professionnel. Selon les mots de A. Sayad : « *Un immigré, c'est essentiellement une force de travail, et une force de travail provisoire, temporaire, en transit.* » « *C'est le travail qui fait 'naître' l'immigré, qui le fait être ; c'est lui aussi, quand il vient à cesser, qui fait* Camille Boullenois – « *Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement* » - Mémoire INALCO – 201333

'mourir' l'immigré, prononce sa négation ou le refoule dans le non-être. »¹ Ce constat s'applique tout particulièrement aux « *nongmingong* », dont le terme générique indique à la fois une provenance (la campagne) et une catégorie socio-professionnelle (travailleurs peu qualifiés, ou *dagongren*, 打工人). Pour eux, le travail en tant que *dagongren* est un élément essentiel et constituant de l'expérience de la migration ; il est au centre de leur identité et de leur vie quotidienne et constitue un passage obligé dans leurs trajectoires de mobilité sociale. Pourtant, mes entretiens ont mis en évidence la diversité et l'hétérogénéité du monde professionnel de Picun. Le village comprenait en effet, en 2011, 205 entreprises employant de 4 à 200 employés et 215 petits commerces et restaurants². Parmi les migrants, les différents métiers et statuts esquissent une hiérarchie socio-professionnelle diversifiée et mettent en place des rapports de pouvoir particuliers.

Mon premier chapitre sera donc consacré à montrer l'hétérogénéité des statuts professionnels et les stratégies de mobilité sociale mises en place par les *nongmingong*. Mon deuxième chapitre consistera à analyser le marché de l'emploi et la structure des entreprises : j'y montrerai en quoi ces éléments objectifs permettent d'expliquer les rapports de pouvoir au sein de l'entreprise. Mon deuxième chapitre analysera plus en détail la nature et les modalités des relations de pouvoir au sein de l'entreprise, mettant l'accent sur les conflits du travail et leur résolution. Enfin, mon dernier chapitre sera consacré à l'ONG La Maison des Travailleurs et au rôle qu'elle joue dans l'amélioration de la condition des travailleurs migrants et dans le développement d'un sentiment d'appartenance à une « classe de nouveaux travailleurs ».

¹ A. Sayad, Op. Cit., p50

² Selon des chiffres fournis par l'ONG La Maison des Travailleurs

Première partie
Migrants et locaux : la construction de
catégories sociales

Introduction : Réflexion sur la catégorie de « migrants ruraux »

Cette première partie sera essentiellement consacrée à l'étude des hiérarchies sociales et des interactions entre les résidents locaux et les migrants. Néanmoins, il s'agit d'être très prudent lors de l'utilisation de catégories sociales en sciences humaines. Le raisonnement sociologique consiste en effet à ne pas les tenir pour acquises mais à les mettre en question, voire à déconstruire.

En particulier, il s'agit de prendre en compte le caractère socialement construit de ces catégories : comme l'affirment Berger et Luckmann¹, « *le monde social dans lequel nous vivons est le produit de l'activité humaine* », dont l'habitude nous empêche de voir le processus dynamique. Alfred Schütz² indique en outre que ce processus de catégorisation est l'objet d'enjeux de pouvoir importants : il s'agit alors de chercher à retracer le processus dynamique et les luttes de pouvoir qui ont conduit à la construction de « types » sociaux.

Deux termes sont couramment utilisés par les deux populations de Picun : celui de *waidiren* ou *waidiren* (personne venue d'ailleurs) et celui de *nongmingong* (ouvrier-paysan). Le premier fait référence à leur provenance : tandis que les locaux sont nés et ont grandi à Picun, les migrants viennent de différentes régions de Chine. Mais le terme de *wailairen* renvoie également à une distinction administrative, puisqu'au *hukou* des locaux et des migrants sont attachées des prérogatives différentes en matière d'accès à l'emploi, au logement, aux assurances sociales ou encore à l'éducation.

Or ces prérogatives sont les émanations d'une situation déterminée dans le temps et l'espace : aussi, la catégorie de « *wailairen* » est susceptible d'évoluer et d'être porteuse d'implications différentes au cours du temps. Les récentes déclarations de l'Etat chinois en faveur de l'harmonisation des droits rattachés au *hukou* en sont la preuve.

Ce terme renvoie en outre à une construction identitaire qui oppose les « gens d'ici » aux « gens d'ailleurs ». Cette identité différenciée a des implications culturelles et psychologiques qui sont susceptibles d'être mises en jeu dans les interactions et dans les

¹ Berger P. & Luckmann T. (1966), *The Social Construction of Reality*, New York, Anchor Books. (1986), *La construction sociale de la réalité*, traduit de l'anglais par P. Tamiaux, Paris, Méridiens Klincksieck

² Schutz A. (1987), *Le chercheur et le quotidien. Phénoménologie des sciences sociales* Paris, Méridiens Klincksieck

rapports de pouvoir symboliques qui se manifestent entre les deux groupes. En tant que tel, le terme de « *wailairen* » suppose des mécanismes d'identité collective, mais aussi d'identification personnelle, qui reposent sur des logiques distinctes. Il s'agira donc de ne pas présupposer, derrière un individu, la catégorie à laquelle il appartient, mais au contraire d'essayer d'analyser, à travers son discours, comment il se perçoit lui-même et comment il perçoit les autres acteurs sociaux.

Le deuxième terme, *wailairen*, se rattache à un statut socio-professionnel et identitaire complexe. Il fait tout d'abord référence à l'évolution de l'identité professionnelle des migrants, qui passent d'un emploi agricole à ouvrier. Cependant, si ce processus semble pouvoir être constaté à l'échelle de la Chine et sur plusieurs décennies, son existence est plus douteuse à l'échelle d'un individu, voire d'une génération. Beaucoup de migrants, en particulier les jeunes, n'ont en effet jamais exercé de travail agricole et ont travaillé en entreprise dès la fin de leurs études. En outre, la mutation professionnelle de la population migrante n'est pas pertinente pour établir une distinction entre les migrants et les locaux, puisque ces derniers ont également abandonné leur emploi agricole pour un poste en entreprise ou pour vivre de leurs rentes.

Le terme de *nongmingong* renvoie en outre à la double identité rurale – urbaine qui est problématique : en effet, les migrants se considèrent-ils comme ruraux, urbains, ou bien comme une catégorie à part ? Quels enjeux couvrent ces termes d'urbain et de rural ? En quoi l'urbanisation et l'immigration en ville est-elle porteuse de mutations sociales et culturelles ? Que signifie, pour les migrants ruraux, « s'adapter » à la vie en ville ?

Enfin, le terme de *nongmingong* renvoie implicitement à une catégorie socio-professionnelle défavorisée, occupant des emplois précaires et mal rémunérés. En effet, les étudiants ou les migrants diplômés qui viennent travailler à Pékin ne sont pas compris dans cette catégorie.

Or cette distinction s'avère difficile à trancher et fait des *nongmingong* une catégorie flexible et aux contours mal tranchés. Cela pose par exemple la question de la capacité des individus à quitter ou à entrer dans cette catégorie : les anciens ouvriers migrants devenus patrons sont-ils considérés comme des *nongmingong*, se considèrent-ils eux-mêmes comme tels ? Qu'en est-il des enfants de *nongmingong* ? Quelles sont les différences entre générations ?

Cette première partie sera donc consacrée à démêler ces questions. Si j'ai choisi d'utiliser le terme de *nongmingong* pour désigner les migrants, par opposition aux résidents locaux de Picun, j'examinerai cependant avec attention les problèmes qu'il soulève. Je tenterai ainsi de mieux comprendre comment s'effectue le processus de construction sociale qui se cache derrière cette catégorisation et quels sont les enjeux qu'il recouvre.

I - Les stratégies migratoire des *nongmingong*

Intimement liée à l'exode rural chinois, l'histoire de Picun est avant tout celle des milliers de migrants qui ont fait le choix de s'y s'installer et d'y travailler. J'ai donc estimé utile et même nécessaire d'ouvrir la réflexion par une analyse de leurs stratégies migratoires et des structures de pouvoir qui les sous-tendent.

Je considérerai ici les migrants comme un « groupe stratégique », c'est-à-dire, selon la définition qu'en donne O. de Sardan, une « *agrégation d'individus qui ont globalement, face à un même 'problème', une même attitude, déterminée largement par un rapport social similaire à ce problème (il faut entendre ici 'rapport social' au sens large, qui peut être un rapport culturel ou symbolique comme politique ou économique)* ». Par ailleurs, par stratégie, je n'entends nullement une démarche tactique nécessairement consciente ; ainsi, pour reprendre la formule de Bourdieu, il s'agit de les considérer comme un « *enchaînements de coups qui sont objectivement organisés comme des stratégies sans être le produit d'une véritable intention stratégique.*¹»

Stratégie implique structure sociale, qui exerce sur les acteurs une contrainte en même temps qu'elle dessine un cadre d'action. Mon travail a donc consisté à essayer de retrouver, au travers de parcours de vie variés, des contraintes (institutionnelles, économiques, sociales) s'appliquant de manière collective au groupe des migrants ruraux. Il s'agissait en outre de retracer le cadre culturel ou « psychologique » commun qui, selon O. de Sardan, permet aux individus d'adopter une même attitude face aux problèmes.

Dans cette perspective, je m'attacherai, tout d'abord, à analyser les motifs qui poussent les acteurs à migrer et la manière dont la perception des contraintes et des opportunités se manifeste dans la prise de décision des acteurs. Je montrerai ensuite les contraintes institutionnelles, financières et sociales auxquelles sont soumis les parcours résidentiels des migrants et tenterai d'expliquer leur choix des zones périurbaines de Pékin. J'analyserai enfin en quoi ces contraintes peuvent expliquer le maintien d'un lien très fort avec le village d'origine et comment celui-ci se manifeste.

Je ne prétends pas, dans cette première partie, apporter un éclairage nouveau sur la stratégie migratoire des *nongmingong*, mais simplement en rappeler les enjeux principaux et

¹ Olivier de Sardan, Op. Cit., pp. 71-112

montrer comment les acteurs migrants de Picun s'inscrivent dans ce cadre général. En esquissant cet aperçu des contraintes et des opportunités qui s'offrent aux migrants ruraux, mais aussi de leurs motivations et de la stratégie qu'ils mettent en œuvre pour les réaliser, j'espère ainsi poser les bases de la réflexion que je développerai dans la suite de ce mémoire.

A - Les motivations de la migration

Les précédents travaux sur l'exode rural chinois ont montré que les motivations économiques étaient primordiales dans la décision de migrer¹. La recherche d'un travail non-agricole et la perspective d'un salaire élevé sont les deux éléments clés de la stratégie de migration. Cependant, les motivations relatives aux conditions de vie et de travail ne sont pas inexistantes, en particulier chez les jeunes. L'attrait de la vie en ville et les représentations négatives de la vie à la campagne jouent un rôle important dans la décision de migrer.

Wen Jun met ainsi en évidence une évolution des motivations de l'exode rural, d'une rationalité de subsistance (*shengcun lixing xuanze*, 生存理性选择) à une rationalité économique (*jingji lixing xuanze*, 经济理性选择) destinée à l'amélioration des conditions économiques, puis enfin à une rationalité « sociale » (*shehui lixingxuanze*, 社会理性选择) destinée à améliorer la satisfaction des migrants (*manyi yuanze*, 满意原则).²

Je consacrerai donc cette première partie à esquisser une typographie des migrants de Picun et des raisons qui ont motivé leur migration, en montrant l'évolution de ces motivations et les différences entre les générations.

¹ Fan, C. Cindy (2008), *China on the Move: Migration, the State, and the Household*, New York: Routledge ; Wen Jun (2001), « Cong shengcun lixing dao shehui lixing xuanze : dangdai zhongguo nongmingong waichu jiuye dongyin de shehuixue fenxi » (D'une rationalité de subsistance à une rationalité sociale : analyse sociologiques les motivations les migrants ruraux dans la Chine contemporaine), *Recherche sociologique*, n°6 ; Yaohui Zhao (1999), « Leaving the Countryside: Rural-To-Urban Migration Decisions in China », *The American Economic Review*, Vol. 89, No. 2 ; Hare, D. (1999), « Push versus pull factors in migration outflows and returns: Determinants of migration status and spell duration among China's rural population », *Journal of Development Studies*, 35, 45-72

² Wen Jun, Op. Cit.

1) D'une migration « de subsistance » à une migration économique

Les inégalités entre le monde urbain et rural et la manière dont elles sont perçues et vécues par les acteurs sont le facteur principal de l'exode rural en Chine¹. Le différentiel économique entre le lieu d'origine et la destination des migrants ainsi que l'attrait des opportunités professionnelles et d'un revenu plus important en ville ont en effet été soulignés dès la fin du 19^e siècle par Ravenstein (1885, 1889), puis étudiée à de nombreuses reprises, notamment par Lee (1966), Lewis (1954), Harris et Todaro (1970)².

L'étude de terrain que j'ai menée dans le village de Picun a tout à fait confirmé ces analyses. Les stratégies d'amélioration économique, voire « de survie » constituent donc encore des phénomènes courants. Les revenus agricoles très bas, mais aussi les faibles salaires qu'offrent les métiers non-agricoles à la campagne étaient fréquemment mis en avant par mes informateurs. Équivalent à quelques centaines de yuan par mois dans le village d'origine, le salaire est décuplé lors de l'arrivée à Pékin. En outre, le manque d'opportunités professionnelles et le chômage récurrent dans la campagne sont autant de motivations pour partir gagner sa vie en ville. La surpopulation de la campagne chinoise (*guomihua*, 过密化) et l'insuffisance des ressources de la terre ont également été évoquées, donnant aux personnes interrogées le sentiment d'une nécessité de la migration.

C'est ce qu'explique Wang Zhifang, patron d'une petite entreprise d'acier et originaire du Henan. Voici un extrait de mon journal de terrain à son sujet :

La raison pour laquelle il est parti de chez lui ? Sa famille n'avait pas de quoi manger. Dans son village, ils sont trop nombreux et les parcelles sont trop petites. En outre, il n'y a pas d'opportunités de travail autre que le travail des champs. Il est donc venu à Pékin pour nourrir sa famille, car il n'avait pas d'autre choix.

Dans la volonté d'augmenter les revenus de la famille, l'amélioration des conditions de vie de la famille restée au village et, à plus long terme, l'avenir des enfants, sont les deux motivations principales. Zheng Qiuju, âgé de 35 ans et originaire du Henan, explique ainsi (extrait de mon journal de terrain) :

¹ Hare, D., Op. Cit.

² E. G. Ravenstein (1885), « The Laws of Migration », *Journal of the Statistical Society of London*, Vol. 48, No. 2, pp. 167-235 ; Lee ES. (1966), « A Theory of Migration », *Demography*, n°3, pp. 47-5 ; Lewis WA (1954), « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour », *Manchester School of Economic and Social Studies* n°22, pp. 139-91 ; Harris JR, Todaro MP. (1970), « Migration, unemployment and development: A two-sector analysis », *American Economic Review* n°60, pp. 126-42

Certes, la vie à la campagne est plus douce. Il est difficile de vivre en ville. Mais les salaires, dans le village de Zheng Qiuju, ne sont pas assez hauts. En Chine, il est nécessaire de gagner le plus d'argent possible pour les enfants. Il faut payer l'école, puis le mariage, l'appartement... Il faut aussi économiser de l'argent pour ses vieux jours.

Voici également l'extrait d'un entretien avec Wang Yu, un jeune homme âgé de 26 ans qui travaille, ainsi que sa femme, comme menuisier à Picun :

«L'école coûte très cher en Chine. Nous avons un enfant, qui a deux ans. Mes parents voudraient que nous en ayons un deuxième mais notre salaire n'est pas suffisant pour le moment. Nous travaillons dur pour que notre enfant puisse aller à l'école, puis à l'université. »

Pour les migrants, de la première comme de la deuxième génération, les motivations économiques sont donc essentielles : il s'agit avant tout d'améliorer le revenu familial.

2) Migrer pour trouver plus d'opportunités et de meilleures conditions de vie

Cependant, si le salaire est le facteur essentiel de la migration, il n'en reste pas moins que d'autres éléments peuvent entrer en ligne de compte. Ainsi, la recherche d'opportunités, de nouvelles expériences humaines et professionnelles, mais aussi de meilleures conditions de vie sont des raisons très souvent évoquées par les jeunes migrants, ce que confirment les études menées par Wang Chunguang¹ sur la nouvelle génération de migrants. Dans cette perspective, les perceptions d'une campagne-repoussoir s'ajoutent à l'attrait (parfois fantasmé) de la vie urbaine.

Évoquée en termes de pauvreté et de conditions de vie difficiles, la campagne chinoise est en effet souvent décrite par les acteurs interrogés comme un repoussoir. La pénibilité des travaux des champs et le caractère rudimentaire des conditions de vie sont souvent évoqués. Monsieur Wang, 26 ans, originaire du Hubei, explique ainsi :

« Je ne voudrais pas rentrer dans mon village. La vie est trop difficile, car le salaire est très bas et ne permet pas de vivre correctement. »

¹ Wang Chunguang, (2001), "The Causation and Action Choice of the New Generation of Rural Floating Population", *Chinese Cadres Tribune*, n°7, pp. 23-28.

Pour décrire le travail des champs, les acteurs interrogés ont eu souvent recours aux termes « pénible » (*jianku*, 艰苦) et « fatigant » (*lei*, 累). Le patron d'un petit hôtel, originaire du Hunan, explique ainsi :

« Je suis venu à Pékin parce que les travaux des champs sont trop fatigants. Je ne veux plus cultiver la terre. Ici, même quand on travaille pour d'autres personnes, il y a au moins des horaires ; et puis on peut faire des métiers qui ne soient pas trop fatigants. »

Une jeune migrante décrit également son sentiment quant au travail de la terre : "*Pour nous, être paysan, ça a un sens péjoratif. Ça veut dire qu'on est pauvre. C'est un travail difficile et qui rapporte très peu.*"

En ce qui concerne les conditions de vie, les termes « arriéré » (*luohou*, 落后) et « rudimentaire » (*jianlou*, 简陋) sont souvent utilisés. Les jeunes migrants, enfin, décrivent pour la plupart la vie à la campagne comme répétitive et manquant de loisirs. Ainsi, Monsieur Ma, 18 ans, explique :

“Il n'y a rien à faire dans mon village. Les gens travaillent aux champs mais après, il n'y a pas d'activité pour les jeunes de mon âge. De toute façon, les jeunes sont tous partis à la ville, il ne reste plus que les personnes âgées ».

Pour beaucoup de jeunes migrants, le travail de la terre n'est donc pas attractif et n'offre aucun avenir ; quant aux opportunités professionnelles dans leur région natale, elles sont trop rares. Leur village leur paraît trop restreint : ils aspirent à partir afin de découvrir d'autres horizons. Comme l'explique Wen Jun : *« Pour eux, l'idéologie traditionnelle liée à la terre n'a plus le sens culturel très fort qu'elle avait auparavant ; ils peuvent faire une comparaison de la vie et des valeurs rurales et urbaines »*¹.

Pour beaucoup, la ville semble ouvrir un monde plein de promesses et d'opportunités. Ainsi, un jeune migrant m'explique :

“ Nous voulons tous partir pour découvrir le monde, pour ouvrir notre horizon. La vie en ville est pleine d'opportunités, il suffit de les saisir. »

¹“对他们来说, 传统的乡土观念已不再具有原来那样强烈的文化意义了, 他们已经有了在生活方式和价值观念上的横向比较”, Op. Cit.

L'exemple des autres migrants, véhiculé par le réseau d'interconnaissances ou bien à travers les médias, contribue à donner aux jeunes ruraux l'envie de tenter leur chance. Ainsi, Monsieur Zhu, 17 ans, explique :

« Énormément de jeunes quittent leur village pour aller travailler en ville. Je voulais profiter de l'occasion moi aussi et tenter ma chance. »

Néanmoins, cette conception idéalisée de la vie urbaine est parfois trompeuse et illusoire. Monsieur Li, 28 ans, originaire du Gansu, raconte :

« Après le lycée, je n'avais pas envie de faire des études, ça ne m'intéressait pas. Je voulais devenir chanteur. J'avais pris des cours en cachette pendant mon lycée et on m'avait dit que j'avais beaucoup de potentiel. Je suis donc venu à Pékin dans l'idée que la capitale était le meilleur endroit pour devenir célèbre. Je voulais d'abord prendre des cours, mais ils se sont avérés extrêmement chers et peu utiles. Peu à peu, je me suis rendu compte qu'il ne suffisait pas de chanter bien pour devenir connu : il faut aussi avoir de l'argent et des contacts. J'ai donc abandonné et j'ai commencé à travailler comme ouvrier. »

Si la vie urbaine est donc souvent différente de ce que les migrants avaient imaginé, cela ne favorise pas pour autant leur retour au pays : comme le montrent très justement John Knight et Ramani Gunatilaka¹, les attentes des migrants chinois vis-à-vis de la vie urbaine se modifient au fur et à mesure, si bien que leur sentiment de satisfaction augmente avec le temps. En outre, n'ayant jamais cultivé la terre, les jeunes migrants n'envisagent pas de revenir à l'occupation agricole de leurs parents. S'ils souhaitent regagner leur village natal ou le bourg le plus proche, c'est généralement pour y ouvrir un commerce ou pour y travailler en usine.

3) Sélectivité des migrants au départ : qui migre ?

Entre les différents types de populations migrantes en Chine, la population migrante de Picun semble appartenir à une couche plutôt défavorisée : les migrants, en effet, sont presque exclusivement d'origine rurale, ont un faible bagage éducatif et disposent d'un capital économique et social relativement faible.

¹ John Knight & Ramani Gunatilaka (2007), « Great Expectations ? The Subjective Well-Being of Rural-Urban Migrants in China », *Economics Series Working Papers* n°322, University of Oxford, Department of Economics
Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 201344

J'ai pu constater au cours de mes entretiens que la quasi-totalité des migrants interrogés était d'origine rurale. Or, dans le contexte chinois de grande différenciation économique et sociale entre la ville et la campagne, être d'origine rurale signifie généralement appartenir aux couches les plus défavorisées de la société. En outre, la majorité des personnes interrogées ne sont jamais allées au lycée et beaucoup ne sont jamais allés au collège. Sur les migrants interrogés, une seule jeune femme, originaire du Hebei, était diplômée de l'université en anglais. Elle n'est cependant restée que deux ans à Picun et était déjà partie à la fin de mon enquête de terrain. Voici comment elle décrit la population migrante de Picun :

« Je n'aime pas beaucoup ma vie à Picun. Je m'ennuie beaucoup parce que je n'ai pas d'amis ici. Les gens ici n'ont pas le même parcours universitaire que moi, la plupart se sont arrêtés après le collège. C'est difficile de communiquer avec eux, nous n'avons pas les mêmes centres d'intérêt, pas les mêmes loisirs, ni les mêmes attentes. (...) Il n'y a pas beaucoup de jeunes à Picun. La plupart sont des jeunes couples, qui ont déjà un enfant. Je ne peux donc pas beaucoup sortir. (...) Je suis habituée aux conditions de vie à Picun. Ce sont à peu près les mêmes que dans ma vie natale. Ça ne me pose donc pas de problème. Mais je pense que je peux espérer mieux. La plupart de mes camarades de l'université ont trouvé un travail en ville et gagnent mieux que moi. Certains enseignent l'anglais à Pékin et gagnent 200 yuan de l'heure. Moi, je ne peux gagner que 60 yuan de l'heure ici. (...) Plus tard, j'espère pouvoir travailler à Pékin et gagner mieux ma vie. ».

Néanmoins, il faut souligner, inversement, que la population migrante est généralement constituée de la population la mieux dotée en capital social, économique et culturel du milieu social dont elle est issue. La littérature sur la sociologie des migrations a en effet mis en avant l'importance du capital économique, culturel et relationnel des migrants dans la décision de migrer. La migration, considérée comme un investissement, prend en compte les coûts et les profits qu'elle impliquera. En conséquence, les migrants pour qui les coûts de la migration seront les moins grands et pour qui les profits seront les plus importants seront plus disposés à migrer.

Les coûts sont tout d'abord économiques : en effet, il faut payer le voyage vers la ville et les dépenses une fois arrivé ; plus encore, il faut parer aux incertitudes des premières semaines ou des premiers mois pendant lesquels les migrants ne sont pas sûrs de trouver un

travail. Ainsi, les familles qui disposent d'un capital de départ qui leur permet d'envoyer un de leur membre en ville sans prendre de grands risques financiers seront plus disposées à migrer.

Les coûts sont également psychologiques : les migrants doivent faire face à la solitude et aux multiples difficultés de la vie en ville. En conséquence, les migrants les plus jeunes et les plus éduqués, qui auront moins de difficultés à s'adapter à la vie en ville, seront plus disposés à migrer.

Le choix de la migration tient également compte du profit que pourra rapporter le travail en ville. Celui-ci augmente, par exemple, avec la qualification des migrants (leur niveau d'étude), leurs compétences techniques (leur habileté personnelle, leur condition physique, leurs expériences professionnelles), leur niveau de langue (leur maîtrise du mandarin pour ceux qui migrent à Pékin). On peut en déduire que les personnes les plus disposées à migrer seront en moyenne plus éduquées et plus jeunes que la moyenne de la population rurale¹.

L'étude qualitative que j'ai menée à Picun ne m'a pas permis d'établir de statistiques ni de dresser une typologie de la population migrante à Picun. Cependant, les précédentes études menées sur la population rurale migrante ont montré que la sélectivité positive des migrants s'appliquait bien au cas chinois. Ainsi, une étude de 2004, menée conjointement par la Ford Foundation et le Centre de Recherche sur la Chine Contemporaine de l'université de Pékin (*Zhongguo gongmin sixiang daode guannian zhuangkuang diaocha*, 中国公民思想道德观念状况调查) a établi des conclusions sur l'ensemble de la population rurale migrante chinoise. Elle montre que les migrants ont en moyenne un an de plus d'éducation que les paysans non-migrants, mais trois ans de moins que les urbains. Elle indique également que la population migrante est en moyenne de trois ans plus jeune que les deux autres groupes.

N'ayant pas de moyen de confirmer ou d'infirmer ces conclusions dans le village de Picun, je me contenterai de souligner que la population migrante de Picun semble être, sur ce point, représentative de l'ensemble de la population migrante rurale de Pékin, ce que m'ont confirmé des entretiens avec des chercheurs spécialistes de ces questions, mais aussi avec des membres du comité de village et des membres de l'association de la Maison des Travailleurs de Picun.

¹ Voir Yaohui Zhao (1999), « Leaving the Countryside: Rural-To-Urban Migration Decisions in China », *The American Economic Review*, Vol. 89, No. 2

B - Entre exclusion spatiale et attractivité des zones périurbaines : pourquoi s'installer à Picun ?

Une fois prise la décision de migrer, le choix de la destination reste à faire. L'étude des trajectoires socio-spatiales des migrants de Picun met en évidence une grande mobilité, à la fois subie et choisie. Les parcours résidentiels des migrants sont en partie contraints par les difficultés à s'installer en ville et par les destructions successives de leur habitat. En ce sens, la sédentarité en ville semble interdite aux migrants.

Dans ce contexte, le rôle des villages urbains et des villages péri-urbains dans la mise à disposition d'un habitat bon marché pour les migrants a fait l'objet de nombreuses études chinoises. Celles-ci ont montré en quoi ces lieux constituaient souvent la seule option possible pour des groupes de migrants privés du pouvoir institutionnel et économique qui leur permettrait d'habiter en ville¹.

Je tenterai donc d'examiner dans cette partie en quoi le choix de Picun (et plus généralement des zones périurbaines de Pékin) est le reflet à la fois d'une forte attractivité de ces territoires et d'une exclusion territoriale qui empêche les migrants de s'installer en ville.

1) Attractivité des métropoles et exclusion territoriale

Les trajectoires résidentielles des migrants ruraux chinois sont caractérisées par une mobilité géographique également très forte. Leur mobilité s'explique par la flexibilité des contrats de travail, le nombre important d'opportunités professionnelles dans ces grandes villes, mais aussi l'absence d'attaches en ville, dont nous avons démontré plus haut les causes, notamment institutionnelles.

La plupart des migrants que j'ai interrogés ont en effet déjà travaillé dans plusieurs grandes villes de Chine, Shanghai et le complexe Canton-Shenzhen étant les principales. Dans

¹ Voir Song, Y., Zenou, Y. et Ding, C. (2008), « Let's Not Throw the Baby out with the Bath Water: the Role of Urban Villages in Housing Rural Migrants in China, *Urban Studies*, Vol. 45 n°2, pp. 313-330 ; Wu, W. (2006) "Migrant intra-urban residential mobility in urban China", *Housing Studies* Vol. 21 n°5, pp. 745-65 ; Duda, M., Li, B. and Peng, H. (2008), "Household strategies and migrant housing quality in Tianjin", in R. Smyth (ed.), *Migration and Social Protection in China*, Oxford: Chandos Publishing, pp. 184-205; Hao, P., R. Sliuzas and S. Geertman (2009), " Villages within the city: housing rural migrants in the emerging mega-city of Shenzhen, China". *Dialog* n°102, 16-20.

de nombreux cas, la mobilité géographique s'effectue tout d'abord du village vers la capitale de la province, puis vers l'une des métropoles, où les migrants espèrent trouver de meilleurs salaires et des opportunités plus nombreuses. Entre les différentes métropoles, le choix de Pékin s'explique, pour les migrants, de plusieurs manières. D'une part, le salaire y est relativement plus élevé que dans d'autres villes de niveau provincial. En outre, en comparaison aux grandes villes du sud de la Chine (notamment à Shenzhen et Canton), Pékin symbolise pour les migrants un certain degré de sécurité dans les conditions de travail. C'est ce qu'explique ce jeune migrant originaire du Gansu :

« Pour nous, qui venons d'autres provinces, Pékin est connu pour être la capitale, le centre politique de la Chine. En venant ici, nous pensons que nous ne rencontrerons pas de personne qui nous roule ou de patron qui refuse de payer notre salaire ; nous pensons que les patrons n'oseront pas. Et puis le salaire est relativement élevé et les conditions économiques plutôt bonnes à Pékin. Voilà pourquoi nous choisissons de venir ici. (...) »

Cependant, l'installation en ville même s'avère particulièrement difficile pour les migrants. Le principal problème est le coût très important des loyers : s'il est possible de trouver, dans la ville, des appartements à des coûts relativement modérés (de 200 à 500 yuan), ceux-ci restent cependant beaucoup plus chers que les loyers des villages périphériques comme Picun. Pour des prix comparables, les migrants n'ont accès, en centre-ville, qu'à des logements de qualité inférieure, notamment des logements en sous-sol qui sont vécus par beaucoup de migrants comme une expérience particulièrement difficile.

Outre les difficultés de la vie en ville, les migrants doivent également faire face aux destructions successives de leur habitat, au gré de l'extension de l'espace urbain. Les villages sont en effet détruits pour faire place à des quartiers plus modernes, correspondant aux plans d'urbanisme de la ville. Une jeune femme originaire de Chongqing explique ainsi :

“Je suis arrivée à Pékin, avec mon mari, il y a près de dix ans. A l'époque, il y avait encore des villages comme celui-ci au sein du troisième périphérique. Nous avons donc habité dans l'un de ces villages, à Taiyanggong. Puis, le village a été détruit et nous avons dû partir. Nous avons alors habité pendant quelque temps dans un autre village, dans le quatrième périphérique cette fois, dans le quartier de Chaoyang. Puis, comme il a été à nouveau détruit, je suis arrivée à Picun. »

Monsieur Ma, patron d'un petit hôtel de Picun, âgé de quarante ans et originaire du Hunan explique également :

De nombreux endroits comme ça ont déjà été détruits, les gens sont obligés de partir et d'ouvrir leur commerce ailleurs. Moi, je crois que Picun ne sera pas détruit avant plusieurs années, parce que cet endroit n'est pas intéressant pour le gouvernement. Donc je veux rester ici le plus longtemps possible. »

Pour Monsieur Wang, l'un des employés de l'ONG La Maison des Travailleurs, les villes « repoussent » ainsi les migrants (*paiwai*, 排外). Ce terme inclut à la fois les destructions et les expulsions, mais aussi le mépris dont font preuve les urbains envers les migrants et la difficulté pour eux de s'installer en ville. En ce sens, il est possible de qualifier de « ségrégation spatiale » ce phénomène qui, selon la définition qu'en fait Grafmeyer, se caractérise par « *les chances inégales d'accès aux biens matériels et symboliques offerts par la ville* »¹.

2) Picun : un choix par défaut ?

Au cours de mes entretiens, le choix de Picun comme lieu de résidence ou lieu d'entrepreneuriat reflète une image contrastée du village, considéré par d'aucuns comme un pis-aller par rapport à la ville inaccessible, mais aussi présenté comme très attractif par nombre de migrants. Cette image contrastée est bien mise en relief dans cet extrait d'entretien avec Monsieur Ma, patron d'hôtel à Picun :

« Je suis arrivé à Pékin il y a huit ans. Depuis, j'ai habité dans beaucoup d'endroits ; j'ai déménagé cinq fois. Tous les endroits sont à peu près pareils, finalement. Mais Picun est quand même plus sale que Pékin ; ce n'est pas vraiment la ville et les conditions de vie ne sont pas idéales. Il y a beaucoup de déchets par terre... les toilettes ne sont pas propres. On ne verrait pas ça à Pékin. Mais Picun est très bien pour investir. Donc on y habite depuis quatre ans. (...) Avant, j'avais changé plusieurs fois d'endroit pour améliorer le commerce. Je cherchais un bon lieu pour ouvrir un hôtel. Mais maintenant que je suis à Picun, je ne veux plus bouger. »

¹ Brun, Jacques et Rhein, Catherine, Ed. (1994), *La ségrégation dans la ville*, Paris, L'Harmattan
Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 201349

Picun apparaît tout d'abord comme un lieu attractif « pour investir ». La raison essentielle en est le coût moindre de la terre, et par conséquent des loyers. Comme dans les autres villages qui constituent la banlieue de Pékin, la conjonction entre des loyers très bas et une relative proximité de Pékin favorise l'implantation de nombreuses entreprises. A Picun, 205 petites et moyennes entreprises se sont installées depuis une dizaine d'années, rendant le village très attractif aux yeux des migrants en raison de la quantité importante de l'offre de travail¹.

Néanmoins, le choix de Picun semble également être un pis-aller. Migrants comme locaux décrivent en effet le village comme « sale », « bruyant » et « pauvre ». Ce choix par défaut s'explique par l'impossibilité d'accéder à lieux plus centraux de la capitale. Un entretien avec l'un des dirigeants de l'ONG La Maison des Travailleurs confirme ce point, insistant sur les nuisances sonores que les habitants de Picun sont obligés de supporter :

« Même si, à cause du bruit des avions, Picun pourrait être considéré comme impropre au logement, les migrants sont chassés vers des endroits comme celui-ci à cause du prix prohibitif des logements et de la vie à l'intérieur du 5e périphérique. »

Pourtant, de nombreux migrants soulignent également les avantages de Picun en termes de conditions de vie : ainsi, Monsieur Li, 28 ans, originaire du Gansu, explique :

“Je ne vois pas l'intérêt d'habiter en centre-ville. Les loyers sont trop élevés, on ne peut habiter que dans des sous-sols ou des logements misérables, mais on voit tous les jours des gens beaucoup plus riches que nous qui habitent dans des beaux appartements. La ville offre plein de ressources et de loisirs à ceux qui ont de l'argent et du temps, mais les migrants n'ont ni l'un ni l'autre. Ils se contentent de travailler, manger et dormir. En comparaison, la vie à Picun est plus agréable.

Le choix de s'installer à Picun reflète, par conséquent, une stratégie marquée par une exclusion spatiale forte, mais également la prise en compte d'une attractivité de ce territoire, pour des raisons aussi bien économiques que sociales et culturelles.

¹ Chiffres communiqués par le musée des travailleurs, créé par l'ONG La Maison des Travailleurs
Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 201350

C - Le maintien d'un lien fort avec le village d'origine

Du fait de cette impossibilité de s'installer véritablement en ville, comme de l'incertitude qui découle des destructions successives de leur habitat, les stratégies migratoires des acteurs rencontrés à Picun sont caractérisées par la conservation d'un lien très fort avec le village natal. Plus qu'un lien sentimental, il s'agit également d'un enjeu stratégique qui permet aux migrants de minimiser les risques de la migration.

1) Un regroupement familial restreint

Le lien au village est tout d'abord consacré par la division de la famille, dont une partie reste tandis qu'un ou plusieurs membres partent travailler en ville. De nombreux auteurs ont en effet montré que la migration des *nongmingong* relevait d'une stratégie familiale de diversification économique¹, ce qui signifie que les familles rurales, confrontées à la faiblesse et à l'instabilité de leurs revenus, font le choix d'envoyer un ou plusieurs de leurs membres en ville pour y exercer des activités non agricoles et gagner un salaire plus élevé. La famille est alors considérée comme l'unité-clé de la prise de décision : l'ensemble des membres de la famille partagent les risques et tirent profit du revenu de la migration. Ce constat est particulièrement vrai en Chine, où la famille fonctionne comme une unité de production, de consommation et de socialisation et constitue le centre des décisions stratégiques.

Dans cette stratégie, le maintien d'une partie de la famille au village est essentiel, car elle permet de conserver la terre et le logement. Elle a pour conséquence de ne faire porter les risques de la migration que sur une partie de la famille. Elle permet également au membre migrant de revenir dans son village d'origine. En outre, pour de multiples raisons, institutionnelles comme économiques (que je développerai dans le deuxième chapitre), les enfants sont souvent laissés au village et gardés par les grands-parents.

Néanmoins, certains migrants rencontrés à Picun font également état d'une stratégie de « regroupement familial ». Pour la plupart, le regroupement se fait en plusieurs temps. Tout d'abord, l'homme gagne la ville pour y trouver un travail et commencer à épargner une partie

¹ Voir notamment Rachel Murphy (2008), « Migrant Remittances in China: The Distribution of Economic Benefits and Social Costs », in *Labour Migration and Social Development in Contemporary China*, ed. by R. Murphy, Routledge, pp.47-72 ; Fan, C. Cindy and Wenfei Winnie Wang (2008), "The Household as Security: Strategies of Rural–Urban Migrants in China," in Russell Smyth and Ingrid Nielsen, eds., *Migration and Social Protection in China*, Hackensack, NJ: World Scientific, pp. 205–243.

de son salaire. Puis sa femme le rejoint ; suivie ensuite, éventuellement, par d'autres membres de la famille. Selon le « Rapport de recherche sur le statut résidentiel et les perspectives d'avenir des travailleurs migrants », mené en 2008 et 2009 par l'association de la Maison des Travailleurs¹, la proportion de couples habitant ensemble à Picun s'élève ainsi à 86% (sur un échantillon de 58 personnes déjà mariées).

Huang Zhengxiu, une migrante originaire du Hubei, âgée d'une cinquantaine d'années, explique ainsi (extrait de mon journal de terrain) :

Huang Zhengxiu travaille comme démarcheuse pour une entreprise de cosmétiques. Son mari est arrivé à Pékin en premier, il y a dix ans, car une personne originaire du Hubei, comme eux, lui a proposé de travailler dans son entreprise. Elle-même l'a rejoint un an plus tard. Par la suite, il a changé de travail car son travail en entreprise était trop fatigant : il est devenu agent chargé du nettoyage des toilettes publiques à Dongba, un village à proximité de Picun. Le couple s'est installé dans une petite pièce entre les toilettes hommes et femmes, dont ils ne paient pas le loyer. Ensuite, il y a quatre ans, Huang Zhengxiu a aidé sa sœur, Huang Zhengying, à venir s'installer à Pékin et elle lui a trouvé un travail comme femme de ménage dans un hôtel. Son mari a également aidé le mari de sa sœur à trouver un travail comme agent de nettoyage des toilettes publiques à Picun. »

Certains migrants font également venir leurs parents, afin d'en prendre soin dans leur vieillesse, comme cette migrante âgée d'une soixantaine d'années et originaire du Hunan qui explique (extrait de mon journal de terrain) :

Elle est arrivée à Picun il y a un mois seulement. Elle est venue rejoindre son fils, qui travaille ici depuis plusieurs années. Il est parti à Pékin dès la fin de ses études pour travailler dans une usine de pneus et gagne maintenant bien sa vie en revendant des pneus dans une petite boutique à Picun. Elle explique qu'elle se fait vieille et qu'elle a besoin de l'aide de son fils car elle ne peut plus vivre seule. »

Mais faire venir les parents peut être également une manière de rentabiliser au maximum la force de travail du couple. Wang Yu, un migrant du Henan âgé de 25 ans, explique ainsi (extrait de mon journal de terrain) :

¹ « Rapport de recherche sur le statut résidentiel et les perspectives d'avenir des travailleurs migrants » (dagongzhe jizhu xiankuang he weilai fazhan diaocha baogao, 打工者居住现状和未来发展调查报告), réalisé par l'ONG La Maison des Travailleurs (gongyou zhijia) sur la base d'une enquête quantitative menée auprès de 310 migrants, dont 213 migrants résidant à Picun, en 2008 et 2009.

Lui et sa femme sont tous deux menuisiers et travaillent à Picun. Il m'explique que, afin que sa femme puisse travailler, le couple a pris la décision de faire venir ses parents. Pendant qu'ils s'occupent de leur fille, qui a maintenant deux ans, tous deux peuvent travailler. Ils gagnent ainsi deux salaires, ce qui fait plus de 10 000 yuan par mois au total.

La présence des enfants à Picun est également importante. Selon le « rapport de l'enquête sur les conditions de vie et les développements futurs des travailleurs » de 2009, la proportion des familles dont les enfants habitent avec leurs parents est de 71 % (sur un échantillon de 72 familles avec enfants interrogées).

Cette enquête menée à Picun reste d'un intérêt scientifique limité, en raison du faible échantillon qu'elle étudie ainsi qu'en raison du manque d'informations sur le choix de l'échantillon. Il semblerait cependant que la stratégie de regroupement familial soit plus marquée à Picun que dans d'autres villages, et à Pékin que dans d'autres grandes villes de Chine, ce qui peut s'expliquer notamment par le caractère plus permanent de la migration et par l'offre éducative (existence d'une école primaire) qui permet aux jeunes enfants de suivre leur scolarité en habitant avec leurs parents.

2) Travailler en ville, mais dépenser au village

Comme l'ont documenté de nombreuses études chinoises sur les migrations des paysans chinois en ville¹, la stratégie des migrants ruraux implique généralement que le village d'origine est privilégié par rapport au lieu de migration pour les dépenses et la consommation. Mes entretiens ainsi que mes observations ont également mis en évidence une grande réticence des migrants à dépenser leur salaire en ville. Leurs dépenses se limitent ainsi au strict minimum, tandis que le salaire est en grande partie envoyé au village ou économisé (les deux étant souvent compatibles).

Cette attitude a deux explications principales. D'une part, les migrants doivent faire face à une très grande insécurité. Dépourvus d'assurance sociale ou professionnelle, ils ne peuvent compter que sur leurs économies pour assurer l'avenir. D'autre part, le caractère familial de

¹ Ouyang Lisheng (2006), « Jingcheng nongmingong xiaofei xingwei yu xiaofei fqngshi tanxi » (Etude du comportement et des des de consommation des travailleurs migrants), *Economy and Management*, Volume 20 n°4 ; Xing Liping (2010), “Chengxiang eryuan jiegou shijiao xia de nongmingong xiaofei yanjiu” (Recherche sur la consommation des travailleurs migrants du point de vue d'une structure duale rurale-urbaine), *Analyses théoriques*, pp.193-194

leur stratégie les incite à envoyer une grande partie de leur salaire à leur famille (enfants ou bien parents) restée au village.

C'est ce qu'illustre cet extrait d'entretien avec Huang Zhengying, une migrante du Hubei âgée d'une cinquantaine d'années (extrait de mon journal de terrain) :

Elle m'explique qu'elle travaille beaucoup pour envoyer de l'argent à son fils. Il est resté au Hubei et, à 28 ans, il a encore un salaire très insuffisant pour lui permettre de vivre correctement. En plus, jusqu'à son divorce, il était marié à une femme qui ne voulait pas travailler et qui dépensait beaucoup. Grâce à son salaire et à celui de son mari, Mme Huang peut économiser plusieurs milliers de yuan par mois pour les envoyer à son fils. Elle a même pu lui acheter un appartement il y a quelques années.

La rénovation, la construction ou l'achat d'une maison ou d'un appartement sont en effet primordiaux. Mais l'achat d'un appartement est impossible à Pékin, à la fois pour des raisons administratives (le *hukou* de la ville étant nécessaire pour y investir dans l'immobilier) et pour des raisons économiques (les prix étant largement prohibitifs). L'ascension sociale passe donc, la plupart du temps, par la rénovation ou la construction d'une maison au village natal. D'une part, la propriété immobilière offre une sécurité : il est toujours possible, en cas de problème ou après la retraite, de retourner y habiter. D'autre part, elle constitue un investissement très apprécié dans l'ensemble de la société chinoise.

De nombreux migrants font ainsi état de la (ou des) maison(s) qu'ils ont pu rénover ou faire construire dans leur village natal, témoignant par-là de leur réussite financière en ville. Ces maisons restent cependant souvent inhabitées, lorsqu'elles ne sont pas habitées par des parents ou membres de la famille restés au village.

En témoigne cet entretien avec Lei Xiaoqing, originaire du Hebei, âgé de 37 ans et travaillant dans la manutention à l'aéroport (extrait de mon journal de terrain) :

M. Lei m'explique qu'à l'avenir, il aimerait bien posséder une maison à Pékin. Cependant, cela ne lui semble pas possible. Pourquoi ? Il n'a pas le hukou de Pékin. Il m'indique qu'il a fait construire une maison dans son village, où ses parents habitent actuellement. Il envisage de retourner y vivre pendant sa retraite, mais sans doute pas avant.

Citons encore cet extrait d'entretien avec une migrante du Sichuan, âgée de 30 ans et dont le mari possède une petite entreprise rentable à Picun :

“Il y a quelques années, je suis rentrée pendant plusieurs mois pour faire construire une nouvelle maison dans mon village natal. Elle est belle et grande, mais personne n'habite dedans, elle est vide maintenant. Mon père travaille comme ouvrier dans le Jiangsu et ma mère est morte. Les parents de mon mari habitent leur propre maison. Donc personne ne se sert de celle-ci. »

Dans certains cas cependant, lorsque la réussite financière des migrants est plus importante, ceux-ci choisissent de faire leur investissement immobilier, non pas au village natal, mais dans un lieu intermédiaire entre Pékin et la campagne. La plupart de ces investissements sont effectués dans la province du Hebei, dans les alentours de Pékin. L'immobilier y est jugé particulièrement rentable en raison du développement très rapide des alentours de Pékin mais aussi du moindre coût d'achat.

C'est le cas de cette famille originaire du Heilongjiang, dont le père explique :

“Nous ne voulons pas partir de Pékin. Nous avons toute notre vie et notre commerce ici, maintenant. Nous avons même pu acheter une voiture il y a quelques mois. Nous avons aussi choisi d'acheter un appartement dans un immeuble à Sanhe, dans le Hebei, pas très loin de Pékin. C'est beaucoup moins cher que Pékin mais l'économie se développe très rapidement. Et quand nous serons délogés de Picun (à cause de la destruction), nous pourrons nous y installer. Nous l'avons acheté à crédit mais avons maintenant presque fini de le rembourser. »

Si les migrants installés en ville font profiter de leur salaire leur famille restée au pays, font construire des maisons au village pour témoigner de leur ascension sociale et économisent pour payer l'école de leurs enfants, l'amélioration immédiate de leurs conditions de vie en ville semble donc difficile.

Cette attitude a de nombreuses conséquences, à la fois sur la vie des migrants en ville et sur la vie des familles restées au village. Il n'est pas question de s'y attarder dans ce mémoire, mais des études récentes ont documenté l'impact très important de l'argent envoyé par les migrants chinois sur le développement des campagnes chinoises¹.

¹ Li, Q (2001), « Zhongguo waichu nongmingong ji qi huikuan zhi yanjiu » (Research on China's rural migrants and their remittances), *Shehuixue yanjiu* (Sociological Research), n°4, pp. 64-76, <http://www.usc.cuhk.edu.hk> ; Yang, L. (2005), « Guanzhu chengli de nongmingong: zhengqian bu gan hua, quan wei butie jiali yong » (Attention to the rural migrant workers in the cities: they don't spend their earnings, they send it all to subsidize their families), *Gongan wang* (Public Security Net), <http://law.anhuinews.com> ; Rachel Murphy (2002), *How Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 201355*

En revanche, il m'a été possible d'observer le coût de ces privations pour les migrants chinois, dont le travail en ville s'apparente parfois à un « sacrifice » pour leur famille et pour la prochaine génération. Cette perception, partagée par tous les migrants que j'ai interrogés, est particulièrement bien résumée par ce migrant, ouvrier dans un chantier, qui explique :

« Je n'ai pas d'attente particulière ici. Ce qui compte c'est le salaire qu'on reçoit ; peu important les difficultés de la vie en ville ».

Cette attitude a pour conséquence un décalage à la fois temporel et spatial entre les efforts consentis en situation de migration et l'amélioration des conditions de vie qui en résultent.

3) Le retour au village : un refuge contre les aléas de la migration

Le village reste en effet le lieu privilégié où les migrants peuvent rentrer en cas de problème, que ce soit un problème personnel, de santé ou autre. Ce constat n'est pas particulier à Picun : Carine Milcent écrit ainsi que : *« les problèmes de santé nuisant à la capacité de travail (l'âge, une grossesse ou un accouchement récent) poussent les migrants à rentrer chez eux pour chercher un soutien familial et éviter le coût élevé des soins médicaux et de la vie quotidienne dans les villes. »¹*

En effet, les trajectoires migratoires de nombreux migrants apparaissent fréquemment entrecoupées de retours de plus ou moins longue durée au village natal.

Ce retour peut avoir pour cause des problèmes de santé, comme dans le cas de cette migrante du Hubei, âgée d'une cinquantaine d'années :

“Je suis venue à Pékin il y a déjà quatre ans. Ma sœur, qui était déjà installée ici depuis plusieurs années, m'a trouvé un travail de femme de ménage dans un hôtel. Mais un jour, j'ai eu un accident de vélo en allant au travail, c'était assez grave donc je devais me faire opérer. Alors je suis rentrée au Hubei pour aller à l'hôpital. C'est beaucoup moins cher là-bas. Ensuite, je suis revenue ici, et ma sœur m'a à nouveau trouvé un travail comme femme de

Migrant Labor is Changing Rural China, New York: Cambridge University Press.

¹ Carine Milcent (2010), « Les soins médicaux pour les migrants en Chine urbaine : une nouvelle frontière », *Perspectives chinoises*

ménage dans les toilettes publiques. C'est un très bon travail, car il permet d'avoir un logement gratuit. »

Mais les causes peuvent être également d'ordre personnel et sentimental, comme le montre le cas de ce jeune homme du Gansu, âgé de 28 ans :

« Il y a six mois, ma femme m'a quitté, laissant notre enfant de deux ans chez mes parents. A ce moment-là, j'ai quitté mon travail et je suis allé passer deux mois dans ma famille au Gansu. J'avais le sentiment que je ne pouvais plus vivre à Pékin. Et puis, finalement, au village, je ne pouvais pas travailler et cela pesait à mes parents. Alors je suis revenu et j'ai trouvé un travail à Picun. »

A la fois élément stratégique de diminution du risque de la migration et point de repère culturel et social, le lien au village d'origine favorise des trajectoires « brisées » ou « circulaires » entre la ville et la campagne. Il est d'autant plus essentiel que les trajectoires résidentielles sont marquées par des dynamiques d'exclusion spatiale qui contribuent à précariser l'installation en ville pour les migrants ruraux chinois.

Conclusion

L'étude des stratégies migratoires des *nongmingong* a mis en évidence les facteurs d'exclusion et de ségrégation spatiale qui les contraignent. Partant de leur village dans l'espoir de trouver un travail, de gagner mieux leur vie et d'acquérir de nouvelles expériences, les migrants sont cependant confrontés à de nombreuses difficultés dans leur installation en ville. Dans ces conditions, le choix de s'installer à Picun est en partie un choix par défaut et relève d'une forme de ségrégation spatiale.

L'installation à Picun n'est cependant pas exempte, à son tour, de facteurs d'exclusion et de discrimination. En effet, les *nongmingong* se trouvent confrontés à une population locale qui possède un *hukou* pékinois auquel sont rattachés des droits différents en matière d'éducation, d'accès au logement, à l'emploi et aux assurances sociales.

II - Locaux et migrants : une domination institutionnalisée

L'étude des rapports de pouvoir dans le village de Picun met en présence deux groupes sociaux principaux : les migrants et les locaux. Ces deux groupes, inégaux en nombre puisque l'on compte plus de 10 000 migrants pour 1700 locaux¹, s'insèrent dans le contexte institutionnel du *hukou*, sur lequel est fondé un ordre catégoriel et hiérarchisé. Si les deux groupes ont en commun de posséder un *hukou* rural (bien que le village appartienne au vaste ensemble que constitue la ville de Pékin), le fait de résider dans le lieu d'enregistrement de leur *hukou* accorde aux locaux des privilèges socio-économiques indéniables.

Ce chapitre a pour objectif de présenter les inégalités institutionnelles qui établissent l'arrière-plan des rapports de pouvoir dans le village. Il tente également de discuter l'importance de ces restrictions de droits dans les évolutions professionnelles, économiques et personnelles des migrants, et la manière dont elles conditionnent ou influent sur les relations de pouvoir dans le village.

Parmi ces inégalités institutionnelles, j'étudierai tout d'abord le rôle du système d'enregistrement civil, ou *hukou*, dans les inégalités entre les deux groupes sociaux de Picun. Puis je tenterai d'expliquer les mécanismes d'exclusion de la vie politique locale et de l'usufruit foncier et leurs conséquences sur les hiérarchies sociales et les rapports de pouvoir dans le village. Enfin, j'analyserai les conséquences de ces hiérarchies en termes d'inégalités dans l'éducation des enfants. L'éducation, cruciale pour l'avenir de la future génération de *nongmingong*, illustre en effet très clairement que les facteurs de discrimination sont plus variés et plus complexes que les strictes contraintes institutionnelles.

A - Le système du hukou, fondement des inégalités institutionnelles

Bien que le gouvernement ait fait récemment des efforts conséquents pour réduire les inégalités institutionnelles liées au *hukou*, celui-ci n'a pas pour autant été supprimé et constitue encore la clé de voûte du système de catégorisation sociale en Chine. Au point que Peter Alexander et Anita Chan qualifient le système de *hukou* d' « *apartheid* » rural-urbain,

¹ Ces chiffres m'ont été indiqués par le vice-directeur du Comité de Résidents et figurent dans le Musée des Travailleurs créé par l'ONG La Maison des Travailleurs, située à Picun.

créant des « villes avec d'invisibles murs »¹. Cette question s'inscrit également dans une réflexion plus générale sur la citoyenneté chinoise, de nombreux auteurs estimant que les migrants jouissent d'une citoyenneté de second plan qui les oblige à être des acteurs dominés dans les rapports de pouvoir qui se jouent en ville.²

Le système du *hukou* est par conséquent au fondement des différences entre les résidents locaux et les migrants, puisqu'il institutionnalise et essentialise ces deux catégories. Nous verrons cependant que les évolutions du système du *hukou*, ainsi que le fait que les deux groupes sociaux (locaux et migrants) soient détenteurs d'un *hukou* rural, minimisent les inégalités produites par cette catégorisation.

1) Le *hukou*, évolutions et situation actuelle

Système d'enregistrement héréditaire³ instauré à l'époque maoïste, le *hukou* interdisait à l'origine toute mobilité spatiale et sociale en séparant strictement les ruraux et les urbains et en catégorisant la population chinoise en fonction de sa provenance. Le *hukou* en est venu progressivement à définir les droits des individus dans leur localité. Les réformes de l'ère Deng Xiaoping ont assoupli ce système en permettant aux porteurs d'un *hukou* rural de migrer en masse vers les villes pour y travailler et s'y établir. Cependant, ceux-ci restaient des « citoyens de deuxième classe », ne pouvant bénéficier des mêmes avantages que les porteurs d'un *hukou* urbain en termes d'accès au logement, à l'emploi et au système de sécurité sociale. Le système de *hukou* a donc progressivement institué, au sein des villes, plusieurs classes de citoyens aux statuts et aux privilèges inégaux. Il a ainsi favorisé une croissance rapide et peu coûteuse, puisque les personnes qui ne possédaient pas un *hukou* urbain constituaient une main-d'œuvre bon marché, sans que l'État ait à payer le prix de leur intégration à la vie urbaine⁴.

¹ Alexander, Peter and Chan, Anita (2004) « Cities with invisible walls ; Does China have an apartheid system? », *Journal of ethnic and migration studies*, vol. 30, n°4

² Voir à ce sujet Froissart C. (2005), « Quelle citoyenneté pour les travailleurs migrants en Chine ? », *Etudes Chinoises* vol 24, pp. 301-316.

³ Le *hukou* est en principe hérité de la mère. Une loi de 1998 stipule que l'enfant peut choisir le *hukou* de son père ou de sa mère, mais elle reste en pratique très peu appliquée.

⁴ Jason Young (2013), *China's Hukou System: Markets, Migrants and Institutional Change*, Palgrave Macmillan ; Whyte MK. (2010), « The Paradoxes of Rural-Urban Inequality in Contemporary China » In: Whyte MK, *One Country, Two Societies: Rural-Urban Inequality in Contemporary China*, Cambridge, MA: Harvard University Press

Le régime du *hukou* a cependant fait l'objet d'adaptations importantes au cours de la dernière décennie, visant non seulement à permettre l'accès au *hukou* urbain à certaines catégories de la population, mais également à diminuer les inégalités liées au *hukou* en instaurant une protection sociale minimum pour les travailleurs migrants.

Tout d'abord, l'accès au *hukou* urbain local (par un processus de transfert couramment appelé *nongzhuanfei*, 农转非) a été progressivement étendu à quelques catégories privilégiées de la population. Le transfert requiert en effet de nombreuses conditions en termes d'emploi, de logement et de situation financière, qui limitent beaucoup sa portée. Seuls les migrants aisés et titulaires d'un emploi stable en ville peuvent espérer changer leur *hukou*, qu'il soit rural ou urbain, en celui de son nouveau lieu de résidence.

Le cas des districts ruraux de grandes villes (parmi lesquels se situe Picun) a bénéficié d'une politique particulière. Au gré de l'expansion urbaine, en effet, ces districts se trouvent progressivement intégrés dans la ville et leurs habitants sont contraints d'abandonner leur activité agricole. Afin de prendre en compte ces évolutions et d'intégrer ces anciens paysans dans l'administration urbaine, certaines villes ou provinces (comme le Jiangsu, le Henan, le Hebei, ou encore Chongqing) ont fait le choix d'unifier les *hukou* ruraux et urbains pour ne plus conserver que le *hukou* d'une même localité. D'autres, comme la ville de Pékin, ont choisi de faciliter l'accès au *hukou* urbain pour la population périurbaine. Ainsi, Pékin a annoncé en 2002 que les détenteurs d'un *hukou* agricole de la municipalité étaient autorisés à transférer leur *hukou* dans 14 villes satellites et 33 bourgs centraux (soit à obtenir un *hukou* urbain de la proche banlieue de Pékin) à condition de posséder un logement stable dans la nouvelle localité ainsi qu'un emploi ou des revenus fixes. La municipalité a en outre diminué les inégalités de statut existant entre les détenteurs d'un *hukou* urbain et rural de la municipalité de Pékin.

Les années 2002-2003 ont également marqué un tournant dans l'attitude du gouvernement chinois face aux travailleurs migrants ruraux (*nongmingong*). Réagissant à de nombreuses critiques d'intellectuels quant à l'injustice de ce système, souhaitant préserver l'ordre sociale et favoriser la consommation intérieure, la nouvelle équipe dirigeante (depuis le 16e Congrès du Parti communiste chinois de novembre 2002) a mis en place une série de politiques sociales visant à garantir les droits des travailleurs migrants.

En particulier, « l'Avis pour mener à bien la gestion de l'emploi en ville des paysans et leur accès aux services publics » de janvier 2003 ainsi que le « Premier document politique » de janvier 2004 appellent à l'éradication de toutes formes de pratiques et de règlements discriminants contre les travailleurs migrants et requièrent l'égalité d'accès à l'emploi, à l'éducation et aux services publics. Le gouvernement central a en outre lancé en octobre 2003 une campagne pour développer des programmes de formation professionnelle et juridique. De nombreuses municipalités ont aussi lancé des programmes de protection sociale pour les migrants, diminuant ainsi le fossé entre les résidents urbains locaux et les migrants ruraux. Cependant, la responsabilité sociale des employeurs reste bien moindre qu'envers les résidents urbains. La grande faiblesse de ces mesures réside, de plus, dans leur faible application. Celle-ci fait apparaître un nouveau facteur d'inégalité entre les migrants aisés bénéficiant d'un emploi formel et la grande masse des migrants pauvres, travaillant dans des secteurs informels ou s'auto-employant et ne bénéficiant pas des politiques sociales mises en place par l'État depuis la dernière décennie.

2) Locaux et migrants : un même *hukou* rural

Dans le village de Picun, deux types de population sont présentes : les résidents locaux, qui possèdent un *hukou* rural Pékinois (*beijingshi nongye hukou*, 北京市农业户口), et les migrants, qui possèdent un *hukou* rural d'autres localités (*waidi nongye hukou*, 外地农业户口). J'ai croisé, au cours de mes recherches de terrain, une détentrice d'un *hukou* pékinois urbain, ainsi qu'une détentrice d'un *hukou* urbain d'autres localités, mais ces cas de figure sont extrêmement rares.

En ce sens, migrants comme résidents locaux font partie de la catégorie « ruraux » au sens large. Cette catégorisation n'est pas seulement administrative, mais a également été intériorisée de telle sorte que les habitants du village s'identifient comme étant des ruraux « par nature ». Ainsi, Madame Li, jeune migrante de 30 ans originaire de Chongqing, affirme :

“Nous ne sommes pas des résidents urbains car nous n'avons pas le hukou urbain. Nous resterons toute notre vie des ruraux ».

Cette auto-identification en tant que « rural » a une connotation négative, en raison du gouffre socio-économique qui sépare les villes des campagnes chinoises. Un ouvrier de Picun m'expliquait ainsi :

« *Etre rural, pour nous, c'est péjoratif. Ça veut dire qu'on est pauvres, qu'on est moins bien que les urbains* ».

Cette connotation péjorative, qui s'ancre profondément dans les discours et les représentations de la campagne chinoise depuis des décennies, s'accompagne d'une discrimination en termes de droits à la protection sociale, d'accès au logement et à l'emploi.

Néanmoins, si migrants comme ruraux ont conscience d'appartenir tous deux à une catégorie défavorisée par rapport aux urbains, leur *hukou* présente des avantages très différents, le *hukou* rural de Pékin étant relativement privilégié par rapport au *hukou* rural d'autres provinces. Contrairement aux migrants, les enfants de résidents locaux peuvent ainsi, sans restriction, passer l'examen d'entrée au lycée et à l'université dans des écoles pékinoises. Depuis 2002, ils ont en outre accès à un programme qui leur garantit un revenu minimum¹. Ils peuvent en outre avoir accès, par l'intermédiaire de leur *danwei* (unité de travail), à un lot de cinq programmes de sécurité sociale (*wuxian yi jin*, 五險一金) : assurance vieillesse, assurance maladie, assurance chômage, assurance contre les accidents du travail et assurance maternité.

En comparaison, les *hukou* ruraux d'autres provinces offrent beaucoup moins de protection sociale à leurs citoyens. Souvent, ils n'ont en effet accès qu'à une assurance vieillesse, d'un montant bien inférieur à celle de Pékin. Au cours de mes entretiens, j'ai pu me rendre compte que chaque région et chaque localité avaient ses propres programmes de protection sociale, plus ou moins étendus et garantissant un niveau de vie plus ou moins élevé. Une hiérarchie s'établissait en outre selon le développement économique de la région concernée. Il apparaît ainsi que les discriminations créées par le système de *hukou* vont au-delà d'une simple division entre urbain et rural, mais correspondent également à une distinction plus fine selon la hiérarchie politico-spatiale des provinces et des localités. Cela illustre la « *logique particularisante* » chinoise, « *qui divise le corps social à l'infini* » (Chloé

¹ Pékin Matin (北京晨报), 2 mai 2002

Froissart, 2008¹) et « *fragment(e) la société en une ruche de communautés locales* » (Anthony Saich, 2004²).

3) *Hukou* et assurances sociales : les migrants défavorisés

Néanmoins, cette distinction entre *hukou* ruraux est à relativiser dans le sens où elle est plus réelle dans les textes qu'en pratique. En effet, les « cinq assurances » officiellement dues aux détenteurs d'un *hukou* rural de Pékin ne sont en réalité applicables que par l'intermédiaire des *danwei*. Or, la plupart des résidents locaux de Picun, ayant perdu, comme nous le verrons plus loin, leur précédent emploi d'agriculteurs, ils ne peuvent pas accéder à un emploi dans une *danwei*, faute de qualifications, d'opportunités et de réseaux sociaux. Beaucoup deviennent en effet rentiers ou travaillent dans des entreprises informelles. Pour eux, les avantages liés au *hukou* rural de Pékin restent très limités.

Ainsi, un résident local de Picun m'explique :

« *Nous n'avons pas accès aux mêmes assurances et aux mêmes droits que les détenteurs d'un hukou pékinois urbain. Par exemple, ici, nous n'avons pas d'assurance chômage, tandis qu'en ville ils en ont.* ».

S'il y a une distinction institutionnelle entre les deux groupes, elle ne tient donc pas tant aux différences de *hukou*, qu'au fait d'habiter ou non dans son lieu d'enregistrement civil. Cette distinction conduit à opposer les locaux (*bendiren*, 本地人 ou *dangdiren*, 当地人) et les migrants (*waidiren*, 外地人) et à conférer aux deux groupes des droits différenciés. Les résidents locaux bénéficient en effet de la protection sociale locale, tandis que les migrants bénéficient de la protection sociale que leur offre leur lieu d'origine, qui ne leur est que d'un faible secours en situation de migration.

Cette disposition institutionnelle est particulièrement discriminante en cas de maladie. Ainsi, lors d'un entretien avec le médecin de la cellule de Picun du « centre sanitaire Pékinois » (*beijing weisheng fuwu*, 北京卫生服务), celui-ci m'a indiqué (extraits de mon journal de terrain) :

¹ Chloé Froissart (2008), « Le système du hukou : pilier de la croissance chinoise et du maintien du PCC au pouvoir », *Les études du CERI*, n°149

² Anthony Saich (2004), « Naissance d'une société civile aux couleurs de la Chine ? », *Esprit* 302, p. 164.

Son travail comporte deux parties : d'une part, guérir les maladies les plus simples (cardiopathie, hypertension, rougeole étant parmi les plus fréquentes) ; d'autre part, prévenir les maladies et favoriser une meilleure hygiène en organisant des conférences. Ces deux missions concernent exclusivement les résidents locaux. Ceux-ci ont des assurances plus basses que les résidents urbains. Les résidents locaux ruraux doivent payer 120 yuan par an, pour des assurances qui couvrent seulement environ 50 % des frais de santé. En revanche, les migrants bénéficient des assurances de leur lieu d'origine et ils doivent tout payer eux-mêmes s'ils consultent à Picun.

Néanmoins, afin de préserver l'hygiène et d'empêcher la transmission de maladies contagieuses, le gouvernement organise des campagnes de vaccination gratuite pour les migrants. Mais, bien que ces campagnes soient annoncées par haut-parleur, peu de migrants viennent. Selon le médecin, les migrants négligent leur santé et l'une des causes de cette négligence est leur manque d'éducation.

Interrogés sur leur réaction dans le cas où ils auraient un problème de santé, les migrants insistent en effet sur les difficultés à se faire soigner à Pékin, en raison de l'absence de sécurité sociale sur place. Deux migrantes ont raconté qu'elles avaient dû rentrer dans leur village natal pour se faire soigner (d'une tumeur au cerveau pour l'une, d'une fracture avec complications provoquée par un accident de vélo pour l'autre). Dans les deux cas, les assurances locales avaient dû être complétées par des emprunts à des amis et à la famille, car elles ne couvraient pas l'ensemble des frais de santé. En revanche, les maladies moins graves et moins coûteuses à soigner sont généralement prises en charge à Pékin ou ignorées par les migrants.

Cette discrimination fondée sur la résidence sur le lieu de l'enregistrement civil est d'autant plus pesante qu'il est impossible pour les migrants ruraux d'adopter le *hukou* de Pékin, qu'il soit urbain ou rural. Même un mariage avec un résident de Pékin s'assortit de conditions drastiques pour permettre l'accès au *hukou* pékinois, très convoité.

Néanmoins, il convient de relativiser ce constat. Ainsi, des auteurs comme Ran Tao¹ et Bingqin Li² ont suggéré que l'inachèvement et l'inefficacité du système d'allocation de

¹ Ran Tao (2009), « Hukou reform and social security for migrant workers in China », in *Labour migration and social development in contemporary China*, édité par Rachel Murphy, Abingdon, Oxon ; New York, NY : Routledge

² Bingqin Li (2007), "Why rural-urban migrants do not participate in urban social schemes? The Case of Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 201364

l'assurance sociale étaient davantage liés à la nature de l'emploi qu'à des contraintes institutionnelles (*hukou*). En effet, le caractère informel des entreprises dans lesquelles travaillent les migrants les empêche de recevoir des assurances sociales auxquelles ils auraient droit s'ils travaillaient dans des *danwei* légales. En outre, les données recueillies lors de mes entretiens ont montré que la plupart des migrants ne souhaitent pas participer à des programmes de sécurité sociale pour diverses raisons :

“*Je ne vois pas l'intérêt de payer cher pour des assurances sociales alors qu'elles ne me rembourseront que très peu si j'ai un problème* » (Monsieur Xiao, 45 ans, originaire du Henan)

“ *Je ne suis pas sûre de rester ici. Si je pars de Pékin, j'aurai payé pour rien.* » (Madame Lin, une trentaine d'années, originaire de Wenzhou).

Aussi, plus qu'une véritable exclusion institutionnelle, les migrants semblent victimes d'un manque d'unification du système d'assurances sociales et du caractère informel de leur emploi (que j'analyserai plus en détail dans la seconde partie).

B - Administration du village et exclusion des migrants

L'exclusion des droits sociaux administrés localement s'accompagne, d'une part, d'une exclusion civique, au sens où les migrants ne sont pas autorisés à participer à la vie politique locale, et d'autre part, d'une exclusion du droit de propriété foncière, étant donné que la terre appartient collectivement aux résidents ruraux locaux.

Bien que faisant partie de la ville de Pékin, Picun demeure un « village administratif » (*xingzheng cun*, 行政村) autonome au sein d'un district rural de la municipalité. En tant que tel, il est gouverné par un Comité de village (*cunweihui*, 村委会) dont l'élection revient uniquement aux détenteurs du *hukou* du village et dont les décisions, par conséquent, visent essentiellement à assurer le bien-être de la population locale. Par ailleurs, Picun est caractérisé par la propriété collective de la terre, qui appartient exclusivement au groupe de résidents locaux, à l'exclusion des nouveaux arrivants.

J'essaierai donc d'expliquer dans cette partie quels sont les mécanismes de cette exclusion de la gestion du village et de la propriété foncière. Je montrerai en outre quelles en sont les conséquences en termes de relations de pouvoir entre les groupes de résidents locaux et de migrants.

1) Le *cunweihui* (Comité de village)

Rappelons brièvement ce que sont les comités villageois élus et quel est leur rôle. Leur instauration en Chine date de la loi organique de 1987 et a été rendue obligatoire partout en Chine dans une nouvelle version du texte adoptée en novembre 1998. Selon cette loi, le comité villageois est l'autorité centrale de l'autonomie du village (article 2), qui sert à administrer l'ensemble des affaires publiques, à offrir des aides sociales, à jouer un rôle dans la résolution des différends, à veiller à la sécurité publique, et à transmettre les opinions, les demandes et les propositions des administrés au gouvernement du canton ou du bourg.

Chaque comité villageois comporte trois à sept membres, parmi lesquels une chef de village et un chef-adjoint, qui sont élus tous les trois ans. Selon l'article 13 de la loi organique, les membres du comité villageois, le président et son adjoint sont élus au suffrage direct pour 3 ans renouvelables. Toutes les personnes majeures possédant le *hukou* du village, sans distinction de race, sexe, profession, religion, croyance, niveau d'éducation, revenus, durée de résidence dans le village peuvent être élues et disposent du droit de vote, à l'exclusion de celles privées de leurs droits civiques.

Gouvernés par ces comités élus, les villages ont donc un potentiel d'autonomie réelle dans beaucoup de domaines. Conçus comme des organisations de masse, ils ne sont donc pas placés sous la tutelle administrative de l'administration de district, qui ne leur donne que des directives générales. D'un autre côté, les cellules du Parti conservent un rôle essentiel dans la gestion des villages, côté à côté avec les comités.

Lors d'un entretien avec le vice-président du Comité de village de Picun, élu depuis bientôt 6 ans, celui-ci a mis l'accent sur les tâches essentielles qu'il revenait au comité d'assurer. En premier lieu, l'une des missions principales du comité de village est de gérer la terre. Cette gestion de la terre comprend la mise en œuvre de travaux publics comme l'élargissement d'une route ou la rénovation des portes d'entrée du village (ces deux travaux

ayant été menés en 2013). Il s'agit également de louer, vendre, ou développer le rendement de la terre.

Deuxièmement, il s'agit de veiller au bien-être des résidents locaux en leur procurant une aide à la recherche de travail, des assurances et des services et en les aidant à résoudre leurs conflits.

Il apparaît donc clairement, à l'aune de ces dispositions institutionnelles, que la population migrante de Picun n'est pas considérée comme participant à la citoyenneté du village. Le droit de vote ne leur est pas accordé et ils ne peuvent participer à l'élaboration des politiques publiques locales. Par ailleurs, l'exclusion institutionnalisée de la citoyenneté du village a pour conséquence des inégalités en termes d'accès à l'emploi et aux services que propose le Comité de village à ses résidents locaux. Cette exclusion est d'autant plus nette qu'elle a été intériorisée par les membres des deux groupes sociaux. Tandis que tous les résidents locaux, ayant vécu ensemble depuis leur enfance, se connaissent et ont le sentiment d'une identité commune, les migrants se sentent étrangers au village. Hormis quelques migrants au statut socioprofessionnel plus élevé (les patrons d'entreprise), la grande majorité des migrants ne connaissent donc pas les membres du Comité de village et ne connaissent pas ses fonctions et son rôle.

Néanmoins, cette exclusion est à nuancer. D'une part, les missions officielles du Comité de village semblent relativement limitées en pratique. Ainsi, Madame Fen, résidente locale âgée d'une cinquantaine d'années, explique :

« Quels avantages (fuli, 福利) ? Il n'y a pas d'avantage. Le Comité de résidents ne nous procure rien de particulier. »

Par ailleurs, il ressort des entretiens avec divers résidents locaux que la qualité des relations avec les membres du Comité de village peuvent affecter de manière significative les avantages que celui-ci peut procurer. De manière générale, les services comme l'aide à la recherche d'emploi sont étroitement liés aux réseaux sociaux. C'est notamment la raison pour laquelle il est beaucoup plus facile pour un résident local d'obtenir un travail « officiel » que pour un migrant.

2) Gestion et contrôle de la population migrante

Si le Comité de village est essentiellement destiné au service de la population résidente locale, il lui est cependant impossible de négliger totalement une population migrante qui est devenue presque dix fois plus nombreuse. Face à cet impératif, la réaction du Comité est ambiguë : il s'agit à la fois de « gérer » la population migrante d'un point de vue sanitaire et sécuritaire, mais également de mener quelques tentatives en faveur de cette population.

D'après le vice-président du Comité de villageois, les migrants représentent une aubaine pour le village. Ils ont contribué à son développement économique non seulement en louant des logements mais également en investissant et en fondant des petites entreprises. En outre, ils prodiguent aux locaux une multitude de services et de petits commerces. Néanmoins, la gestion de la population est très lourde pour le Comité, qui affirme ne pas avoir les ressources nécessaires pour la contrôler efficacement. La gestion des déchets, en particulier, est préoccupante car les moyens de gestion n'ont pas suivi le décuplement de la population en dix ans. D'après le vice-directeur, un département spécial du Comité est chargé de la propreté et des agents nettoient le village chaque jour. Néanmoins, leur salaire ainsi que le transport des déchets est très coûteux et ne permet pas une gestion optimisée de l'hygiène du village.

En termes d'intégration, certains efforts sont effectués par le Comité en direction de la population migrante. Le support administratif et financier apporté à l'association « La Maison des Travailleurs » en est un exemple significatif, que je développerai dans mon chapitre 8. Par ailleurs, la création fin 2013 d'une école pour migrants comprenant primaire, collège et lycée, m'a été annoncée par le vice-directeur du Comité de village : étendue sur 5 000 m², elle est censée accueillir 700 étudiants et professeurs. D'autres gestes sont enfin effectués en faveur de la population migrante, comme la décision de ne pas prélever de taxes d'hygiène (*weishengfei*, 卫生费) en 2014 (ces taxes étant censées couvrir les frais de nettoyage du village et de gestion des déchets).

Ces gestes en faveur des migrants s'accompagnent cependant d'un versant « sécuritaire » ainsi que d'un versant « économique » (taxes) qui sont souvent mal acceptés par la population migrante. En effet, le Comité de Village emploie des résidents locaux pour assurer la sécurité de Picun. Ceux-ci ont pour mission de patrouiller dans les rues du village et de vérifier que l'ordre est respecté. L'une de leurs missions principales est en outre de s'assurer que le paiement des taxes a bien été effectué.

Cette scène de rue, extraite de mon journal de terrain, montre ainsi la mission qu'effectuent ces agents de sécurité :

Aujourd'hui, j'ai vu dans la rue principale de Picun deux agents de sécurité (reconnaisables par leur uniforme) interpellé trois migrants vendant des fruits dans un petit véhicule. Ceux-ci n'avaient visiblement pas payé la taxe qu'ils devaient au cunweihui. Ils ont supplié à plusieurs reprises les agents ; ceux-ci n'ont rien voulu entendre et leur ont donné une amende. Une fois les agents partis, les trois migrants ont parlé entre eux de l'injustice de cette taxe qui leur était imposés de l'extérieur. Ils insistaient sur le caractère détestable (taoyan, 讨厌) des agents de sécurité de Picun.



Agent de sécurité à Picun

A une échelle autre, les patrons d'entreprise sont également soumis à l'arbitraire des taxes du *cunweihui*. Monsieur Zhou, 44 ans, originaire du Hunan et patron d'une entreprise de meubles, explique (extrait de mon journal de terrain) :

Monsieur Zhou a parfois un sentiment d'injustice et trouve qu'il est très difficile d'avoir une entreprise à Picun. En effet, il doit payer 80 000 yuan par an pour louer le local, mais également de 10 000 à 20 000 yuan par an pour les « frais d'hygiène ». Pour Monsieur Zhou,

ces frais s'apparentent en réalité à de la corruption : ce n'est qu'une excuse pour soutirer aux chefs d'entreprise migrants des sommes importantes. Ces sommes sont en outre en augmentation, ce qui explique en partie les difficultés de son commerce.

La manière dont le *cunweihui* gère la population migrante et en tire un profit est donc mal acceptée, notamment car les migrants sont exclus du processus de décision et soumis, par conséquent, à l'arbitraire d'une population locale à laquelle ils se sentent étrangers.

3) Propriété et usage de la terre : l'avantage institutionnel des locaux

Outre la citoyenneté et l'accès aux services prodigués par le Comité de village, les résidents locaux bénéficient de la propriété commune de la terre, qui leur fournit à la fois une source de revenus et un potentiel de négociation non négligeables.

Rappelons en effet que la propriété foncière est de deux natures en Chine : la terre urbaine, qui appartient à l'État, et la terre rurale, qui appartient de façon collective aux villageois. Picun appartient à la seconde catégorie. Chaque famille villageoise y possède des droits d'usufruit matérialisés sous la forme de « contrats » (*tudi chengbao*, 土地承包).

Ainsi, Madame Fen, résidente locale de Picun et âgée d'une cinquantaine d'années, explique (extrait de mon journal de terrain) :

*Madame Fen explique qu'auparavant, les villageois possédaient la terre en commun et que chacun avait un contrat pour cultiver une parcelle et en vivre. Or le gouvernement local a réquisitionné les terres agricoles appartenant anciennement à Picun, tout en laissant les terres sur lesquelles étaient les logements (*zhaijidi*, 宅基地) aux villageois. En échange des terres, l'État a passé un contrat avec les villageois, leur garantissant un certain volume de céréales chaque année. Madame Fen reçoit ainsi 300 kilos de céréales tous les ans, en échange de la terre qu'elle ne peut plus cultiver.*

Afin de gagner de l'argent, le gouvernement local a mis en vente l'usufruit de ces anciennes terres cultivables, avec des contrats de longue durée (10 ou 20 ans). Les villageois les plus riches de Picun, ou ceux qui bénéficiaient des meilleures relations avec le gouvernement local, ont ainsi pu acheter les droits d'utilisation des terres. Certains acquéreurs venaient également d'autres villages de banlieue de Pékin, ou bien de la ville
Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 201370

même. Ensuite, ils ont à leur tour loué ces terres aux nouveaux arrivants, migrants venus des quatre coins de la Chine. Ceux-ci y ont construit des usines et créé des entreprises.

Quant aux autres villageois de Picun, ils possèdent toujours leur logement et l'usufruit de la terre sur laquelle est construit leur logement. Ayant été obligés de quitter leur emploi d'agriculteurs, ils ont trouvé dans l'afflux de migrants une opportunité : ils ont pu à peu reconstruire leurs logements de manière à pouvoir les louer aux nouveaux arrivants. De fait, le nouveau métier de rentier s'est avéré très rentable et les résidents locaux, la plupart du temps, ont vu leur niveau de vie s'accroître avec l'arrivée de la population migrante.¹

A contrario, les migrants se voient refuser le droit d'acquérir des biens immobiliers dans le village de Picun et sont dans l'obligation de louer leurs logements ainsi que les locaux de leurs petits commerces ou entreprises. En cela, le groupe de rentier acquiert une position très avantageuse par rapport au groupe de migrant, non seulement en termes financiers mais aussi en termes de stabilité et de sécurité du logement. Nous verrons d'ailleurs dans le chapitre suivant la manière dont ces évolutions se sont manifestées en termes de transformations de l'espace et de mutations des hiérarchies sociales.

4) La destruction du village : perspectives et attitudes différentes

Cet avantage est visible au plus haut point dans les perspectives de destruction du village et les réactions qu'elles suscitent chez les différents groupes sociaux. Avec l'avancée de l'urbanisation, en effet, il est certain que le village de Picun subira le sort qu'ont connu avant lui les zones péri-urbaines des troisième et quatrième périphériques, c'est à dire la destruction et l'intégration dans les plans d'urbanisme municipaux. Certes, le Vice-directeur du Comité de village a insisté, lors de notre entretien, sur le fait que Picun ne serait pas détruit dans les dix ans à venir car la localisation n'était pour l'instant pas intéressante pour la municipalité (cela s'explique notamment en raison de la proximité de l'aéroport, qui empêche la construction de bâtiments trop élevés).

Néanmoins, aucun de mes interlocuteurs n'a remis en cause la certitude d'une destruction future. Les résidents locaux insistent sur le fait que la destruction sera imposée par

¹ Shenjing He, Yuting Liu, Fulong Wu, Chris Webster (2010), « Social Groups and Housing Differentiation in China's Urban Villages: An Institutional Interpretation », *Housing Studies*, Vol. 25, No. 5, pp. 671–691
Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 201371

la municipalité et que rien ne pourra empêcher sa décision. Même si la loi interdit en principe les expulsions forcées, Monsieur Huang, résident local âgé d'une soixantaine d'années, indique :

« Nous ne pourrons rien faire contre la destruction du village. Même si l'État est censé nous demander notre consentement, il est bien plus fort que nous, il peut faire ce qu'il veut. (...) »

Néanmoins, les conséquences sur la vie des habitants seront très différentes, selon qu'ils sont résidents locaux ou migrants. En effet, les résidents locaux, propriétaires de leur appartement, recevront des compensations. Selon la loi, la municipalité est obligée de fournir une compensation aux villageois spoliés et à les reloger.¹

Madame Ye, pékinoise, âgée d'une cinquantaine d'années, habitant à Picun car son genre en est originaire, explique :

« Nous n'avons pas peur des destructions, au contraire ! L'État nous remboursera bien parce qu'on vient de construire un bel immeuble qui nous a coûté très cher. S'il ne nous rembourse pas assez, nous refuserons de partir jusqu'à ce qu'il nous offre assez d'argent. Et nous avons plusieurs appartements, donc nous saurons toujours où aller. Nous n'irons pas dans le centre de Pékin, nous irons plus loin vers les périphéries. C'est normal que l'État veuille détruire, c'est très sale ici, il veut construire de beaux immeubles ».

Une autre résidente locale de Picun explique :

« Chacun essaie de construire l'immeuble le plus beau et le plus cher, de cette façon, quand la destruction du village arrivera, il recevra une compensation plus importante. Ça explique notamment pourquoi tout le monde reconstruit ses logements à toute allure et pourquoi les loyers augmentent. »

Ainsi, les résidents locaux anticipent la destruction et adoptent des attitudes qui leur permettront d'en tirer profit. S'ils ne peuvent rien pour empêcher la décision de destruction d'être prise, ils semblent cependant posséder des ressources de négociation face à la municipalité. Au contraire, les migrants n'ont aucune ressource : ne possédant pas l'usufruit de

¹ En 2007, une loi en partie contradictoire a été votée sur la question. D'une part, dans son article 66, la loi donne la priorité aux intérêts des citoyens qui doivent pouvoir jouir en tout temps de leurs propriétés face aux autres particuliers et institutions. Et d'autre part, dans son article 42, elle ouvre de nombreuses possibilités d'expropriations au nom de l'intérêt général. Une autre loi a été votée le 21 janvier 2011 et permet de préciser la responsabilité des différentes parties, les modalités de la destruction ou encore l'évaluation de la compensation.

la terre, ils n'ont rien à négocier. De plus, aucune loi ne les protège des expulsions arbitraires. Ils doivent donc s'attendre, à tout moment, à être chassés de leur logement ou à devoir déménager leur usine. La plupart ont déjà changé de village à de nombreuses reprises suite aux destructions successives.

Lors d'un entretien, Wang Dezhi, l'un des fondateurs de La Maison des Travailleurs, posait la question des conséquences de cette incertitude dans la vie des travailleurs migrants :

« Pourquoi la ville, dans l'élaboration de ses plans d'urbanisme, n'a pas réfléchi aux gens qui vivaient ici ? Pourquoi les habitants locaux ont seuls le droit d'obtenir une indemnisation, tandis que les migrants sont chassés vers l'extérieur ? Quels seront les effets de ces destructions sur nos enfants ? Sur nos familles ? »¹

En effet, l'incertitude interdit à la population migrante de se sentir réellement intégrée et crée un rapport de force déséquilibré entre les deux groupes sociaux. Les résidents locaux peuvent tirer profit de la terre, même en cas d'expulsion. La propriété foncière leur offre un élément de négociation dans leurs rapports avec les autres groupes et avec l'État. Au contraire, les migrants semblent dépourvus d'éléments de négociation.

C - L'éducation : des facteurs de discrimination variés

Contrairement à la question foncière, qui établit une discrimination très nette et inéluctable entre les groupes de migrants et de résidents locaux, la question scolaire semble créer de nouvelles disparités à l'intérieur du groupe de migrants. Par manque de formation spécifique et d'accès au terrain, je n'ai pas eu d'entretien avec des enfants de migrants. En revanche, mes discussions avec les migrants portaient souvent sur leurs difficultés à scolariser leurs enfants à Pékin ou au contraire sur le déchirement qu'ils vivaient lorsque leurs enfants devaient rester étudier au village. J'ai donc choisi de consacrer la dernière partie de ce chapitre à cette question.

Enjeu essentiel pour l'intégration de la nouvelle génération de *nongmingong*, facteur important de discrimination, l'éducation, plus que d'autres domaines, a fait l'objet, ces

¹ «为什么城市在规划的时候不考虑到所有在这里居住生活的人？为什么只有本地的居民可以有补偿，但外地的人则被排除在外？这种拆迁对我们的孩子有什么影响？对我们的家庭有什么影响？对于我们来讲，这就是真实的生活，是必须要去面对、去反思、去考虑如何加以改变的生活。」

dernières années, d'une politique nationale favorable aux enfants de migrants. Pourtant, les nombreux obstacles qui demeurent à la scolarisation des enfants à Pékin montrent que l'exclusion institutionnelle s'accompagne d'autres facteurs. Le capital financier, le *guanxi* (réseau social), le niveau d'étude des parents sont autant d'éléments qui contribuent à brouiller, à complexifier mais aussi à alimenter les discriminations qui touchent les enfants de *nongmingong*.

Je m'attacherai donc à montrer le poids des dispositions institutionnelles dans la création d'inégalités et d'exclusions en termes d'éducation. Je détaillerai tout d'abord les réglementations officielles et leurs évolutions depuis la dernière décennie, puis je montrerai les différents facteurs qui contribuent à la fois à aggraver et à assouplir l'exclusion institutionnelle dont les migrants sont l'objet en termes d'éducation, créant une « *stratification pyramidale à l'intérieur de cette catégorie* »¹.

1) Des réglementations visant une meilleure intégration des enfants de migrants

Même si la Chine s'est dotée depuis 1986 d'une loi sur la scolarité obligatoire, qui dispose le principe d'une scolarité gratuite et obligatoire jusqu'à la fin du collège, les enfants de migrants ont longtemps souffert d'une exclusion institutionnalisée du système scolaire urbain. Jusqu'en 1998, la scolarité dans une école publique urbaine leur était interdite. A partir de cette date, ils ont obtenu le droit d'y accéder à condition que leurs parents aient des papiers en règle et qu'ils payent une « taxe de scolarité provisoire » faisant supporter par les familles l'ensemble des frais de scolarité.

En septembre 2003, le Conseil des affaires de l'État a publié un *Avis pour améliorer l'éducation obligatoire des enfants de travailleurs migrants*, indiquant que l'éducation de ces enfants devait désormais être intégrée dans le plan de développement social des villes. Des fonds devaient être dégagés par les autorités municipales pour créer de nouvelles écoles afin d'y accueillir la majorité des enfants de migrants et de réduire les frais de scolarité pour les aligner sur ceux des urbains. En mars 2004, l'Assemblée nationale populaire a déclaré

¹ Chloé Froissart (2008), « Le système du hukou : pilier de la croissance chinoise et du maintien du PCC au pouvoir », *Les études du CERI*, n°149
Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 201374

l'abolition de la taxe de scolarité provisoire ainsi que de toutes les autres taxes payées par les migrants en plus des frais de scolarité normaux.

Néanmoins, ces dispositions n'ont pas été appliquées de manière suffisante et les écoles pékinoises sont toujours confrontées à un manque de moyens et de place pour accueillir tous les enfants de migrants. En outre, l'interdiction pour les migrants de passer le concours d'entrée à l'université (*gaokao*, 高考) à Pékin n'a pas été abrogée.

En raison des difficultés des migrants à entrer dans les écoles publiques, les écoles privées illégales se sont multipliées depuis la seconde moitié des années 1990. Mais, dispensant un enseignement médiocre, non reconnu par l'État et ne présentant pas les conditions d'hygiène et de sécurité requises, la grande majorité se voient refuser l'autorisation de fonctionner et sont donc susceptibles d'être interdites et fermées à tout moment. Des campagnes de nettoyage sont de fait régulièrement organisées, ne laissant d'autre alternative à des dizaines de milliers d'enfants que de quitter leurs parents pour rentrer à la campagne ou d'interrompre leurs études¹.

2) Les migrants exclus des lycées pékinois

Mon enquête de terrain a montré que l'interdiction faite aux enfants de migrants de passer le *gaokao* à Pékin est une source de discrimination importante. En effet, si la loi ne le précise pas spécifiquement, cette disposition interdit en pratique l'accès aux lycées pékinois pour les migrants. Ceux-ci sont obligés, soit d'interrompre leur scolarité après le collège, soit de rentrer dans leur province natale pour aller au lycée et pouvoir y passer l'examen d'entrée à l'université. Madame Ma, professeur privé d'anglais à Picun, explique ainsi :

« A partir du lycée, le hukou est nécessaire pour entrer dans les écoles publiques. En plus, seule une très petite minorité d'entre eux peut entrer dans une école privée car il faut payer très cher. La plupart doivent donc rentrer dans leur ville d'origine s'ils veulent continuer à étudier ».

¹ Voir Froissart C. (2003), « Les aléas du droit à l'éducation en Chine Enquête sur la scolarisation des enfants de travailleurs migrants à Chengdu », *Perspectives chinoises*, n°77, pp.23-3 pour un excellent résumé de l'évolution des contraintes institutionnelles pesant sur l'éducation des migrants.

Plusieurs migrants m'ont fait part de leur désarroi devant cette situation et de leur espoir que la législation évoluera en leur faveur. Ainsi, Madame Li, 30 ans, originaire du Sichuan, raconte :

« J'ai deux fils. Le premier a 18 ans et va bientôt passer le gaokao. Il était à Pékin jusqu'au primaire mais a dû rentrer au Sichuan ensuite car la législation ne permettait pas encore d'aller au collège à Pékin. Il a vécu avec les parents de mon mari. Le plus jeune est encore à l'école primaire. J'espère qu'il pourra passer les examens pour rentrer au collège public à Pékin. J'espère aussi que la loi lui permettra d'entrer au lycée à Pékin... »

Une autre migrante, exprime ses espoirs et ses inquiétudes vis-à-vis des politiques éducatives :

« Je m'inquiète beaucoup pour l'éducation de mes enfants. Ils sont encore petits et ne vont pas à l'école, mais j'ai peur que plus tard ils soient obligés de rentrer au pays. J'espère que le gouvernement nous permettra d'avoir la même éducation que les Pékinois. »

L'application des dispositions officielles en matière de scolarité montre cependant que les discriminations institutionnelles s'accompagnent de facteurs économiques, sociaux et culturels. Les migrants bénéficiant d'un « bon » *hukou* (de grandes villes comme Shanghai par exemples), de relations (le *guanxi*, 关系) et d'un capital économique important peuvent espérer mettre leurs enfants dans un lycée public pékinois ou bien payer leur scolarité dans un lycée privé.

C'est ce que montre cet extrait d'entretien avec Monsieur Yang, 49 ans, originaire du Shandong et propriétaire d'une entreprise de confection de vêtements employant quelques centaines de salariés :

« Maintenant, si l'on a le hukou de Shanghai ou du Shandong, c'est possible d'aller au lycée à Pékin. Bien sûr, si l'on a le hukou du Henan, c'est plus compliqué. » « Mais les enfants ne peuvent pas passer le gaokao à Pékin. Mon fils a donc fait sa scolarité ici, puis est rentré au pays passer l'examen. C'est possible quand on a des relations. »

Les jeunes migrants chinois se trouvent donc en situation d'exclusion des lycées pékinois, dont les portes ne s'ouvrent, outre pour les résidents locaux, qu'à certaines catégories très privilégiées de la population.

3) Un accès inégal au collège et à l'école primaire

La scolarité au collège public, officiellement garantie par la loi chinoise, est en réalité réservée à une minorité de migrants. Le nombre très limité de places explique en effet que l'accès au collège public soit soumis à des conditions de niveau scolaire et à des formalités administratives difficiles à remplir.

Madame Li explique ainsi :

« Il y a dix ans, les enfants de migrants ne pouvaient pas du tout aller à l'école publique. Après, il a fallu payer très cher pour y aller. Maintenant, l'école publique est devenue gratuite pour eux aussi, mais il faut fournir certains documents, notamment un contrat de travail et un certificat de résidence de longue durée. Les enfants doivent aussi passer un examen pour rentrer. Les exigences sont plus élevées que pour les autres. (...) Je trouve cela normal : nous ne sommes pas chez nous ! ».

Les conditions d'admission sont certes gérées par établissement, elles peuvent donc être plus ou moins drastiques. Cependant, l'exigence de fournir le contrat de travail de l'un des parents semble assez commune, or une majorité de la population migrante de Picun n'a pas signé de contrat avec leur employeur. En outre, l'obligation de passer un examen d'entrée crée également une discrimination entre enfants de migrants et enfants de résidents locaux, en ce que les migrants ont généralement un niveau d'éducation plus bas et que les écoles de province sont d'un niveau moins élevé qu'à Pékin.

Selon des chercheurs comme Wang Chunguang et Zhao Yeqin¹, cette difficulté n'est pas résolue une fois que les enfants ont réussi à entrer dans une école publique. En effet, les enfants de migrants montrent des problèmes d'intégration, à la fois en termes de niveau scolaire et de comportement avec les autres élèves. L'impossibilité pour les parents (dont beaucoup n'ont jamais suivi de scolarité au-delà de l'école primaire) d'aider leurs enfants à l'école s'ajoute en effet à la difficulté que représente pour les enfants un changement d'école et l'adaptation à un nouveau milieu et à un niveau scolaire plus élevé. Enfin, les enfants de migrants sont également handicapés par un milieu familial non propice à l'éducation. Han

¹ Wang Chunguang (2005), "Nongmingong de 'Banchengshihua' Wenti" (The problem of peasant workers' "semi-urbanization"), In *Liudong he Ronghe: Nongmingong gonggong zhengce gaige yu fuwu chuangxin lunji* (migration and integration: analects on public policy reform and service innovation for migrant workers), édité par Li Zhen, 41-57, Beijing : Unity Press ; Zhao Yeqin (2002), « Chengshi liudong renkou zinu jiuixue kunnan de sikao -yi shanghai shi weili » (Réflexion sur la difficulté de l'éducation des enfants migrants dans les villes---- le cas de Shanghai), *Shehui* (Société), n° 9.

Jialing a ainsi montré, dans son étude des conditions de scolarisation des enfants de migrants à Pékin, que, pour la moitié des enfants du pannel interrogé, leurs parents n'étaient pas à la maison lorsqu'ils rentraient de l'école ; tandis que seulement 26 % des parents contrôlaient régulièrement leurs devoirs¹. Cela rejoint les conclusions de Bourdieu, selon lesquelles les familles « *investissent d'autant plus dans l'éducation scolaire (...) que leur capital culturel est plus important et que le poids relatif de leur capital culturel par rapport à leur capital économique est plus grand.* »² Les travaux de T.E. Woronov's ont par ailleurs montré que ces difficultés d'adaptation et en particulier les discriminations subies par les enfants de migrants sur le lieu scolaire avaient des conséquences psychologiques importantes sur ces enfants et hypothéquait leur avenir.

Pour de nombreux enfants de migrants, la solution privilégiée est donc de rentrer au pays suivre leur scolarité. Ces enfants sont désignés par le terme de *liuning ziniu* (留守儿童), dont les difficultés spécifiques ont été étudiées par de nombreux chercheurs³. L'autre solution, pour les enfants de migrants qui ne peuvent pas aller à l'école publique, est de suivre une scolarité dans une école privée.

Monsieur Guo, originaire du Hebei et âgé de 37 ans, explique (extrait de mon journal de terrain) :

Monsieur Guo a un fils de 7 ans. Il compte lui faire suivre sa scolarité dans une école privée qu'il doit payer 300 yuan par mois. En effet, il explique que sans guanxi et sans beaucoup d'argent, il n'est pas possible de le faire entrer dans une école publique. Il insiste sur le fait qu'arrivé récemment à Pékin, il n'a pas eu le temps de créer un réseau de relations suffisant pour trouver quelqu'un qui aide son fils à entrer dans une école publique.

L'obligation, pour beaucoup d'enfants de migrants, d'aller dans une école privée, accroît les inégalités d'ordre socioprofessionnelles et financières. En effet, ces écoles sont souvent très chères et restent inaccessibles pour la plupart des migrants. Ces inégalités sont d'autant plus fortes que la corruption est l'une des portes d'entrée dans ces écoles.

¹ Han, Jialing (2001), « Chengshi bianyuan quanti jiaoyu wenti yanjiu-Beijingshi liudong ertong yiwu jiaoyu zhuangkuang diaocha baogao » (Recherche sur l'éducation des groupes en marge- rapport sur la situation actuelle de l'éducation des enfants migrants à Pékin), *Qingnian yanjiu (Journal of Youth Studies)*, n° 8

² Bourdieu, P. (1994), « Le nouveau capital » in *Raisons Pratiques, sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil. pp.39

³ Voir Zhu Guannan (2010), « Nongmingong ziniu jiaoyu wenti de wenxian zongshu » (Résumé de la littérature sur les problèmes d'éducation des enfants de migrants), *Economie et technologie agricoles*, (21), n°10

La propriétaire d'un petit commerce prospère de téléphones portable dans la rue principale de Picun m'indique ainsi (extrait de mon journal de terrain) :

Elle compte envoyer son fils dans une excellente école privée à Sanhe (au Hebei). Il doit passer un examen pour entrer, qui est très difficile. Cependant, s'il ne l'a pas, elle compte acheter des points supplémentaires à 10 000 yuan par point, afin de lui permettre d'entrer dans cette école prestigieuse.

La commerçante était visiblement fière d'avoir acquis un statut social et financier lui permettant d'acheter à son fils les moyens de sa réussite scolaire. Cet entretien montre en outre que l'option du retour au pays (ici, la province du Hebei) est également marquée par de nombreuses inégalités, les meilleures écoles étant souvent très chères.

Enfin, les enfants qui ne peuvent pas entrer dans une école privée ont également l'option de suivre leur scolarité dans une école< de migrants (*minjian xuexiao* ou *nongmingong ziniu xuexiao*, 民间学校 ou 农民工子女学校), établie par et pour les *nongmingong*. L'école Tongxin de Picun (同心), dont le nom signifie « d'un cœur commun », est l'une de ces écoles. Fondée par l'ONG « La Maison des Travailleurs », elle offre à 600 enfants de migrants une scolarité peu chère.



Enfants se rendant à l'école Tongxin

La professeur Ma explique (extraits de mon journal de terrain) :

Les élèves de Tongxin sont tous des fils de migrants pauvres. Ce sont surtout les enfants du milieu social le plus bas, car le niveau de l'école n'est pas bon. Les professeurs ne sont pas aussi compétents que les professeurs des écoles publiques ou privées.

Ces dernières années, le gouvernement a détruit de très nombreuses écoles dans le district de Chaoyang. Celle de Tongxin a échappé aux destructions, mais la surcharge d'élèves est devenue très forte car elle attire beaucoup d'enfants venant des villages alentours.

La principale raison de ces destructions est la non-conformité en matière d'éducation, de sécurité et d'infrastructures. Ces écoles délivrent en effet une éducation non-officielle, de moins bonne qualité que les autres écoles et dont les diplômes ne sont souvent pas reconnus.

L'étude des discriminations scolaires et du rôle des dispositions institutionnelles dans les inégalités en matière d'éducation a donc montré que les facteurs administratifs, financiers, sociaux et culturels contribuent à complexifier mais également à intensifier les discriminations envers les catégories socioprofessionnelles les plus basses. Ce constat rejoint celui de Wang Fei-Ling, qui estime que la Chine applique aujourd'hui deux types d'exclusion : une exclusion basée sur le système de résidence (*hukou*) et une exclusion basée sur les inégalités sociales. La flexibilité et le manque d'unification du système scolaire donnent un poids plus important au deuxième type d'exclusion, tandis que le premier demeure également pertinent. Les migrants ruraux, qui font partie, en majorité, des catégories socioprofessionnelles les plus basses du monde urbain chinois, se trouvent par conséquent doublement pénalisés par ces deux types d'exclusion. L'avenir de leurs enfants s'en trouve lourdement handicapé.

Conclusion

L'exclusion institutionnelle dont souffrent les migrants est plus subtile et plus complexe qu'elle ne le semble au premier abord. Avec l'assouplissement progressif du *hukou*, de nouveaux facteurs tels que le niveau d'étude ou le capital financier jouent un rôle de plus en plus important et contribuent à brouiller les distinctions entre locaux et migrants.

Néanmoins, la propriété foncière, réservée aux résidents locaux, reste une exclusion institutionnelle essentielle. En favorisant une appropriation de l'espace différenciée, elle joue un rôle important dans les relations de pouvoir entre les deux groupes.

III - Occupation de l'espace et domination symbolique

« Il y aurait à écrire toute une histoire des espaces qui serait en même temps une histoire des pouvoirs - depuis les grandes stratégies de la géopolitique jusqu'aux petites tactiques de l'habitat, de l'architecture institutionnelle, de la salle de classe ou de l'organisation hospitalière, en passant par les implantations économique-politiques. Il est surprenant de voir combien le problème des espaces a mis longtemps à apparaître comme problème historico-politique. »¹

Les politiques d'enregistrement civil (le *hukou*) et les particularités du système chinois de propriété foncière ont pour conséquence de mettre en présence deux groupes aux statuts inégaux : les résidents locaux et les migrants. Or ces deux groupes, hiérarchisés en fonction de leur possession ou non du *hukou* local, ont en commun de partager un même lieu de vie.

La manière dont ils cohabitent, dont ils organisent cet espace commun, dont ils s'approprient l'espace, mérite par conséquent d'être étudiée de plus près. L'occupation de l'espace est, en effet, non seulement le lieu concret dans lequel se manifestent les relations de pouvoir entre les différents groupes, mais elle est également l'enjeu même de luttes de pouvoir, voire de conflits. La fréquentation des espaces privés et publics ainsi que l'usage qui en est fait s'avèrent donc cruciaux pour tenter de comprendre les relations et les interactions entre les deux groupes.

La question de l'organisation, de la hiérarchisation et de l'appropriation de l'espace tient notamment un rôle essentiel dans la littérature scientifique sur les migrations. Elle est notamment centrale dans les théories des sociologues de Chicago, qui ont montré comment les processus d'intégration et de mobilité sociale ascendante des migrants se manifestaient dans leur dispersion spatiale au sein des grandes villes américaines. L'immigration a donc souvent pour conséquence de provoquer une mutation des structures spatiales, qui peut s'observer non seulement dans les formes d'habitat, mais aussi sur la disposition et l'utilisation des espaces publics.

Les deux dernières décennies ont vu un renouvellement des travaux sur l'espace urbain, sur un mode souvent engagé. Henri Lefebvre analyse ainsi l'espace urbain comme un enjeu essentiel des luttes de pouvoir : « *L'investissement spatial, la production de l'espace, ce n'est*

¹ Michel Foucault (1977), *Dires et Ecrits*, n° 195 : « L'œil du pouvoir »

pas un incident de parcours, mais une question de vie ou de mort »¹. Don Mitchell² pense également l'espace public comme le lieu privilégié des luttes de pouvoir, et expose les transformations sociales à l'œuvre dans l'espace urbain – distinction spatiale, refus de la cospatialité, séparation. L'espace public est, selon l'auteur, traversé par des oppositions dialectiques, entre inclusion et exclusion, ordre et désordre, rationalité et irrationalité, violence et comportement pacifique. Les deux auteurs ont en commun de dénoncer la force d'exclusion grandissante des villes et de proposer de lutter pour « *le droit à la ville* ».

Enfin, le lien entre la proximité spatiale et les relations sociales en milieu urbain ainsi que le rôle particulier de l'étranger ou du nouveau venu ont été théorisés par Georg Simmel, qui écrit : « *La combinaison de distance et de proximité que contient toute relation entre humains arrive ici à un rapport dont la formulation la plus brève est : dans une relation, la distance signifie que le proche est lointain, tandis que l'étrangeté signifie que le lointain est proche* »³.

Cet intérêt pour les catégories de proximité et de distance ainsi que l'interaction entre espace et relations sociales a été repris par de nombreux auteurs, parmi lesquels Elias et Scotson, dans leur étude de la vie sociale d'un quartier⁴, ou plus récemment en France, par Chamboredon et Lemaire qui se sont penchés sur la mixité sociale et les relations de voisinage dans des grands ensembles de logements⁵. Or ces questions trouvent une résonance toute particulière dans un lieu comme Picun, où la notion de proximité et de distance se trouve doublée, comme nous le verrons, de l'étroit entremêlement entre espace public et espace privé.

Je tenterai donc, dans ce chapitre, d'analyser les scènes de la vie quotidienne à Picun et particulièrement les éléments relevant de l'espace domestique (le logement), semi-privés (la cour intérieure) et public (la rue). Il s'agit de mieux comprendre, à l'aide des entretiens réalisés dans le village, mais également des observations directes, comment se traduit, dans l'organisation spatiale, les relations entre les deux groupes sociaux que sont les locaux et les migrants. Je montrerai tout d'abord que l'espace domestique est dominé par les locaux et que

¹ Henri Lefebvre (1974), *La production de l'espace*, Paris, Anthropos

² Don Mitchell (2000), *Cultural Geography: A Critical Introduction*, Blackwell, Oxford,

³ Simmel, G. (texte original de 1908), *Sociologie. Etude sur les formes de la socialisation*, traduit de l'allemand par Lilyane Deroche-Gurcel et Sibylle Muller, Paris, PUF, 1999, p. 663

⁴ Norbert Elias et John L. Scotson, Op. Cit

⁵ Voir par exemple Chamboredon J.-C & Lemaire M. (1970), « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue Française de Sociologie*, XI, pp. 3-33.

les migrants éprouvent des difficultés à se l'approprier. J'étudierai ensuite les tensions et les luttes de pouvoir pour l'occupation des espaces semi-privés et publics.

A - L'espace domestique dominé par les locaux

Étant propriétaires, les résidents locaux sont privilégiés dans l'organisation de l'espace, du moins domestique. Ce sont en effet eux qui sont à l'origine des mutations du bâti en rénovant et reconstruisant leurs habitations afin d'y loger les migrants. Par conséquent, leur position privilégiée se trouve inscrite dans l'espace domestique. Au contraire, exclus de la propriété et de toute forme de sécurité ou de permanence dans leur habitat, les migrants sont relégués dans des formes de logement précaire et ressentent des difficultés à s'approprier l'espace domestique.

1) Les résidents locaux : entrepreneurs immobiliers, agents de la mutation de l'espace habitable

Depuis les dix dernières années, des importantes mutations de l'espace habitable à Picun se sont opérées sous l'impulsion conjointe des migrants ruraux et des résidents locaux.

En effet, les attentes et les besoins des migrants (notamment l'exigence d'un loyer à très bas prix) ont créé une pression immobilière importante et provoqué une modification des formes de l'habitat à Picun.

Néanmoins, seuls les résidents locaux possèdent les ressources légales et administratives pour mener à bien ces transformations de l'espace habitable¹. L'arrivée massive des migrants a été vue comme une opportunité de diversification professionnelle (et de totale reconversion par la suite) et comme une source de revenus non négligeable. La demande de logement augmentant, ils ont donc peu à peu reconstruit leurs habitations de manière à pouvoir louer des pièces aux migrants.

¹ Sur la question de l'utilisation par les paysans locaux de leur capital foncier, voir notamment Li Tian (2008), « The Chengzhongcun Land Market in China: Boon or Bane? — A Perspective on Property Rights », *International Journal of Urban and Regional Research*, n°32, pp. 282–304 ; Yanjing Zhao et Chris Webster (2011), « Land Dispossession and Enrichment in China's Suburban Villages », *Urban Stud February*, vol. 48 no. 3, pp. 529-551

L'évolution rapide du paysage architectural de Picun est d'emblée sensible à travers les multiples chantiers ouverts de part et d'autre des rues du village. En outre, les rénovations et les constructions successives, motivées par le souci de rentabiliser au maximum l'espace disponible, ont fait de Picun un territoire à l'architecture mixte. Les maisons basses (*pingfang*, 平房) y côtoient en effet les immeubles de quelques étages (*loufang*, 楼房), tandis que dans les cours traditionnelles (*siheyuan*, 四合院), anciens et nouveaux bâtiments sont étroitement entremêlés.



Rue de Picun : pingfang (maisons basses) et loufang (maisons à étage)

Pour les résidents locaux, la transformation de l'espace s'est accompagnée d'une mutation professionnelle profonde : d'agriculteurs, ils sont devenus propriétaires rentiers. Un résident de Picun, âgé de 66 ans, explique ainsi les changements progressifs de son activité et la reconstruction de sa maison. Voici les extraits de mon journal de terrain le concernant :

Wen Zhihua est le propriétaire d'un ensemble de bâtiments regroupés autour de deux petites cours. On y entre par une grande porte en bois. Autour de la première cour, on aperçoit la façade nord (à gauche), sans étage, qui constitue un logement de plusieurs pièces ; et la façade est (en face) est constituée de plusieurs petites pièces sans étages, dont chacune forme un logement à part entière. Puis par une seconde porte, à droite, on peut

Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 201384

accéder à une autre petite cour, autour de laquelle se dresse un bâtiment de deux étages, constitué de plusieurs pièces indépendantes.

Wen Zhihua raconte qu'il a été agriculteur jusqu'en 1985. A l'époque, dans le village, tous les résidents locaux étaient des paysans et cultivaient leur parcelle de terre. Mais, après 1985, Monsieur Wen a arrêté progressivement de cultiver. En effet, les premiers migrants commençaient à arriver et le village a changé peu à peu. Il a arrêté progressivement, jusqu'en 2000, date à laquelle il a complètement arrêté. A présent, il n'a plus aucune terre cultivable.

En 1989, Wen Zhihua a fait rénover le bâtiment qui occupe toute la façade Nord. Il s'agit du bâtiment historique, où il a passé son enfance. Ce bâtiment est maintenant occupé par les cinq personnes de sa famille : lui, sa femme, son fils, sa belle-fille et son petit-fils.

Puis le nouveau bâtiment (à l'est) a été construit, et enfin celui à deux étages au sud, qui a été terminé en 2007. En tout, 20 familles, soit 50 personnes, habitent dans les deux bâtiments. Cela équivaut à environ deux ou trois personnes par pièce de quelques mètres carrés. En comparaison, le bâtiment Nord est très spacieux car il possède plusieurs pièces à vivre.

Wen Zhihua m'explique que le loyer, étant de 200 yuan par logement, lui rapporte environ 4000 yuan par mois. Cela apporte un revenu substantiel à sa famille, mais n'est pas suffisant pour lui offrir de bonnes conditions de vie. Aussi son fils doit-il apporter des revenus supplémentaires en travaillant comme agent d'entretien dans la zone périurbaine de Pékin.

Pour les paysans locaux, les conséquences de ces mutations socio-professionnelles ont été diverses. Certes, elles se sont quasiment toujours soldées par une augmentation substantielle de leurs revenus et par une mobilité sociale ascendante. Néanmoins, tandis que certains ont pu tirer de grands profits de leurs entreprises immobilières, d'autres ont eu plus de peine à mettre en valeur leurs ressources foncières.

Tandis que Wen Zhihua insiste sur le caractère limité de ses rentes immobilières, Ye Zengyong, âgée d'une cinquantaine d'années, fait le récit de la réussite sociale et financière de son gendre. Voici les extraits de mon journal de terrain :

Ye Zengyong, âgée d'une cinquantaine d'années, est pékinoise, ce qui signifie qu'elle a le hukou urbain de la ville de Pékin. Elle n'est donc pas originaire de Picun. Étant jeune, elle a été envoyée dans le Xinjiang lors d'un mouvement maoïste d'envoi des jeunes instruits

urbains à la campagne¹. Elle s'est ensuite installée dans la province pour y travailler et n'est rentrée à Pékin que pour sa retraite, il y a trois ans.

L'extérieur de sa maison dénote une grande richesse, inhabituelle à Picun. Il s'agit d'un grand bâtiment de trois étages, dans lequel elle habite seule avec son mari et son petit-fils. L'intérieur est particulièrement luxueux. Je l'interroge donc sur la raison pour laquelle elle peut être propriétaire de cette maison alors qu'elle n'a pas le hukou local.

Elle me répond qu'en effet, ayant le hukou urbain, elle n'aurait pas pu faire acheter des terres en zone périurbaine de Pékin. En réalité, le véritable propriétaire est donc son gendre. Originaire de Dongba (un autre village urbain, à quelques arrêts de bus de Picun), il a profité de son hukou local pour acheter de la terre dans plusieurs villages en périphérie de Pékin. Pariant sur l'élévation rapide de la valeur foncière et immobilière, il a fait construire sur ces terres plusieurs immeubles (il en possède actuellement quatre). Celui de Picun est occupé par elle-même et son mari, qui s'occupent de leur petit-fils. Tandis que son gendre et sa famille habitent dans Pékin, ils peuvent louer les autres logements aux migrants : c'est une source de revenu importante. Les maisons ainsi construites pourront également servir aux membres de sa famille s'ils souhaitent s'y installer.

L'interrogeant sur la raison pour laquelle son gendre a pu faire ainsi fortune, tandis que d'autres n'ont pas eu cette opportunité, elle me répond que son gendre travaille dans la fonction publique du village de Dongba. Ce poste lui a permis de rencontrer à maintes reprises les membres du comité de villageois de Picun, chez qui il lui arrive d'aller dîner. D'autres facteurs ont bien sûr dû jouer, tels que son capital financier de départ et son niveau d'instruction. Néanmoins, dans un contexte où la gestion de la terre relève essentiellement de la compétence du comité de villageois, de telles relations ont pu en effet jouer un rôle non négligeable dans sa réussite financière et sociale.

Certains résidents locaux font état d'une réussite beaucoup plus importante et choisissent de s'établir en ville : c'est le cas du propriétaire du troisième appartement dans lequel j'ai résidé. Celui-ci consistait en un immeuble de trois étages donnant sur la rue principale de Picun. Le propriétaire avait délégué les responsabilités de l'immeuble à un

¹ Sur le mouvement d'envoi des jeunes instruits à la campagne, voir Michel Bonnin (2004), *Génération perdue. Le mouvement d'envoi des jeunes instruits à la campagne en Chine, 1968-1980*, Paris, Editions de l'EHESS

gérant et vivait de ses rentes dans le centre de Pékin. Il ne venait que très occasionnellement à Picun.

Ainsi, selon le capital social, culturel et financier des résidents locaux, les conséquences des mutations socio-professionnelles induites par l'arrivée des migrants sont diverses. Les locaux, propriétaires de la terre, ont permis à la transformation de l'espace habitable de s'effectuer. En tant que tels, ils ont pu s'attribuer une place dominante dans l'organisation de l'espace domestique.

2) L'espace domestique : une organisation symbolique

La place dominante des résidents locaux se manifeste tout d'abord, symboliquement, par l'orientation des logements. Nous avons vu plus haut que Wen Zhihua et sa famille logeaient dans le bâtiment Nord, bâtiment historique où il avait passé son enfance. En réalité, tous les bâtiments sont orientés de la même manière : les propriétaires logent dans l'aile Nord, tandis qu'ils louent la façade Sud, Ouest et/ou Est aux migrants.

Traditionnellement, le bâtiment nord (*zhengfang*, 正房), offrant une meilleure localisation, était en effet réservé à la résidence des maîtres et des membres les plus âgés de la famille, tandis que les bâtiments est et ouest (*xiangfang*, 厢房) servaient à l'usage des membres plus jeunes de la famille, et le bâtiment sud (*dao zuofang*, 倒座房) aux serviteurs et aux enfants. Selon David Bray, « *Le bâtiment chinois traditionnel était le royaume de la famille confucéenne et était conçu pour reproduire les relations sociales différenciées exigées par la philosophie morale confucéenne. L'espace était arrangé dans une forme hautement symbolique à l'intérieur de la maison, afin que l'attribution de l'espace aux membres de la famille fournissent une représentation claire de leur position sociale à l'intérieur de la famille* »¹.

¹ « *The traditional Chinese compound was the realm of the Confucian family and was designed to reproduce the differentiated social relationships remanded by Confucian moral philosophy. Space was arranged in highly symbolic form within the house so that the allocation of spaces to family members provided transparent representation of social position within the family.* » Bray, D. (2005), *Social Space and Governance in Urban China: The Danwei System from Origins to Reform*, Stanford: Stanford University Press. Pour plus de précisions, voir Andrew Boyd (1062), *Chinese Architecture and Town Planning, 1500 B.C.-A.D. 1911*, Chicago: University of Chicago Press

Outre cet arrangement symbolique de l'espace, qui établit une hiérarchie entre les propriétaires et leurs locataires, les logements eux-mêmes reflètent des conditions de vie très inégales. Ayant habité dans trois logements différents, j'ai pu observer l'habitat des uns et des autres. Malgré les différences entre les deux logements, de nombreux points communs persistaient.

Voici l'extrait de mon journal de terrain concernant le premier logement :

Depuis la rue, on accède à la première cour par un grand portail, toujours ouvert. Sur la gauche, un mur ; sur la droite, un bâtiment de deux étages (l'aile est) qui comprend plusieurs pièces individuelles. Dans chacune de ses pièces, vit une famille de deux, trois ou quatre personnes. On entre ensuite, par une porte qui n'est ouverte que la journée, à une seconde cour rectangulaire, couverte cette fois, autour de laquelle sont disposées plusieurs logements individuels.

L'étage comprend également huit logements individuels et s'étend sur un balcon ensoleillé. Seul l'étage comprend des logements vides : les autres ont tous été loués. Tous sont identiques : de 8 à 10 m², il s'agit d'une pièce nue, disposant uniquement d'un lit et d'une chaise. L'électricité et internet sont fournis. Les locataires n'ont accès à aucune pièce d'eau ni de sanitaires, mais ils peuvent en revanche disposer d'un lavabo à l'étage et d'un au rez-de-chaussée.

Au Nord, s'étend le bâtiment occupé par les propriétaires. Il s'agit d'un couple âgé, originaire de Picun, de leur fille et de son mari, originaire de la région de Guilin. La fille du jeune couple, âgée de 11 ans, réside le plus souvent chez sa tante, plus proche du centre-ville. Les quatre membres de la famille occupent un logement sans étage, comprenant trois pièces à vivre, une douche et des sanitaires. Ceux-ci sont réservés à l'usage des propriétaires.

En ce qui concerne le logement, les photographies ci-dessous montreront de manière plus concrète la disposition des bâtiments, disposition qui montre beaucoup de points communs avec le premier logement. Un profit maximum avait été tiré de l'espace, rendant la zone habitable beaucoup plus dense encore que dans le premier logement. Cette densité maximale est notamment visible dans l'imbrication des bâtiments vieux et récents, superposés au fur et à mesure des constructions.



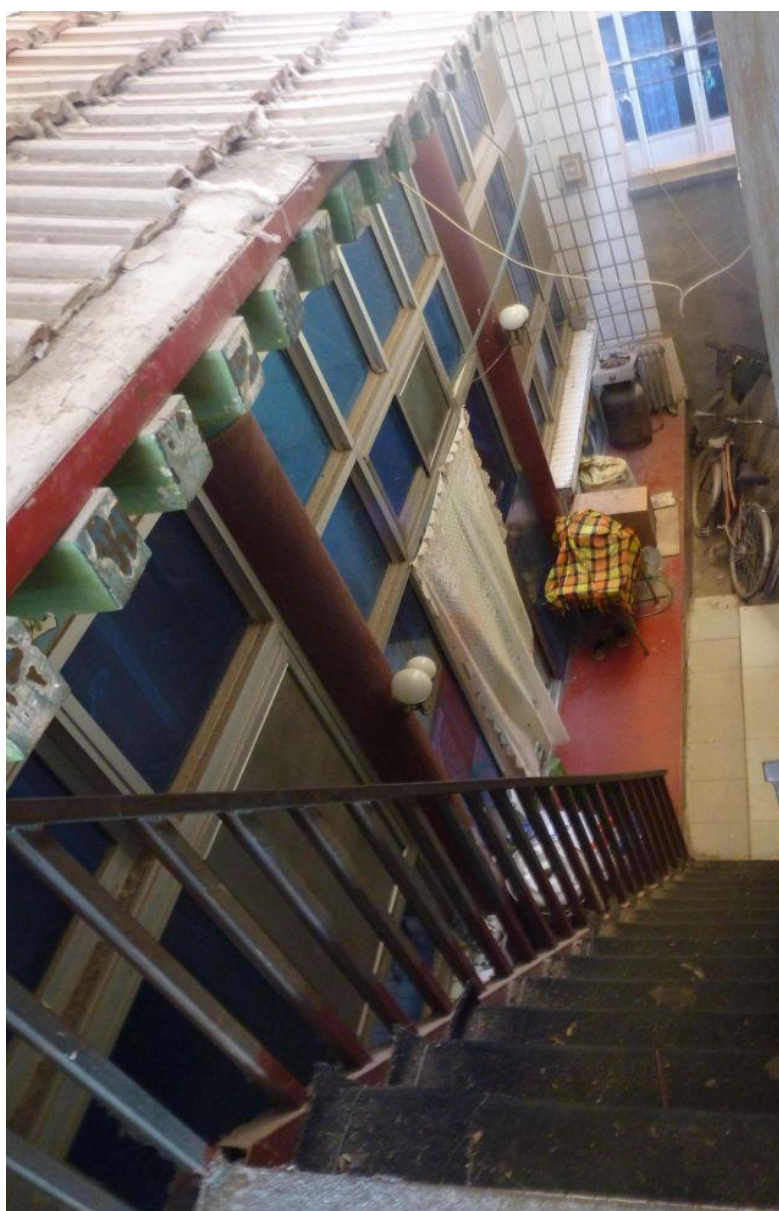
Entrée du second logement

Le troisième logement était encore différent : il s'agissait d'un immeuble de trois étages abritant plusieurs appartements d'environ 15 m² et bâti récemment sur un modèle plus proche de l'habitat urbain contemporain.

Pour généraliser mes propos, qui ne s'appuient que sur des observations directes mais n'ont aucune valeur statistique, mentionnons le « Rapport de recherche sur le statut résidentiel et les perspectives d'avenir des travailleurs migrants »¹, réalisé par l'ONG La Maison des Travailleurs, qui fait état des moyennes suivantes :

¹ « Rapport de recherche sur le statut résidentiel et les perspectives d'avenir des travailleurs migrants » (dagongzhe jizhu xiankuang he weilai fazhan diaocha baogao, 打工者居住现状和未来发展调查报告), réalisé par l'ONG La Maison des Travailleurs (gongyou zhijia) sur la base d'une enquête quantitative menée auprès de 310 migrants, dont 213 migrants résidant à Picun, en 2008 et 2009.

Regroupement familial	Nombre moyen d'occupants	Surface moyenne du logement	Surface moyenne par occupant
Avec enfants	3,6 personnes	16,6 m ²	4,6 m ²
Sans enfants	2,9 personnes	14,1 m ²	4,8 m ²



Deuxième logement : rajout d'un nouvel étage sur le vieux logement

3) Difficultés d'appropriation de l'espace domestique

Incapables d'accéder à la propriété de leur logement, les migrants doivent faire face à la précarité et à l'incertitude. Pour cette raison, ils se montrent souvent moins enclins que les locaux à s'approprier l'espace privé et à investir psychologiquement leur logement.

Cette absence d'investissement psychologique du logement est tout d'abord manifeste dans la manière dont les migrants vivent leurs mobilités résidentielles. Liés généralement à la recherche de meilleures opportunités professionnelles, les changements de résidence fréquents révèlent la faiblesse des liens émotionnels avec le logement en ville. Interrogés sur leurs projets à moyen terme, aucun de mes informateurs ne prévoyait avec certitude de rester dans son logement dans les cinq années à venir.

Les éléments de langage contribuent à renforcer ce sentiment de non-appartenance au lieu où ils vivent. Ainsi, j'ai pu remarquer au cours de mes entretiens et de mes discussions informelles avec les migrants qu'ils parlaient fréquemment de leur « pièce » (*wuzi*, 屋子) pour parler de leur logement, réservant le mot de « chez-soi » (*jia*, 家) pour désigner leur maison dans le village d'origine. « Rentrer chez soi » signifie souvent rentrer au pays natal. L'usage de ces tournures de langage sont significatives et montrent le peu d'attaches affectives que les migrants portent à leur logement en ville.

La manière dont ils organisent leur espace privé, notamment à travers le choix du mobilier, est également significative de la faible propension des migrants à investir psychologiquement leur logement.

Voici un extrait de mon journal de terrain concernant le premier logement que j'ai eu l'occasion d'habiter :

Ayant été invitée à plusieurs reprises par le couple de propriétaires dans leur logement, j'ai pu observer le mobilier et le comparer à celui des pièces louées aux migrants. Le mobilier des propriétaires est sobre et ne dénote pas un luxe particulier, cependant il diffère du mobilier des locataires par sa valeur plus élevée et par son caractère permanent, matérialisé par l'utilisation de matériaux utilisés, plus lourds et plus solides.

Voici quelques observations sur la salle de séjour des propriétaires du deuxième logement :

La salle de séjour est large et meublée avec goût. Aux murs, on peut observer des photographies de mariage ainsi que des portraits d'enfant. Deux canapés se font face, le mobilier comprend également une table en bois verni, une large armoire et une petite table supportant un ordinateur.



Portrait d'une propriétaire de Picun dans son logement

Les meubles des locataires, de moindre qualité, reflètent le caractère temporaire de l'installation. Certains locataires, qui ne prévoient de rester à Picun que pour quelques semaines ou quelques mois et qui sont venus sans leur famille, n'ont même aucun mobilier excepté le lit et la chaise fournis. C'était le cas de mes voisins, originaires du Heilongjiang et

venus travailler à Pékin pour quelques mois : ils partageaient à trois une chambre sans mobilier.

Les ouvriers habitant dans le dortoir de leur entreprise¹ sont tout particulièrement concernés par le caractère temporaire de leur habitation. Pour la plupart, il s'agit de célibataires ou d'hommes dont la famille est restée au village. En effet, lors de mes entretiens avec des patrons de petites entreprises, ceux-ci m'ont précisé que les dortoirs ne pouvaient accueillir de couples ou de familles. Dans ces conditions, l'investissement psychologique dans le logement est minimal : celui-ci est le lieu où l'on vit temporairement, mais ce n'est pas un « chez-soi ».

En revanche, certaines familles, installées depuis plusieurs années à Picun, ont pu disposer leur logement de manière plus confortable, donnant une impression de plus grande stabilité. La photographie ci-dessous montre un logement occupé par ses locataires depuis maintenant cinq ans. Le mobilier, la télévision, les photographies aux murs témoignent d'un investissement psychologique plus important dans le logement. Néanmoins, interrogée, la locataire m'explique pourquoi elle a consacré un budget minimum au mobilier. Voici un extrait de mon journal de terrain à ce sujet :

Huang Zhengying m'indique qu'elle a construit tous les meubles elle-même, à partir de matériaux de récupération (bois, plastique etc). Seule la télévision est importante car elle est souvent seule dans cette pièce et s'ennuierait autrement. Elle m'explique qu'elle n'a pas besoin d'avoir un logement très confortable ici, puisque l'essentiel est de gagner de l'argent pour pouvoir en envoyer à son fils de 28 ans, resté au Hubei. Aussi, elle n'achète rien de plus que le strict nécessaire et peut économiser plusieurs milliers de yuan par mois.

Pour accréditer cette remarque fondée sur l'observation directe et les entretiens que j'ai pu avoir au cours de mon enquête de terrain, un interrogatoire mené sur six familles de migrants de Picun² a montré que la valeur de l'ensemble des objets et meubles d'une maison équivalaient en moyenne à 360 yuan.

¹ J'ignore leur pourcentage dans la population totale de Picun. La majorité des entreprises fournissent cependant une possibilité d'hébergement sur le site, acceptée essentiellement par les hommes célibataires ou ayant laissé leur famille au village.

² « Rapport de recherche sur le statut résidentiel et les perspectives d'avenir des travailleurs migrants » (dagongzhe jizhu xiankuang he weilai fazhan diaocha baogao, 打工者居住现状和未来发展调查报告).



Intérieur d'un logement de migrants (un couple avec enfants)



Déjeuner dans un logement de migrants

L'idée que le logement en ville reste provisoire et précaire est donc omniprésente chez les migrants, même chez ceux qui se sont installés depuis plusieurs années dans le même village. L'impossible accès à la propriété en est un facteur essentiel : pour les migrants, leur logement reste « celui des locaux », tandis qu'eux ne sont que locataires. Dans cette optique, il leur est donc très difficile de s'approprier l'espace domestique et privé.

Le rôle dominant des résidents locaux dans la hiérarchie sociale du village, que leur confère la propriété foncière, est donc visible dans l'organisation et l'appropriation de l'espace domestique.

B - Tensions dans l'appropriation de l'espace semi-privé

L'espace est non seulement le lieu concret où se manifestent les rapports de pouvoir, mais il est également un enjeu dans les luttes de pouvoir. Il l'est tout particulièrement en situation de migration, où les relations entre les « établis » et les « outsiders », selon les termes d'Elias¹, sont souvent conflictuelles.

Je souhaite ici détailler quelque peu la nature des relations qui existent entre les deux groupes de population, en étudiant leurs interactions quotidiennes. Je fonderai, en particulier, ma réflexion théorique ainsi que ma méthodologie d'enquête sur les travaux de Goffman, qui ont montré l'importance de l'étude des comportements en public, des codes implicites et des éléments de rôle qui véhiculent et traduisent les relations sociales. Il s'agit, en suivant l'exemple de Goffman, d'adopter une « perspective dramaturgique » afin de « *décrire les techniques de maîtrise des impressions qui sont utilisées dans une organisation donnée, les principaux problèmes que pose dans une organisation la maîtrise des impressions, ainsi que la nature et les rapports des différentes équipes de représentation qui y agissent.* »² L'analogie avec le théâtre qui sous-tend l'analyse goffmanienne tend à montrer que les individus font preuve, dans leur interaction avec autrui, d'un effort constant de mise en scène, visant non seulement à façonner la manière dont ils sont perçus, mais encore à maîtriser la définition des situations dans laquelle ils sont engagés. Utilisant comme méthode non seulement de l'entretien mais de l'observation directe, j'essaierai donc d'analyser les actes, les paroles, les impressions qui forment l'interaction entre les deux « équipes de représentation ».

¹ Norbert Elias et John L. Scotson, Op. Cit., p. 30.

² Ervin Goffman (1973), *La mise en scène de la vie quotidienne*, Minit, pp. 226-227

1) Les relations entre propriétaires et locataires dans les lieux semi-privés

Les relations entre propriétaires et locataires à Picun ont ceci de particulier qu'elles se déroulent généralement dans un espace semi-privé qui est celui du *siheyuan* (habitat traditionnel regroupé autour d'une cour privée) ou des recompositions mixtes qui mêlent cour privée et bâtiments à étages.

La distinction entre espace public et espace privé y est brouillée, du fait de la cohabitation des familles sous un même toit. Cette cohabitation accroît le contraste entre proximité physique et distance symbolique, ce qui contribue à rendre le phénomène de lutte pour l'appropriation de l'espace particulièrement visible et intéressant à étudier.

Un exemple marquant du caractère mixte de cet espace semi-privé est le fait que dans le premier logement où j'ai habité, le propriétaire fermait la porte d'entrée tous les soirs, afin d'empêcher tout inconnu de pénétrer dans la cour intérieure. Cela ne pouvait s'accomplir que par un acte de « veille » du propriétaire, qui, ayant fait le tour des lieux et constaté que les locataires étaient tous rentrés, pouvait alors fermer la porte. Cette habitude impliquait donc une forme de surveillance et de souci de l'autre qui caractérise ces espaces semi-privés.

Dans le second logement, si la porte n'était jamais fermée, la propriétaire montait cependant régulièrement à l'étage inspecter le bon déroulement de la vie quotidienne. Les allées et venues de visiteurs ne lui échappaient pas et elle ne manquait pas de les mentionner et d'en discuter avec ses locataires. Au-delà de ces activités de surveillance, les propriétaires sont également les garants de la tenue de leur bâtiment. Aussi ce sont eux qui, le plus fréquemment, nettoient les sols, vérifient que l'eau courante fonctionne et accomplissent toutes sortes de tâches liées à la vie en commun dans le bâtiment.

Cette proximité physique, accompagnée d'une forme de souci d'autrui au sein d'une même cour intérieure, garantit des relations très cordiales entre propriétaires et locataires. Ceux-ci entretiennent généralement de bonnes relations de voisinage et la cohabitation s'avère harmonieuse. Outre les salutations d'usage et la relative familiarité des uns avec les autres, j'ai pu observer de nombreux cas de longues discussions entre propriétaires et locataires.



Trois migrants originaires du Heilongjiang posent avec le propriétaire du logement

Cette photographie, montrant trois migrants originaire du Heilongjiang et le propriétaire, originaire de la région de Guilin mais marié à une résidente locale de Picun, a été prise alors que les quatre hommes venaient d'avoir une discussion d'environ une heure. L'ambiance détendue et les éclats de rire indiquaient des relations très cordiales et un intérêt réciproque. De telles discussions interviennent généralement dans deux types de lieux. D'une part, des activités quotidiennes telles que la cuisine, la lessive ou encore la toilette se tenant dans les cours intérieures et les pas de portes, ces espaces constituent par conséquent des lieux privilégiés pour la rencontre et la discussion. Les femmes au foyer et les personnes âgées, ne travaillant pas, sont par ailleurs les plus susceptibles de participer à ces échanges.

D'autre part, les discussions entre propriétaires et locataires interviennent également dans les lieux privés que sont les pièces individuelles des locataires. Il arrive souvent que celles-ci soient laissées ouvertes, tant les activités quotidiennes se partagent entre l'intérieur et l'extérieur. Il m'est donc souvent arrivé fréquemment d'observer la propriétaire discuter avec ses locataires à l'intérieur de leur pièce à vivre.



Cour intérieure avec cuisine : exemple d'un lieu semi-privé



La cuisine commune

En revanche, les personnes invitées à déjeuner, à prendre le thé ou à bavarder chez les propriétaires semblent être rarement des locataires ; au contraire, il s'agit plutôt d'amis résidents locaux. Ceux-ci se retrouvent fréquemment entre eux dans la maison du propriétaire. Interrogée sur les personnes qu'il lui arrivait d'inviter chez elle, la propriétaire de mon premier logement m'a ainsi répondu (extrait de mon journal de terrain) :

Elle me répond qu'elle n'inviterait sûrement pas ses locataires à déjeuner ; ce ne sont pas ses amis, elle ne les connaît que superficiellement. Si leurs relations sont cordiales, elles restent cependant limitées à un co-voisinage et à un lien commercial. Ses vrais amis ? Ils sont essentiellement originaires de Picun. Les autres ne restent pas assez longtemps pour créer des liens, ils ne sont que de passage.

Les propos des migrants eux-mêmes confirment ce fait. Certes, certains, installés depuis longtemps et bénéficiant d'une relative réussite financière et sociale, se targuent d'avoir des amis parmi les locaux. La manière dont ce fait est mis en valeur dans leur discours démontre en elle-même le caractère peu commun de ces relations et leur signification. Avoir des amis parmi les locaux implique en effet d'être arrivé depuis une durée relativement longue à Picun et avoir réussi à construire des réseaux de connaissances. Or ce n'est pas le cas de tous les migrants : pour la plupart, en effet, ils insistent sur le caractère strictement utilitaire des relations avec les locaux et sur la difficulté à établir des liens amicaux avec eux, plus qu'avec les autres migrants. Outre les interactions nécessaires à la location des logements, les relations quotidiennes entre les deux groupes dans les espaces semi-privés semblent donc respecter autant que possible ce que Goffman a appelé « *l'inattention civique* » et qui permet une mise à distance d'autrui et une préservation de son propre espace intime¹.

2) Les lieux publics, ré-appropriés par les migrants ?

S'ils ont des difficultés à s'approprier l'espace privé, en revanche, les migrants investissent beaucoup les espaces publics.

Pour peu qu'il ait l'oreille avertie aux différents accents et aux différents langages de Chine, l'observateur pourra en effet faire ce constat en arrivant à Picun : les rues sont, de part et d'autre, occupées par des migrants de toutes provenances. Beaucoup plus que les résidents

¹ Erving Goffman (1972), *Relations in Public*, Penguin, p.385

locaux, qui se réunissent dans les espaces privés (l'intérieur de leur maison), les migrants se réunissent dans la rue : discussions sur le pas de la porte, dans les boutiques, dans les restaurants ou dans les rues.

Du fait de l'exiguïté des logements et du manque de commodités disponibles dans les espaces privés, une part importante de la vie quotidienne des migrants s'effectue dans la rue ou sur les pas de porte. Ainsi, l'hygiène quotidienne (lavage des cheveux, brossage des dents, bain des enfants), la lessive, parfois la cuisine, sont effectués soit dans l'espace semi-privé du *siheyuan*, soit dans l'espace entièrement public de la rue.

Par ailleurs, les entretiens que j'ai menés révèlent que les petits commerces et les restaurants sont tous tenus par des migrants, qui louent des locaux appartenant aux villageois. Ils recréent des lieux liés à la provenance des migrants, où ceux-ci peuvent se rassembler et manger des spécialités de leur région. Ce faisant, ils contribuent également à reconstruire un espace physique du village qui ne ressemble plus au village d'autrefois et qui diffère des villages traditionnels par son cosmopolitisme.



Rue principale de Picun

Les espaces de loisir constituent également des lieux à forte identité et ils reflètent l'appropriation de l'espace par les deux groupes. Picun en compte deux principaux. Le premier est la cour du musée tenu par l'association La Maison des Travailleurs (*gongyou zhijia*, 工友之家), dans laquelle ont été installées des tables de ping-pong, un espace de danse et où se tiennent régulièrement, le soir, des ventes de vêtements, d'objets quotidiens et de livres. Plusieurs fois par semaine, un film est projeté dans une petite salle de cinéma et tous les dimanches se tiennent des activités de loisir auxquelles peuvent participer les migrants. Cet espace de détente leur est exclusivement réservé et on n'y voit pas de locaux se mêler à la population migrante. Le deuxième lieu de loisir consiste en un espace de danse organisé dans la cour du comité de villageois. Il réunit essentiellement les locaux, même si certains migrants le fréquentent également. Les deux espaces ont une identité migrante ou locale affirmée, ce qui accrédite l'idée d'une appropriation différenciée, voire conflictuelle de l'espace public par les différents groupes.

L'appropriation de l'espace public par la population a bouleversé l'apparence physique du village mais aussi la vie quotidienne de la population locale. Comme le souligne Tribid Banerjee à juste titre : « *Aucun changement dans la forme physique n'est simplement une affaire triviale de modifications dans les formes et les structures ; plus fondamentalement, cela concerne le bien-être et la qualité de l'expérience de vie des habitants* ». ¹

Ces changements sont perçus de manière contrastée par la population locale. Mes entretiens avec des villageois locaux de Picun ont en effet révélé que ceux-ci reconnaissaient les bienfaits de l'arrivée des migrants dans leur vie quotidienne. « S'ils n'étaient pas là, le village ne serait jamais aussi développé. » « Ils ont amené le développement économique. » « Ils nous procurent des services [restauration, supermarchés, magasins de toutes sortes] que nous n'avions pas auparavant ». Ces extraits d'entretiens correspondent à une vision partagée par la quasi-totalité de la population locale. Les villageois locaux soulignent que les migrants constituent à la fois une force de travail, une source d'investissement, et une source de revenus, qui contribue à améliorer leur vie quotidienne.

¹ “Any change in the physical form is not simply a trivial matter of shifts in shapes and patterns; more fundamentally it concerns matters of well-being and quality of life experiences of the inhabitants”; Tribid Banerjee (1993), “Transitional Urbanism Reconsidered: Post-colonial Development of Calcutta and Shanghai” in Greg Guldin et Aidan Southall, *Urban Anthropology in China*, Leiden, New York, Köln: E.J. Brill, p. 93.

Néanmoins, la reconnaissance de cette interdépendance n'empêche pas la formation d'opinions plus négative sur les transformations du village après l'arrivée des migrants. Le vice-directeur du comité de village s'exprime ainsi (extrait de mon journal de terrain) :

Les migrants apportent deux types de problèmes, dus en partie à leur nombre et en partie à leur manque d'éducation : un problème d'environnement (il utilise les termes de saleté, désordre, ordures et explique que l'environnement était bien meilleur avant) et un problème de sécurité (ils boivent, font du désordre, volent, etc). Il parle de « pression apportée par les migrants ».

Ces opinions négatives m'étaient généralement confiées plus tardivement dans l'entretien, lorsque la personne interrogée m'était déjà familière. Ainsi, un villageois local m'a confié, après avoir bu quelques verres d'alcool : « *Bien sûr, c'est beaucoup plus développé maintenant. Mais j'aimais encore mieux avant. Tellement d'étrangers sont venus qu'on ne reconnaît plus notre village.* »

Ces propos montrent que l'arrivée massive d'immigrants dans le village a modifié le rapport au connu et à l'inconnu, faisant naître un sentiment de perte de repères, voire d'insécurité chez la population locale. Certes, l'organisation de la vie quotidienne de Picun ressemble encore à celle d'un village où les relations interpersonnelles sont plus intimes qu'en ville (on y connaît d'autant mieux son voisin qu'on partage les mêmes espaces semi-publics). Cependant, la grande mobilité des migrants implique que ces mêmes voisins changent régulièrement et peuvent, par conséquent, rester inconnus. Cela explique de nombreuses réflexions exprimées au cours de mes entretiens avec les locaux sur la dégradation de la sécurité et le sentiment de « ne plus être chez soi ».

3) Une lutte symbolique pour la domination de l'espace

Bien que les relations entre les deux groupes, migrants et locaux, à Picun, semblent bonnes et que les deux groupes possèdent non seulement le même type d'enregistrement civil (*hukou* rural) mais appartiennent aussi à une classe sociale relativement homogène, il est possible d'observer une forme de stigmatisation symbolique exercée par les locaux envers les migrants. Celle-ci mène à ce que Bourdieu nomme une « violence symbolique », c'est-à-dire *"tout pouvoir qui parvient à imposer des significations et à les imposer comme légitimes en*

dissimulant les rapports de force qui sont au fondement de sa force »¹. Celle-ci passe en priorité par des faits de culture et par la dénonciation d'un groupe comme moins civilisé que l'autre.

Dans les discours des locaux, cette domination symbolique se reflète au travers de trois thèmes principaux, difficiles à séparer. D'une part, elle passe par une forme de mépris pour le manque de « culture » ou de « manières » de la part des migrants, ce que les locaux résumant généralement par cette expression en chinois : *suzhi hen cha* (素质很差). Cette notion de « *suzhi* », qui peut être traduit par 'qualité' dans un sens très vaste (aussi bien humain, que culturel et social), a été mentionnée à de très nombreuses reprises au cours de mes entretiens. Selon Andrew Kipnis, elle est centrale dans les discours et la construction des hiérarchies sociales dans l'époque post-maoïste : « *la référence au suzhi justifie des hiérarchies sociales et politiques de toutes sortes, ceux ayant une 'haute' qualité pouvant accéder à des salaires plus hauts, plus de pouvoir et un meilleur statut que ceux ayant une 'basse' qualité* »². Cette notion se combine en outre avec celle de saleté, omniprésente dans les discours sur la population migrante. Enfin, elle s'ajoute à l'accusation d'un manque d'attention portée à l'éducation de leurs enfants.

Wen Zhihua, villageois local et propriétaire de logements qu'il loue à des migrants, m'a ainsi confié, à voix basse, à propos des migrants :

« Ce sont des gens bien pour la plupart. Mais ils sont sales, surtout ceux qui viennent du sud. Ils jettent tout par terre et je suis obligé de balayer après eux. »

Ye Zengyong m'indique également :

« Ils sont beaucoup plus 'sans gêne' (suiyi ; 随意) que nous. Quand ils mangent un fruit, ils le jettent par terre, ça ne les dérange pas ! »

Chen Jinglian, une villageoise locale âgée d'une quarantaine d'années, m'indique (extrait de mon journal de terrain) :

¹ Bourdieu Pierre (1972), *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Droz, p.18. Voir également dans *La Domination Masculine* (1998) : « *la violence symbolique, violence douce, insensible, invisible pour ses victimes mêmes, qui s'exerce pour l'essentiel par les voies purement symboliques de la communication et de la connaissance ou, plus précisément, de la méconnaissance, de la reconnaissance ou, à la limite, du sentiment* ».

² « *Reference to suzhi justifies social and political hierarchies of all sorts, with those of 'high' quality gaining more income, power and status than the 'low'.* », Kipnis, A, (2006), « *Suzhi: A keyword approach* », *The China Quarterly*, vol. 186, pp. 295-313

« Les migrants ne s'intéressent pas à l'éducation des enfants. Le plus important, pour eux, c'est qu'ils aient à manger, mais ils ne les aident pas à faire leurs devoirs et ils n'attachent pas grande importance à les envoyer dans de bonnes écoles. Les locaux, eux, font beaucoup plus attention à l'éducation de leurs enfants, donc ils ont généralement de meilleures notes à l'école ».

La notion de distinction, telle que la définit Bourdieu, pourrait être invoquée pour expliquer la notion de « *suzhi cha* » et l'accusation de mauvaise éducation : « Ce qu'on appelle communément distinction, c'est-à-dire une certaine qualité, le plus souvent considérée comme innée (on parle de « distinction naturelle »), du maintien et des manières, n'est en fait que différence, écart, trait distinctif, bref, propriété relationnelle qui n'existe que dans et par la relation avec d'autres propriétés. »¹. Les travaux de Bourdieu ont pour intérêt de nous inviter à considérer la notion de distinction (ou *suzhi*) comme un élément de différenciation sociale, utilisé par un groupe pour se distancier d'un autre, jugé inférieur. Les travaux de Goffman (1963) mettent également en évidence la naturalisation des différences sociales opérée par une collectivité envers un groupe étranger qui fait l'objet de représentations négatives. L'omniprésence des considérations liées à la saleté dans le discours de la population locale confirme en outre les travaux de Mary Douglas², qui montre l'importance des réflexions sur l'hygiène dans les classifications symbolique et la structuration sociale d'une population.

Enfin, la situation que j'ai rencontrée à Picun se rapproche, à beaucoup d'égards, de celle décrite par Elias et Scotson, dont l'ouvrage *The Established and the Outsiders* a guidé ma réflexion³. Les auteurs décrivent en effet les relations entre « anciens » et « nouveaux » habitants d'un quartier et la domination symbolique qui en résulte. Ils écrivent ainsi que « *Ils [les anciens] refusaient d'avoir le moindre contact avec eux [les nouveaux] en dehors de leurs activités professionnelles. Ils les 'fourraient tous dans le même sac' : celui des gens mal élevés. En un mot, ils traitaient les nouveaux venus comme des gens qui n'appartenaient pas à leur cité, comme des intrus (outsiders).* »⁴ Ces relations naissent d'un rapport de force inégal,

¹ Bourdieu P. (1994), *Raisons pratiques : Sur la théorie de l'action*, Paris, Le Seuil, p.20

² Douglas, Mary (première édition 1966), *De la Souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*, La Découverte, 2001

³ Il l'a guidée d'autant plus volontiers que les auteurs admettent eux-mêmes que « Le modèle de représentation établis-marginaux qui en résulte peut servir de 'paradigme empirique' », Elias N. et Scotson J. (1965), Op. Cit. p.32.

⁴ Op. Cit. p.31

dont nous avons montré préalablement les fondements : « *La pièce centrale de cette représentation est un rapport de force inégal et les tensions inhérentes à cette situation. C'est aussi la condition décisive de toute stigmatisation effective d'un groupe intrus par un groupe installé.* »¹ Elles sont liées à des considérations sur l'insécurité et la saleté que le groupe marginal est supposé avoir apporté au quartier : « *Les groupes installés disposant d'une grande marge de pouvoir sont enclins à voir dans les groupes marginaux des fauteurs de troubles qui transgressent les lois et les normes (celles des installés), mais aussi des gens qui ne sont pas particulièrement propres.* »².

Pour le groupe des migrants, qui, bien que devenu largement majoritaire, subit une domination symbolique de la part du groupe de villageois locaux, cette attitude est perçue de diverses manières. Elle est parfois interprétée comme un manque d'humanité et de bonté de la part de la population locale. C'est le sens de la remarque de Li Xiangyang, migrant de 27 ans originaire du Gansu (extrait de mon journal de terrain) :

Il ne veut pas dire que tous les Pékinois sont mauvais : il y en a des bons et il y en a des mauvais. Il n'a eu l'occasion d'en rencontrer que dans la banlieue de Pékin puisqu'il n'a jamais travaillé dans la ville même de Pékin. Il ne peut donc parler que pour les locaux qu'il a rencontrés, soit pour louer un logement, soit au travers de relations professionnelles (les locaux étant patrons d'entreprise), soit encore de manière très ponctuelle, par exemple pour demander un renseignement. Or la manière dont les locaux méprisent les nouveaux-venus l'a frappé. Il les qualifie de « matérialistes » (xianshi, 现实) et « attirés beaucoup plus par l'intérêt (liyi, 利益) que par les relations humaines ».

Cependant, la plupart du temps, les migrants eux-mêmes reconnaissent leur infériorité par rapport à la population locale en utilisant les mêmes termes qu'elle : *suzhi*, saleté, faible niveau d'éducation. Ce constat rejoint celui de Elias et Scotson qui écrivent que « *Ces nouveaux venus eux-mêmes, au bout d'un certain temps, semblaient admettre avec une sorte de résignation qu'ils appartenaient à un groupe de vertu et de respectabilité moindres (...)* »³ Il paraît évident que cet aveu d'infériorité est d'autant plus fort qu'il correspond à une opinion véhiculée dans l'ensemble de la société chinoise concernant les *nongmingong* et que, encore

¹ Op. Cit. p.35

² Op. Cit. p.42

³ Op. Cit. p.31

plus profondément, il reflète les inégalités structurelles fondamentales qui existent entre Chine rurale et Chine urbaine.

Conclusion

L'occupation de l'espace révèle les rapports de pouvoir, en même temps qu'elle en est un enjeu. A cet égard, l'appropriation des espaces domestiques, semi-domestiques et publics est différente : les migrants ont tendance à investir l'espace public tandis que, ne pouvant être propriétaires de l'espace privé, ils conservent l'impression d'habiter « chez les locaux ». Dans le cas de Picun, les deux groupes sociaux sont en outre caractérisés par une très forte proximité spatiale, puisqu'ils cohabitent dans les mêmes bâtiments et fréquentent des cours intérieures communes. Cette proximité spatiale va cependant de pair avec une distance sociale entre « eux » et « nous », et avec une domination symbolique d'un groupe sur l'autre.

L'appropriation de l'espace, enfin, pose la question de l'adaptation des migrants à leur vie à Picun et des mutations culturelles et sociales induites par la migration et l'urbanisation au sein des deux groupes sociaux.

IV - Entre ville et campagne : exode rural et transformations sociales

Le village de Picun se situe dans une zone intermédiaire entre la ville et la campagne, appelée dans la littérature anglaise « *rural-urban fringe* » et dans la littérature chinoise « *chengxiang jiehebu* (城乡结合部) ». Or ce type d'espace est le lieu de mutations culturelles importantes au sein de la population tant locale que migrante. D'une part, l'expérience de la migration et le contact avec la société urbaine sont des facteurs de bouleversement des codes culturels et sociaux ruraux, permettant une progressive intégration économique et sociale des populations migrantes dans la ville. En ce sens, il joue un rôle comparable au ghetto de la communauté juive de Chicago décrit par Louis Wirth, qui assure une fonction de relais entre la ville d'origine et la ville d'arrivée (l'intégration pouvant se dérouler sur plusieurs générations). D'autre part, l'arrivée de milliers de migrants a transformé le village et provoqué d'importants changements dans la société locale. Il s'agit donc d'étudier, dans ce chapitre, quelles sont ces transformations sociales et culturelles, quelles sont leur portée et en quoi elles constituent une « urbanisation » de la population rurale.

Il me semble indispensable de clarifier auparavant ce que j'entends par « ville », « urbanisation » et par une éventuellement « culture » ou « société urbaine ». « *La ville, écrit Yves Grafmeyer, est à la fois territoire et population, cadre matériel et unité de vie collective, configuration d'objets physiques et nœud de relations entre sujets sociaux.* » Elle est matérialité mais aussi fait de société : elle engendre une condition propre au citadin, « *faite de tension entre la territorialité et la mobilité, entre la proximité et la distance dans les interactions quotidiennes, entre l'affirmation identitaire et l'expérience de l'autre.* »¹.

Les caractéristiques culturelles et sociales des grandes villes ont été décrites par les sociologues allemands Tönnies, Durkheim, Weber et Simmel dès la fin du 19^e siècle, prenant les métropoles qui commençaient à émerger comme le lieu de naissance et le symbole de la modernité. De manière générale, la ville est considérée comme lieu de naissance et comme symbole du changement social qui a lieu au 19^e siècle en Europe : aussi Marx peut-il affirmer

¹ Yves Grafmeyer, Jean-Yves Authier (2008), *Sociologie urbaine*, Armand Colin, coll. « 128 »
Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 2013107

dans le livre 1 du Capital que « toute l'histoire économique de la société (i.e. des nations modernes) se résume par l'opposition de la ville et de la campagne ».

Plusieurs notions ont été reliées par ces auteurs à la vie sociale particulière de ces grandes villes : l'individualisme, qui vise essentiellement le profit (avec la figure du marchand associé à l'homme urbain) ; la nature contractuelle et non plus affective des liens sociaux (symbolisée par l'argent) et la tendance à l'intellectualisation. Les auteurs de l'Ecole de Chicago ont repris ces notions pour penser les caractéristiques du monde urbain contemporain¹. L. Wirth², dans son texte sur « le phénomène urbain comme mode de vie », met en avant la personnalité idéal-typique du citoyen marquée par l'anomie (ou désagrégation des normes sociales), par une spécialisation professionnelle accrue ainsi que par une plus grande distance des contacts sociaux, caractérisés par la superficialité, l'anonymat et la brièveté.

De manière générale, la ville est un point d'articulation privilégié entre un espace densifié, différencié et limité dans son étendue, et une population agrégée, hétéroclite, spécialisée. Pour Fei Xiaotong, très influencé par l'enseignement de R. Park, la Chine n'échappe pas à ce constat : à l'intimité de la vie villageoise, il oppose l'isolement des individus dans les grandes villes ; aux savoirs traditionnels hérités de la génération précédente, il oppose l'éducation et l'expérience qui sont privilégiés en ville. Si le célèbre sociologue n'est pas optimiste quant à la modernité urbaine, il estime cependant qu'elle influencera l'évolution du pays, car les migrants rapportant dans leurs villages les idées et attitudes nouvelles qui sont de mise dans le monde urbain³.

Néanmoins, le « modelage » des citoyens par « la ville » doit être relativisé : celle-ci est multiple, complexe et articulée autour d'aires aux logiques et aux dynamismes différents, que les sociologues de l'Ecole de Chicago se sont attachés à mettre en évidence. Les villages urbains semblent en effet avoir des dynamiques culturelles et sociales propres qui ne se réduisent pas à une simple « urbanisation ». Nous commencerons donc par montrer en quoi le processus d'urbanisation de ce type de territoires périphériques favorise l'émergence d'une société mixte, ni vraiment rurale ni complètement urbaine, mais spécifique aux zones

¹ Robert Park, Ernest Burgess, Roderick McKenzie (1925), *The City*, Chicago, University of Chicago Press

² Wirth, Louis (texte original de 1938), « Le phénomène urbain comme mode de vie », in Grafmeyer, Yves et Joseph Isaac, dir. (2009) *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Flammarion, Paris

³ Voir Arkush, R. David (1981), *Fei Xiaotong and Sociology in Revolutionary China*, Harvard University Press

périurbaines comme celle du village de Picun. Nous étudierons ensuite les mutations du lien social, des valeurs, des codes culturels, qui jalonnent le processus d'intégration des migrants dans la périphérie des grandes villes chinoises, à travers les deux exemples particuliers de la réorganisation des relations sociales et des évolutions des pratiques linguistiques. Puis nous analyserons les changements sociaux et culturels qu'impliquent la migration et l'urbanisation chez la population locale, à travers un cas d'étude singulier qui est la multiplication des conflits genrés sur la terre et leur résolution.

A - Une « urbanisation » des pratiques quotidiennes

La population de migrants ruraux, tout comme celle des résidents ruraux, ont vu leur milieu et leur mode de vie évoluer. Ces changements se sont opérés pour les uns par un déplacement géographique et pour les autres par une évolution temporelle : les uns ont quitté un village rural pour un village en périphérie de la capitale, tandis que les autres ont vu leur ancien village se transformer sous les effets conjugués de l'immigration et de l'avancée du front urbain. Néanmoins, l'identification des migrants au monde urbain reste très faible, au point que le concept de « semi-urbanisation » est généralement utilisé parmi les chercheurs chinois.

1) Accessibilité, mobilité, industrialisation

Ces transformations sont tout d'abord visibles dans le paysage architectural : rénovation des bâtiments, construction d'étages aux anciennes cours traditionnelles, voire construction d'immeubles à deux ou trois étages. Les rues ont également été transformées pour abriter de nombreux restaurants et commerces qui, d'après mes entretiens, n'existaient pas auparavant (et qui n'existent pas en aussi grand nombre dans les villages d'origine des migrants). Les alentours du village ne sont plus agricoles mais industriels et abritent de nombreuses petites et moyennes entreprises.

Ces transformations matérielles ont des répercussions sur les pratiques quotidiennes de la population. Tout d'abord, celle-ci bénéficie d'une accessibilité des services qu'elles n'avaient pas auparavant. Restaurants, supermarchés (très nombreux à Picun), coiffeurs,

parfumeries, échoppes diverses : l'accessibilité des produits de consommation est un fait nouveau pour la population de Picun, migrants et résidents locaux compris.

Une migrante du Hunan, âgée d'une soixantaine d'années et venant d'arriver à Picun, explique ainsi :

“Ici, les conditions de vie ne sont pas idéales, mais c'est quand même mieux qu'au village. Là-bas, les maisons sont très rudimentaires. Il n'y a pas de magasin près de chez moi, il faut marcher pendant une heure et traverser deux collines pour arriver au magasin le plus proche. Ici, tout est à portée de main, c'est pratique. »

Monsieur Li, 28 ans, originaire du Gansu, raconte :

“Dans mon village, il fallait plus d'une demi-heure pour aller au petit bourg et acheter des produits de consommation courante. Quand j'étais jeune, ça mettait beaucoup plus de temps parce que nous y allions à pied. Après, mon père a acheté une motocyclette et nous montions à plusieurs dessus pour aller au marché. J'adorais ces moments, c'était la sortie de la semaine”.

Comme le montre ce dernier extrait, ces évolutions dans l'accessibilité des services ont des conséquences en termes de rapport à l'espace : tandis que la démarche d'aller au marché ou au magasin était rare et porteuse de sens au village, elle est devenue pratique et banale à Picun.

L'accessibilité de la capitale en transports en commun constitue également une évolution importante, tant pour les migrants que pour les résidents locaux. Le raccordement au réseau de bus et la proximité du métro (la station la plus proche, *caofang*, 草房, étant située à une demi-heure en bus environ) rendent les déplacements vers la capitale aisés.

Monsieur Ma, 18 ans, originaire du Hubei, explique :

“Je vais souvent en ville pour acheter des vêtements et m'amuser lorsque j'ai un jour de congé. (...) Je trouve les transports très pratiques, Picun est juste à côté du métro. Ça peut être également utile pour trouver du travail ou rencontrer des amis laoxiang. »

Par ailleurs, l'industrialisation et l'abandon du travail agricole de la périphérie de Pékin, dont Picun donne une bonne illustration, contribue aux évolutions des pratiques quotidiennes et des mentalités. S'ensuivent une spécialisation des emplois et l'émergence de nouveaux

savoirs pratiques (ceux-ci restent faible dans le cas des travailleurs migrants, mais nombre d'entre eux acquièrent une expérience particulière dans un domaine d'activité). S'ensuit également un changement de temporalité : la vie agricole était liée aux saisons, contrairement à la vie industrielle. Les horaires fixes en entreprise ont succédé aux journées de travail individuel aux champs.

Accessibilité, mobilité et spécialisation du travail dans un emploi non-agricole : ces mutations des pratiques quotidiennes de la population rurale constituent donc des formes d'adaptation à la vie urbaine. Ils sont autant d'éléments caractéristiques de l'urbanisation et tout particulièrement des grandes métropoles.

2) Réflexions sur la « semi-urbanisation » des migrants

Pour Simmel, l'étranger a dans le groupe une figure bien particulière, du fait qu'il n'appartient pas encore entièrement au groupe dans lequel il tente de s'intégrer : *« il est attaché à un groupe spatialement déterminé ou à un groupe dont les limites évoquent des limites spatiales, mais sa position dans le groupe est essentiellement déterminée par le fait qu'il ne fait pas partie de ce groupe depuis le début, qu'il y a introduit des caractéristiques qui ne lui sont pas propres et qui ne peuvent pas l'être. »* L'étranger y a un statut paradoxal : il est à la fois l'errant, qui n'a pas de lieu fixe de résidence, et celui qui tente pourtant de s'intégrer dans un lieu : *« si l'errance est la libération par rapport à tout point donné dans l'espace et s'oppose conceptuellement au fait d'être fixé en ce point, la forme sociologique de l'étranger se présente comme l'unité de ces deux caractéristiques. »*¹ D'un autre côté, l'étranger développe la position particulière de trait d'union entre deux groupes auxquels il ne peut s'identifier et, tout en s'intégrant dans une ville, en modifie la structure en profondeur.

Le phénomène décrit par Simmel semble pertinent s'agissant des migrants ruraux chinois. Wang Chunguang décrit ainsi ce qu'il appelle la « semi-urbanisation » des migrants ruraux et qu'il définit comme suit : *« Premièrement, les migrants ne s'identifient pas avec la société urbaine, ou bien la société urbaine ne les reconnaît pas. La plupart du temps, c'est la société urbaine qui ne les reconnaît pas. Deuxièmement, les migrants perdent*

¹ Simmel, G. (texte original de 1908), « Digression sur l'étranger », in Grafmeyer, Yves et Joseph Isaac, dir. (2009) *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Flammarion, Paris, p. 53

progressivement leur sentiment d'identification avec la société rurale, ou bien la société rurale ne les reconnaît plus. Sur ce point, c'est le plus souvent les migrants qui ne se reconnaissent plus dans la société rurale. Troisièmement, ils se forment progressivement une conscience de leur propre groupe de travailleurs migrants et ils sont reconnus comme faisant partie de ce groupe. »¹

Shan Jingjing, dans son ouvrage *Zhongguo nongmingong shiminhua yanjiu*², va dans le même sens : son enquête de terrain dans trois communautés de migrants situées aux alentours du 3e périphérique dans la ville de Pékin a montré que plus de 80 % des migrants venant d'arriver et plus de 60 % des migrants arrivés depuis plus d'un an se déclaraient (à des degrés divers) pas ou peu habitués à la vie pékinoise. D'autres chercheurs, enfin, comme Li Peilin, Tian Feng³ et Zhou Daming, ont étudié les facteurs qui favorisaient ou accéléraient l'insertion des migrants dans la société urbaine : « *Que les migrants puissent ou non s'adapter facilement à leur nouvelle vie dépend de facteurs tels que l'âge, le sexe, la distance au village natal, les différences culturelles et les attitudes des locaux envers les migrants* ».⁴

Mon enquête de terrain à Picun a, de fait, mis en évidence une très faible identification des migrants à la société urbaine. Cette faible identification a tout d'abord des racines administratives : la catégorisation née du *hukou* est intériorisée par les acteurs et interdit aux migrants comme aux résidents locaux de se considérer comme des « urbains », bien qu'ils résident aux portes de la ville et qu'ils n'exercent plus de travaux agricoles. Cette faible identification à la vie urbaine a également des racines dans le gouffre qui sépare la campagne des villes chinoises, en termes tant de mode de vie que de niveau de développement économique. Ainsi, Monsieur Yang, un migrant du Henan, explique au cours d'un entretien :

¹ « 第一,对城市社会不认可,或者不被城市社会所认可。更多的情况是他们不被城市认可。第二,对农村社会逐渐失去了认可或者不被认可。在这一点上,更多的是他们不认可农村社会。第三,逐渐转向对自己群体的认可,或被自己群体所认可 (...) ».

² Wang Chunguang (2005) "Nongmingong de 'Banchengshihua' Wenti" (The problem of peasant workers' "semi-urbanization), In *Liudong he Ronghe: Nongmingong gonggong zhengce gaige yu fuwu chuangxin lunji* (migration and integration: analects on public policy reform and service innovation for migrant workers), édité par Li Zhen, 41-57, Beijing : Unity Press

³ Li Peilin, Tian Feng (2012), "Zhongguo nongmingong shehui rongru de daiji bijiao" (A Cross Generational Comparison of the Social Cohesion of migrant workers in china), *Chinese journal of Sociology*, Vol. 32 (5), pp. 1-24

⁴ "Whether or not the rural migrants can smoothly adapt to their new life depends on factors such as age, sex, the distance they have moved, cultural differences, and local attitudes towards migrants », Zhou Daming (1993), "Population Mouvement", in Greg Guldin et Aidan Southall, *Urban Anthropology in China*, Leiden, New York, Köln: E.J. Brill, p.208

« Je ne me sens pas urbain. Je suis arrivé à la ville il y a seulement quelques années et j'ai passé la plus grande partie de ma vie à la campagne, donc même si je ne compte pas y retourner, je sens que je ne fais pas encore partie de la vie urbaine. »

La non-identification aux pratiques urbaines est également liée à des jugements de valeur sur le bien-fondé de ces pratiques. Monsieur Li, 28 ans, originaire du Gansu, me confie ainsi son sentiment négatif sur les relations interpersonnelles en ville :

« A la campagne, les gens sont plus simples, plus gentils. Ma famille et mes voisins sont foncièrement bons, ils cherchent toujours comment aider les autres et ne leur feraient jamais de mal. En ville, il y a des personnes bonnes et mauvaises, cela rend les gens plus égoïstes. En ville, si tu n'es pas égoïste, tu n'y arrives pas ; donc tu es obligé de ne penser qu'à toi. Des personnes foncièrement gentilles comme ma sœur ne pourraient pas vivre en ville, elles se feraient exploiter. Il faut savoir se battre ici. »

Monsieur Guo, originaire du Hebei et âgé de 37 ans, explique son sentiment quant à la société urbaine (extrait de mon journal de terrain) :

Monsieur Guo dit qu'il désapprouve le développement à toute allure de la Chine et la perte des repères traditionnels. Monsieur Guo et sa femme disent tous deux qu'ils se considèrent comme des paysans : quel que soit le métier qu'ils exercent, cela ne changera pas.

La question de « l'urbanisation » des *nongmingong*, qui préoccupe beaucoup les chercheurs chinois depuis plusieurs années, semble donc encore loin d'être résolue, en raison de facteurs à la fois administratifs, économiques, sociaux et culturels.

Néanmoins, la question de l'urbanisation des migrants ne se pose pas exactement de la même manière dans le centre-ville de Pékin que dans un village de banlieue comme Picun. Interrogés sur leur sentiment d'adaptation à la vie à Picun ou bien à la vie à Pékin, les répondants donnaient des réponses sensiblement différentes. En effet, tandis qu'ils ne se sentent pas à leur place en ville, ils se disent en effet bien adaptés à la vie à Picun. La plupart des personnes interrogées ont ainsi insisté sur la relative proximité entre les conditions de vie à Picun et celles dans leur village natal.

Il faut voir dans ce décalage un indice essentiel du type de société qui s'est formé à Picun et dans les villages périphériques similaires. Lieux à part, ni entièrement campagne, ni

entièrement ville, ces zones périurbains favorisent la naissance d'un type de société qui n'est ni rurale ni urbaine mais qui leur est spécifique.

Abritant une population uniquement rurale (que ce soient les migrants ou les résidents locaux), le village de Picun n'abrite plus aucune forme de culture de la terre. Conservant des types traditionnels d'habitation (*pingfang* et *siheyuan*), il abrite cependant une population extraordinairement dense sur un espace très concentré. Au point de vue des relations interpersonnelles, la « vie de village » (importance des relations de voisinage et des espaces semi-publics) contraste avec une mixité très importante en termes d'origine de la population.

Aussi, d'après mes observations et mon enquête de terrain à Picun, il me semble inexact d'affirmer que les migrants ne se sont pas adaptés à leur vie post-migratoire. Au contraire, ils se sont adaptés dans la société dans laquelle ils se sont insérés et qu'ils ont contribué à transformer – ou à réorganiser pour reprendre la catégorie proposée par Thomas et Znaniecki. A cet égard, la population locale, tout comme la population migrante, semble avoir subi des mutations sociales et culturelles importantes au fur et à mesure de la transformation du village. L'objet de la suite de ce chapitre sera de détailler quelques-unes de ces mutations, afin de montrer en quoi une société mixte, ni urbaine, ni rurale mais propre aux zones périurbaines, naît à Picun.

B - Expérience de la migration et mutations culturelles et sociales

L'apparition de cette société mixte périurbaine est en grande partie liée à l'expérience migratoire des *nongmingong* et aux évolutions culturelles et sociales qu'elle a favorisées. La « désorganisation et réorganisation » sociale et culturelle en situation de migration concerne aussi bien les relations interpersonnelles et les pratiques linguistiques que les valeurs et les coutumes quotidiennes.

La transformation des mœurs au travers de l'expérience migratoire est un phénomène qui a été décrit et étudié en profondeur par les sociologues de l'École de Chicago. Thomas et Znaniecki (1920)¹, prenant pour cas d'étude les immigrés polonais aux États-Unis, ont proposé un modèle autour de la progressive « désorganisation » et « réorganisation » de l'ensemble des conventions, attitudes et valeurs collectives dans un groupe social. Ils ont ainsi

¹ Thomas W.I. et Znaniecki F., Op. Cit.

montré que les migrants polonais, peu à peu, ne se reconnaissaient plus dans les institutions du groupe primaire : les pratiques individuelles sont alors valorisées, les règles sociales qui pèsent sur les individus déclinent, la famille moderne contemporaine prend le pas sur la famille élargie traditionnelle. R.E. Park a également décrit cette désorganisation en termes de mobilité : « *la mobilité mesure le changement social et la désorganisation sociale, parce qu'un changement social entraîne toujours un changement de position dans l'espace et que tout changement social, même celui que nous décrivons comme progrès, entraîne une désorganisation sociale* »¹. Enfin, Simmel a lié ces bouleversements sociaux et économiques au contact avec la grande ville, qui modifie les mentalités et les liens sociaux.

Néanmoins, la question des transformations sociales et culturelles au cours du processus de migration intérieures en Chine a été, me semble-t-il, souvent mentionnée mais peu étudiée de manière précise par les chercheurs tant chinois qu'étrangers, et sa portée réelle est encore difficile à évaluer. J'essaierai d'analyser, dans ce chapitre, tout d'abord, la reconfiguration des réseaux sociaux, puis les évolutions des pratiques linguistiques en migration. La reconfiguration des réseaux sociaux m'a paru remarquable et particulièrement visible chez la population migrante de Picun ; il m'a semblé pertinent d'y consacrer une partie de mon travail. J'en suis en outre venue à m'interroger sur les pratiques linguistiques par une expérience répétée et surprenante : les migrants que j'interrogeais s'excusaient souvent de la qualité de leur mandarin et disaient envier mon chinois « standard » (*biaozhun*, 标准). J'ai donc essayé de comprendre, au fur et à mesure des entretiens, quel était l'effet de la migration dans l'évolution des pratiques linguistiques et, à l'inverse, quel rôle jouait la maîtrise du mandarin dans les parcours migratoires.

1) Expériences du déracinement

La conséquence principale de la migration est de priver les migrants de leur réseau familial d'interconnaissances. Tandis que la « communauté » villageoise peut être définie, d'après Wellman et Weighton, selon trois caractéristiques : « des réseaux de liens interpersonnels (hors de la famille) qui procurent de la sociabilité et du soutien entre les

¹ Park, R. E., (1926), « La communauté urbaine : un modèle spatial et un ordre moral », in Y. Grafmeyer et I. Joseph (1979), *L'École de Chicago*, Paris, éd. du Champ urbain

membres, une résidence dans un lieu commun et un sentiment ainsi que des activités solidaires. »¹, la migration provoque une perte de ce cercle étroit de socialisation.

L'arrivée en ville s'accompagne par conséquent d'un sentiment d'étrangeté ; de perte de repères. Ce sentiment est bien résumé par le Directeur de l'ONG La Maison des Travailleurs, Sun Heng :

« Quand nous quittons le village natal pour aller travailler en ville, nous n'avons plus rien, nous avons perdu tout notre réseau social. »

Cette expérience de “déracinement” et « d'étrangeté » est donc généralement vécue comme difficile, du moins dans les premiers temps de la migration. La difficulté à s'insérer dans la vie sociale du lieu de la migration provoque un mal-être qui s'exprime dans l'organisation des temps de loisir. Ce sentiment est d'autant plus fort que de nombreux migrants soit sont encore célibataires, soit ont laissé leur famille au pays. Le sentiment de déracinement m'a donc été exprimé avec une force toute particulière par de très jeunes migrants, comme ce travailleur de 21 ans :

« C'est bien de travailler beaucoup et d'être fatigué le soir. Comme ça, on travaille, on mange et on va se coucher. Autrement, on s'ennuie, on ne sait pas quoi faire. »

Ou encore Monsieur Ma, 18 ans :

« Le plus difficile dans la vie à Pékin ? Je n'ai pas beaucoup d'amis. Je ne m'entends pas bien avec mes collègues. L'un d'entre eux a 19 ans, nous pouvons discuter de sujets communs ensemble, mais l'autre est plus vieux et vient d'une autre province, j'ai le sentiment que je ne peux pas communiquer avec lui. Je vais souvent à la Maison des Travailleurs jouer au ping-pong, sans quoi je m'ennuierais beaucoup. »

La perte du sentiment d'appartenance à la communauté du village est d'autant plus forte que le lieu de la migration est cosmopolite, multiculturel et multilinguistique. Cette évolution n'est pas sans rappeler les analyses de Simmel, qui montrent que le processus d'urbanisation fait disparaître progressivement la socialisation « intégrée » ou « fusionnelle » du village,

¹« Networks of interpersonal ties (outside the household) which provide sociability and support to members, residence in a common locality, and solidarity sentiments and activities », Barry Wellman et Barry Leighton (1979), “Networks, Neighborhoods, and Communities: Approaches to the Study of the Community Question », *Urban Affairs Review*, n°14, pp. 363-390

pour faire apparaître une nouvelle forme de socialisation fragmentée, segmentaire, maîtrisée par l'individu au gré de ses besoins et des opportunités.

Cette évolution est parfois vécue comme difficile et provoque une forme de souffrance chez les migrants. Les relations en milieu urbain sont ainsi souvent perçues par les migrants comme trop impersonnelles et trop utilitaires. Ainsi, Monsieur Guo, âgé de 37 ans, explique :

« Dans mon village natal, tout le monde se connaît et les relations sont très aisées. A Pékin, il est toujours question d'argent, c'est difficile de se faire des amis. »

Néanmoins, l'anonymat renforcé des relations interpersonnelles n'est pas toujours vécu en termes négatifs. Au contraire, il donne à certains migrants, et particulièrement aux plus jeunes, le sentiment de s'échapper de la tutelle pesante et du contrôle social exercé au village. Beaucoup ont ainsi exprimé, lors d'entretien, leur mal-être lorsqu'ils rentrent au village, où tout le monde se connaît et où il est difficile de rencontrer de nouvelles personnes. Ce sentiment se manifeste par un désir accru chez les jeunes de rester en ville, tandis que les migrants plus âgés manifestent plus souvent le souhait de retourner s'installer au village dès que l'occasion se présentera. Ce constat, que j'ai pu effectuer au cours de mon enquête de terrain, confirme les conclusions des travaux de Zhou Daming et Xiaoyun Sun¹.

2) Une reconfiguration des réseaux d'interconnaissance

L'expérience migratoire, en tant qu'elle sépare les migrants de leur réseau de relations sociales et les oblige à en recréer un nouveau, favorise une reconfiguration de la structure de leurs liens sociaux.

Dans la reconfiguration de ces liens sociaux, les réseaux familiaux et de provenance (*laoxiang*) jouent un rôle prédominant. Les individus auront tendance à se tourner vers des membres connus de leur famille ou de leur village afin d'obtenir un support à la fois moral, financier ou encore cognitif (il s'agira alors d'obtenir des informations sur le marché de l'emploi, sur le commerce etc.). Ces relations, en tant qu'elles impliquent des rapports d'échange, une forte confiance mutuelle et des considérations à la fois éthiques et affectives, sont jugées plus fiables et plus « fortes » que les relations nouées sur le lieu de la migration

¹ Zhou Daming (2010), "Group Differences Among Nongmingong: A Follow-up Ethnographic Case Study", *International Journal of Business Anthropology* Vol. 1(1)

avec des individus d'autres provenances. Par ailleurs, les différences linguistiques et culturelles entre les différentes régions chinoises favorisent une identification affective forte entre individus d'une même provenance. Celle-ci facilite les interactions et la confiance mutuelle, même entre individus de même provenance qui se sont connus après la migration. Le réseau de connaissance s'élargit donc au cours du processus de migration, au gré des rencontres. Celles-ci sont d'autant plus susceptibles de se transformer en lien social durable que les individus proviennent d'un lieu commun.

Par conséquent, le fait que les relations entre *laoxiang* soient privilégiées en migration ne signifie pas que les réseaux d'interconnaissance n'ont pas subi de transformation majeure. En effet, les migrants trouvent, au cours du processus de migration, de nombreuses opportunités de rencontres et ils doivent choisir de les entretenir ou non.

Par ailleurs, la distance modifie la manière dont les individus gèrent leurs réseaux sociaux. Contrairement au village natal, où il s'agit de réseaux de voisinage fondés sur une proximité spatiale, les réseaux en migration doivent tenir compte de la distance spatiale et la maîtriser. Les relations à distance impliquent notamment de nouvelles manières de communiquer, qui passent par les téléphones portables¹ et par les réseaux sociaux sur internet (comme QQ). Ces nouveaux moyens de communication sont utilisés quotidiennement, en particulier par les jeunes migrants de la génération post-1980. Permettant le maintien de relations à distance, ils sont d'autant plus importants que la solitude des individus en situation de migration crée des besoins de communication avec la famille et les *laoxiang* restés au pays ou ayant migré dans d'autres villes. Ces moyens de communication permettent également de gérer un réseau géographiquement très étendu et d'accroître leur mobilité interrégionale.

Ces réseaux sociaux nés de la migration semblent ainsi s'apparenter à des réseaux typiques de situations typiquement urbaines, comme les décrit Paul Ricoeur : *“la ville est d'abord un fait de communication, semblable à un énorme échangeur ou à un gigantesque tableau de bord, elle institue entre les hommes un réseau dense et ramifié de relations, non seulement plus nombreuses, mais plus longues, plus variées, plus spécialisées et plus abstraites ; cela signifie, pour l'homme, à la fois des occasions de rencontre et des occasions*

¹ Voir par exemple Xu Da (2011), « Zai beijing nongmingong shouji shiyong xianzhuang yanjiu » (Etude de l'utilisation du téléphone portable chez la population de migrants ruraux à Pékin), *Changsha Railway University Press*, Vol. 12 No. 3

de choix toujours plus nombreuses. »¹ Ce relâchement et ce contrôle accru des réseaux sociaux est en outre, comme le montre Jean Remy², le fruit d'un processus de maîtrise des distances spatiales, dans lequel la mobilité devient une condition d'adaptation et de participation à la vie urbaine.

Si les *laoxiang* restent les relations privilégiées des migrants, ceux-ci sont également amenés à diversifier leurs relations dans le cercle professionnel (collègues, patrons) et dans le cercle de voisinage. Ces nouvelles relations sont d'autant plus importantes qu'elles sont caractérisées par la proximité spatiale et qu'elles rendent par conséquent plus aisée la vie quotidienne des migrants. Parmi ces nouvelles rencontres, il apparaît que celles entre individus de groupes socio-professionnels identiques sont plus susceptibles de déboucher sur des relations fortes. Ainsi, les relations entre patrons et employés ainsi qu'entre résidents locaux et migrants sont relativement plus superficielles que les relations entre travailleurs migrants. Les interactions quotidiennes de voisinage et de travail donnent donc naissance à des réseaux aux liens plus ou moins lâches, qui ont chacun leur utilité dans la vie quotidienne en migration.

Ces nouvelles relations ne sont pas sans conséquence sur les modes de pensée des migrants. Ainsi, selon Park : *“Le mouvement spatial et la mobilité occupationnelle sont sociologiquement signifiants (...) dans la mesure où ils servent d'indices pour mesurer les « contacts », c'est-à-dire les chocs, les heurts, les arrêts mineurs et les effondrements des modes coutumiers de pensée et d'agir qui sont inévitablement générés par ces nouvelles rencontres personnelles.* »³ Zhou Daming remarque ainsi que les jeunes migrants, qui établissent plus facilement de nouveaux contacts sur leur lieu de migration, semblent plus indépendants et s'adaptent plus facilement aux changements professionnels et à la vie urbaine.

On peut donc conclure de l'étude des réseaux sociaux que les migrants ne reproduisent pas, en milieu urbain, des modes ruraux de sociabilité, mais au contraire, construisent des réseaux qui, par leur étendue géographique et par la manière dont ils sont gérés et conservés, sont typiques de situations de migration. Par ailleurs, la diversification des sociabilités,

¹ Paul Ricoeur (2003), « Urbanisation et sécularisation », *Autres temps, cahiers d'éthique sociale et politique*, volume 76, p.113

² Rémy Jean (1996), « Mobilités et ancrages : vers une autre définition de la ville », in M. Hirschhorn et J.M. Berthelot, *Mobilités et ancrages. Vers un nouveau mode de spatialisation*, Paris, L'Harmattan

³ Park, R.E. (1939), « Sociology, Community and Society », in *Human Communities: the City and Human Ecology*, Glencoe, Ill: The Free Press, 1952, p. 188

l'importance accrue du choix personnel ainsi que le plus grand anonymat des relations interpersonnelles vont de pair avec des mutations culturelles et sociales, visibles en particulier chez les jeunes migrants.

3) Expériences du cosmopolitisme et nouveau rapport à la langue

Le bouleversement des pratiques culturelles et sociales et des mentalités qui s'ensuit a également des retombées sur les attitudes linguistiques. Selon Jean Calvet, « *les langues qui se trouvent privilégiées ne sont plus celles de la vie affective (langue du père, de la mère, du village), mais celles qui permettent le plus de contacts, qui ouvrent sur la réussite.* »¹

En effet, la langue privilégiée à Pékin et dans de nombreuses grandes villes chinoises est le mandarin, par opposition aux langues locales (*fangyan*, 方言) utilisées au village. Les individus en situation de migration se trouvent incités à utiliser une autre langue que celle qu'ils utilisaient avant la migration. Par ailleurs, ce changement favorise une différenciation entre la langue « affective », parlée avec la famille ou avec les *laoxiang* et la langue utilisée en situation professionnelle ou bien dans le contexte de voisinage (avec le propriétaire, les voisins, dans les magasins).

Cependant, les premiers temps de la migration voient parfois une tendance de repli « identitaire » sur la langue d'origine. Les migrants cherchent alors à favoriser le regroupement de *laoxiang*, y compris dans le contexte professionnel et de voisinage. Dans ce contexte, la langue devient « le lieu d'un autre enjeu, d'une autre fonction : la fonction identitaire. »² Ainsi, Monsieur Shan, 36 ans, originaire du Shandong, raconte (extrait de mon journal de terrain) :

« Monsieur Shan a migré 20 ans auparavant, à l'âge de 16 ans. Il est allé à Tianjin, dans une entreprise de bicyclettes, où il travaillait de 8H à 23H, pour un salaire à la pièce (et un total d'environ 400 à 500 yuan par mois). Il est resté 3 ans, puis l'usine a dû réduire son personnel et Monsieur Shan a été envoyé dans une autre usine appartenant à la même entreprise.

¹ Louis-Jean Calvet, (1994), *Les voix de la ville : introduction à la sociolinguistique urbaine*, Paris, Payot et Rivages, p. 67

² Louis-Jean Calvet, Op. Cit., p. 152

Monsieur Shan raconte que dans la première usine, les ouvriers étaient pratiquement tous des laoxiang : grâce aux réseaux de migration, ils s'étaient regroupés dans une même usine. Pour lui, il était donc très facile de se lier d'amitié avec ses collègues car ils parlaient la même langue et même au travail, ils parlaient leur langue natale.

Cependant, dans la deuxième usine, aucun ouvrier n'était laoxiang et la communication était donc malaisée. En outre, beaucoup d'ouvriers venaient du Sichuan et parlaient Sichuanais entre eux. Monsieur Shan était beaucoup moins heureux et trouvait l'intégration difficile. Par conséquent, après quelques mois, il a cherché un nouveau travail ailleurs. »

Si les situations où la langue natale peut être utilisée sont recherchées en priorité par les migrants, il leur est cependant difficile d'éviter les situations de multilinguisme. Dans ce contexte, le mandarin apparaît comme un outil indispensable non seulement à l'intégration au nouvel environnement, mais aussi à la mobilité sociale et au bien-être des individus. On peut lire dans ce constat le résultat d'un changement de marché linguistique, au sens où l'entend Bourdieu :

« Les discours ne reçoivent leur valeur (et leur sens) que dans la relation à un marché, caractérisé par une loi de formation des prix particulière : la valeur du discours dépend du rapport de forces qui s'établit concrètement entre les compétences linguistiques des locuteurs entendues à la fois comme capacité de production et capacité d'appropriation ou, en d'autres termes, de la capacité qu'ont les différents agents engagés dans l'échange d'imposer les critères d'appréciation les plus favorables à leur produits. »¹

La langue valorisée en ville n'est plus la même et la réussite sociale (à la fois matérielle et symbolique) passe, par conséquent, par l'apprentissage et/ou l'usage d'une langue véhiculaire, le mandarin. Cet apprentissage et/ou usage est plus ou moins aisé selon l'origine des migrants et leur âge. Ainsi, il semble que cela ne pose aucun problème aux migrants de la jeune génération (postérieure à 1980 et plus encore postérieure à 1990), du fait de l'usage généralisé du mandarin en classe. Ainsi, Monsieur Zhu, 17 ans, souligne :

« Même si je n'ai été qu'à l'école primaire, c'était suffisant pour parler mandarin. Malgré mon accent, cela ne m'a jamais vraiment posé de problème. »

¹ Bourdieu, Pierre (2001), *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, Version revue et augmentée de textes publiés sous le titre : *Ce que parler veut dire* en 1983, p.100

En revanche, les migrants des générations précédentes éprouvent généralement le besoin d'apprendre le mandarin. L'âge de la première migration détermine généralement en grande partie le niveau de difficulté que représente cet apprentissage. Tandis que certaines personnes âgées ayant migré récemment (et en particulier des femmes qui n'ont jamais travaillé en entreprise) parlent à peine quelques mots de mandarin, le patron d'entreprise Ye explique :

« Pour moi, ça a été facile de m'adapter car j'étais très jeune, j'avais tout juste un peu plus de 20 ans. Même si je ne parlais pas mandarin à l'époque, je l'ai appris très rapidement. »

Monsieur Li, 28 ans, originaire du Gansu, explique également la manière dont il a perfectionné son mandarin (extrait de mon journal de terrain) :

Quand il est arrivé à Pékin, Monsieur Li, diplômé du lycée, parlait déjà très bien mandarin. Cependant, il était gêné par son accent et sa lenteur d'expression, qui le caractérisaient comme « migrant » aux yeux des citadins. Aussi, avec son colocataire, il s'est forcé à écouter la radio plusieurs heures par jour afin de corriger sa manière de parler. Il est aujourd'hui fier qu'on ne puisse plus distinguer sa provenance en l'écoutant parler.

En revanche, pour d'autres, le processus d'apprentissage est plus long et plus douloureux. Madame Qin, 35 ans, originaire de Guizhou et arrivée à Pékin 7 ans auparavant, raconte :

« J'ai d'abord travaillé dans Pékin même. J'ai été employée dans des petits commerces, les métiers étaient à chaque fois présentés par des laoxiang. Mais j'ai dû changer de travail très souvent, car les patrons n'étaient pas contents de moi. (...) Au début, j'avais du mal à communiquer avec les clients. (...) C'était un problème de langue mais aussi un problème d'attitude, je ne savais pas comment me comporter en ville. »

Cet entretien montre clairement que le problème n'est pas seulement celui de l'utilisation d'une autre langue, mais également celui du niveau de langue et du comportement qui l'accompagne. De ce point de vue, les attentes sont très différentes à la ville et à la campagne et un processus d'adaptation est nécessaire.

Le processus d'adaptation à la vie en situation de migration va donc de pair avec des modifications du mode de vie des migrants. Les mutations linguistiques ainsi que la

reconfiguration des réseaux sociaux en sont des exemples, qui mériteraient d'être approfondis afin de mieux comprendre leurs conséquences sur les pratiques culturelles et symboliques des migrants.

C - Mutations sociales et culturelles chez le groupe local : naissance de conflits familiaux pour la terre et nouvelles manières de les résoudre

Les effets conjoints de la migration massive ainsi que de l'urbanisation croissante de leur territoire ont également provoqué une évolution des normes sociales et culturelles chez les villageois locaux. Selon Zhou Daming, en effet : *“L’urbanisation apporte des changements dans la vie des individus. Ils sont forcés de changer extérieurement, en termes de mode de vie, et intérieurement, en termes de valeurs, d’attitudes et d’états psychologiques »*.¹

En particulier, je m'intéresserai ici aux bouleversements sociaux induits par l'augmentation très rapide de la valeur foncière. En raison du changement de l'usage du sol (de la culture agricole à la construction de logements en location), du développement économique sous l'impulsion des migrants ainsi que de la proximité toujours plus grande du front urbain, la valeur de la terre s'est envolée, favorisant l'émergence de nouveaux conflits intra-familiaux, autour du partage de la terre et des logements. C'est sur ce cas d'étude, qui m'a semblé représentatif de l'évolution des mœurs, que j'ai choisi d'insister dans cette troisième partie. Je montrerai en effet que les normes traditionnelles de piété filiale et d'héritage genré sont concurrencées par de nouvelles normes, d'origine légale et revendiquées essentiellement par les femmes.

Ce cas d'étude m'a été suggéré par un entretien effectué avec Madame Ma, professeur d'anglais à Picun, qui m'a fait le récit de la situation de son voisin. Puis, toujours en sa présence, j'ai interrogé un villageois de Picun vivant de telles disputes intra-familiales au sujet de la terre. Néanmoins, ces deux récits ne constituant pas des matériaux suffisants pour baser ma réflexion, j'ai pris la liberté de compléter ces sources par une analyse de textes publiés sur le web. Ceux-ci sont extrêmement nombreux et sont généralement de deux natures : d'une

¹ *“Urbanization brings changes into people’s lives. People are forced to change both externally, in terms of livelihood and lifestyle, and internally, in terms of values, attitudes, and psychological states”*, Zhou Daming (1993), “Population Movement”, in Greg Guldin et Aidan Southall, *Urban Anthropology in China*, Leiden, New York, Köln: E.J. Brill, p.208

part, on trouve beaucoup de questions-réponses sur des forums juridiques ou généralistes, visant à se renseigner sur la légalité ou non de certaines démarches¹. D'autre part, on trouve des articles illustrant un cas particulier, que ce soit afin d'édifier le lecteur sur les différents recours juridiques qui lui sont offerts, soit afin de mettre en évidence un exemple à suivre ou au contraire à éviter². Les deux types de sources procurent des indices précieux sur le discours et les arguments utilisés par les individus pour justifier leur démarche et leurs positions.

1) Urbanisation et valeur croissante de la terre

Au vu du corpus internet étudié, les deux récits qui m'ont été faits dans le village de Picun semblent tout à fait représentatifs d'une situation qui se développe dans les zones périphériques des grandes villes chinoises. Voici les extraits de mon journal de terrain concernant ces deux récits :

Monsieur X. est originaire du village de Picun, dans la banlieue de Pékin. Ses cinq sœurs sont toutes mariées à des Pékinois et habitent dans les environs de Pékin. Lui s'est marié à une migrante originaire du Hebei et habite encore la maison de ses parents. Comme tous les autres villageois, il a cessé de cultiver la terre pour louer des pièces à vivre aux migrants. A présent, il souhaite investir dans la rénovation de la maison et construire, à la place du siheyuan traditionnel, un immeuble (楼房, loufang). Cependant, il n'a pas encore commencé les travaux, car il a peur que ses sœurs réclament chacune un appartement (一栋楼房). Monsieur X. trouve cette réclamation très injuste, car ses sœurs bénéficient déjà de l'héritage de leur mari et elles ne s'occupent plus de leurs parents. En outre, l'argent pour

¹ Parmi lesquels les posts suivants, particulièrement représentatifs : discussion du 18 avril 2011 sur le forum Tianlan Lawfirm ; discussions de janvier et juin 2012, mai et juillet 2013 sur le site 110.com, Legal Advice (法律咨询) ; discussion de mai 2012 sur le site 66law (华律网) ; discussion de juillet 2010 sur le forum de Baidu

² Parmi lesquels : « Des femmes mariées poursuivent en justice le comité de villageois : celui-ci refuse d'exécuter la décision du tribunal » (出嫁女状告村委会胜诉续：村委会拒绝执行), Fazhi Ribao (Legal Daily), 21 août 2006 ; « Est-il difficile de résoudre le problème des femmes mariées dans les villages urbains ? » (解决城中村“出嫁女”问题, 难吗?), publié sur plusieurs sites chinois ; « Rapport sur la querelle de trois femmes mariées à l'extérieur sur droit à la compensation financière pour la terre » (土地补偿款权属起纷争 3出嫁女状告胞兄, tudi buchangkuan quanshu qi fenzheng san chujianü zhuang gao baoxiong), article de Chen Quanhui publié sur le site Chinese Court (中国法院网) le 8 novembre 2005 ; 一笔纠纷帐 (yi bi jiufen zhang) : extrait d'un article de Huang Tongde et Mo Qingshi paru sur le site du tribunal de Jinxiu (金秀县法院网) le 18 juillet 2012 ; « Les femmes mariées ne bénéficient pas du droit d'exploitation des terres » (嫁出去的闺女有无土地承包权), article de Qi Ting et Kao Yong, paru sur le Site d'information sur l'économie agricole (中国农经信息网) le 30 septembre 2009.

reconstruire la maison lui appartient. « Je m'inquiète beaucoup. La terre appartient encore à mon père et il risque d'accepter, pour éviter une dispute familiale. A cause de cela, la maison n'a toujours pas été reconstruite et nous perdons de l'argent. »

Madame W. vient du Sichuan et s'est mariée il y a quelques années avec un villageois de Picun. En 2013, elle a divorcé, mais habite toujours avec son mari. Ainsi, elle ne s'exposera plus aux critiques de sa belle-sœur, qui critique toujours la façon dont elle s'occupe de son beau-père malade. Madame W. a même peur que sa belle-sœur se saisisse de cette raison pour réclamer une grande partie de l'héritage à sa mort, si la dispute finit devant le tribunal. Mais, pour Madame W., cette critique est particulièrement injuste car sa belle-sœur habite loin et ne participe pas aux soins donnés à son père.

La raréfaction des terres et l'augmentation extrêmement rapide de leur valeur financière dans les villages périurbains, résumées sous l'expression «寸土寸金» (*cuntu cunjin*), sont en grande partie à l'origine des disputes. Ma Yuan m'a ainsi expliqué que « ces problèmes sont très courants à Picun, mais ils n'existent presque pas au Hebei (sa province natale). A Picun, le prix des terres s'est envolé à cause de la proximité de Pékin. Alors toutes les familles se disputent parce que chacun veut profiter de la terre. »

Sur les forums et les sites d'assistance juridique, beaucoup d'internautes décrivent aussi la réquisition de leurs terres par le gouvernement local comme le point de départ de la dispute. Les articles relatant les procès de femmes contre leur comité de villageois situent aussi, presque toujours, la réquisition des terres comme l'élément ayant provoqué l'action en justice. En effet, les villages urbains ont été, depuis les années 1990 et de manière accélérée depuis les années 2000, systématiquement réquisitionnés et détruits par les gouvernements locaux afin de les intégrer véritablement à l'espace urbain.

Il semble que le passage d'une terre agricole à une terre constructible et, plus encore, le remplacement de la propriété foncière par une compensation financière semble avoir été, dans beaucoup de cas, à l'origine de la contestation de la part des femmes exclues du partage. Un article publié sur le site *Chinese Court* indique ainsi : « en raison des liens familiaux et de l'harmonie unissant les plaignantes et les accusés, celles-ci n'ont pas protesté contre l'exploitation par leurs frères, de leurs terres. Ce n'est qu'en 2003, lorsque le bourg de Pingtai a fait partie de la zone de développement de haute technologie du Henan, lorsque les villageois ont obtenu un hukou urbain, que les terres sont devenues des terres urbaines

d'État, que les terres des plaignantes et de leurs frères ont été réquisitionnées et ont beaucoup augmenté en valeur, que les plaignantes ont commencé à réclamer leur part de la compensation financière, qui leur a été refusée. »¹

Le fait que les revenus tirés de la location de bâtiments ou, plus encore, de la compensation financière offerte par le gouvernement local, incite plus les femmes à réclamer leur part et à porter plainte s'explique assez facilement. En effet, il est plus facile de partager une somme d'argent qu'un terrain, surtout si l'on considère que les femmes vivent parfois loin du village dont elles sont originaires et ont parfois abandonné le métier d'agricultrices.

2) Valeurs traditionnelles et dispositions juridiques

Le système traditionnel confucianiste avait placé au centre de toutes les vertus la piété filiale (孝, *xiao*) et établi comme norme l'entretien des parents par leurs enfants. Comme le résumait très bien Yu Xie et Haiwei Zhu, dans la société chinoise traditionnelle, *« les fils sont les membres permanents de leur famille natale et maintiennent toute leur vie une relation contractuelle avec leurs parents. Toute leur vie, ils sont censés contribuer au bien-être économique de leurs parents. Au contraire, les filles sont seulement des membres transitoires de leur famille natale ; après le mariage, elles commencent à contribuer à la cellule familiale de leurs beaux-parents. Selon cette tradition, les filles ne peuvent généralement pas réclamer de propriété à leurs parents et n'ont pas d'obligation formelle de subvenir à leurs besoins. »²* En d'autres termes, il existe un lien très net, dans la société chinoise traditionnelle, entre le mariage patrilocal, l'entretien quotidien et financier des parents par leurs fils et l'héritage masculin.

Le droit chinois a pris acte de ce lien étroit, tout en garantissant l'égalité des sexes quant aux obligations d'entretien des parents et au droit à l'héritage. La loi sur la protection

¹ « Rapport sur la querelle de trois femmes mariées à l'étranger sur droit à la compensation financière pour la terre » (土地补偿款权属起纷争 3出嫁女状告胞兄, tudi buchangkuan quanshu qi fenzheng san chujianü zhuang gao baoxiong), article de Chen Quanhui publié sur le site Chinese Court (中国法院网) le 8 novembre 2005

² « Sons are permanent members of their natal families and retain lifetime contractual relationships with their parents. Throughout their lives, they are expected to contribute to the economic well-being of their parents. In contrast, daughters are only transitory members of their natal families; after marriage, they begin to contribute to the family households of their parents-in-law. In this tradition, daughters generally cannot claim property from their parents and also have no formal obligation to support them », Yu Xie et Haiyan Zhu (2009), "Do sons or daughters give more money to parents in urban china?" *Journal of Marriage and Family*, Vol. 71, No. 1

des droits et des intérêts des personnes âgées¹, promulguée en 1996, dispose ainsi que tous les enfants, quel que soit leur sexe, se doivent d'entretenir matériellement et financièrement leurs parents, sous peine de sanctions. Selon la réponse d'un juriste à la question d'un internaute, l'article 13 de la loi sur l'héritage de 1985 indique que l'héritage sera versé aux enfants en fonction de la part qu'ils ont pris à l'entretien de leurs parents².

En réalité, la coexistence de ces dispositions légales mettant en avant l'égalité des sexes avec un système social encore largement patriarcal, patrilinéaire et patrilocal a été démontré par de nombreux chercheurs, parmi lesquels Liu Shiding : « *Selon les dispositions légales en vigueur au sein de la société chinoise actuelle, les enfants, filles et garçons, sont tous responsables de l'entretien des parents âgés. Dans les campagnes cependant, du fait de l'importance de la lignée paternelle qui régit des activités aussi variées que la transmission des biens ou l'accomplissement du culte des ancêtres, seuls les fils et leurs conjointes sont en réalité considérés, même par les responsables officiels, comme responsables de ce devoir.* »³

Pour Daphne Hacker, cette coexistence (ou cette contradiction) a de nettes implications quant à l'héritage des femmes : « *il y a une tension entre les lois égalitaires de l'Etat et les valeurs et pratiques qui demeurent. Celles-ci établissent une discrimination contre les filles et amènent à considérer comme acceptable le fait de déshériter une fille mariée* ». ⁴

Or l'importance relative de la tradition et de la loi semble justement faire l'objet d'une profonde mutation dans les zones périphériques des grandes villes chinoises.

3) Changement de *hukou* et entretien des parents : les pommes de discorde

L'étude du corpus de textes et des entretiens montre que la « femme partie se marier à l'extérieur du village » (出嫁女, *chujianü*) est bien une « catégorie » à laquelle tous, hommes

¹ 《中华人民共和国老年人权益保障法》, loi du 29 août 1996

² Message posté sur le forum Tianlan Lawfirm, le 18 avril 2011

³ Liu Shiding (2001), « De la préférence individuelle au choix collectif : un cas de redistribution des terres en Chine rurale », in Thireau I. et Wang Hansheng, *Disputes au village chinois. Formes du juste et recompositions locales des espaces normatifs*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, p.41

⁴ *There is tension between the egalitarian state laws and the prevalent values and practices that discriminate against daughters and construct the disinheritance of a married daughter as acceptable*, Daphna Hacker (2010), "The Gendered Dimensions of Inheritance: Empirical Food for Legal Thought", *Journal of Empirical Legal Studies*, Vol. 7, n°2, pp. 322-354

et femmes, se réfèrent. A la fois issue de la tradition chinoise et ancrée dans la réalité administrative et juridique du *hukou*, elle reflète une réalité sociale très prégnante.

La plupart de ces discours dénotent la double signification donnée à ce modèle. Les « femmes mariées à l'extérieur » (*chujianü*) sont exclues de la cellule familiale d'origine. Il s'agit là d'un modèle qui se rapporte à une conception non pas légale mais sociale et traditionnelle de la famille. L'auteur d'un article explique ainsi que « *il s'agit d'une règle héritée de la tradition. Comme beaucoup de paysans refusent catégoriquement (de donner aux femmes leur part de l'héritage), beaucoup de femmes parties se marier à l'extérieur du village n'ont plus qu'à abandonner leur droit d'exploitation de la terre* »¹. Dans l'entretien effectué à Picun, comme dans bien d'autres cas, l'homme exprimait son mécontentement en termes de valeurs et évoquait en des termes négatifs la déstabilisation de la société traditionnelle induite par les réformes économiques et l'urbanisation. Mais la plupart des discours comportent également une dimension légale ou, du moins, perçue comme telle. En effet, la majorité se réfère au changement de *hukou* afin de justifier leur refus d'accorder à leur sœur une partie de l'héritage. Dans un texte publié sur un forum, un internaute explique également sa situation : « *Mes deux sœurs se sont mariées et ont changé la localisation de leur hukou. (...) Elles ne devraient donc pas revenir réclamer leur part de l'héritage* »².

Néanmoins, le changement de *hukou* n'est pas systématique et les femmes peuvent choisir de conserver celui de leur village d'origine. Ces situations ambiguës semblent provoquer une incertitude chez les internautes et dans nombre de cas, elles sont à l'origine de la démarche de consulter un forum d'assistance juridique. Ainsi, un internaute écrit : « *Le secrétaire du parti refuse de donner à ma sœur sa part de compensation financière pour la terre, sous prétexte qu'elle s'est mariée et qu'elle a eu un enfant. Pourtant, ma sœur n'a pas changé de hukou. Dites-moi, s'il vous plaît, si cette situation est juste et raisonnable.* »³ Un autre écrit : « *Ma question est de savoir si une femme mariée peut bénéficier des compensations financières pour la terre dans son village d'origine. L'une de mes sœurs a de la terre (dans le village de son mari) et n'a pas de hukou. L'autre a le hukou et de la terre, mais elle s'est mariée et a des enfants.* »⁴ Dans plusieurs des témoignages étudiés, le simple

¹ 这是老祖宗传下的规矩。由于大多数村民坚决反对，多数出嫁女只好放弃了承包权，«Les femmes mariées ne bénéficient pas du droit d'exploitation des terres », op. cit

² Conversation de janvier 2012 sur le site 110.com, Legal Advice (法律咨询)

³ Conversation de mai 2013 sur le site 110.com, Legal Advice (法律咨询)

⁴ Conversation de juillet 2010 sur le forum de Baidu

fait qu'une femme se marie dans un autre village justifie ainsi la perte de son droit à l'héritage, qu'elle ait ou non renoncé à son *hukou*. Les réponses fournies (lorsque les questions sont posées sur des forums généralistes et que les internautes qui y répondent ne sont pas des juristes) sont presque toujours contradictoires et offrent un exemple de la confusion provoquée par la situation. Certains jugent que la réponse réside dans la localisation du *hukou*, tandis que d'autres estiment que le *hukou* n'a aucune importance.

Dans le corpus étudié, l'argument concernant l'entretien des parents âgés est invoqué de façon tout aussi fréquente. Un internaute, en réponse à la question posée ci-dessus sur le forum de Baidu, explique ainsi que « *pour un homme (男人, nanren), la piété filiale est primordiale* ». ¹ Cet exemple montre à quel point l'entretien des parents reste, au moins dans l'esprit de certains, une tâche sexuée. Les arguments mobilisés par les hommes font ainsi appel à la conception traditionnelle selon laquelle la femme, mariée à l'extérieur du village, doit prendre soin des parents de son mari et hériter, en conséquence, de sa nouvelle famille et non de sa famille d'origine : « *Ma sœur est partie se marier à l'extérieur du village, elle ne doit pas revenir demander une partie de la compensation financière à la réquisition des terres, elle n'a pas participé à l'entretien de nos parents* » ².

Cependant, nombre d'exemples font état de la nature de moins en moins sexuée de l'entretien des parents. Les femmes insistent ainsi sur le fait qu'elles ont participé, au moins financièrement, à l'entretien des parents âgés. Même si elles vivaient loin, elles font état de cadeaux en nature (meubles par exemple) ou de versements d'argent à leurs parents, qui justifie leurs réclamations. Les frères reconnaissent cette évolution, même s'ils refusent parfois d'y voir un argument valide pour l'héritage. Ainsi, un internaute écrit : « *Ma sœur a aussi participé aux soins donnés aux parents. Doit-elle pour autant recevoir une partie de la compensation financière pour la terre ?* ». ³ D'un autre côté, le manque de soins, voire les mauvais traitements infligés aux parents par leur fils et leur belle-fille est un argument fréquent dans les discours des sœurs lésées dans l'héritage. C'est le cas de la situation rapportée à Picun, où la femme souffrait des critiques faites par sa belle-sœur au sujet des soins donnés aux parents de son mari. Ces critiques avaient, au moins en partie, pour but de contester la mainmise du couple sur l'héritage.

¹ Conversation de juillet 2010 sur le forum de Baidu

² Conversation de juillet 2013 sur le site 110.com, Legal Advice (法律咨询)

³ Conversation de mai 2012 sur le site 66law (华律网)

Ces exemples témoignent du relatif déclin du caractère sexué de l'entretien des parents âgés. Yu Xie et Haiyan Zhu expliquent ainsi que *“ Il est possible que la norme consistant à recevoir, dans sa vieillesse, un support de la part de ses fils (...) ait été rendue moins importante par les profonds changements démographiques, économiques et culturels qui se sont produits dans les dernières décennies en Chine, en particulier dans les zones urbaines. (...) Les filles mariées, surtout celles qui vivent avec leurs parents, apportent un soutien financier plus important que ne le font les fils mariés ”*.¹ Si une grande partie de la population chinoise rurale estime encore qu'il revient aux fils de s'occuper de leurs parents, la réalité ne correspond pas toujours à cet idéal.

4) Justice, équité et réciprocité : de nouvelles légitimités

La conception de l'héritage et de l'entretien des parents se base généralement sur la réciprocité entre l'effort consenti par les enfants pour prendre en charge leurs parents dans leur vieil âge et l'héritage qu'ils recevront d'eux. Cette réciprocité fait écho à celle qui oblige les enfants à s'occuper de leurs parents, parce que ceux-ci ont consenti à l'effort de les élever. L'idée du donnant-donnant, souvent de nature financière, n'est donc jamais bien loin dans l'argumentaire des uns comme des autres.

Un internaute explique par exemple : *« Ma sœur a longtemps travaillé à l'extérieur (comme mingong, travailleuse migrante), elle rentrait rarement mais donnait de l'argent pour l'entretien des parents (...) et achetait des meubles et des objets pour la maison. (...) Maintenant, mon beau-frère dit qu'au moment de construire la maison, mon père a fait appel à lui pour fournir la somme de 40 000 yuan. Par conséquent, il estime que la moitié de la maison et des biens qu'elle contient lui appartient. »*² La référence à la maison et à celui qui a participé à la payer est fréquente. Les sœurs et les beaux-frères rappellent leur contribution à la construction de la maison pour affirmer leurs droits à en hériter au moins d'une partie.

¹ « *The norm of receiving support in old age primarily from sons (...) may have been undermined by dramatic demographic, economic, and cultural changes occurring over the last several decades in China, especially in urban areas. (...) married daughters, especially those living with parents, provide more financial support to parents than married sons do* », Yu Xie et Haiyan Zhu (2009), “Do sons or daughters give more money to parents in urban china?” *Journal of Marriage and Family*, Vol. 71, No. 1

² Message posté sur le forum Tianlan Lawfirm, le 18 avril 2011

La réciprocité est étroitement liée à l'équité (公平, *gongping*) et à la justesse (合理, *heli*), qui sont les mots le plus souvent attachés aux discours des internautes portant un jugement sur leur situation. Un internaute demande ainsi : « *Lui donner (à sa sœur) un tiers (de la compensation financière pour la terre), est-ce équitable ? La décision de la justice est-elle équitable ?* »¹ Un autre écrit : « *Je vous demande, est-ce que cette situation est juste, raisonnable ?* »². Ces questions sont à la fois rhétoriques (car l'intéressé y exprime son jugement en filigrane) et réelles (car il attend, en même temps, une réponse de la communauté internet, pour conforter ou infirmer son jugement).

Un troisième terme apparaît fréquemment dans les discours des internautes comme dans les entretiens réalisés à Picun : celui de « conforme à la loi » (合法, *hefa*). Il est souvent utilisé en termes de questionnement : la personne se renseigne sur la loi en vigueur et ses modalités d'application. Les femmes, en particulier, cherchent à savoir si les attitudes dont elles s'estiment victimes sont légales et si elles ont la possibilité de porter plainte. Le terme est également utilisé par les internautes masculins, souvent pour s'étonner du décalage entre ce qui est « conforme à la loi » et ce qu'ils pensent être « juste ».

Conclusion

Ces mutations, liées à la fois aux migrations et à l'urbanisation, peuvent être considérées comme des agents de modernisation du pays et notamment de ses zones rurales. Cette modernisation semble évidente dans les zones périurbaines de Pékin, comme j'ai tenté de le montrer au cours de cette partie. Des auteurs ont affirmé que le retour au village des migrants favorisait en outre une certaine modernisation des zones rurales.

Ainsi, Zhou Xiaohong estime que « *la migration permet aux ruraux d'accroître leur responsabilité, leur autonomie, leur sens du risque, leur flexibilité et leur capacité d'adaptation* », qualités jugées par l'auteur caractéristiques de la modernisation³. Delia Davin, ont également insisté sur le rôle particulier joué par les femmes dans ces mutations sociales :

¹ Conversation de mai 2013 sur le site 66law (华律网)

² Conversation de juin 2012 sur le site 110.com, Legal Advice (法律咨询)

³ « 流动经历无疑能够提高离土农民的个人责任感、自我依赖、风险意识、灵活性和适应性 » Zhou Xiaohong (1998), « *Liudong yu chengshi tixian dui zhongguo nongmin xiandaixing de yingxiang* », (Influences des expériences de la migration et de la vie urbaine sur la modernisation des paysans chinois), *Recherches sociologiques*, n°5.

« Les migrantes sont profondément affectées par leurs expériences. Une fois dans les lieux de destination, elles vivent des vies très différentes de celles de leurs soeurs rurales et subissent l'influence de la culture urbaine. Si elles retournent dans leur village, elles ramènent avec elles des attentes différentes quant au rôle des femmes et des relations maritales, des demandes plus élevées quant à leur standard de vie et de logement et des aspirations plus grandes pour leurs enfants. Leur savoir et leurs économies peuvent les rendre capables de démarrer des petites entreprises ou de trouver de nouvelles manières de gagner de l'argent ».¹ Dans une même perspective, Rachel Murphy a montré les conséquences du retour des migrants dans leur village sur les évolutions socio-économiques et culturelles des campagnes chinoises.

Ainsi, il est possible d'affirmer que le phénomène de migration interne en Chine est non seulement un facteur de transformation et de modernisation des zones situées en périphérie des grandes villes, mais également de l'ensemble de la population de migrants et, grâce à leur fréquent retour dans leurs villages d'origine, du pays entier.

¹ « Female migrants are profoundly affected by their experiences. Once in the destination areas, they live very different lives from their rural sisters and come under the influence of the urban culture. If they return to the villages they bring with them different expectations of women's roles and marital relations, higher demands of living standards and housing and greater aspirations for their children. Their knowledge and savings may enable them to set up small enterprises or find new ways to make money. », Delia Davin (2005), « Women and Migration in Contemporary China », *China Report*, vol. 41 (1), pp. 29-38

Deuxième partie
**La formation d'une hiérarchie socio-
professionnelle : une dynamique conflictuelle**

Introduction : Les *nongmingong*, une catégorie hétérogène

La construction sociale d'une catégorie de migrants par opposition aux résidents locaux ne rend cependant pas compte de la diversité du tissu social observé à Picun ni de sa dynamique. En effet, la catégorie de *nongmingong* recouvre une hiérarchie socio-professionnelle variée, reposant sur des facteurs différents et mettant en évidence une mobilité et une flexibilité plus importante.

Cette hiérarchie produit en outre des rapports de pouvoir et des interactions sociales particuliers : tandis que les rapports entre migrants et locaux étaient marqués par une domination à la fois institutionnalisée et symbolique, les interactions professionnelles au sein du groupe migrant s'avèrent beaucoup plus conflictuelles.

J'ai choisi de consacrer la deuxième partie de ce travail à cette « surprise » qu'a mis en évidence ma recherche de terrain et qui contredisait le présupposé d'une catégorie de migrants relativement homogène. Je m'y interrogerai sur la naissance de la hiérarchie socio-professionnelle parmi les migrants. Quels sont les facteurs menant à la mobilité professionnelle ? Peut-on esquisser une stratégie d'ascension sociale commune aux migrants, et si oui quelle est-elle ?

Je tenterai également de caractériser les interactions sociales et les relations de pouvoir qui naissent de cette hiérarchisation. J'essaierai d'avancer des raisons pouvant expliquer leur caractère conflictuel et je montrerai les manières dont ces conflits sont résolus. Enfin, je chercherai à comprendre, à travers l'exemple de l'ONG La Maison des Travailleurs, comment cette diversité sociale et ces relations conflictuelles peuvent provoquer la naissance d'un sentiment d'appartenance commune et favoriser le développement d'une action collective en faveur des travailleurs migrants.

V - Parcours professionnels et mobilité sociale

Ce chapitre sera consacré aux dynamiques sociales et professionnelles qui animent les parcours migratoires des *nongmingong*. Il s'agira notamment, à travers une étude des parcours individuels des acteurs, de saisir les stratégies professionnelles et sociales qui les soutiennent. En ce sens, on montrera en quoi le groupe de migrants ruraux peut être considéré comme un « groupe stratégique » selon la définition qu'en donne O. Sardan¹, c'est-à-dire en quoi ses différents acteurs adoptent, face au même problème (comment monter dans la hiérarchie professionnelle et sociale) une attitude commune. Mais, au-delà de cette unité dans les stratégies, il s'agira également de montrer quels sont les facteurs qui influencent les trajectoires des acteurs et qui permettent d'expliquer les mobilités ascendantes ou descendantes ainsi que les différences dans la hiérarchie sociale constatées à Picun.

Je montrerai tout d'abord en quoi les réseaux sociaux constituent l'élément clé de la mobilité professionnelle et sociale et la manière dont les migrants ruraux les maîtrisent et les utilisent au long de leur parcours. Je montrerai ensuite que la mobilité professionnelle et géographique des migrants leur permet d'amasser des ressources clés dans leur ascension sociale et professionnelle. J'essaierai enfin de déterminer en quoi le « *self employment* », l'entrepreneuriat et la création d'entreprise peuvent être considérés comme le mode privilégié de mobilité sociale par la population de migrants ruraux et je tenterai d'expliquer les différences de parcours entre les différents acteurs.

¹ Rappelons qu'il définit un « groupe stratégique » comme une « *agrégation d'individus qui ont globalement, face à un même « problème », une même attitude, déterminée largement par un rapport social similaire à ce problème (il faut entendre ici « rapport social » au sens large, qui peut être un rapport culturel ou symbolique comme politique ou économique)* », Sardan, Olivier (1995) « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, 1, pp. 71-112

A - Guanxi et mobilité sociale

De nombreux chercheurs ont insisté sur l'importance de la notion de réseau social (*guanxi*, 关系) dans la mobilité sociale en Chine¹. Le *guanxi* a été défini par Yang (1994)² selon trois caractéristiques principales : l'intimité (les relations sociales sont d'autant plus fortes qu'elles lient deux personnes qui se connaissent très bien), la confiance (en tant que résultat d'une interaction prolongée et condition de futurs échanges) et les obligations réciproques (qui prennent des dimensions éthiques mais aussi sociales : l'individu qui ne respecte pas ses engagements perd la face).

Nous choisissons ici d'étudier le *guanxi* en tant que capital social, selon la définition qu'en donne Bourdieu, à savoir « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance ; ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe, comme ensemble d'agents non seulement dotés de propriété communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes), mais aussi unis par des liaisons permanentes et utiles »³. Ce choix d'analyser le *guanxi* comme capital social semble d'autant plus pertinent que, comme l'expliquent Thomas Gold, Doug Guthrie, David Wank, « clairement, en Chine, le *guanxi* comme capital social est accumulé avec l'intention de le convertir en capital économique, politique ou symbolique. »⁴

Ce « capital social » est en partie déterminé par le milieu familial des individus, mais ceux-ci peuvent également le maîtriser et le faire fructifier au cours de leur vie. Nous montrerons dans cette première partie comment il est mobilisé par les individus pour favoriser leur mobilité sociale.

¹ Rappelons la métaphore utilisée par le sociologue Fei Xiaotong (1985) pour décrire « Notre structure peut être comparée non pas à un tas de bûches mais à des cercles formés par des ricochets lorsque l'on lance un caillou à la surface de l'eau. Chaque individu est au centre des cercles formés par ses relations sociales. Là où il y a ricochet, il y a lien. En différents moments et lieux, chacun mobilise des cercles différents », in Fei Xiaotong (1948), *Xiangtu Zhongguo* (乡土中国), Shanghai: Guancha. (Traduction anglaise : *From the Soil: The Foundations of Chinese Society*, U. of California Press, 1992).

² M.M. Yang (1994), *Gifts, Favors, and Banquets: The Art of Social Relationships in China*. Ithaca, NY: Cornell University Press, pp. 109–145

³ Bourdieu, Pierre. (1980), « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 31, janvier, pp. 2-3

⁴ « Clearly, in China, *guanxi* as social capital is accumulated with the intention of converting it into economic, political, or symbolic capital », in Doug, Guthrie, Gold, Thomas et Wank, David (2002), *Social Connections in China: Institutions, Culture, and the Changing Nature of Guanxi*, Cambridge University Press, p. 7

1) Les liens du sang et de la terre : principaux vecteurs pour trouver du travail

Mon enquête de terrain a en effet mis en évidence le caractère primordial du réseau familial (*qinqi*, 亲戚) ainsi que du réseau de « voisinage » ou de « provenance » (*laoxiang*, 老乡) dans la mobilité géographique, professionnelle et sociale des individus en migration. Qu'il s'agisse d'un voisin, d'un cadre local, d'un membre éloigné de la famille, ces relations sont essentielles non seulement dans les premiers temps de la migration, mais également au cours des différentes mobilités professionnelles et géographiques des migrants.

Cette observation confirme la littérature existante sur le sujet. Bian, (1997¹), prenant le contre-pied des théories de Granovetter², avait en effet souligné l'importance, dans la mobilité socio-professionnelle en Chine, des « *strong ties* » par rapport aux « *weak ties* ». Les relations familiales et de *laoxiang*, en tant qu'elles impliquent des rapports d'échange, une forte confiance mutuelle et des considérations à la fois éthiques et affectives, peuvent être à juste titre qualifiées de « *strong ties* », au contraire de relations professionnelles ou d'amitiés extra-provinciales nouées au cours de la migration.

Cette prédominance des « *strong ties* » s'explique tout d'abord par le fait que, dans l'inconnu de la migration, ces relations sont les seules sur lesquelles peuvent compter les individus lorsqu'ils partent pour la première fois. Les migrants cherchent en effet à minimiser les risques et à maximiser les chances de s'en sortir dès leur arrivée en ville en partant à plusieurs *laoxiang*, ou en rejoignant des *laoxiang* sur place. Le patron Hunanais d'un petit hôtel de Picun explique ainsi :

« La première fois que je suis arrivé à Pékin, j'ai travaillé comme employé dans un hôtel tenu par quelqu'un de mon laojia, que je connaissais avant d'arriver. Cela m'a permis de prendre mes repères dans la ville, avant d'ouvrir mon propre commerce. »

Lorsqu'ils ne connaissent aucune personne de connaissance en ville, la stratégie des migrants consiste alors à partir à plusieurs pour mutualiser les gains et les pertes. Ce sont

¹ Yanjie Bian (1997), « Bringing Strong Ties Back in: Indirect Ties, Network Bridges, and Job Searches in China », *American Sociological Review*, Vol. 62 n° 3, 366 - 385

² Rappelons que Granovetter avait théorisé l'importance des liens faibles (simples connaissances), qui permettent, s'ils sont diversifiés, de pénétrer d'autres réseaux sociaux que ceux constitués par les liens forts (amis, famille). Voir Mark S. Granovetter (1973), « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, Volume 78, n° 6, pp. 1360-1380

souvent plusieurs jeunes hommes qui partent ensemble, comme dans le cas de ce jeune migrant du Gansu :

“La première fois que je suis arrivé à Pékin, non, je n'étais pas tout seul. Je suis venu avec un ami, du Gansu également. Au début, ça nous a beaucoup aidés d'être ensemble, nous partagions un même appartement et nous nous aidions pour trouver du travail. A présent, il travaille dans le Shandong. »

Ce sont parfois plusieurs familles entières qui font le voyage ensemble, comme dans le cas de cette migrante originaire de Mongolie intérieure :

“Nous sommes partis à six familles ensemble. C'était des amis. Tout seul, c'est trop difficile de s'installer dans une ville que nous ne connaissons pas. »

Mais les relations familiales et de *laoxiang*, loin de s'estomper avec le temps, restent aussi importantes tout au long du parcours migratoire. Plusieurs raisons peuvent être apportées à ce constat. Ces réseaux sont fondamentaux pour trouver du travail. En effet, si les connaissances plus éloignées peuvent être des sources d'information efficaces permettant notamment de diffuser les opportunités de travail, les relations familiales et les *laoxiang* sont des garanties beaucoup plus solides pour servir d'intermédiaires et introduire le travailleur dans une entreprise ou à un patron. Le *guanxi* sert ainsi de garantie de la valeur du salarié et de la confiance qui peut lui être faite. Lors de mes entretiens, j'ai ainsi constaté que la majorité des migrants ont trouvé du travail grâce à un *laoxiang*.

Madame Lin, âgée d'une trentaine d'années et originaire de Wenzhou, raconte :

“J'ai des laoxiang partout en Chine. A Pékin, j'en ai beaucoup, la plupart possèdent des petits commerces. Sinon, je ne serais pas venue travailler seule ici. »

A l'inverse, les amis et connaissances sont des vecteurs peu utilisés pour trouver du travail. Ainsi, Monsieur Li, 28 ans, originaire du Gansu et possédant peu de *laoxiang* à Pékin, explique :

“Je ne ferais pas confiance à un ami pour me trouver du travail. Au début, je suis arrivé avec un laoxiang à Pékin, mais tous deux nous ne connaissions personne. A chaque fois, j'ai donc cherché un travail sur internet ou bien dans des lieux consacrés à l'offre d'emploi. Cela prenait du temps et ce n'était pas évident. »

Plus un migrant a un réseau social étendu professionnellement et géographiquement, plus il aura accès à des opportunités professionnelles. Les réseaux de *qinqi* et de *laoxiang* contribuent donc à favoriser la mobilité à la fois spatiale et sociale, puisqu'ils offrent des perspectives d'emploi dans divers endroits.

En outre, seuls des « *strong ties* » peuvent être mobilisés pour emprunter de l'argent. Cela implique une importance déterminante de ces réseaux dans la réduction des risques de la migration, puisqu'en cas de problème, ils peuvent fournir une aide financière substantielle. Les prêts financiers informels sont également essentiels dans le processus de création de petites entreprises.

Nous avons en outre souligné le rôle crucial des « *strong ties* » dans la réduction de l'incertitude au sein d'une entreprise : un membre de la famille ou d'un *laoxiang* aura tendance à être plus loyal qu'un autre salarié. Il n'est donc pas étonnant que, comme l'ont démontré Zhang Junfu et Zhao, les migrants bénéficiant d'un réseau social et familial plus étendu auront plus tendance à monter leur propre affaire¹.

Dans des parcours migratoires complexes et caractérisés par une forte mobilité géographique, le réseau est donc un enjeu fondamental. Le fait de conserver un contact avec des parents éloignés ou avec des amis *laoxiang* semble beaucoup plus déterminant pour l'ascension sociale des individus qu'il ne le serait au village.

2) De nouvelles relations : utilisation sociale des « *weak ties* »

Néanmoins, si les « *strong ties* » restent prédominants dans la mobilité sociale et professionnelle des *nongmingong*, les « *weak ties* », basés sur les relations professionnelles ou sur des connaissances ou amitiés extra-provinciales nouées au cours de la migration, jouent également un rôle important.

Shan Jingjing² montre ainsi la manière dont les migrants complètent peu à peu leurs liens de sol et de sang par de nouveaux liens, basés notamment sur des critères professionnels.

¹ Zhang, Junfu et Zhao, Zhong (2011), « Social-Family Network and Self-Employment: Evidence from Temporary Rural-Urban Migrants in China », *IZA Discussion Paper* N° 5446

² Shan, Jingjing (2012), *Zhongguo nongmingong shiminhua yanjiu* (The study on citizenization of chinese migrant workers), Shehui kexue xianchu chubanshe (Social Sciences Press)

Ceux-ci constituent un capital social essentiel pour la vie urbaine et le développement professionnel des migrants.

A cet égard, le parcours de Monsieur Xiang, 40 ans, originaire du Hunan, est typique (extrait de mon journal de terrain) :

Monsieur Xiang est parti travailler à 16-17 ans à Changsha. Un laoxiang l'avait recommandé pour être serveur dans un restaurant, pour 80 yuan par jour. Il a fait ce métier pendant un an, puis il a voulu changer et essayer autre chose. Un membre de sa famille lui a alors présenté une entreprise de crayons à Changsha, dans laquelle il travaille six mois, pour 120 yuan par jour. Ensuite, un ami (résident urbain) lui a permis de trouver un travail dans une entreprise de voiture de niveau départemental, dans laquelle il a travaillé pendant 3 ans. Il est ainsi passé de niveau d'ouvrier non qualifié à travailleur expérimenté, mais a été déçu par les injustices de salaire qui s'y trouvaient.

Après avoir tenté, sans grand succès, d'ouvrir un restaurant près de l'aéroport de Changsha, il décide de venir à Pékin. Un laoxiang lui présente une entreprise de production d'affiches publicitaires à Pingfang, dans laquelle il travaille trois ans, pour 70 yuan par jour.

S'étant fait de nombreux contacts dans sa profession, il est devenu baogong en 1999. Après un séjour d'un an au village en 2002, il est rappelé par un patron qu'il a connu professionnellement. En 2004-2005, il effectue un nouveau séjour d'un an au village, qui se termine de la même façon : un patron le contacte directement pour qu'il vienne travailler dans son entreprise.

Ce parcours illustre la manière dont les réseaux amicaux autres que de provenance (à Changsha), ainsi que les réseaux professionnels (à Pékin) gagnent en importance au fur et à mesure de l'intégration en ville. Les « *weak ties* » permettent en effet de multiplier les informations relatives au marché du travail et aux opportunités professionnelles. Ils permettent également une ascension hiérarchique et sociale importante (passage d'un statut d'employé à celui de *baogong*) grâce à une bonne connaissance d'un secteur professionnel particulier.

Les « *weak ties* » sont aussi importants dans l'auto-entreprise. D'une part, celle-ci nécessite des réseaux professionnels étendus dans un même secteur d'activité, qu'il s'agisse des clients, des fournisseurs des employés. Selon les patrons interrogés au cours de mon

enquête de terrain, l'étendue des réseaux sociaux noués au long du parcours professionnel est l'un des facteurs principaux de réussite d'une entreprise. D'autre part, les contacts noués avec les officiels sont essentiels pour obtenir une protection, sécuriser le commerce et acquérir des avantages en termes de taxe. Le patron Li explique ainsi :

« Le plus important, dans la réussite d'un commerce, ce sont trois choses : le comportement (weiren, 为人), la chance (yunqi, 运气) et les relations (jiaoji, 交际). (...) Mes relations avec le comité de village sont très bonnes. Je les invite souvent à manger, on va s'amuser ensemble. (...) On peut nous considérer comme des amis. Grâce à ça, j'ai obtenu qu'ils baissent le prix des taxes d'hygiène (weishengfei, 卫生费) de 3 000 yuan à 2 000 yuan. »

Si les liens de la terre et du sang restent prédominants, ils prennent cependant un sens différent en migration. Les relations, en effet, ne sont plus liées à la proximité de la vie commune dans un même village. Beaucoup plus qu'au village, la vie en migration nécessite donc un effort de gestion, de maîtrise du capital social, qui passe par des contacts fréquents mais aussi par des échanges de bons procédés : *« L'accès aux emplois s'organise autour de systèmes d'échanges, de dons, contre-dons, influences et informations (...) »*¹. Il s'agira, par exemple, de faire venir dans son entreprise le fils d'un *laoxiang*, en remerciement de son aide dans la recherche d'un emploi. Le réseau social doit donc être maîtrisé et alimenté afin de ménager le plus grand nombre possible d'opportunités, et la construction, le maintien, la fructification du réseau social apparaît donc comme un élément déterminant dans la mobilité sociale des *nongmingong*.

B - Mobilités, capital humain et capital spatial

Les parcours des *nongmingong* peuvent être qualifiés, suivant l'expression de Roulleau-Berger², de « multi-migratoires », c'est-à-dire qu'ils sont caractérisés par une très forte mobilité à la fois professionnelle et géographique. Cette mobilité, dont nous avons vu dans les précédents chapitres qu'elle était favorisée par la structure du marché du travail mais aussi par

¹ Roulleau-Berger Laurence (2007), « Les oubliés de la mondialisation à Shanghai et Pékin : captivités et résistances des migrants peu qualifiés sur les marchés du travail urbains », in Isabelle Berry-Chikhaoui et al., *Villes internationales*, La Découverte, p. 245-262.

² Op. Cit.

des contraintes institutionnelles, est spécifique des *nongmingong*, par opposition aux résidents ruraux et aux résidents urbains qui font état de carrières beaucoup plus stables.

Cette mobilité, qui fait des migrants de nouveaux « hobo urbains »¹, a souvent fait l'objet de commentaires négatifs, soulignant l'instabilité, l'insécurité et l'incapacité des migrants à s'adapter à leur lieu de vie. Néanmoins, elle leur permet également l'acquisition de nouvelles capacités et de nouvelles ressources : ainsi, selon l'auteur, « *ces carrières urbaines naissent d'opportunités économiques offertes par les mégapoles et des fortes capacités stratégiques des migrants qui s'en saisissent et voient leur répertoire de ressources s'élargir* »².

Nous chercherons ici à montrer quelles sont les ressources acquises par les migrants au cours de leur parcours et en quoi celles-ci sont mobilisées pour favoriser une stratégie de mobilité sociale ascendante.

1) Mobilité professionnelle, mobilité géographique et ascension sociale

Fortement liée aux stratégies individuelles, la mobilité professionnelle est l'un des principaux moyens permettant aux migrants ruraux d'obtenir une amélioration en termes de conditions de travail, de salaires et de statut social. Changer d'entreprise constitue ainsi un « coup stratégique » dont les migrants espèrent un résultat bénéfique sur leur parcours professionnel et social. La littérature existante sur la question³ tend donc à considérer la mobilité professionnelle comme une forme de capital humain qu'acquièrent les travailleurs au fur et à mesure de leur parcours.

Changer d'entreprise apparaît d'autant plus pertinent pour les migrants ruraux que la mobilité sociale au sein de l'entreprise est généralement très réduite. Les migrants, soumis à

¹ Op. Cit.

² Op. Cit.

³ Zhen Li et Zai Liang (2012), « Job Mobility of Rural Migrants in China's Urban Labor Market: the Case of the Pearl River Delta Region », in *The Emergence of a New Urban China: Insiders' perspectives*, édité par Zai Liang, Steven S. Messner, Cheng Cheng et Youqin Huang, Lanham, MD : Lexington Books ; Li, Qiang (1999), "Zhongguo dalu chengshi nongmingong de zhiye liudong" (Occupational Mobility of Rural Migrants in Mainland China), *Shehuixue yanjiu* (Sociological Studies), n°5, pp. 93-101 ; Liu, Linpin, and Chunni Zhang (2007, "Nongmingong gongzi: renli ziben, shehui ziben, qiye zhidu haishi shehui huanjing" (Human Capital, Social Capital, Enterprises Institution or Social Environment: Wage Determination Model of Migrant Workers in Pearl River Delta). *Shehuixue yanjiu* (Sociological Studies), n°6, pp. 114-137.

des rapports de pouvoir défavorables, sont souvent incapables de négocier avec leur patron des augmentations salariales ou des améliorations de leurs conditions de travail. En outre, ils sont confrontés au « blocage » de l'ascension sociale au sein des entreprises. Celles-ci, généralement de très petite taille, offrent peu de perspectives de progression, tant en termes de salaire que de statut.

Par ailleurs, dans les entreprises de plus grande taille, une séparation nette s'établit entre les emplois non qualifiés et les emplois demandant des compétences que les migrants ne possèdent pas. Cette exclusion de l'échelle professionnelle au sein d'une entreprise rend l'accumulation du capital humain spécifique à une entreprise particulière beaucoup moins pertinente. Au contraire, changer d'entreprise est une décision que les migrants peuvent contrôler ; c'est un moyen à la fois négatif d'exprimer leur insatisfaction en « votant avec leurs pieds », et positif d'obtenir une meilleure position professionnelle et sociale.

Les études menées sur le sujet¹ établissent un lien fort entre le changement d'emploi (comprenant le changement d'employeur pour un même type d'emploi) et la progression salariale. Zhen Li et Zai Liang montrent ainsi, dans leur étude sur les mobilités professionnelles dans le delta de la Rivière des Perles, que 72 % des migrants voient leur salaire augmenter après leur premier changement d'emploi. Si ce pourcentage tombe à 61 % pour les travailleurs qui ont été licenciés par leur entreprise, il reste cependant significativement élevé. Les auteurs montrent en outre que le salaire augmente aussi en moyenne lorsque la première transition professionnelle aboutit à une auto-entreprise, soulignant que « *le self-employment est un autre chemin pour l'avancement socio-économique des travailleurs migrants en Chine urbaine* »².

Ces résultats ont été confirmés au cours de mes entretiens. Ceux-ci ont en effet mis en évidence que les raisons pour lesquelles les migrants souhaitaient changer de travail étaient liées avant tout à la recherche d'un meilleur salaire et d'un emploi plus adapté (plus intéressant ou bénéficiant de meilleures conditions de travail).

¹ Voir Liu, Linping, Xiangdong Wan et Yonghong Zhang (2006), "Zhidu duanque yu laogong duanque-"mingong huang wenti yanjiu" (Shortage of Institution and Shortage of Labor-Study on the Shortage of Rural Migrants), *Zhongguo gongye jingji* (Chinese Industrial Economics), n°8, pp. 45-53.

² « *Self-employment is another path for socioeconomic advancement for migrant workers in urban china* », Op. Cit.

Madame Wang, 29 ans, raconte :

J'ai quitté mon village en 2000 pour la première fois pour aller travailler à Pékin. Je suis allée à Donghuang, dans une usine d'impression. L'encre tachait les mains et les vêtements, c'était impossible de les laver. J'ai fait ce travail pendant 4 ou 5 mois. J'étais payée 250 yuan par mois. J'étais contente, pour moi c'était beaucoup. Mais après, j'ai entendu des proches parler de leur salaire et je me suis rendu compte que 250 yuan ce n'était pas beaucoup comparé à d'autres entreprises. Avec plusieurs collègues, nous sommes partis travailler dans une usine de plastique qui n'était pas loin.

Par ailleurs, grâce à leurs réseaux sociaux, les migrants ne quittent généralement un emploi que lorsqu'ils ont eu connaissance, grâce à leur réseau social, d'un autre emploi présentant des éléments plus favorables. La forte instabilité du marché du travail implique une recherche d'emploi quasi-permanente, que permet l'activation des réseaux sociaux : informés des opportunités existantes, les migrants sont rarement pris au dépourvu lors d'un licenciement. Cela explique en partie le fait qu'un changement d'emploi forcé puisse être également synonyme de mobilité sociale ascendante.

Ce constat n'est cependant pas applicable à tous les migrants. Certaines catégories plus fragiles de la population sont ainsi confrontées à des mobilités descendantes. L'âge en est l'un des principaux facteurs, puisqu'il réduit les capacités physiques des individus et diminue leur utilité professionnelle. L'exemple de Monsieur Zhang, 48 ans, originaire de l'Anhui, le montre bien (extrait de mon journal de terrain) :

Monsieur Zhang est ensuite revenu à Pékin sur les conseils d'un laoxiang, cadre de son village et ami d'un patron dans une entreprise agricole à Picun. Il y a travaillé pendant six mois, pour 40 yuan par jour (soit beaucoup moins que ce qu'il était payé dans ses précédents emplois dans le secteur de la construction). Trouvant le salaire trop bas, il a démissionné, mais a eu du mal à retrouver du travail. Il a fait beaucoup de petits boulots instables et mal payés. En effet, son âge ne lui permet pas de trouver des emplois nécessitant une grande force physique. Il a donc le choix entre des emplois moins bien payés ou des emplois précaires. Finalement, au bout de quelques mois, il est revenu à l'entreprise agricole, qui, au vu de son expérience passée, a augmenté le salaire à 70 yuan par jour, logement et nourriture compris.

En outre, la recherche constante de meilleures opportunités peut conduire à une forme de « dilettantisme » professionnel qui nuit à l'ascension sociale. Cette attitude, généralement

Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 2013 | 44

constatée chez les jeunes, a été ainsi décrite par la chercheuse Shan Jingjing lors d'un entretien informel que j'ai eu avec elle :

“Parfois, les opportunités présentées par des proches présentent aux migrants l'illusion d'un meilleur travail ou d'un meilleur salaire. En réalité, ce n'est pas souvent le cas. Notre femme de ménage (ayi, 阿姨) est partie deux fois, à Shanghai et à Canton, ayant cru trouver un travail très bien payé dans une entreprise là-bas. Mais ce n'était pas exactement le cas ; le salaire n'était pas aussi mirobolant que celui que lui avaient fait miroiter ses connaissances sur place et les conditions de travail étaient difficiles. A chaque fois, elle est revenue chez nous au bout de quelques mois. »

Zhou Daming, étudiant les différences entre les générations de migrants, montre que ce dilettantisme est perçu par l'ancienne génération de migrants, au sujet des plus jeunes. Voici les discours que rapporte l'auteur : *« Bien qu'ils (les jeunes migrants) partagent (avec les plus vieux) le même but de gagner de l'argent, ils n'ont pas une attitude diligente. Ils aspirent à « gagner un maximum en travaillant un minimum ». Pour eux, démissionner d'un travail pour en trouver un autre est une source de fierté plutôt que d'angoisse. Ils ne pensent pas que ce soit honteux de perdre leur travail, parce que c'est leur propre décision de le quitter et qu'ils doivent en être fiers. Ils pensent que le simple fait de changer de travail peut améliorer leur vie, donc ils changent très souvent pour trouver des emplois qui leur conviennent mieux, et à travers ce « job switching » ils sont capables d'améliorer leur vie sociale et économique.”¹*

Le changement d'emploi répond donc à une stratégie d'amélioration des conditions de travail et de salaire. Combiné à la mobilisation des réseaux sociaux ainsi qu'à l'accumulation de capital humain et économique, il favorise l'ascension sociale des travailleurs migrants. Cependant, la mobilité professionnelle donne parfois aux migrants l'espoir ou l'illusion d'une ascension sociale, sans que celle-ci puisse être réalisée.

¹« On the other hand, the young nongmingong workers are different. Although they share the same purpose of making money, they have no the diligent attitude. They tend to “make the most money by doing the least thing.” In their opinion to quit a job and get a better one is prideful rather than dreadful. They do not think it is a disgraceful of losing job, because it is their own decision to quit and therefore they would be proud of that. They think that only by changing jobs can they improve themselves, thus, they shift jobs frequently for more suitable position, and though this type of job switching they are able to mobilize up in their social and economic life. », Zhou Daming (2010), “Group Differences Among Nongmingong: A Follow-up Ethnographic Case Study”, *International Journal of Business Anthropology*, Vol. 1(1)

2) Capital humain : formation initiale et acquisitions

Selon l'économiste américain Gary Becker qui l'a théorisé dès 1964, le capital humain est « *l'ensemble des capacités productives qu'un individu acquiert par accumulation de connaissances générales ou spécifiques, de savoir-faire, etc.* »¹. Or la mobilité professionnelle est étroitement liée à l'acquisition d'un capital humain et notamment technique, qui favorise l'ascension sociale des migrants ruraux.

C'est d'une part ce capital humain qui rend les mobilités professionnelles efficaces et permet une progression en termes de salaire et de conditions de travail. D'autre part, la mobilité professionnelle permet l'apprentissage de capacités variées qui pourront être utiles au cours du parcours migratoire.

Par ailleurs, comme le soulignent Wang Fenyu et Zhao Yandong, le capital humain pré-migratoire (à la fois scolaire, culturel et technique) s'avère insuffisant en situation migratoire. Dans un nouveau contexte professionnel et social, il doit subir des « transformations » au travers d'un processus d'apprentissage et d'adaptation². Les auteurs montrent également que l'apprentissage technique et d'adaptation à la vie en entreprise jouent un rôle au moins aussi important dans les mobilités socio-professionnelles que la formation scolaire initiale.

C'est ce que confirme Monsieur Li, 33 ans, originaire du Hebei :

Après avoir été diplômé de l'université, Monsieur Li est parti travailler dans un commerce de voitures. Il a été envoyé dans beaucoup d'endroits différents par son entreprise (Mongolie intérieure, Chongqing, Shanghai...). Il explique qu'il n'a pas étudié à l'université parce qu'il jugeait que cela n'en valait pas la peine : en Chine, pour trouver du travail, les capacités (nengli, 能力), comptent plus que le parcours scolaire (xueli, 学历). Au début, il a gagné 3 000 yuan par mois, puis avec le temps jusqu'à 8 000 yuan par mois environ. Il explique : « A Pékin, le salaire est pas mal (...) Si tu es intelligent et que tu sais travailler, il n'y a pas de problème ».

¹ G. S. Becker (1964), *Human Capital, A Theoretical and Empirical Analysis*, Columbia University Press, New York

² Wang Fenyu et Zhao Yandong, "Liudong mingong de jingji diwei huode ji jue ding yinsu" (Attainment and determining factors of economic status of migrant workers), in Li Peilin, *Rural Migrant Workers*, pp. 134–48.

L'apprentissage est tout d'abord technique. Sans formation, les ouvriers débutants doivent se contenter de regarder faire les plus expérimentés afin d'apprendre le métier. Ainsi, Monsieur Li, 28 ans, raconte :

« Au début, je ne savais rien faire, c'était la première fois que je travaillais dans une entreprise de construction. Je regardais les autres ouvriers du coin de l'œil pour regarder comment ils faisaient, mais je n'osais pas demander. Puis, peu à peu, j'ai appris comment utiliser les instruments. Au cours des différents chantiers, j'ai appris de nombreuses techniques. »

Les compétences techniques sont essentielles pour trouver un travail mieux rémunéré, mais aussi pour devenir auto-entrepreneur. Madame Xiao explique par exemple les raisons de l'échec de l'entreprise de son mari (extrait de mon journal de terrain) :

Son mari a travaillé au Heilongjiang comme menuisier pendant quelques années, avant de décider de fonder sa propre affaire. Mais elle n'a pas fonctionné : au bout d'un an, il avait perdu tout l'argent qu'il avait investi dans l'entreprise. Il n'avait pas assez d'expérience et avait acheté du bois de mauvaise qualité. Ensuite, il est venu à Pékin pour travailler à nouveau dans des entreprises de bois, tandis que sa femme restait au Heilongjiang, où elle a eu un enfant. Puis, quand le couple a réuni à nouveau assez d'argent, il a ouvert un petit commerce de téléphones portables à Picun. Cette fois, le commerce a très bien marché.

Dans cet apprentissage, la mobilité professionnelle joue un grand rôle, en tant qu'elle permet aux migrants de diversifier leurs capacités techniques. Monsieur Yue, originaire de Harbin et patron d'un petit restaurant dans la rue principale de Picun, raconte (extrait de mon journal de terrain) :

En 1998, à 16 ans, après avoir été diplômé du collège, Monsieur Yue est allé dans le restaurant de son oncle à Harbin pour y effectuer de multiples tâches ne demandant aucune qualification (daza, 打杂). Il y est resté un an. Puis il a estimé qu'il avait gagné assez d'expérience dans ce restaurant et il a décidé de changer de métier. Il est allé travailler dans un restaurant de grillades, où il a pu apprendre la technique pendant un an. Ayant maîtrisé ce savoir-faire, il a décidé de changer pour apprendre de nouvelles techniques. Il est donc allé dans un restaurant à Pékin, où il a commencé par travailler dans le transport des produits, avant de pouvoir apprendre à la cuisine. Il y est également resté un an.

Il a ensuite voulu essayer de travailler en entreprise et est allé dans une usine d'électronique dans le Guangdong. Le salaire était bien supérieur, environ 1000 yuan par mois contre 350 dans le restaurant. Mais l'expérience ne lui a pas plu et il est rentré travailler au Heilongjiang. Il a ensuite travaillé dans un centre de détente à Harbin, où il a tout d'abord été serveur, pour 700 yuan par mois, avant de devenir masseur débutant, puis qualifié. Son salaire allait alors jusqu'à 3000 yuan par mois. Il est resté dans ce centre pendant 7 ans.

Ayant amassé de nombreuses connaissances techniques, un aperçu général du fonctionnement d'un restaurant ainsi qu'un capital économique, il a décidé d'ouvrir un restaurant à Pékin. Avant l'ouverture du restaurant, il a passé deux semaines dans l'Anhui pour étudier des recettes particulières avec un maître local. Puis, il a choisi Picun pour ses loyers relativement modérés et sa population très nombreuse.

Cet exemple montre que la montée en compétence permet progressivement de trouver des emplois plus intéressants professionnellement et mieux rémunérés. Il montre également que les ressources acquises au cours du parcours migratoire ne sont pas uniquement techniques mais qu'il s'agit également de capacités de gestion, de compréhension du marché, de résolution de problèmes. Ces notions deviennent fondamentales lorsqu'il s'agit de monter un commerce ou un restaurant.

Par ailleurs, ce parcours montre que la dimension spatiale de la mobilité joue également un rôle important. En effet, des expériences dans plusieurs villes et régions de Chine sont autant d'apprentissages différents qui permettront aux migrants d'avoir une meilleure connaissance des opportunités et de mieux les exploiter. La connaissance du marché de l'emploi dans plusieurs lieux donne ainsi aux migrants des perspectives plus variées dans leur recherche de travail ou dans leur tentative d'ouvrir leur propre affaire. Elles permettent, enfin, d'étendre géographiquement leur réseau social et d'avoir des contacts dans des lieux variés.

Cette connotation positive de la mobilité géographique s'apparente à ce que J. Lévy et M. Lussault (2003)¹ ont défini comme le « capital spatial », à savoir un ensemble de ressources accumulées par un acteur, lui permettant de tirer avantage, en fonction de sa stratégie, de la dimension spatiale de la société. La migration construit donc de nouvelles

¹ Jacques Lévy et Michel Lussault, Dir (2013), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin
Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 2013/48

« compétences de mobilité et de savoir-circuler », selon l'expression d'Alain Tarrus¹, permettant aux acteurs de maîtriser et de diversifier leurs parcours professionnels dans l'espace. La gestion de l'espace a un rôle essentiel dans la gestion des relations sociales et professionnelles et constitue un véritable « capital de mobilité » (ou « motilité », pour reprendre le concept forgé par John Urry²) dont les migrants sont inégalement dotés et qu'ils peuvent faire progresser.

C - Être son propre employeur : entre précarité et ascension sociale

Sur la population migrante de Picun, 70 % sont des travailleurs salariés (dont les *linshigong*), 17 % environ sont de petits patrons et les autres « s'auto-emploient » dans les secteurs de la vente ambulante ou dans des petits commerces et restaurants. Cette partie sera donc consacrée à l'entrepreneuriat sous toutes ses formes et au rôle qu'il joue dans les mobilités sociales.

Le tissu socio-professionnel que j'ai eu l'occasion d'étudier à Picun est donc extrêmement complexe et ne permet pas de dégager clairement plusieurs catégories socio-professionnelles. Au contraire, il s'agit plutôt d'un continuum entre le monde de la petite production et du petit commerce urbain, le travail salarié et l'entrepreneuriat. Ce continuum s'établit non seulement en termes de revenus mais aussi de hiérarchie sociale et les nombreux allers-retours effectués par les migrants entre les différents types d'emplois contribuent à brouiller le paysage de l'entrepreneuriat à Picun.

J'essaierai néanmoins d'en dégager les grandes lignes en distinguant les patrons d'entreprise, les propriétaires de petits commerces et enfin le *self-employment* et les « cultures de la précarité »³ qui constituent le bas de l'échelle sociale dans l'entrepreneuriat. J'essaierai en outre d'expliquer les facteurs qui expliquent la plus ou moins grande mobilité sociale dans les parcours des acteurs.

¹ Alain Tarrus (2000), *Les nouveaux cosmopolitismes. Mobilités, identités, territoires*, Éditions de l'Aube

² John Urry (2000), *Sociology Beyond Societies : Mobilities for the Twenty-First Century*, London, Routledge

³ Roulleau-Berger Laurence (2010), « Migrant(e)s dans les villes chinoises, de l'épreuve à la résistance », *Multitudes*, n° 43, p. 94-103.

1) Créer une entreprise

J'ai eu l'occasion d'interroger, de manière plus ou moins approfondie, sept chefs d'entreprise. Comme je l'ai souligné dans mon introduction, les conditions d'entretien étaient relativement difficiles : les patrons répondaient souvent par des monosyllabes, refusant de s'engager dans une véritable discussion. Plusieurs ont refusé de s'entretenir avec moi. A cela, plusieurs raisons. Premièrement, leur statut les expose à plus de risques que les migrants. Dirigeant des entreprises informelles, ne signant pas de contrat avec leurs travailleurs, contrevenant régulièrement aux réglementations du travail nationales et municipales, ils avaient lieu de craindre des entretiens. Pour cette raison, je devais me montrer d'autant plus critique envers leur discours qu'il n'était peut-être pas entièrement véridique.

Par ailleurs, il m'a semblé que leur attitude réservée, beaucoup moins curieuse et ouverte que les ouvriers et les petits commerçants, tendaient à témoigner d'un « statut social » supérieur. « *Quand une personne se présente aux autres, elle projette, en partie sciemment et en partie involontairement, une définition de la situation dont l'idée qu'elle se fait d'elle-même constitue un élément important* »¹, explique Goffman. En effet, les patrons avaient, semble-t-il, intériorisé leur position supérieure dans la hiérarchie économique et sociale du village.

Cette position supérieure s'illustre tout d'abord par le lieu de vie : tandis que les patrons continuent de travailler à Picun, nombre d'entre eux choisissent par contre d'habiter plus près du centre-ville de Pékin, dans un milieu aux meilleures conditions de vie et de logement. Leur réussite s'illustre également par l'achat d'un appartement en ville ou en banlieue de Pékin. Elle est aussi rendue visible par l'achat d'une voiture de qualité qui permet aux patrons de se rendre de leur lieu de travail à leur lieu de vie sans devoir utiliser les transports en commun.

Du fait de sa réussite sociale, la figure du patron est donc généralement considérée comme un exemple de mobilité sociale. Cette figure exemplaire explique que la création d'entreprise constitue pour beaucoup de migrants l'aboutissement d'une stratégie de mobilité professionnelle.

Néanmoins, la création d'entreprise n'est pas à la portée de tous les migrants. Seule une minorité d'entre eux parvient à devenir chef d'entreprise. Les parcours biographiques variés tirés de mes entretiens permettent d'esquisser un profil général et d'analyser les facteurs qui

¹ Ervin Goffman (1973), *La mise en scène de la vie quotidienne*, Minuit, p. 229

favorisent ou non la création d'entreprise et la réussite entrepreneuriale des migrants ruraux (voir les deux parcours résumés ci-dessous).

Si les trajectoires individuelles présentent toujours des caractéristiques uniques, les deux parcours exposés ci-dessous s'avèrent cependant, par de nombreux points, typiques d'une certaine « stratégie collective » et possèdent de nombreux points communs avec l'ensemble des entretiens que j'ai pu avoir avec les chefs d'entreprise de Picun.

Ces entretiens ont tout d'abord mis en évidence que ceux-ci ne se distinguent pas des autres migrants ruraux par leur provenance. Ils sont en moyenne originaires des mêmes provinces et du même milieu rural que l'ensemble des migrants de Picun. En revanche, ils se distinguent en général par la précocité de leur première migration. La plupart sont en effet partis de leur village très jeunes pour travailler comme *dagong*. Ce facteur de l'âge peut expliquer une assimilation plus facile des compétences techniques ainsi que des facultés de gestion et de compréhension du marché : autant de « capital humain » essentiel à la fondation d'une entreprise. En outre, la migration à un jeune âge permet la formation relativement plus facile d'un capital économique : en effet, les jeunes migrants n'ont pas de famille à entretenir et peuvent économiser une grande partie de leur salaire afin d'investir dans une entreprise. Or, d'après les entretiens avec des chefs d'entreprise à Picun, le capital de départ pour fonder une entreprise s'élève en moyenne à entre 100 000 et 200 000 yuan.

S'il semble que les patrons d'entreprise n'ont pas nécessairement un bagage scolaire plus élevé que les autres migrants, ils se situent généralement dans la tranche supérieure (diplômés du collège ou du lycée). Aucun des chefs d'entreprise interrogés n'était diplômé de l'école primaire tandis que beaucoup de travailleurs migrants le sont. De ce constat, on peut tirer la conclusion suivante : si le niveau d'étude n'est pas suffisant pour expliquer la réussite entrepreneuriale des migrants, un certain bagage scolaire semble cependant favoriser la création d'entreprise.

Deux parcours représentatifs de création d'entreprise, tirés de mes entretiens :

Monsieur Fang, 49 ans, est originaire du Shandong. Diplômé du collège, il est arrivé à Pékin en 1991, seul, à l'âge de 19 ans. Pendant 10 ans, il a travaillé comme dagong et a changé d'emploi à de nombreuses reprises. Soit il jugeait que le travail n'était pas adapté, ou pas conforme à ses goûts, soit les conditions de travail et de salaire ne lui plaisaient pas. Après avoir essayé plusieurs domaines différents, il a aimé le secteur de la manufacture de vêtements et y acquis une bonne expérience.

Puis, fort de cette expérience, il a décidé de lancer sa propre affaire. Il a tout d'abord employé quelques personnes, puis quelques dizaines, puis enfin quelques centaines. L'année dernière, il a vendu son entreprise à une plus grande entreprise, ce qui lui a permis d'en tirer un bénéfice très important. Il n'habite plus à Picun, jugeant que les conditions de vie y sont trop mauvaises. Il a donc déménagé à Dongba. Il a maintenant une famille et un fils de 13 ans. Il a une voiture, a acheté une maison en loufang dans sa ville natale et envisage d'en acheter une à Zhuozhou (près de Pékin).

Monsieur Li, 30 ans, est originaire du Hebei. Diplômé du collège, il est parti de chez lui à l'âge de 20 ans, pour travailler à Pékin comme menuisier dans une entreprise produisant des meubles pour les expositions (展会木工). L'entreprise était tenue par un laoxiang et il pouvait gagner 300 yuan par jour. Au bout d'un an, il est parti travailler à Suzhou pendant un an pour travailler dans une entreprise hydraulique présentée par un ami. Il s'agissait d'un travail saisonnier et il est donc revenu, quelques mois plus tard, dans sa première entreprise, à nouveau pour un an.

Puis, avec un ami laoxiang, il a commencé à monter une entreprise de meubles. Chacun a investi 60 000 yuan dans l'entreprise. Ainsi, ils n'ont pas eu besoin d'emprunter. Monsieur Li était fort de son expérience en tant que menuisier et son ami avait également une expérience dans le secteur. Son ami connaissait surtout mieux que lui les réseaux du travail du bois (clients, fournisseurs, travailleurs). Le commerce a bien marché et au bout d'un an, l'investissement a été remboursé. Tous deux ont tenu cette entreprise pendant 4 ans. La meilleure année, ils ont gagné 30 000 yuan par personne. Puis, les machines utilisées ont vieilli, faute d'investissement, et ils ont fermé l'entreprise.

En 2009, Monsieur Li a reçu un coup de fil d'un autre ami laoxiang, lui expliquant les opportunités qui existaient en termes de création d'entreprises à Picun. Il décide donc d'y créer une usine de fabrication de meubles. Celle-ci emploie maintenant 5 travailleurs réguliers, un baogong et une vingtaine de linshigong. Monsieur Li peut gagner 200 000 yuan par an. Il a déménagé et habite plus près du centre ville de Pékin, mais il vient tous les jours à Picun. En revanche, en attendant que le commerce soit bien stable, il n'a pas fait venir sa femme et ses deux enfants à Pékin.

Il apparaît en outre de la somme de ces parcours individuels que les patrons d'entreprises de Picun semblent avoir eu un parcours professionnel plus exclusivement urbain que la plupart des migrants. Tandis que les *nongmingong* sont généralement caractérisés par leurs trajectoires circulaires entre la ville et la campagne, les patrons d'entreprise semblent avoir effectué des parcours plus continus.

Néanmoins, ce facteur doit être relativisé dans la mesure où il ne prend en compte que les migrants ayant créé une entreprise à Pékin et non ceux qui sont rentrés monter leur affaire au pays. Par ailleurs, étant donné la compétition croissante dans les zones périurbaines de Pékin et le développement économique des campagnes, plusieurs chefs d'entreprise m'ont fait part de leurs réflexions sur une éventuelle réimplantation dans leur pays natal. Celle-ci est d'autant plus avantageuse qu'elle bénéficie de nombreux encouragements de la part des provinces, par exemple en termes de taxes et de droits fonciers¹.

Ils ont également, dans leur majorité, bénéficié d'une mobilité professionnelle et géographique qui leur a permis d'accumuler les expériences et les compétences, notamment dans le domaine spécifique de leur secteur d'activité. Cependant, si les chefs d'entreprise interrogés ont tous une expérience de travail salarié, ils se distinguent par une durée moyenne de travail relativement courte (entre 5 et 10 ans). Cette durée relativement courte du travail salarié peut s'expliquer par la permanence d'un projet entrepreneurial qui a motivé le parcours migratoire et professionnel des chefs d'entreprise.

Enfin, les chefs d'entreprise bénéficient généralement de réseaux familiaux et provinciaux importants, souvent situés dans le même secteur d'activité que celui où ils ont créé leur entreprise. Ces « *strong ties* » leur permettent d'une part d'emprunter une moitié du capital de départ, tandis que l'autre moitié est fréquemment issue de leurs propres économies. Par ailleurs, ces « *strong ties* » dans un secteur d'activité proche permettent un meilleur accès au marché et une meilleure compréhension de ses enjeux. Enfin, le soutien de la famille et d'amis *laoxiang* permet de minimiser le risque en cas d'échec. Cela explique leur importance d'une part dans la décision d'ouvrir une entreprise et d'autre part dans la réussite de celle-ci.

¹ Voir à ce sujet Xu Chong (2008), « Waisheng guli nongmingong fanxiang chuanye de zhengce he zuofa » (Les politiques et pratiques des provinces pour encourager la création d'entreprise des *nongmingong* qui rentrent au village), *Nouveau Chongqing*, n°7

La création d'entreprise est cependant risquée et parsemée d'échecs. Monsieur Zhou, 44 ans, patron d'une entreprise de construction de meubles, fait ainsi état des difficultés rencontrées par son entreprise (extrait de mon journal de terrain) :

Monsieur Zhou a gagné 500 000 yuan par an dans les premières années de son entreprise. Cependant, l'année dernière, il a perdu 100 000 yuan. Il explique que le commerce s'est fortement ressenti de la crise économique. En outre, il trouve le loyer des bâtiments très cher ; sans compter les taxes prélevées par le Comité de village qui augmentent. Il aimerait rester à Picun, mais n'est pas sûr de l'avenir.

Monsieur Chen¹, ancien travailleur migrant ayant choisi de devenir entrepreneur dans son village natal, a fait l'expérience d'un échec important (extrait de mon journal de terrain) :

Ayant gagné et économisé une importante somme d'argent, Monsieur Chen est rentré dans son village natal et a ouvert un magasin de produits quotidiens. Il est aussi devenu le secrétaire du parti communiste de son village. Son commerce était prospère et il y a acquis une certaine réputation. (...)

Après de nombreuses années, Monsieur Chen a choisi d'investir dans un petit puits de pétrole. Il a utilisé toutes ses économies (1 000 000 de yuan) et a emprunté l'autre moitié de l'investissement à la banque ainsi qu'à des proches. Comme il était cadre de village et qu'il avait eu un parcours d'ascension sociale réussite, il n'a eu aucun mal à convaincre ses amis et la banque de lui prêter de l'argent. Cependant, son puits de pétrole était trop petit pour respecter les normes de production. Très rapidement après son ouverture, il a été saisi par les autorités et a dû fermer. Les investissements n'étaient largement pas rentabilisés et il restait encore 1 000 000 de yuan de prêts à rembourser. Après cet échec, et afin de rembourser ses dettes, Monsieur Chen est venu à nouveau à Pékin pour travailler comme menuisier.

Le patron d'une entreprise de menuiserie, d'une cinquantaine d'années, avec qui je n'ai pas eu l'occasion de mener un entretien suivi, m'a expliqué les qualités d'un bon chef d'entreprise (extrait de mon journal de terrain) :

Selon lui, monter sa propre entreprise est très risquée : il faut tout d'abord avoir beaucoup de courage et beaucoup de chance. Il insiste sur la chance, qui peut assurer le succès, ou au contraire la ruine de l'entreprise. Cependant, face aux aléas du commerce, la

¹ Voir le récit en annexe

principale qualité du chef d'entreprise est d'être réactif. Ainsi, s'il se rend compte que la production de meubles ne marche plus à cause d'une concurrence accrue, il devra trouver d'autres domaines (hangye, 行业). La réactivité, la pro-activité sont fondamentales et le chef d'entreprise doit sans cesse être sur ses gardes.

Ce dernier exemple montre que la création d'entreprise, en cas d'échec, peut également s'accompagner d'une mobilité sociale descendante. Celle-ci est d'autant plus probable que de nombreuses entreprises créées par les migrants ruraux présentent des risques majeurs : informalité voire illégalité, manque de soutien institutionnel (dont témoigne le risque permanent de destruction des lieux de production), petite taille. En revanche, les entrepreneurs font preuve d'une flexibilité, d'un potentiel d'adaptation et d'un courage face à la prise de risque qui leur offrent, en cas de succès, des gains considérables.

2) Petit entrepreneuriat et mobilité sociale

En comparaison, le petit entrepreneuriat, que ce soit l'ouverture d'un petit restaurant, ou bien d'un petit commerce ambulant, met en évidence des parcours plus aléatoires, au sein desquels les trajectoires circulatoires entre la ville et la campagne, ainsi que les allers-retours entre le travail salarié et le « *self-employment* », sont fréquents.

Les motivations du « *self-employment* » et du petit entrepreneuriat font également la part belle à une stratégie de mobilité sociale ascendante. Il s'agit tout d'abord d'accroître son salaire et d'améliorer ses conditions de travail. Monsieur Zhang, 48 ans, originaire de l'Anhui, explique ainsi :

« J'ai choisi de faire de la récupération d'objets usagés à Wenzhou. C'est un travail plus libre que la construction, on n'est pas tenu à des horaires. Et ça gagne souvent mieux, environ 100 ou plus par jour, en tous cas au moins 60 par jour. »



Récupération d'objets usagés à Picun

De plus, la volonté d'échapper aux rapports de domination en entreprise joue un rôle essentiel dans la décision de devenir son propre patron. L'importance de cette motivation prouve, une fois de plus, le sentiment d'étouffement et d'exploitation que provoquent chez les travailleurs salariés le déséquilibre des relations de pouvoir au travail. Monsieur Zhao, 31 ans, originaire du Hebei, énonce ses motivations pour devenir son propre employeur :

«J'ai choisi d'ouvrir mon propre commerce (il s'agit d'un commerce d'objets de bricolage, sur la grande route longeant Picun) parce que je pensais que ça pourrait me rapporter plus qu'être dagong. Mais surtout, je trouve que c'est beaucoup plus agréable de travailler pour soi que pour un patron. On n'a de compte à rendre à personne, on n'est pas soumis aux remontrances des contremaîtres, on ne risque pas de se faire confisquer son salaire. »

Le petit entrepreneuriat se caractérise par un investissement initial modéré, accessible aux migrants ruraux par l'économie ou par l'emprunt à des amis. Tandis que l'ouverture d'une entreprise nécessite quelques centaines de milliers de yuan, l'ouverture d'une petite boutique

ou d'un petit restaurant ne nécessite que quelques dizaines de milliers de yuan et le petit commerce de rue ne demande que quelques milliers de yuan d'investissement.

Cet investissement est généralement patiemment économisé pendant plusieurs années. Ainsi, Monsieur Li, 33 ans, originaire du Hebei, explique (extrait de mon journal de terrain) :

Monsieur Li a choisi d'habiter chez un ami à Picun afin d'économiser le loyer. Il travaille à 20 minutes de Picun en bus. Il gagne 8 000 yuan par mois, dont la grande majorité est mise de côté pour commencer son propre commerce dans quelques années. Il estime qu'il lui faudra quelques dizaines de milliers de yuan.

Pour certains, l'investissement est minime. Ainsi, le patron d'un petit magasin de vêtements, âgé d'une quarantaine d'années et originaire du Heilongjiang, m'explique (extrait de mon journal d'entretien) :

Il m'explique qu'il a travaillé comme dagongren pendant plusieurs années au Heilongjiang. Il insiste sur le fait qu'il n'avait pas économisé particulièrement pour ouvrir son commerce : en effet, il a tout emprunté à des amis. Par ailleurs, l'investissement a été très faible, puisqu'il se fournit chez un ami qui produit des vêtements : le coût du stock est donc très peu élevé. La plus grosse dépense est le loyer. Il ajoute qu'aucun document légal n'est nécessaire pour ouvrir un petit commerce à Picun ; il suffit de louer un local au propriétaire.

Les parcours professionnels de migrants montrent que le petit entrepreneuriat peut s'avérer un moyen d'ascension sociale. Du commerce de rue, « à la sauvette », à l'ouverture d'une boutique, l'ascension sociale est flagrante. Dans ces parcours, l'acquisition, au fur et à mesure, d'un capital économique permettant d'agrandir le commerce est essentiel. Par exemple, Madame Xia, âgée de 45 ans, a tout d'abord commencé par un petit commerce de rue : elle a vendu des fruits dans une petite voiturette pendant 7 ans, puis a économisé assez pour ouvrir, il y a 8 ans, un petit local où elle continue à vendre des fruits. Son revenu a augmenté jusqu'à atteindre 100 000 yuan par an les bonnes années.

Néanmoins, le risque propre à l'entrepreneuriat explique que celui-ci puisse également provoquer des trajectoires sociales descendantes. Le parcours de Monsieur Wang est typique de ce cas par la série d'échecs qu'il a dû affronter au cours de ses tentatives d'entrepreneuriat¹.

¹ Voir le récit en annexe

Au sein de ce continuum, le travail salarié joue un rôle complexe. Suivant les opportunités professionnelles, un aller-retour s'effectue entre le travail salarié et l'entrepreneuriat. L'emploi salarié se distingue par des conditions de travail particulièrement difficiles et fatigantes, qui rebutent de nombreux migrants, notamment parmi la jeune génération. Néanmoins, face aux incertitudes du *self-employment*, le travail salarié est synonyme de plus grande stabilité et de revenus souvent plus élevés. Ces éléments expliquent que les événements personnels aient également une importance déterminante dans les décisions de revenir au travail salarié ou de le quitter pour l'entrepreneuriat.

Madame Deng, âgée d'une trentaine d'années, originaire de l'Anhui et propriétaire d'un commerce de pantalons à Picun, raconte ainsi (extrait de mon journal de terrain) :

Madame Deng n'est pas allée au collège, elle est partie très tôt travailler à Shanghai, suivant sa sœur. Toutes deux vendaient du doufu dans une rue de Shanghai. Au début, le petit commerce était prospère, mais peu à peu, la rue s'est emplie de vendeurs de doufu et d'autres snacks. La concurrence était telle que les deux sœurs ont dû arrêter ; l'aînée est partie travailler en entreprise, tandis que Madame Deng est rentrée au village. Ensuite, elle est également partie travailler en entreprise ; puis elle a ouvert un petit commerce de pantalons à louzizhuang (juste à côté de Picun). C'est là qu'elle a rencontré son mari. Elle est venue ouvrir son commerce à Picun l'année dernière, mais elle trouve cela très difficile. D'une part, la concurrence est rude : beaucoup de commerces de vêtements existent déjà dans le village. D'autre part, le pouvoir d'achat des habitants de Picun est très bas et ils ne peuvent pas acheter beaucoup de vêtements. Enfin, le loyer est extrêmement élevé : « tout ce qu'on gagne passe dans le loyer », dit-elle. Elle ajoute : « c'est encore mieux de travailler comme dagong. Il y a moins de pression et on est sûr de gagner de l'argent. Là, nous avons toujours peur de ne pas nous en tirer. »

La maladie d'un proche, l'échec d'un commerce ou d'une petite entreprise, les frais de scolarité élevés des enfants, mais également les opportunités qui se présentent, sont donc autant de facteurs qui favorisent des trajectoires « brisées » ou « circulaires » entre village et métropole et entre travail salarié et entrepreneuriat.

3) Des cultures de la précarité

Dans ces parcours brisés, le *self-employment* peut être également un choix par défaut, provoqué par le manque d'opportunités professionnelles. Dans ce cas, la décision d'être « son propre employeur » n'est pas l'aboutissement d'une stratégie de mobilité sociale, mais il peut s'agir d'une décision provisoire, correspondant à une stratégie de survie dans le monde urbain. La vente « à la sauvette » de fruits ou de snacks, ou le ramassage d'ordures, appartiennent à ce monde de la petite production ou du petit commerce urbain, qui forment une « *culture de la précarité* » selon l'expression de Roulleau-Berger.



Vendeur ambulant de « xiaochi » (snacks)

Caractérisés par leur bas revenu, leur nature informelle voire illégale, ces emplois sont particulièrement risqués et instables. Les scènes de panique lors de l'arrivée des autorités dans un lieu où sont regroupés de nombreux vendeurs « à la sauvette » ne sont pas rares : on voit alors toutes les voiturettes partir rapidement pour échapper à l'amende. Nombreux sont ceux, en effet, qui choisissent de ne pas se plier aux taxes imposées par les autorités envers les petits

vendeurs des rues. En revanche, la sanction en cas de non-paiement de la taxe peut être très importante et représenter une lourde charge dans le budget de la famille.

Ces « *cultures de la précarité* » concernent généralement des populations vulnérables et fragilisées, « rejetées » du marché de l'emploi urbain. Ainsi, Monsieur Chen, ayant perdu son pouce lors d'un accident du travail, n'a pas d'autre choix que de s'auto-employer : il fonde un petit commerce de marrons chauds dans la rue principale de Picun. Les personnes âgées sont également particulièrement touchées : étant exclues du marché de l'emploi à cause de leur forces physiques déclinantes, elles sont reléguées dans des métiers mal payés et instables. Dans ce cas, le *self-employment* apparaît comme un mode de survie dans un milieu urbain hostile.

Enfin, le *self-employment* concerne également beaucoup de femmes. Étant donné leur force physique relativement plus faible et leurs obligations familiales, de nombreuses femmes se tournent vers le petit entrepreneuriat tandis que leurs maris travaillent en entreprise. Madame Xiao, propriétaire d'un petit magasin de fruits, explique :

J'ai d'abord essayé de travailler en entreprise. Mais ça ne me correspondait pas (bugou shihe, 不够适合), ce n'était pas utile (meiyouyong, 没有用), donc j'ai commencé à vendre des fruits pour gagner un peu d'argent pendant que mon mari continuait à travailler en entreprise.

Malgré la persistance d'inégalités genrées en termes de mobilités professionnelles et sociales (Cao et Hu, 2007), de nombreuses femmes trouvent ainsi dans le petit entrepreneuriat des opportunités professionnelles intéressantes. Le petit commerce est cependant lié à une stratégie bien plus familiale qu'individuelle : en ce sens, l'emploi des femmes dans l'entrepreneuriat (qu'elles soient seules ou qu'elles s'associent avec leur mari ou des membres de la famille) traduit plutôt une stratégie collective d'investissement des revenus et de diversification de l'activité professionnelle, plutôt qu'une tentative individuelle de mobilité sociale.

Cette stratégie familiale implique parfois des migrations différées au sein du couple. Si l'homme part le plus fréquemment en premier, rejoint ensuite par sa famille, j'ai cependant rencontré un cas contraire. Madame Lin, une femme d'une trentaine d'années originaire de Wenzhou, raconte ainsi son parcours peu banal :

Dans sa région natale, Madame Lin a exercé de nombreux travaux en entreprise. Mariée à 18 ans, elle a eu un enfant. Lorsque celui-ci a eu l'âge de 3 ans, il est part vivre chez sa grand-mère. Madame Lin est alors venue à Pékin toute seule pour travailler dans les magasins ouverts par des laoxiang, tout d'abord un supermarché, puis un magasin de vêtements. Elle espère économiser de l'argent et apprendre le métier pour ouvrir un magasin de vêtements dans un centre commercial en centre-ville de Pékin, où elle pense pouvoir faire plus de profit qu'à Picun.

Enfin, le *self-employment*, malgré son caractère précaire, offre également des perspectives d'ascension sociale. Il peut tout d'abord offrir un salaire meilleur que celui proposé par les entreprises, comme l'explique Monsieur Zhang, originaire de l'Anhui (extrait de mon journal de terrain) :

Monsieur Zhang a tout d'abord travaillé dans le secteur de la construction pendant 5 ou 6 ans, à Shanghai et Wenzhou, pour 60 à 70 yuan par jour. Il habitait avec des collègues dans un abri construit par eux-mêmes sur le terrain et la nourriture leur est prélevée de leur salaire. Ensuite, il a décidé de travailler dans la récupération de déchets à Wenzhou, car ce travail était très libre (pas d'horaire, pas de patron) et qu'il pouvait ainsi gagner parfois plus de 100 yuan par jour, en tous cas au moins 60 par jour. Il a exercé ce travail pendant deux ans. Ensuite, il est allé à Shanghai pour travailler dans la construction, pour 80 à 90 yuan par jour.

De plus, le *self-employment* n'est souvent qu'une étape vers l'ouverture d'un petit magasin, voire un développement plus poussé de l'entreprise. Ainsi Madame Xiao explique :

«J'ai d'abord vendu des fruits dans une voiture pendant 8 ans. Puis, j'ai réussi à ouvrir un petit local il y a 7 ans. Mon commerce s'est peu à peu développé et me permet désormais de réaliser un bénéfice de 100 000 yuan par ans. »

Le cas de Madame Xiao est relativement fréquent, ce qui montre que la micro-entreprise et l'auto-emploi peuvent être des vecteurs privilégiés d'ascension sociale.

Conclusion

La mobilité sociale, ascendante comme descendante, étroitement liée à la mobilité géographique et professionnelle, s'avère importante au sein de la population migrante de Picun. Les différences entre travail salarié et indépendant, entre vente ambulante, petit

Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 2013 161

commerce et création d'entreprise, dessinent une fine hiérarchie sociale. Les capitaux social, économique et culturel définis par Bourdieu trouvent toute leur place dans ce contexte pour expliquer la mobilité socio-professionnelle des migrants ruraux.

Cette mobilité a une conséquence importante sur les rapports de pouvoir en entreprise. En effet, patrons et employés sont liés par une expérience commune (celle du travail come *dagongren*) et par une appartenance commune à la catégorie de « *nongmingong*. Cela peut contribuer à expliquer en partie la nature informelle et conflictuelle des relations du travail, que je détaillerai dans le chapitre 8.

Par ailleurs, la hiérarchie observée dans le tissu social de la population migrante de Picun est complétée par une hiérarchie interne au monde de l'entreprise, que le marché de l'emploi et la structure des entreprises peut contribuer à expliquer.

VI - Marché de l'emploi et entreprises : une incertitude structurelle

Le marché de l'emploi et la structure des entreprises semble déterminants pour comprendre le rôle et la place des *nongmingong* dans la sphère professionnelle. J'examinerai donc, dans ce chapitre, en quoi ces deux éléments sont déterminants pour comprendre la place des *nongmingong* dans la hiérarchie sociale et les relations de pouvoir au sein de l'entreprise.

Pour ce faire, je m'inspirerai notamment des travaux de Crozier et Friedberg sur les systèmes de pouvoir en entreprise. Ceux-ci ont montré que l'incertitude quant à la conduite des acteurs constitue les principales ressources de chacun dans les situations de négociation, et, partant, leur principal atout dans la mise en place des rapports de force : « *S'il y a incertitude, les acteurs capables de la contrôler l'utiliseront dans leurs tractations avec ceux qui en dépendent. (...) En effet, les acteurs sont inégaux devant les incertitudes pertinentes du problème. Ceux qui par leur situation, leurs ressources ou leurs capacités (qui sont, bien entendu, toujours personnelles et sociales puisqu'on ne peut concevoir de champ non structuré) sont capables de les contrôler, utiliseront leur pouvoir pour s'imposer face aux autres* »¹. Or l'incertitude dépend de la structure sociale dans laquelle évoluent les acteurs et des ressources et capacités dont ceux-ci disposent.

Par conséquent, l'étude des relations en entreprise implique de déterminer les zones d'incertitudes maîtrisées par les différents acteurs, en examinant les particularités structurelles et « objectives » des entreprises, ainsi que les ressources dont les différents acteurs disposent, la manière dont ils peuvent les utiliser et leur marge de manœuvre. J'étudierai tout d'abord la forte segmentation et la volatilité du marché du travail et tenterai de montrer quelles en sont les conséquences pour les différentes catégories d'acteurs. Je m'attarderai ensuite à montrer en quoi l'informalité des entreprises entretient des « zones d'incertitudes » essentiellement favorables aux patrons. Enfin, j'examinerai en quoi la structure des entreprises et les hiérarchies professionnelles sont susceptibles de donner aux différents groupes d'acteurs des atouts différenciés dans les rapports de pouvoir en entreprise.

¹ Michel Crozier, Erhard Friedberg (1977), *L'acteur et le système, les contraintes de l'action collective*, Seuil, p. 20

A - L'organisation du marché du travail

Le marché du travail chinois, fortement segmenté, ne permet aux migrants ruraux que d'accéder à des emplois peu qualifiés et mal payés. Cependant, ce constat général n'empêche pas que des hiérarchies se dessinent entre les emplois et en fonction de l'expérience. En outre, la forte volatilité du travail offre aux travailleurs des éléments de négociation dans la structure de pouvoir qui s'esquisse au sein du monde de l'entreprise.

1) Niches économiques et emploi peu qualifié

De nombreux auteurs ont insisté sur la forte segmentation du marché de l'emploi chinois¹, qui peut être analysée sur le modèle défini par Michael J. Piore en 1971². Rappelons que, dans sa théorie de la segmentation de l'emploi, Piore postule que le marché du travail est divisé en deux secteurs : le *secteur primaire* et le *secteur secondaire*. La différence entre les deux secteurs a davantage trait à la qualité des emplois eux-mêmes qu'à la qualification des employés : le secteur secondaire est caractérisé par des emplois exigeant un niveau très bas d'habiletés, n'ayant qu'à offrir des emplois instables, des salaires peu élevés, des conditions de travail de moindre qualité et de faibles probabilités d'avancement professionnel, tandis que le secteur primaire se caractérise par des emplois hiérarchisés les uns par rapport aux autres et relativement bien rémunérés, une formation en cours d'emploi, des différences nettes entre les salaires (structure de salaires), des possibilités de promotion, des règles de travail bien définies et une stabilité d'emploi. Selon Piore, les structures et mécanismes sous-jacents en matière de salaires, de perspectives professionnelles et de sécurité de l'emploi diffèrent d'un segment à l'autre et sont imparfaitement concurrentielles dans le secteur secondaire.

Mes entretiens ont en effet montré que tandis que la plupart des locaux, soit n'ont pas besoin de travailler parce qu'ils sont rentiers, soit monopolisent les emplois « officiels » (dans des entreprises publiques, dans les transports publics, dans la sécurité publique du village,

¹ Zhong Zhao (2005), « Migration, labor market flexibility, and Wage determination in China : a review », *The developing economies*, vol. 43 n°2, p. 285-312 ; Zhang, Zhanxin (2004), « *laodongli shichang de chanye fenge yu laodong rekou liudong* » (Industrial segmentation of the labor market and the flow of laborers), *zhongguo renkou kexue* (Chinese Journal of Population Science), no. 2 ; Fan, C. Cindy (2002), « The Elite, the Natives, and the Outsiders: Migration and Labor Market Segmentation in Urban China, » *Annals of the Association of American Geographers*, Vol. 92, n°1, pp. 103-124 ; Wan Xiangdong (2008), « Migrant workers and informal employment », *Social Sciences in China*, Vol. 29, No. 3, pp. 187-200

² Piore, Michael J. et Peter Doeringer (1971), *Internal Labor Markets and Manpower Adjustment*, New York: D.C. Heath and Company.

dans l'entretien public...), les migrants se retrouvent dans des niches économiques et occupent des postes informels, instables et aux conditions de travail particulièrement difficiles. Pour des raisons administratives (absence de *hukou*), de compétences (formation insuffisante) ou de relations sociales (les postes s'acquérant au moins en partie grâce à des connaissances), les migrants n'ont pas accès au « secteur primaire ».

La grande majorité des migrants interrogés n'ont ainsi jamais exercé un emploi dans une entreprise publique (*guoyou qiye*, 国有企业). Monsieur Li, 28 ans, raconte :

« J'avais l'habitude de chercher du travail sur internet. Je suis fréquemment tombé sur des annonces pour des emplois en entreprise publique. A chaque fois, il était bien spécifié que les candidats devaient posséder le hukou de Pékin. »¹

Pour les migrants qui parviennent à travailler dans une entreprise publique, l'expérience d'un salaire injuste et d'une « caution » à payer à l'entrée est courante. Monsieur Xiang, migrant de 40 ans originaire du Hunan, a pu intégrer pendant trois ans une entreprise publique de construction de voitures appartenant au Xiang (district chinois) ; il raconte son expérience :

« Dans les années 1990 je suis allé à Changsha, travailler dans une entreprise de voitures. Il s'agit d'une entreprise de niveau départemental, donc ça peut être considéré comme une entreprise publique. C'était très difficile de rentrer dans une entreprise comme ça quand on vient de la campagne. Il faut forcément connaître quelqu'un de la ville, qui travaille dans l'usine, pour qu'il puisse nous introduire. Moi, j'avais la chance d'avoir un ami qui m'a permis de rentrer, mais les migrants ne peuvent généralement pas se le permettre. En plus, il fallait payer 3 000 yuan de garantie en entrant dans l'entreprise ! A l'époque, c'était une somme énorme, j'ai dû m'endetter auprès de mes amis pour obtenir cet argent.

Dans l'entreprise, j'ai commencé comme ouvrier non qualifié à 150 yuan par mois, puis au bout de trois ans j'étais devenu un ouvrier confirmé et j'étais payé 300 yuan par an. Les heures supplémentaires étaient payées 1 yuan de l'heure. Je n'avais signé aucun contrat et je n'avais droit à aucune assurance. Finalement, j'ai quitté l'entreprise, car je me suis aperçu que les salaires étaient trop injustes : des personnes qui travaillent moins que moi gagnaient plus ! »

¹ Cette discrimination est cependant susceptible de diminuer en 2014, puisqu'elle a été rendue officiellement illégale. Voir par exemple « Les entreprises publiques se voient interdire les limitations de sexe, de hukou et académiques dans leur recrutement » (*guoqi zhaopin jin she xingbie huji yuanxiao 'menkan'*, 国企招聘 禁设性别户籍院校“门槛”), Sichuan Ribao, 26/11/2013

Selon les chiffres fournis par le Musée des Travailleurs, créé par l'ONG La Maison des Travailleurs (*gongyou zhijia*, 工友之家), les entreprises de Picun, au nombre de 205, emploient en moyenne 17 personnes, avec un minimum de 4 et un maximum de 200. Le musée précise en outre que ces entreprises emploient à 70 % des hommes.

La population migrante de Picun est par ailleurs concentrée dans des niches économiques¹ telles que la construction, la fabrication et la restauration. Picun est en effet un lieu de rencontre entre une main d'œuvre peu qualifiée et des entreprises de petite taille et à faible capital. Cela explique la forte spécialisation du marché de l'emploi local. Le secteur du bois y est surreprésenté : entreprises de portes et fenêtres, entreprises de meubles, entreprises spécialisées dans les expositions (会展). Les secteurs de la petite métallurgie, du charbon, du verre, du textile y sont également présents, bien que beaucoup moins représentés. Ces entreprises tirent leur dynamisme économique de la proximité du marché pékinois tout proche : leurs productions sont destinées essentiellement au commerce local.

Les emplois effectués par les travailleurs migrants sont en outre caractérisés par une place déterminante accordée à la force physique, par la difficulté, la dangerosité et la saleté (nous retrouvons les 3D anglais : *dirty*, *dangerous* et *difficult*). Ces éléments font des *nongmingong* un « nouveau prolétariat chinois ».

Monsieur Li, âgé de 28 ans et originaire du Hunan, conclut ainsi son expérience comme *dagongren* à Pékin :

« Finalement, de toutes mes expériences, j'ai trouvé que le travail de dagongren était particulièrement difficile. On est toujours fatigué : on va au travail, on rentre se coucher. On ressemble à des machines comme ça : on n'a jamais le temps de réfléchir, de faire ce qu'on voudrait faire, d'avoir une vie personnelle, des loisirs. C'est un peu inhumain. »

En outre, l'absence générale de formation en entreprise ou hors de l'entreprise rend difficile l'évolution des travailleurs vers d'autres métiers moins pénible ou à plus haute valeur ajoutée. En ce sens, elle contribue à les rendre captifs de certains secteurs et de certains métiers.

¹ Voir les travaux de Li Peilin, Zhang Yi, Zhao Yandong (2000), *Jiuye yu zhidu bianqian* (Job searching, employment and institutional change), Zhejiang renmin chubanshe ; Laurence Roulleau-Berger et Shi Lu (2005), « Inégalités, niches économiques et diversité de parcours migratoires: le cas des travailleurs migrants à Shanghai », *Perspectives chinoises*, n°87, pp. 2-12.



Ouvrier travaillant dans le bâtiment

2) De *xiaogong* à *dagong* : une hiérarchie professionnelle

A cette captivité dans des secteurs caractérisés par les « 3D » s'ajoutent des horaires difficiles et des salaires généralement faibles, ainsi qu'une dépendance face à l'entreprise pour les repas et le logement.

En effet, les entreprises fournissent souvent le logement et la nourriture, ce qui est désigné par le terme « *guanchi-zhu* » (管吃住). Les ouvriers célibataires ou ceux qui ont laissé leur famille au village bénéficient généralement de ce dispositif, les autres choisissant de louer des appartements dans le village. Pun Ngai a désigné ce système sous le terme de « '*dormitory labour*' regime »¹. Selon lui, ce régime témoigne du passage d'une responsabilité de l'Etat à une responsabilité du secteur privé et a pour conséquence une perte importante en termes de droits du travail et de protection sociale pour les travailleurs. Ce système semble augmenter l'incertitude aux dépens des travailleurs migrants. En effet, ceux-ci, s'ils tentent de

¹ Ngai, Pun (2007), « Putting transnational labour process in its place: the dormitory labour regime in post-socialist China », *Work, Employment & Society*, n°21, pp. 27-45

négocier ou s'ils se disputent avec leur patron, peuvent se voir menacer de quitter leur logement et de se retrouver sans endroit où dormir du jour au lendemain.

Les horaires pénibles contribuent à alourdir la condition difficile des travailleurs. D'après les entretiens menés à Picun, le travail est généralement effectué pendant 8 à 10 heures par jour, sans jour de repos. La majorité des travailleurs migrants effectuent en outre des heures supplémentaires (généralement payées au tarif normal), ce qui porte souvent les journées à 12 heures de travail. Pour difficiles qu'ils soient, les horaires se révèlent la plupart du temps très flexibles. Ainsi, Zhu, 37 ans, originaire du Hebei et employé dans une usine de meubles, m'explique (extrait de mon journal de terrain) :

«Le travail s'effectue par tranches (ban, 班) de 8 heures le matin ou de 6 heures le soir. Chacune de ces tranches est payée 160 yuan. Les employés choisissent eux-mêmes quand ils veulent prendre ces tranches de travail et s'ils veulent se reposer pendant un ou plusieurs jours, ils peuvent. Cependant, ils essaient au maximum d'aller au travail tous les jours, car ils ne sont pas payés quand ils ne viennent pas. »

Si les horaires sont relativement homogènes quels que soient les secteurs et les métiers, en revanche, les salaires varient considérablement et révèlent une hiérarchie dans les emplois.

Une première distinction s'effectue tout d'abord entre les métiers. Ainsi, le secteur de la construction, particulièrement pénible, est caractérisé par un salaire relativement élevé. Les métiers qui demandent une technique particulière, tels que sculpteurs sur bois ou sur métal, sont également bien payés (6 000 à 8 000 yuan par mois). Les métiers demandant moins de qualification comme charpentier, chauffeur etc. sont moins bien payés. En bas de l'échelle, on trouve les métiers ne demandant ni qualification ni force physique, tels qu'agent d'entretien ou serveur, qui sont généralement payés de 800 à 2 000 yuan par mois.

Une deuxième distinction, tout aussi importante, s'effectue selon l'expérience des travailleurs, qui sont partagés entre « travailleurs non expérimentés » (*xiaogong*, 小工) et « travailleurs expérimentés » (*dagong*, 大工).

Quelques années d'expérience dans le même secteur peuvent ainsi permettre de tripler le salaire initial, ce que montre cet entretien avec Monsieur Ma, 18 ans, originaire du Hubei :

« Je suis resté dans la même entreprise (une entreprise de meubles) depuis deux ans. Je n'ai jamais changé de travail. Quand je suis arrivé, j'étais payé 1 500 yuan par mois. Progressivement, mon salaire a augmenté jusqu'à 3 200 yuan par mois. »

Contrairement à l'expérience professionnelle, la formation scolaire ne semble pas peser beaucoup sur les salaires, d'après les différents entretiens que j'ai pu avoir avec des migrants de Picun. L'un d'entre eux m'a confirmé ce fait :

« Monsieur Lu a choisi de ne pas aller à l'université car il jugeait que ce n'était pas la peine : en Chine, pour trouver un travail, il est plus question de « capacité » (nengli, 能力) que de parcours universitaire (xueli, 学历). Au début, on gagne 3000 à 4000 yuan, puis avec l'expérience le salaire augmente. Si on est intelligent et travailleur, il n'y a pas de problème pour trouver un bon travail. Monsieur Lu économise pour monter son affaire. Il est confiant en l'avenir et pense qu'il a les capacités pour devenir son propre patron et gagner correctement sa vie. »

La structure de l'emploi à Picun rend donc les ouvriers captifs de secteurs dans lequel le travail est physique et pénible. Cette « captivité », accentuée par le manque de formation continue, contribue à affaiblir leur pouvoir dans les relations d'entreprise. En effet, la présence d'une main-d'œuvre importante et interchangeable contribue à diminuer la zone d'incertitude des patrons quant à leur force de travail.

Néanmoins, la structure du marché de l'emploi contribue également à former une hiérarchie au sein des travailleurs migrants, en fonction de leurs qualifications et de leur expérience professionnelle. Les travailleurs qualifiés, plus indispensables aux entreprises, maîtrisent une zone d'incertitude plus grande car l'entreprise sera plus démunie s'ils démissionnent ; ainsi, ils se trouvent en capacité de négocier des avantages, notamment en termes salariaux. Cette hiérarchie confère par conséquent aux acteurs des positions différentes dans les rapports de pouvoir en entreprise.

Recrutement de travailleurs : différences de salaires selon l'emploi et l'expérience

润怡琳服装公司诚聘:

技术指导	1名	
流水组组长	4名	底薪加提成
缝细工	60名	2500-6000
熟练小烫		2500-4200
熟练大烫		3500-4500
样衣工	3名	3500-4500
裁剪付裁		3000-3800
学徒工	10名	1000-2600
专机	1名	2500-3200
库管	1名	2500-3000
厨师	1名	2000-2800
手针	20名	1500-3000

诚聘人员包吃住工资按月发放月公休4天
地址此院 13261129149, 13264020946

183013

北京五洲缘湘城木业

实木复合门厂诚招:

- 1、车间管理主任 2名 (工资面议): 木工、油漆工、打磨工、贴皮工, 有技术者优先。
待遇: 工资计件, 包住。月平均达 4000-6000 元/月。
- 2、门厂安装工: 工资计件, 包住。月平均达 5000-6000 元/月。
- 3、司机 2名, 两年以上经验开金杯车。待遇: 2750-3150 元/月+奖金+住宿。
- 4、学徒工: 男女不限, 待遇: 包住, 1800 元-2000 元/月。
- 5、包装工 2名, 免漆门覆膜工 2名, 男女不限, 工资计件。
- 6、业务员: 有语言表达能力, 男女不限, 带责任保底: 2000 元/月+提成+住宿。
- 7、办公室网络销售员: 2名 (女性) 熟练操作网络、修建网站、维护网站技术者优先。
工资 2000-3000 元/月; 办公室文员 2名: 工资 1800-2500 元/月; 包住。
- 8、业务经理一名, 总经理助理一名 (具体工资面议)。
- 9、整体厨柜技工: 木工、安装工。工资: 计件 (具体面议)。
- 10、厨师 2名 (3000-4500 元/月); 服务员 2名 (2000 元/月, 包吃住)。职工餐厨师:
2名 (2500 元/月, 包吃住)。
- 11、保洁员 2名 (1700 元/月包住), 保姆 1名 (2000 元/月包吃住)。

联系电话: 80217132 80217183 80217187 (内部有福利食堂)

3) Volatilité du travail et conséquences sur la hiérarchie sociale des travailleurs migrants

Néanmoins, le marché du travail chinois est également marqué par une grande volatilité de la main-d'œuvre et par une demande de main-d'œuvre régulièrement supérieure à l'offre. Une pénurie de travailleurs migrants a en effet été constatée dans les provinces côtières au cours de la dernière décennie (avec un renversement de tendance lors de la crise économique de 2008).¹ Les chercheurs l'expliquent d'une part par les contraintes institutionnelles à la migration et les difficultés pour les migrants à s'installer en ville, ce qui incite de nombreux migrants potentiels à rester au village. D'autre part, la segmentation du marché de l'emploi et le manque d'informations disponibles aux migrants provoquent des distorsions entre l'offre et la demande d'emploi.

Ce phénomène de pénurie de main-d'œuvre se double d'une très grande capacité, de la part des migrants, à sortir de situations de chômage. Interrogés sur les périodes de perte de travail qu'ils ont rencontrées, les migrants de Picun faisaient en effet état d'un chômage très vite résolu, soit parce qu'il est très facile de retrouver du travail (notamment par l'intermédiaire du réseau social), soit parce qu'ils ont toujours la possibilité de s'auto-employer au sein de petits commerces urbains. En dernière instance, une situation de chômage peut être résolue en retournant pour une certaine période au village, où ils ont conservé leur terre et leur maison.

Monsieur Lin, 39 ans, s'exprime ainsi :

« Il m'est arrivé de nombreuses fois de devoir quitter une entreprise parce qu'il n'y avait plus de travail à faire. Mais j'ai toujours retrouvé facilement. Il n'y a pas de problème pour trouver un emploi quand on accepte de travailler dur. »

Un autre, blessé au pouce lors d'un accident du travail, explique :

« Je ne peux plus travailler en entreprise, donc on peut considérer que je suis au chômage. Mais j'ai trouvé un moyen de vivre, en ouvrant mon affaire (il vend des marrons

¹ Sur ce point, voir John Knight, Deng Quheng et Li Shi (2010), « The Puzzle of Migrant Labour Shortage and Rural Surplus in China », *China Economic Review*, 22, n°4, pp. 585-600 ; Liu, Linping, Xiangdong Wan, and Yonghong Zhang (2006), "Zhidu duanque yu laogong duanque-"mingong huang wenti yanjiu" (Shortage of Institution and Shortage of Labor-Study on the Shortage of Rural Migrants), *Zhongguo gongye jingji* (Chinese Industrial Economics), n°8, pp. 45-53.

chauds à Picun). Il n'y a jamais de vrai chômage, on trouve toujours quelque chose à faire. Les nongmingong ne connaissent pas le chômage. »

Cette résistance ou cette adaptation à la précarité ainsi que la relative facilité à retrouver du travail permet aux migrants de démissionner facilement s'ils ne sont pas satisfaits de leur emploi actuel. Ce phénomène accroît l'incertitude au profit des travailleurs migrants. Il leur confère, par là-même, un certain pouvoir sur les patrons, qui sont obligés d'augmenter leurs salaires et d'améliorer les conditions de travail pour attirer de la main d'œuvre.

Mes entretiens ont confirmé ce fait : ainsi, le directeur Ye, travaillant dans une usine de meubles, explique :

«Le salaire des travailleurs est élevé : environ 4500 yuan par mois. Mais il est difficile de trouver des ouvriers et il arrive souvent qu'il en manque. (...) Nous avons surtout du mal à attirer les jeunes, qui veulent de moins en moins faire ce genre de travail pénible. L'âge moyen de nos travailleurs est environ de 30 à 45 ans, mais nous préférierions employer de plus jeunes. »

Monsieur Chen, un migrant de 36 ans originaire du Shandong, raconte également :

« Il y a quelques années, mon frère m'a présenté une entreprise à Tongzhou (près de Picun), donc je suis allé travailler là-bas. C'était une entreprise de fabrication de portes. Mais quand je suis arrivé, il n'y avait pas d'autres travailleurs. J'ai trouvé ça très bizarre. Comme il n'y avait personne, on ne pouvait pas travailler et je suis resté une semaine à rien faire. Puis je suis parti trouver du travail ailleurs. J'ai pensé que les travailleurs avaient dû tous démissionner, sans doute parce que le salaire était trop bas, ou que les conditions de travail n'était pas satisfaisantes, ou encore parce que le patron ne leur payait pas leur salaire. Dans tous les cas, je n'avais aucune envie de rester dans cette entreprise. »

Pour reprendre la distinction élaborée par Hirschman¹ entre *Loyalty*, *Exit* et *Voice*, il semble clair que la structure du marché de l'emploi permet aux migrants de mener une stratégie d'« exit » efficace, c'est-à-dire qu'ils peuvent manifester leur mécontentement en démissionnant et en allant chercher du travail ailleurs. Le paradigme élaboré par Hirschman, appliqué tout d'abord aux consommateurs, a prouvé sa grande faculté d'explication de phénomènes économiques, sociaux et politiques. Il postule des individus rationnels calculant

¹ Hirschman, A. O. (1970), *Exit, Voice and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations and States*, Cambridge, Mass., Harvard University Press

les coûts et les revenus de leurs attitudes. Dans cette perspective, trois attitudes possibles peuvent être distinguées en cas de mécontentement : « *l'exit* » (l'ouvrier change d'entreprise) ; le « *voice* » (l'ouvrier négocie avec le patron ou porte plainte contre lui) et la « *loyalty* » (l'ouvrier est fidèle au patron malgré son désaccord). Les trois attitudes peuvent en outre se combiner : ainsi, l'éventualité d'une défection vers une autre usine donne plus de poids aux ouvriers pour manifester leur mécontentement par la négociation ou la plainte.

L'instabilité de la main-d'œuvre dans l'entreprise confère donc un certain pouvoir aux travailleurs et leur permet d'exploiter cette zone d'incertitude dans une stratégie « *d'exit* » face aux patrons. Elle compense en partie l'incertitude dont ils souffrent eux-même du fait de la précarité, de la pénibilité, et de la basse rémunération qui caractérise leurs emplois.

B - Le caractère informel des entreprises

La grande incertitude provoquée par la structure du marché de l'emploi est encore accentuée par le caractère informel des entreprises et de l'emploi étudiés à Picun. Le concept d'emploi informel peut être défini comme « *un emploi avec une relation informelle entre l'employeur et l'employé (...), non couvert par le système gouvernemental de taxes et de réglementations, généralement situé à un bas niveau dans l'échelle sociale et marginalisé en termes de nature et de rétribution de l'emploi* ». ¹

J'ai montré plus haut que l'emploi des migrants se caractérisait par une marginalisation en termes de nature et de rétribution de l'emploi. Je m'attacherai à présent à mettre en évidence la relation informelle qui prévaut entre employeur et employés et à montrer en quoi celle-ci, en tant qu'elle crée une situation d'incertitude au profit des patrons, contribue à déséquilibrer les rapports de pouvoir en entreprise.

¹ « *Labor employment with an informal relationship of employer-employee (self-employed, temporarily employed, employed without formal and effective contract, etc.), not covered by the government's system of taxation and regulating, located at a low level and marginalized in terms of the nature and effect of the employment.* », Wan Xiangdong (2008), « Conditions and Effects of Informal Employment for the Peasant Worker », *Management World* (Guanli Shijie), n°1 ; voir également Li Qiang et Tang Zhuang (2002), « Chengshi nongmingong yu chengshi zhong de fei zhenggui jiuye » (Urban migrant workers and informal employment in the urban area), *Shehuixue yanjiu* (Sociological Studies), n°6, et Zhang, Zhanxin (2004), « Laodong li shichang de changye fenge yu laodong renkou liudong » (Industrial segmentation of the labor market and the flow of laborers), *Zhongguo renkou kexue* (Chinese Journal of Population Science), no. 2

1) Pas de signature de contrat

La Chine s'est dotée depuis 1994 d'une législation sur les contrats de travail, revue en 2008 dans le sens d'une plus grande protection des employés. La loi entrée en vigueur le 1er janvier 2008 rend obligatoire un contrat de travail écrit pour les emplois au-delà d'un mois. Néanmoins, cette législation est très peu respectée parmi les *nongmingong*. Li Peilin et Li Wei, dans une enquête menée entre 2006 et 2008¹, indiquent que seuls 44,3 % des migrants signent un contrat de travail (contre 61,3 % dans la population locale).

En réalité, le marché de l'emploi à Picun semble donner une place encore bien plus grande à l'emploi informel. Parmi les ouvriers interrogés, rares sont ceux qui ont fait état de la signature d'un contrat au cours de leur vie professionnelle et aucun n'a fait état d'un contrat de travail signé dans une entreprise de Picun. Cela peut s'expliquer par la petite taille des entreprises dans la banlieue éloignée de Pékin, en comparaison des entreprises présentes plus près du centre-ville.

Monsieur Chen, 46 ans, originaire du Shandong, raconte ainsi :

« Je n'ai jamais signé de contrat. Je n'en ai jamais réclamé et on ne m'en a jamais proposé. Les entreprises comme ça ne signent jamais de contrat. »

En revanche, si la plupart des patrons reconnaissent ne pas signer de contrat, certains patrons de grandes entreprises ont fait état de contrats signés avec les employés permanents.

Le patron Li explique ainsi :

« Je ne signe bien sûr pas de contrat avec les linshigong (travailleurs temporaires), bien entendu : ils ne sont pas mes employés. Je donne juste de l'argent au baogongtou (qui met en lien des travailleurs temporaires et les entreprises) et il se débrouille pour payer les travailleurs. (...) Je ne signe pas de contrat avec les changgong (travailleurs réguliers) non plus. C'est une petite entreprise, nous n'avons pas besoin de contrats. (...) Je connais vaguement des notions de droit du travail, mais pas grand-chose. Je ne suis qu'un petit patron, je n'emploie pas beaucoup de salariés. Nous n'avons pas besoin de ça. »

¹ Lin Peilin, Li Wei (2010), « Jinnian lai nongmingong de jingji zhuangkuang he shehui taidu » (Le statut économique et l'attitude sociale des migrants ruraux dans les dernières années), *China Social Sciences*, n°1
Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 2013 174

D'un autre côté, monsieur Wang, originaire du Jiangxi et patron d'une entreprise qui emploie une quarantaine de salariés, affirme :

« Bien sûr, je signe un contrat avec mes employés permanents. C'est la loi. Sinon, il risquerait de m'arriver des problèmes. »

S'il est permis de douter de cette affirmation, qu'aucun entretien avec des travailleurs ne permet de confirmer, il n'en reste pas moins que les patrons d'entreprise de taille plus importante semblent plus au fait de leurs obligations légales. En revanche, le non-respect de la loi chez les patrons s'explique d'une part par leur méconnaissance du droit du travail (ce qui est confirmé par des entretiens avec des membres de l'ONG la Maison des Travailleurs) et d'autre part par les complications et le travail supplémentaire qu'impliqueraient la signature de contrats dans une entreprise de petite taille.

Du point de vue des travailleurs, le caractère informel de l'emploi est une source de précarité et d'incertitude. Ils peuvent être renvoyés sans préavis et n'ont que peu de recours en cas de non-paiement de salaire. Cette situation leur offre peu de ressources dans la négociation au sein de l'entreprise et les place dans un rapport de domination vis-à-vis de leur patron. Néanmoins, si beaucoup de migrants adoptent une attitude résignée face à l'informalité de leur emploi, une grande partie d'entre eux expliquent préférer ne pas signer de contrat.

Ainsi, Madame Lin, originaire de Wenzhou, explique :

« Dans ma région, j'ai travaillé dans plein d'endroits différents, surtout des usines d'électronique. On me proposait des choses à faire. Si je pouvais les faire, je les faisais, sinon, je ne les faisais pas. Je devais aussi m'occuper de mes enfants. (...) Si on me proposait un contrat, je refusais de travailler, j'allais ailleurs. Je préfère être libre. Si je veux démissionner, je parle au patron et je m'en vais. Avec un contrat, c'est beaucoup plus difficile. »

Monsieur Li, 28 ans, explique sa crainte de signer un « faux contrat » :

« J'ai signé un contrat une fois. Mais je pense que c'était un faux. C'était plutôt un accord qu'un contrat et c'était indiqué que je devais faire ci et ça pour le patron. Je pense que c'est une manière de nous enlever notre liberté et de nous forcer à faire des choses pour le patron. (...) Maintenant, si on me propose un contrat, je ne pense pas que j'en signerai. Ici, la plupart des contrats son illégaux, ce ne sont pas des vrais contrats. »

Les connaissances juridiques faisant défaut à la fois aux travailleurs et aux patrons, les entreprises emploient, pour la grande majorité, leurs salariés de manière informelle. Cela représente un avantage à la fois pour le patron et pour le salarié en termes de flexibilité. Néanmoins, cette situation présente certains inconvénients pour les uns et les autres en termes de risques légaux (procès, fermetures des entreprises) et d'incertitude (licenciement, départ inattendu des salariés).

2) Un accès très limité aux assurances d'entreprise

Le caractère informel de l'emploi à Picun a ainsi pour conséquence l'absence d'assurance de quelque sorte qu'elle soit. Malgré la création, en 2008-2010 d'une assurance du travail à l'échelle du pays pour les migrants et la mise en place d'un fonds de retraite limité dans certaines villes, les migrants restent encore très peu concernés par ces mesures. L'enquête de Li Peilin et Li Wei¹ fait ainsi cas d'un taux de 9 % de migrants bénéficiant d'une assurance vieillesse (contre 60 % pour les locaux), de 17,4 % (contre 71,3 %) ayant une assurance maladie, de 8 % (contre 38,7 %) ayant une assurance chômage, et de 23 % (contre 33 %) bénéficiant d'une assurance contre les accidents du travail.

Mon enquête de terrain menée à Picun a confirmé le constat d'une très faible participation des migrants aux assurances d'entreprise. Les entreprises proposent d'autant moins ce type d'assurance qu'elles ne signent pas de contrat avec leurs salariés et que la relation employeur-employé reste de l'ordre de l'informel.

Dans ce contexte, l'incertitude est très importante du point de vue des employés, qui ne bénéficieront d'aucune compensation financière en cas de chômage ou d'accident du travail. En particulier, les maladies du travail qui sont courantes dans les secteurs de l'emploi à Picun ne sont jamais reconnues comme telles. Ainsi, un ouvrier se rendant à l'hôpital m'a expliqué :

« Depuis que je travaille dans la peinture (sur bois), j'ai toujours mal à la tête. C'est mauvais pour la santé. Je vais consulter pour ça. (...) Je ne vais pas en parler au patron, ce n'est pas la peine. (...) Je n'ai aucune assurance et je ne suis pas vraiment blessé, c'est évident que le patron ne me remboursera pas mes frais d'hôpital. »

¹ Op. Cit.

En ce qui concerne les blessures plus graves, une négociation s'engage généralement entre l'employeur et l'employé et une certaine somme est versée pour compenser les frais de soins. C'est le cas pour Monsieur Chen, qui raconte :

« *Je me suis coupé le pouce le 5 août, après deux mois de travail. (...) Je suis allé à l'hôpital me faire opérer. Maintenant il peut à nouveau bouger légèrement. Le patron a payé pour les frais d'opération, mais il n'a pas payé de compensation pour le fait que je ne puisse plus travailler. Je n'ai pas discuté avec lui. Je n'ai eu presque aucun contact. Je ne le connais pas vraiment. Je ne lui ai donc pas réclamé plus.* » (Néanmoins, Monsieur Chen, sur les conseils de l'ONG « la Maison des Travailleurs », a porté plainte et est actuellement en procès contre son entreprise).

Malgré la précarité qui découle de l'absence d'assurance pour les migrants, nombre d'entre eux ne souhaite pas en bénéficier. Les raisons invoquées sont le coût élevé des cotisations, l'existence d'assurances au village ainsi que la grande mobilité des migrants, qui les empêche de profiter des assurances une fois qu'ils ont déménagé dans une autre région. Ce constat effectué au cours de mes entretiens confirme sur ce point la littérature existante¹.

Le caractère informel de l'emploi des travailleurs migrants contribue à accroître l'incertitude qui pèse sur eux, et nuit, en ce sens, à leur position dans les rapports de pouvoir en entreprise. Néanmoins, dans un contexte de méconnaissance générale du droit du travail et de contraintes institutionnelles pesant sur les *nongmingong*, le caractère informel de l'emploi continue à paraître souhaitable à de nombreux migrants.

C - Structure des entreprises et réduction de l'incertitude

Nous avons vu que la structure du marché de l'emploi et le caractère des entreprises multipliaient les zones d'incertitude, aussi bien pour les patrons que pour les salariés. Or ces incertitudes sont partiellement résolues par la structure des entreprises.

La généralisation de l'emploi de proches ou de *laoxiang* permet ainsi de rétablir une certaine « loyauté » dans les rapports du travail et d'y réduire l'incertitude. La hiérarchisation

¹ Voir sur ce point Bingqin Li (2007) "Why rural-urban migrants do not participate in urban social schemes? The Case of Construction and Service Sectors in Tianjin China", In: Nielsen, Ingrid and Smyth, Russell, (eds.) *Migration and social protection in China*, Series on Contemporary China (14). World Scientific, London, UK, pp. 92-117.

des ouvriers en emplois plus ou moins flexibles (plus ou moins précaires) permet en outre de gérer l'instabilité de la main d'œuvre. Cette hiérarchie dessine de manière plus fine les relations de pouvoir dans les entreprises, sur la base de la technique, de l'ancienneté, de l'étendue des réseaux sociaux.

1) Des entreprises familiales

Une manière de réduire l'incertitude du marché du travail, tant du point de vue du patron que de celui des ouvriers, est d'employer des membres de la famille, des amis ou des voisins. Il m'est en effet apparu clairement au cours de mes entretiens que les liens du sang et de la terre étaient essentiels dans la structure des entreprises, notamment des plus petites, qui sont plus fragiles face à l'instabilité du marché du travail. Plusieurs entreprises visitées avaient au moins la moitié de leurs salariés qui étaient des membres de la famille ou des *laoxiang*.

D'une part, la main-d'œuvre constituée de proches, de *laoxiang* ou de membres de la famille est relativement facile à mobiliser par le biais des réseaux de connaissances. Du côté de l'ouvrier, il est plus simple de trouver du travail dans une entreprise tenue par une connaissance. D'autre part, employer un *laoxiang* ou bien un membre de la famille permet non seulement au patron de sécuriser la force de travail (qui aura moins tendance à partir, ou bien préviendra plus longtemps à l'avance) mais aussi à l'ouvrier de sécuriser son salaire et ses conditions de travail (le patron aura moins tendance à retenir les salaires).

Monsieur Zhu, 17 ans, vient du Hubei. Voici comment il présente son travail en entreprise (extrait de mon journal de terrain) :

« Son patron était son voisin au village. Il a ensuite ouvert une usine de sculpture sur bois à Picun. Comme sa mère le connaît bien, elle a envoyé son fils travailler avec lui en 2012 pour apprendre le métier. Sur les trois salariés de l'entreprise, tous sont des parents ou des voisins du patron.

Bien que Monsieur Zhu travaille comme un « vrai ouvrier » et fasse des heures supplémentaires, il n'a pas de salaire mensuel. Bien sûr, aucun contrat n'a été signé. Monsieur Zhu est logé et nourri sur le site de l'entreprise. Lorsqu'il a besoin d'argent, il demande à son patron, qui peut accepter ou refuser sa demande. Par exemple, l'année dernière, il a pu s'acheter un ordinateur. Le reste de son « salaire » est envoyé à sa mère

directement et lui-même ne sait pas exactement ce qu'il en est. Il croit se souvenir que ses parents ont reçu 14 000 yuan la première année, en 2012. Cette année, il ne sait pas combien ils recevront.

D'après lui, cela dépendra du revenu de l'entreprise cette année. Cela dépend aussi de ses relations avec le patron : si celui-ci est content de lui, il lui donnera plus. Monsieur Zhu n'est cependant pas inquiet : son patron étant un voisin, il n'oserait pas garder le salaire pour lui, par peur de « perdre la face » (diulian, 丢脸) dans le village. Néanmoins, il sent que leurs relations se dégradent : tandis que le patron s'occupait bien de son protégé dans les premiers mois, il le traite désormais comme un vrai salarié et il lui arrive de se fâcher quand le travail n'est pas fait comme il faudrait. »

Cet entretien est significatif car il illustre le caractère informel des entreprises « familiales » ou de *laoxiang* ainsi que les tensions qui peuvent naître de la confusion entre le statut de « protégé » et de « salarié ». Les avantages que peuvent tirer les deux parties de cette situation sont évidentes, mais elle semble néanmoins profiter plus au patron. Ce dernier peut ainsi augmenter, à un coût relativement faible, la loyauté de ses salariés et éviter que ceux-ci ne manifestent, par « l'exit » ou le « voice », leur mécontentement.

2) Linshigong, changgong, baogongtou : hiérarchies professionnelles et multiplication des intermédiaires

La volatilité du marché du travail et l'instabilité du commerce trouvent également leur résolution dans une hiérarchisation du travail en travailleurs temporaires, travailleurs permanents et « *baogongtou* » qui contrôlent un réseau de travailleurs et peuvent les orienter vers les entreprises.

Le statut de travailleur temporaire (*linshigong*, 临时工) est le plus précaire car il ne permet pas de recevoir un salaire fixe mensuel mais seulement d'être payé soit à la journée, soit à la tâche. Cependant, le statut de *linshigong* n'est pas superposable à celui de travailleur non qualifié. Le patron Ye, dont l'entreprise emploie 40 salariés réguliers et une vingtaine de *linshigong*, explique en effet :

« La distinction entre les deux statuts n'est pas liée aux compétences mais à la date d'arrivée dans l'entreprise. Les travailleurs temporaires restent en général quelques semaines à quelques mois, quand il y a des choses à faire. »

En comparaison, les employés réguliers (*changong*, 长工) bénéficient d'une plus grande sécurité de l'emploi et d'un salaire régulier. Cependant, leurs salaires sont comparables. En outre, certains migrants préfèrent le statut de travailleur temporaire, qui offre une grande liberté de mouvement.

La généralisation de ce statut de *linshigong* introduit une grande flexibilité dans l'entreprise, qui peut adapter sa main-d'œuvre à la demande de travail sans avoir à licencier du personnel. Néanmoins, cette main-d'œuvre est particulièrement volatile et demande à être gérée. Afin de réduire cette incertitude, le rôle du « *baogongtou* » (包工头), qui est un intermédiaire entre le patron et les ouvriers, a été mis en valeur. En contrôlant un réseau de travailleurs, il joue un rôle d'intermédiaire entre les entreprises et les ouvriers et permet d'assurer la fluidité du marché du travail en amenant la main d'œuvre là où elle est demandée. Il contribue ainsi à réduire l'incertitude du point de vue tant de l'entreprise que des travailleurs temporaires.

Monsieur Li, un jeune patron de 30 ans qui a ouvert une entreprise de meubles après avoir travaillé dans ce secteur pendant plus de 10 ans, explique ainsi :

« Le plus difficile, au début, c'était d'harmoniser la masse salariale avec le travail à faire. Quand j'avais des clients, je ne trouvais pas d'ouvriers pour faire le travail. Quand j'avais des ouvriers, je n'avais plus de travail à leur offrir. C'était trop instable. Mais ce problème a été résolu quand j'ai employé un « baogongtou ». Quand il y a du travail, il téléphone à des ouvriers qu'il connaît et il les amène ici. Ils travaillent de quelques jours à quelques semaines. (...) »

Maintenant, j'emploie cinq travailleurs permanents et de dix à vingt travailleurs temporaires selon les besoins. Je paie mes travailleurs temporaires 140 yuan par jour et mon baogongtou 100 000 yuan par an en moyenne. (...) »

Je connais mes travailleurs permanents, mais je n'ai aucun contact avec les travailleurs temporaires. Je donne leur salaire au baogongtou, qui le leur distribue ensuite. »

Monsieur Xiang, 40 ans, originaire du Hunan, travaille comme *baogongtou* depuis 1999. Son expérience montre que le réseau social, ainsi que la capacité à gérer des contacts, est la qualité essentielle d'un *baogongtou* (extrait de mon journal de terrain) :

« Monsieur Xiang a décidé en 1999 de devenir baogongtou. Ayant travaillé dans le secteur de la production de panneaux publicitaires depuis de nombreuses années, il avait acquis un réseau social étendu dans ce domaine. Le plus important est en effet de connaître le plus de travailleurs possible afin de pouvoir les contacter quand l'entreprise en a besoin. Il a travaillé d'abord pour une entreprise de 1999 jusqu'à 2002, puis il est rentré chez lui pour se marier.

En 2003, il est revenu à Pékin et a travaillé dans une entreprise de publicité, trouvée grâce à ses contacts dans ce secteur. Cependant, il ne s'est pas entendu avec ses collègues linshigong, avec qui il a eu des démêlés au sujet du salaire qu'il leur devait. Il est donc rentré chez lui pendant un an, avant de revenir en 2005 dans une autre entreprise de publicité, dont le patron, qu'il connaissait, l'a contacté directement. Cette entreprise a déménagé plusieurs fois, à cause des destructions successives et s'est installée d'abord à Shigezhuang, puis à Magezhuang, puis enfin à Picun.

Il doit y gérer un réseau d'environ 6 à 8 travailleurs temporaires, qu'il oriente vers l'entreprise en priorité s'il y a du travail. Sinon, il peut également leur trouver du travail dans d'autres entreprises grâce à ses contacts. Son salaire est très correct (60 000 à 80 000 yuan par an), car il peut le négocier des deux côtés. Il demande un peu plus par personne au patron, et donne un peu moins aux travailleurs. Il peut ainsi récupérer la marge. Cependant, quand l'entreprise n'a aucun travail à lui donner, il ne gagne rien. Ce sont les inconvénients de cette grande flexibilité ».

Généralement supérieur au *baogongtou* dans la hiérarchie de l'entreprise, le chef de chantier (*gongchang*, 工长) est le responsable du chantier et dirige une équipe. Son rôle est essentiel dans les entreprises de construction, mais les entreprises de menuiserie de taille importante (employant plusieurs dizaines d'employés) emploient aussi souvent un *gongchang*. Son supérieur hiérarchique est le *jingli* (directeur), qui est présent dans de très nombreuses entreprises de plusieurs dizaines d'employés. Quant au patron de ces « grandes » entreprises, ils sont fréquemment absents du site et n'ont pas affaire directement aux employés. Il faut

ajouter à ces distinctions le nombre important de petites entreprises dont le rôle consiste à travailler pour d'autres grandes entreprises qui sous-traitent un certain nombre de tâches.

Cette multiplication des intermédiaires, si elle contribue à réduire les incertitudes du point de vue du patron comme des travailleurs temporaires, comporte également un risque. Pun Ngai et Xun Yi ont ainsi montré que cette « *double absence* »¹ (absence du patron et absence d'une relation légale de travail) pouvait avoir des conséquences négatives en cas de contestation et de conflit. L'exemple des intermédiaires disparaissant avec le salaire de ses employés temporaires n'est pas rare et m'a été évoqué à de multiples reprises. La « double négociation » à laquelle se livre l'intermédiaire rend en outre la rétribution du travail très opaque et difficilement contestable devant un tribunal en cas de mésentente.

Conclusion

Rappelons que selon Crozier et Friedberg, « *le pouvoir peut ainsi se préciser comme une relation d'échange, donc réciproque, mais où les termes de l'échange sont plus favorables à l'une des parties en présence. C'est un rapport de force, dont l'un peut retirer davantage que l'autre, mais où, également, l'un n'est jamais totalement démuné face à l'autre* ».

La structure du marché du travail ainsi que la structure des entreprises, en ouvrant de nombreuses zones d'incertitude, tant pour les patrons que pour les employés, contribuent à former une relation d'échange, dans laquelle l'un des groupes (celui des patrons) maîtrise la plus grande marge d'incertitude (les salaires, la gestion du personnel) mais l'autre groupe (celui des ouvriers) possède également des éléments lui permettant de négocier et de contester.

La hiérarchisation des employés en *changong*, *linshigong* et *baogongtou* fait en outre émerger certaines catégories comme disposant d'une meilleure position dans la relation de pouvoir qui se joue dans l'entreprise.

Enfin, le caractère informel de l'emploi et la multiplication des intermédiaires favorise l'émergence de nombreux conflits du travail, en même temps que des relations de domination parfois violentes au sein de l'entreprise.

¹ Pun Ngai et Yu Xi (2011), « Action en justice ou résistance de classe ? « L'absence » de patron et de relation de travail dans l'industrie du bâtiment », *Perspectives chinoises*, n°2

VII - Les relations de travail : domination et conflits

J'ai mis en évidence dans le chapitre précédent la structure des rapports de pouvoir qui s'établissent dans les entreprises entre employés et employeurs ainsi qu'entre les différents employés selon leur emploi et leur grade. Je souhaite désormais étudier, dans ce chapitre, la façon dont se manifestent ces structures de pouvoir et la raison pour laquelle elles se manifestent de cette manière.

Je montrerai tout d'abord qu'en raison du caractère informel des relations de travail, la domination qui s'exerce sur les travailleurs prend souvent la forme d'une violence économique et verbale. J'essaierai ensuite d'analyser les réactions des migrants face à cette domination, entre résignation et violence contenue ou exprimée (jusqu'au cas extrême de l'usage de la force physique). Enfin, j'analyserai, à travers des études de cas, en quoi la voie légale peut être utilisée pour résoudre les conflits du travail et quelles en sont les limites.

A - De l'absence de dialogue à la relation conflictuelle

J'ai été frappée, au cours de mes entretiens, par le caractère conflictuel, voire violent que prenaient parfois les relations du travail à Picun¹. La domination, dont j'ai montré les origines structurelles, est ressentie par les travailleurs sur le mode de la violence et du conflit, au contraire de la domination symbolique et culturelle qui prévalait généralement dans les relations entre locaux et migrants.

J'essaierai donc dans cette première partie de définir la nature et les modalités de la domination exercée par les patrons et les contremaîtres sur les travailleurs, et de montrer les facteurs qui peuvent les influencer.

1) Petites entreprises : des relations relativement cordiales

La nature cordiale ou, au contraire, conflictuelle des relations de travail semble étroitement liée à la structure des entreprises.

Mes entretiens n'ont pas permis de mettre en évidence des processus de différenciation liés à l'âge ou au niveau de formation et d'expérience dans la nature des relations de travail. En revanche, le caractère des individus ainsi que la faculté individuelle d'expression et de dialogue constituent des facteurs importants dans la nature des relations de travail. Monsieur Shao, 51 ans, originaire du Shandong, affirme ainsi :

« J'estime être à égalité avec mes patrons. Nous donnons notre force physique, ils nous donnent un salaire, ce n'est rien de plus. (...) Je pense que le dialogue est fondamental dans les relations en entreprise. J'arrive donc bien à communiquer avec eux et je n'ai jamais eu de problèmes de ce genre (disputes avec le patron). »

La taille et la structure de l'entreprise semblent également jouer un rôle déterminant dans la nature des relations de travail. D'après l'enquête que j'ai menée à Picun, une relation cordiale entre employés et patrons semble d'autant plus susceptible d'exister que les deux sont des membres d'une même famille ou d'une même communauté. D'après de nombreux migrants, le fait de venir d'une même province que le patron et les collègues est un facteur important de bonne entente. Plus largement, une relation de reconnaissance et de confiance

¹ Voir également sur ce sujet Anita Chan (2001), *China's Workers under Assault. The Exploitation of Labor in a Globalizing Economy*, M.E. Sharpe

prédomine généralement dans les entreprises de petite taille (trois à quatre employés), qui sont généralement à forte dominante familiale ou communautaire et dont le patron travaille souvent au même titre que ses employés. Un travailleur âgé d'une quarantaine d'années explique ainsi :

“Je m'entends bien avec mon patron et mes collègues. C'est une petite entreprise et nous mangeons ensemble. (...) Si j'ai un problème, j'irai d'abord trouver mes collègues et mon patron pour le résoudre, ils sont dignes de confiance. »

Néanmoins, la petite taille et le caractère familial ou communautaire des entreprises ne suffit pas toujours à empêcher la naissance de tensions et de conflits. Ainsi, Monsieur Zhu, 17 ans, employé chez un *laoxiang*, se plaint que ses relations avec son patron se dégradent : tandis que le patron s'occupait bien de son protégé dans les premiers mois, il le traite désormais comme un vrai salarié et il lui arrive de se fâcher quand le travail n'est pas fait comme il faudrait.

“Je ne comprends pas pourquoi il se comporte comme ça avec moi. Il ne devrait pas. Nous sommes laoxiang et il me traite comme un vulgaire salarié. »

La confusion entre les relations entre proches et les relations de travail peut contribuer à faire naître de nouvelles tensions. Nous verrons cependant qu'elles sont souvent résolues par d'autres biais que dans d'autres types de relations.

2) Grandes entreprises : absence du patron et violence du contremaître

Dans les entreprises de plus grande taille, la figure du patron s'efface, il n'est plus connu des employés : son pouvoir s'exerce alors par l'absence de relations de travail. Il s'agit ici d'un autre rapport au pouvoir, distancié, qui implique une désindividualisation et une dématérialisation des relations de travail, et qui rend les situations de contestation d'autant plus difficiles.

Monsieur Chen, 48 ans, originaire du Shaanxi, raconte ainsi : *“Je n'ai pas eu de véritable contact avec mon patron. Je le connais de vue mais nous ne parlons jamais ensemble. »*

Lors de mes entretiens, le caractère conflictuel des relations du travail était à chaque fois soulignée de manière beaucoup plus forte chez les travailleurs que chez les patrons et les directeurs. Cela atteste sans aucun doute d'une volonté des premiers de mettre en avant leur bonté et leur bonne gestion de l'entreprise, tandis que les derniers se montrent plus enclins à se plaindre à un témoin extérieur de la relation inégale dont ils souffrent au sein de l'entreprise. Mais ce décalage de perception peut également s'expliquer par le fait que le groupe dominé ressent avec plus d'acuité le caractère tendu des relations de travail. En outre, il illustre le détachement du patron des relations d'entreprise, qu'il surplombe, tandis que les relations de travail quotidiennes se déroulent entre le chef de chantier (ou contremaître) et les travailleurs.

La figure du contremaître (*gongchang*) est en effet celle à laquelle se reporte la relation de travail. Or les relations avec le contremaître s'avèrent souvent tendues, voire violentes. De nombreuses violences verbales subies de la part des contremaîtres ou *baogong* sont ainsi décrites par les migrants. Ainsi, un jeune migrant raconte :

« On se fait souvent disputer ou insulter par les patrons quand on ne fait pas les choses correctement. Mais quand on est jeune et qu'on n'a pas été formé, on n'est pas efficace, c'est normal. Alors c'est dur de s'entendre parler de la sorte. »

La raison est à chercher, tout d'abord, dans le rôle du contremaître et dans la nature de son pouvoir sur les salariés. Contrairement au patron, il ne tient son statut qu'à sa capacité à faire respecter l'ordre et à pousser à la production dans l'entreprise. En outre, le manque d'éducation des contremaîtres est parfois soulevé pour expliquer leur comportement : ainsi, Monsieur Li explique :

« Les contremaîtres n'ont pas d'éducation, ils ne sont pas cultivés, ils viennent de la campagne comme les travailleurs. L'insulte est la seule manière qu'ils connaissent pour gérer une équipe. »

Par ailleurs, l'origine sociale du contremaître étant identique à celle des salariés, ceux-ci peuvent ressentir un sentiment d'illégitimité de sa domination.

3) Peur et résignation : les réactions des travailleurs

Ce dénigrement par certains patrons du travail de leurs salariés ainsi que les violences verbales qu'ils utilisent provoquent souvent des blessures morales fortes et des sentiments vifs. Monsieur Li, 28 ans, originaire du Gansu, raconte ainsi :

« Je me disputais souvent avec mon patron (dans une usine de construction). Je ne supporte pas qu'il fasse des remarques négatives sur mon travail ou qu'il m'insulte. Il m'est déjà arrivé de me battre avec lui. Du coup, je ne suis resté qu'un mois dans cette entreprise. »¹

Le sentiment de peur peut également dominer à l'égard du patron. C'est le cas pour cette migrante de 35 ans, originaire de Guizhou, désormais vendeuse dans un magasin de vêtements à Picun (extraits de mon journal de terrain) :

Elle m'explique : « Si nous étions dans le centre de Pékin et non pas à Picun, je ne vous aurais jamais parlé sur mon lieu de travail comme je le fais aujourd'hui. J'aurais trop peur. » Cependant, ayant fini de dire ces mots, elle baisse la voix et s'éloigne de moi : son directeur était entré dans le magasin. Je n'ai pas pu lui reparler par la suite.

La pression importante induite par les relations au travail peut également conduire à un sentiment d'étouffement et de mal-être qui se traduit parfois par des réactions extrêmes. Monsieur Wang, 26 ans, originaire du Henan, raconte par exemple une scène qui s'est produite dans son entreprise :

« Monsieur X s'est complètement effondré aujourd'hui. Il ne supportait plus la pression et le patron qui lui criait dessus. Le patron est un gros travailleur, il est courageux. Mais il nous pousse beaucoup et parfois il ne retient pas son langage. Monsieur X a commencé à hurler et à casser des meubles. (...) Ensuite il n'a même pas demandé son salaire, il est parti. »

La relation la plus courante entre patrons, contremaîtres et salariés semble être celle d'une méfiance réciproque. Il s'agit d'une situation tendue et « pré-conflictuelle », qui s'exprime cependant par l'absence et le non-dialogue dans le cas de « grands patrons » et par la violence verbale dans le cas des contremaîtres.

¹ Voir l'annexe

B - Violences économiques et stratégies de résistance

La violence s'exerce en outre sur le plan économique. En raison du caractère informel de l'emploi, le salaire n'est en effet défini que par un accord verbal entre l'employé et l'employeur. Or il est fréquent que le patron dénonce cet accord et diminue le salaire qu'il doit à ses employés. Tous les migrants que j'ai rencontrés ont vécu ce genre de situations.

1) Arriérés ou diminution des salaires : une situation fréquente

Les arriérés de salaire ou la diminution du salaire dû aux travailleurs migrants est un phénomène extrêmement courant et qui a attiré l'attention des médias et des chercheurs tant chinois qu'étrangers au cours de ces dernières années. Selon le *Beijing Evening News*, en 2006, jusqu'à 70 % des *nongmingong* avaient déjà vécu une telle expérience¹, tandis que le *All-China Federation of Trade-Unions*, le syndicat officiel chinois, estimait que les salaires non payés aux travailleurs migrants s'estimaient à 12,5 milliards de dollars².

Mes entretiens ont confirmé le caractère très fréquent de ces problèmes, encore en 2013. Monsieur Chen, migrant de 46 ans originaire du Shandong, affirme par exemple :

« Dans tous mes précédents emplois, les patrons m'ont toujours donné moins d'argent que prévu. C'est toujours comme ça. »

Monsieur Wang, 26 ans, originaire du Henan, explique également que :

« A chaque fois qu'ils (les patrons) le pouvaient, ils trouvaient une excuse pour nous payer moins que la somme prévue au départ. Par exemple, ils disaient que j'avais commis une faute dans mon travail, que je n'avais pas été assez efficace, etc. De toute façon le salaire n'est pas entièrement fixé par mois, cela dépend de combien de jours je travaille, si je fais des heures supplémentaires etc. Mais les patrons profitent de cette flexibilité pour nous retirer un peu d'argent. Ou bien ils essaient de nous payer avec quelques jours de retard ».

¹ Zhang Lei, "Fayuan fachu sifa jianyi huyu zeng 'tuoqian laodong baochou zui'" (Court Calls for Establishing the "Crime of Deferring Labor Wages"), *Beijing Wanbao* (Beijing Evening News), Apr. 29, 2006, http://news.xinhuanet.com/legal/2006-04/29/content_4490996.htm, cité par Halegua, Aaron (2008), *Getting Paid: Processing the Labor Disputes of China's Migrant Workers*, Berkeley Journal of International Law, Vol. 26 n°1

² Tina Qian, "Fund Gives Migrant Workers Access to Legal Aid", *China Development Brief*, Jan. 26, 2006, <http://www.chinadevelopmentbrief.com/node/430>

Le non-paiement des heures supplémentaires constitue également une forme de domination économique violente, contre laquelle les employés ont très peu de moyens d'action.

De la part des patrons, cette attitude n'apparaît pas nécessairement comme une rupture du contrat de confiance qu'il entretient avec ses salariés, mais comme un droit légitime. Si aucun patron n'a reconnu qu'il leur était arrivé de diminuer le salaire de leurs employés, ils ont parfois accepté de m'expliquer pourquoi certains pouvaient adopter cette attitude. Ainsi, Monsieur Wang, 36 ans, originaire du Henan et patron d'une petite entreprise de verre qui emploie quatre salariés, explique :

« Les patrons ont des revenus irréguliers. S'ils gagnent moins, ça leur paraît normal de moins payer les salariés. En plus, il arrive fréquemment que les employés manquent des jours de travail, soient inattentifs ou fassent des erreurs dans leur travail. Le patron diminue alors leur salaire en fonction de sa satisfaction. »

Il arrive également que les arriérés de salaire ou le non-paiement des salaires apparaisse aux patrons comme la seule fuite possible dans une situation sans issue où la faillite de leur entreprise les a menés. La création d'entreprise comporte d'importants risques qui rendent cette situation relativement courante. Enfin, la présence d'intermédiaires entre le patron et les employés multiplie les risques. La disparition d'un *baogong* avec l'ensemble des salaires dus à ses travailleurs temporaires n'est pas rare et a été évoquée dans l'un de mes entretiens.

Cependant, la raison pour laquelle apparaît fréquemment cette forme de violence économique, au détriment d'une forme de domination plus « douce » et plus « symbolique » me paraît résider essentiellement dans l'énorme marge d'incertitude dont profitent les patrons. Sans aucune contrainte légale (puisqu'ils n'ont pas signé de contrat), ils sont libres d'user de cette forme extrême de domination envers leurs employés. Par ailleurs, la grande mobilité de la main-d'œuvre et les relations discontinues qu'elle implique entre employeurs et employés rendent plus aisées des formes de violences économiques.

2) Résignation, *voice* ou *exit* ?

Les arriérés et les diminutions de salaire, en tant que manifestations violentes de la domination des patrons sur leurs employés, donnent naissance à des perceptions négatives chez les travailleurs migrants. Ceux-ci manifestent leur désapprobation en s'exprimant ainsi :

« Pékinois ou autres, les patrons sont tous pareils, ils ne sont attirés que par le profit. Ils manquent de morale. » (Monsieur Wang, 26 ans, Henan)

« Je ne pense pas que tous les patrons soient mauvais, mais tout de même, tout ce qu'ils veulent c'est gagner de l'argent. Leurs relations avec les employés sont uniquement guidées par le profit ». (Monsieur Li, 28 ans, Gansu).

Néanmoins, la réaction majoritaire est la résignation. Ainsi, Monsieur Wang, 26 ans, originaire du Henan, explique :

« La plupart des travailleurs ne disent rien : ce ne sont pas des grosses sommes et ce qui leur importe c'est de ramener une grosse somme à la maison. Pour eux, qu'ils manquent quelques dizaines ou quelques centaines de yuan, ce n'est pas si important et ça ne justifie pas de passer du temps à aller au tribunal. »

Monsieur, Chen, 46 ans, originaire du Shandong, raconte (extrait de mon journal de terrain) :

Monsieur Chen a trouvé un travail comme conducteur de bus, qu'il a exercé pendant un mois. Son salaire, négocié à 3 500 yuan par mois, lui a en réalité été payé 3 200 yuan. Cela ne l'a pas étonné : de tous les jobs, aucun ne lui a été payé autant que ce qui avait été négocié. Monsieur Chen n'a pas réclamé les 300 yuan qui manquaient à son salaire, estimant que cela ne servait à rien car le patron n'accepterait pas. En plus, il sait, d'expérience, qu'une certaine marge entre le salaire promis et le salaire donné est relativement normale.

La peur de perdre son travail se combine avec le refus de perdre de l'argent et du temps dans un procès inutile et avec la certitude que la négociation avec le patron n'aboutira pas. La perception des rapports de pouvoir dans l'entreprise conduit donc les migrants à privilégier des stratégies d'*exit* (quitter l'entreprise) ou à se taire.

Une stratégie de « *voice* » ne semble être adoptée que dans des cas extrêmes, à la fois lorsque l'enjeu est grand et lorsque la légitimité du pouvoir patronal est atteinte. Monsieur Zhou 36 ans, originaire du Shandong, raconte :

(Monsieur Zhou travaille comme chauffeur dans une entreprise de construction). Un jour, il rencontre un Sichuanais qui travaille dans le creusement de fondations pour la construction de ponts. Comprenant que le salaire peut être important, il décide de démissionner pour travailler dans ce secteur. Associé avec sa femme, il travaille pour un baogongtou, lequel est lui-même en contact avec un intermédiaire qui lui présente les entreprises de construction de ponts et qui est chargé de gérer le salaire. (...) En 2010, au bout de quatre ans, ils n'ont pas réussi à contacter le baogong pour avoir leur salaire. Ils sont allés jusqu'à l'endroit où habitait le baogong, ont tenté de négocier, mais devant son refus, ils ont refusé de partir tant qu'il ne leur donnait pas leur salaire. Finalement, il s'est avéré que le baogong lui-même n'avait rien reçu de la part de l'intermédiaire. Celui-ci avait disparu avec l'argent. Les deux travailleurs ont fini par faire entendre raison à l'entreprise de construction qui leur a redonné leur salaire.

La défense de leurs droits prend ici une forme extrême (*sitting* devant le logement d'un patron), ce qui illustre l'impossibilité pour les travailleurs de faire entendre la voix par la voie « normale » de la négociation. Cet épisode rappelle, dans une moindre mesure, les actions désespérées de certains migrants pour récupérer leurs salaires, actions fréquemment relatées par les médias chinois¹.

Il me paraît utile d'ouvrir une parenthèse sur les grèves de travailleurs et les actions collectives, dont médias et chercheurs ont montré l'importance dans le sud de la Chine (essentiellement à Canton et Shenzhen)², mais dont je n'ai entendu aucun écho au cours de mon enquête de terrain à Picun. L'explication tient sans doute, au moins en partie, à la différence de climat social entre le sud de la Chine et Pékin. En tant que capitale politique, Pékin connaît beaucoup moins de grèves de travailleurs, qui rencontreraient certainement une répression plus sévère que dans le sud. Par ailleurs, les petites entreprises de la banlieue de

¹ Pour un exemple récent : « Neuf travailleurs de Dalian menacent de sauter d'un immeuble pour négocier leur salaire » (dalian 9 gongren wei taolin yu "tiaolou", 大连9工人为讨薪欲“跳楼”), *Caixin Magazine*, 7 novembre 2013

² Voir par exemple Chris King-chi Chan, Pun Ngai (2009), "The Making of a New Working Class? A study of Collective Actions of Migrant Workers in South China," *The China Quarterly*, no. 198, pp. 287-303 ; Béja, Jean-Philippe (2011) "The New Working Class Renews the Repertoire of Social Conflict", *China Perspective*

Pékin contrastent avec les grandes usines de Canton, rendant l'association moins aisée et moins efficace dans la capitale.

C - Résistances légales : l'action en justice

Si l'*exit* est la solution très largement privilégiée par les migrants pour résoudre leurs conflits du travail, une troisième voie existe cependant qui est le recours à une procédure juridique. Encore très marginale, la voie juridique dans la résolution des conflits du travail est cependant de plus en plus utilisée. Le changement de discours officiel à partir de 2003 est généralement considéré comme le catalyseur de la « résistance légale »¹ des migrants. A partir de cette date, en effet, le gouvernement a mis en place de nombreuses mesures visant à protéger les droits des travailleurs migrants². Ces mesures, si elles n'ont pas été suivies de réel effet en termes d'amélioration des conditions de travail des migrants, a cependant incité de nombreux travailleurs à recourir au système judiciaire pour résoudre leurs conflits.

Nouvel instrument au service des travailleurs, le droit permet donc de réduire l'incertitude de la relation de travail au profit des employés. Nous verrons, à travers un exemple typique, pourquoi et comment le droit est parfois choisi par les travailleurs pour résoudre leurs conflits. Nous montrerons en outre les difficultés que ceux-ci doivent surmonter au cours de la procédure juridique et l'issue plus ou moins favorable de cette procédure.

1) La décision d'entamer une procédure juridique

Selon Wenfang Tang et Qing Yang³, utilisant des données tirées d'une enquête nationale menée en 2004, les travailleurs migrants sont plus enclins à utiliser les voies officielles de résolution des conflits (arbitrage officiel, voie judiciaire) que les résidents ruraux et que les résidents urbains. Par ailleurs, la même enquête indique que dans 40 % des

¹ Kevin J. O'Brien (1996), "Rightful Resistance," *World Politics Journal*, Volume 49, n°1 ; Kevin J. O'Brien et Li Lianjiang (2006), *Rightful Resistance in Rural China*, Cambridge University Press

² Voir par exemple Anita Chan (2001), *China's workers under assault: the exploitation of labor in a globalizing economy*, Armonk, NY: ME. Sharpe ; Froissart C. (2005), « Quelle citoyenneté pour les travailleurs migrants en Chine ? », *Etudes Chinoises* vol 24, pp. 301-316.

³ Wenfang Tang et Qing Yang (2008), « The Chinese Urban Caste System in Transition », *The China Quarterly*, 196, pp 759-779

cas, la résolution officielle a été favorable aux travailleurs migrants, contre 12 % chez les résidents urbains et ruraux. Selon Aaron Halegua¹, le nombre d'affaires judiciaires concernant les conflits du travail entre migrants et patrons ont augmenté de manière très rapide au cours de la dernière décennie.

Lors de mon enquête de terrain, j'ai croisé plusieurs cas de conflits de travail portés devant la justice. Parmi eux, j'ai choisi d'analyser en détail trois cas, représentatifs des poursuites judiciaires menés par les migrants, tant par leurs motifs que par les procédures utilisées.

Le premier cas que j'ai rencontré, Monsieur Deng, ne m'a été rapporté que par le membre de l'ONG Li Xiangyang, mais j'ai pu le rencontrer très rapidement avant qu'il parte pour Canton. J'ai en outre eu accès à tous ses documents juridiques², que j'ai pu photocopier. Voici un résumé de sa situation :

Monsieur Deng est un baogongtou. Avec un groupe de 28 travailleurs temporaires, il est allé travailler à Tongzhou (un district de Pékin proche de Picun) comme menuisier pour une entreprise, (Long Teng Sheng Shi Huizhan Fuwu Youxian Gongsi, que j'appellerai Long Teng dans la suite du récit) qui elle-même s'occupait de tâches sous-traitées par une autre entreprise (Long Ze Tianxia Yingshi Chuanmei Youxian Gongsi, que j'appellerai Long Ze par la suite). Après avoir travaillé tout le mois d'avril 2011, il s'est aperçu que le responsable de l'entreprise Long Teng était introuvable et que l'entreprise ne s'était pas enregistrée légalement. Les 29 travailleurs se sont alors retournés contre l'entreprise Long Ze, qui a refusé de les payer. Après avoir ensemble envahi les locaux de l'entreprise et refusé de partir tant qu'ils n'obtiendraient pas satisfaction, les travailleurs et l'entreprise ont signé un accord : ils recevraient collectivement 10 000 yuan, à condition qu'ils ne mettent plus les pieds dans les locaux. Dans le cas contraire, ils se verraient contraints de payer eux-mêmes 20 000 yuan à l'entreprise.

Cependant, la somme de 10 000 yuan était bien inférieure aux 49 000 yuan dûs collectivement aux 29 travailleurs. Monsieur Deng, étant responsables du groupe, a dû payer ses linshigong, s'endettant ainsi considérablement.

¹ Halegua, Aaron (2008), *Getting Paid: Processing the Labor Disputes of China's Migrant Workers*, Berkeley Journal of International Law, Vol. 26 n°1

² Dont quelques uns sont en annexe

Dans le cas de Monsieur Deng, par conséquent, la somme très importante dûe par l'entreprise et qu'il a été obligé de déboursier lui-même pour payer ses *linshigong* explique sa décision de porter l'affaire devant la justice. Il l'explique ainsi :

« Le procès prend plusieurs mois, voire plusieurs années et m'a coûté très cher. Pourtant, je n'ai pas d'autre choix : je dois payer mes dettes et c'est la seule manière de récupérer mon salaire. »

Le deuxième cas concerne Monsieur Chen, un migrant de 46 ans, originaire du Shandong, qui s'est coupé le pouce lors d'un accident du travail¹. Ayant reçu de l'entreprise la somme nécessaire à son opération, mais pas de compensation financière pour l'arrêt forcé de son emploi, il a décidé, sur les conseils de l'ONG la Maison des Travailleurs migrants, de porter l'affaire devant le comité d'Arbitrage. J'ai eu connaissance de Monsieur Chen par l'intermédiaire de Li Xiangyang et ai pu suivre les étapes du processus judiciaire jusqu'au jugement rendu par le Comité d'arbitrage, qui a eu lieu début novembre. Voici son récit :

Monsieur Chen explique qu'il n'avait aucune réclamation particulière juste après l'accident, mais qu'étant donné que l'entreprise ne lui a donné que de quoi se soigner et ne s'est pas préoccupé de son sort après, il n'a pas trouvé cette attitude normale. Il explique qu'il n'a plus de source de revenus puisqu'il ne peut plus travailler. Il est alors allé à l'entreprise pour demander de l'argent, mais le directeur a refusé. Alors, Monsieur Chen est allé au Bureau du Travail (laodongju, 劳动局) sur les conseils de l'ONG. Le Bureau du travail lui a expliqué qu'il devait entamer une procédure judiciaire. Il est alors allé au Comité d'Arbitrage (zhongcai, 仲裁). Celui-ci a tenté une médiation, qui s'est avérée impossible puisque le patron ne s'est jamais présenté. Le 14 novembre, Monsieur Chen a donc été convoqué pour ouvrir le procès. Il a communiqué les preuves de sa relation de travail avec l'entreprise ; celles-ci seront examinées sous un délai de deux mois avant de pouvoir vraiment ouvrir l'affaire judiciaire.

Le troisième cas concerne un jeune migrant de 26 ans, Wang Yu, originaire du Henan et travaillant comme menuisier dans une usine de meubles, qui conteste le non-paiement de son salaire par l'entreprise. J'ai rencontré Monsieur Wang par l'intermédiaire de Li Xiangyang et j'ai pu obtenir plusieurs entretiens avec lui, au cours desquels il m'a expliqué son sentiment

¹ CF annexe

quant à la procédure judiciaire qu'il venait de traverser. J'ai eu la chance d'avoir accès au document original du verdict rendu par le tribunal populaire sur son cas¹. Voici le résumé de la situation telle qu'elle est expliquée dans ce document :

« Le plaignant Wang Zhangyu déclare :

Je relève d'un état civil paysan. Du 31 mai 2013 au 31 juillet 2012, j'ai exercé le travail de menuisier chez l'accusé. Aucun contrat de travail n'a été signé des deux côtés ; lorsque j'ai été embauché, il a été décidé que le salaire journalier serait de 220 yuan et que je travaillerais 30 jours par mois.

Pendant le temps où j'ai travaillé chez l'accusé, la fabrique me demandait souvent de faire des heures supplémentaires. Durant ce temps, j'ai accumulé un total de 130 heures de travail supplémentaire, que l'accusé ne m'a pas payées. Dans le même temps, l'accusé ne s'est pas acquitté envers moi des frais d'assurance sociale.

Le 31 juillet 2012, en raison des arriérés de salaire non perçus et de l'assurance sociale non acquittée, j'ai rompu les liens de travail entre moi-même et l'accusé. Ces sommes dues n'ont jamais été payées par l'accusé. »

Lors de l'entretien que j'ai effectué avec Monsieur Wang, j'ai pu constater que ses motivations étaient de plusieurs sortes :

« J'ai changé plusieurs fois de travail en 2 ans. J'ai rencontré beaucoup de patrons qui ne me satisfaisaient pas. Certains refusaient même de me payer. Au début, j'avais un patron pékinois. La première fois que je l'ai vu, il m'a pourtant fait une très bonne impression : il semblait très « officiel », comme beaucoup de Pékinois. En fait, ils sont souvent très arrogants et il me prenait de haut parce que je venais du Henan et les Pékinois détestent les gens du Henan.

Lorsqu'il m'a recruté, nous étions plusieurs, il nous a dit : je vous paierai 200 yuan par jour. J'ai trouvé que c'était beaucoup, j'étais très content, j'ai commencé à travailler là-bas. Au bout d'un mois, il ne voulait plus me payer, il disait que ça allait venir plus tard, mais il refusait de dire quand et il ne nous donnait pas l'argent. Cette fois, je n'ai pas accepté. Nous étions plusieurs dans le même cas. Avec deux collègues, j'ai porté l'affaire devant le tribunal. »

¹ CF annexe

Tout d'abord, l'arrogance ressentie du patron de l'entreprise, à laquelle se rajoute une méfiance née de provenances différentes, a joué un rôle important. En effet, si Monsieur Wang a rencontré de nombreuses situations similaires au cours de sa vie professionnelle, la relation conflictuelle qu'il entretenait avec ce patron l'a convaincu d'entamer une procédure judiciaire.

Des études ont montré que la situation des travailleurs dans la hiérarchie de l'entreprise jouait un rôle dans leur propension à utiliser la voie juridique dans la résolution de leurs conflits. Ainsi, Isabelle Thireau et Hua Linshan ont montré que les travailleurs qui ont recours à une procédure juridique pour résoudre leurs conflits occupent en moyenne une position plutôt élevée dans l'entreprise (en termes de salaire, de compétences et de temps passé dans l'entreprise), tandis que les travailleurs occupant une position plus défavorisée ont plus tendance à recourir à des pétitions et des lettres de plainte adressées au Bureau des Lettres et Visites¹. Néanmoins, le panel relativement peu étendu de mon enquête ne m'a pas permis de confirmer ou d'infirmier ce phénomène de différenciation du mode de résolution selon la position sociale dans l'entreprise. D'autre part, l'ONG La Maison des Travailleurs, en donnant des conseils juridiques et en exhortant les travailleurs à recourir à la voie juridique pour résoudre leurs conflits, contribue à augmenter la propension des travailleurs à utiliser cette voie, comme le montre le cas de Monsieur Chen, qui n'a entamé une procédure d'arbitrage que sur les conseils de l'ONG.

2) La structure du dispositif juridique : de la médiation au tribunal

La structure juridique existant pour traiter les conflits du travail est composée de plusieurs dispositifs². La réglementation de 1993 (*Regulation for the Handling of Enterprise Labor Disputes*) et le Code du Travail de 1994 ont établi un système appelé « Une médiation, un arbitrage et deux procès », encore en vigueur aujourd'hui. La loi de 2007³ sur la médiation et l'arbitrage des conflits du travail ainsi que la loi sur les contrats du travail de 2008⁴ ont

¹ Isabelle Thireau et Hua Linshan (2010), *Les ruses de la démocratie. Protester en Chine*, Paris, Seuil, L'Histoire immédiate

² Cai, Dingjian et Wang, Chenguang, ed. (2010), *China's Journey toward the Rule of Law. Legal Reform, 1978-2008*, Leiden: Brill

³ Laodong zhengyi tiaojie zhongcai fa (Law on Labor Dispute Mediation and Arbitration) (promulguée par le Comité permanent de l'ANP le 29 décembre 2007, effective le 1er mai 2008)

⁴ Laodong hetong fa (Labor Contract Law) (promulguée par le Comité permanent de l'ANP le 29 juin 2007, effective le 1er janvier 2008)

cependant assoupli le système et l'ont rendu plus favorable aux travailleurs (concernant l'examen des preuves, les délais etc). Selon ce système, le conflit peut être tout d'abord porté devant un comité de médiation (*tiaojie hui*, 调解会), composé de représentants de l'entreprise, des travailleurs et des syndicats officiels. Cette étape est toutefois facultative. Le conflit du travail doit ensuite passer par une procédure d'arbitrage (*zhongcai*, 仲裁), celle-ci obligatoire. Le Comité d'Arbitrage est chargé d'établir une médiation entre les deux parties et, si cette médiation n'aboutit pas, de porter un verdict sur le cas. En cas de contestation, les parties peuvent enfin porter l'affaire devant le Tribunal Populaire (*renmin fating*, 人民法院).

Dans les deux derniers cas, la procédure de médiation n'a pas eu lieu, soit parce que le plaignant ne l'a pas voulu (Monsieur Wang), soit parce que l'affaire était trop complexe et que les employés du comité de médiation ont conseillé au plaignant de porter l'affaire devant le comité d'arbitrage (Monsieur Chen). La procédure d'arbitrage ne s'est, en outre, pas avérée satisfaisante et n'a pas suffi à résoudre le conflit. Monsieur Wang m'a ainsi expliqué :

« C'est très pénible, parce que les instances juridiques veulent toujours te faire parvenir à un compromis d'abord. (...) Mais moi, je ne veux pas de compromis, je veux récupérer mon argent et je veux que la loi soit respectée. »

Quant à Monsieur Chen, la procédure d'arbitrage s'est soldée par un échec car l'accusé ne s'est jamais présenté.

L'affaire est alors ouverte au sein du Comité d'arbitrage. La première étape consiste à communiquer les preuves, qui sont examinées sous un délai de deux mois, puis le procès peut s'ouvrir.

Dans le cas de Wang Yu, le Comité d'arbitrage a reconnu l'existence d'une relation de travail et exigeait de l'entreprise qu'elle paie le salaire du plaignant, une compensation pour la non-délivrance du salaire en l'absence de signature de contrat et une compensation économique pour la rupture des liens de travail. Il a cependant rejeté ses autres demandes (paiement des heures supplémentaires, compensation pour le non acquittement de la sécurité sociale, compensation pour la rupture des liens de travail et compensation pour l'instruction du procès). Par ailleurs, les sommes demandées à l'entreprise ont été minimisées, par rapport à ce que requérait le plaignant.

Celui-ci, non satisfait, a donc fait appel du jugement effectué par le Comité d'arbitrage. Il s'estime déçu par l'attitude des membres du Comité d'arbitrage :

« Alors, avec un collègue, je suis allé voir le Comité d'arbitrage. C'est l'instance juridique qui est au-dessous du tribunal populaire. Ils ont instruit mon dossier. (...) Mais finalement, je n'étais pas satisfait et je suis allé jusque devant le tribunal. Le Comité d'arbitrage m'a semblé trop en faveur du patron (...). »

En revanche, le verdict du Tribunal s'est avéré beaucoup plus favorable que le verdict rendu à l'issue de la procédure d'arbitrage. Ainsi, tandis que la procédure d'arbitrage avait condamné l'entreprise à payer au total 9 650 yuan à Wang Yu, la tribunal l'a condamnée à payer au total 15 050 yuan.

Dans le cas de Monsieur Deng, le comité d'arbitrage a été beaucoup plus favorable au travailleur que le tribunal, en reconnaissant la relation de travail et en condamnant l'entreprise à payer. Voici le récit du parcours juridique de Monsieur Deng.

Monsieur Deng a décidé de porter l'affaire devant les tribunaux, en s'aidant d'un avocat, qu'il a payé près de 10 000 yuan. Le comité d'arbitrage de Tongzhou a reconnu l'existence de la relation de travail entre les travailleurs et l'entreprise Long Ze, en vertu d'un contrat de travail signé entre l'entreprise Long Ze et l'entreprise Long Teng. Il a condamné l'entreprise à payer non seulement le salaire des travailleurs, mais aussi leur assurance retraite pour le mois d'avril. Les 25 % du salaire d'indemnisation demandés ont en revanche été rejetés. La somme totale s'élevait à plus de 84 000 yuan.

Cependant, l'entreprise Long Ze a refusé de payer et a fait appel au tribunal de Tongzhou. Ne pouvant pas payer un autre avocat, Monsieur Deng a cette fois perdu le procès : le tribunal a refusé de reconnaître l'existence de relations de travail entre les travailleurs et l'entreprise Long Ze, reconnaissant uniquement une relation de travail avec l'entreprise Long Teng. Un recours au tribunal d'instance a produit le même résultat.

En dernier recours, Monsieur Deng s'est tourné vers l'ONG La Maison des Travailleurs pour lui demander conseil.

La présence ou non d'un avocat semble être déterminante. En effet, Monsieur Deng explique :

« Après l'échec de mon recours, je suis allé trouver un avocat et lui ai expliqué mon cas. Il m'a dit que j'étais sûr de gagner si j'ouvrais un autre procès avec son aide. Mais je devais déboursier d'avance plusieurs milliers de yuan. Or je n'ai pas cet argent et je ne peux plus emprunter. »

Cet échec met en lumière l'une des difficultés qui limitent le recours aux procédures juridiques des travailleurs migrants.

3) La procédure juridique : difficultés et limites

Ces difficultés sont nombreuses : absence de preuve de la relation de travail, tentatives d'intimidation de la part de l'entreprise, coût élevé des frais d'avocats et manque de connaissances juridiques des plaignants.

La première difficulté consiste à réunir les preuves. Le Code du Travail chinois requiert que les employés prouvent avoir eu une « relation de travail » (*laodong guanxi*, 劳动关系) avec leurs employeurs, sous 45 jours à dater de la rupture de cette relation de travail, afin de pouvoir qualifier la dispute de « conflit du travail » et de pouvoir entamer une procédure judiciaire¹. L'absence de contrat de travail chez la plupart des travailleurs migrants est donc un handicap important dans le recours à la voie juridique pour résoudre les conflits, comme le montre le cas de Monsieur Wang.

Les preuves réunies par Wang Yu étaient les suivantes (extrait du verdict rendu par le tribunal) :

« Afin d'attester de ses déclarations, Wang Zhangyu a fourni les pièces suivantes :

Quatre photographies prouvant qu'il faisait des heures supplémentaires de travail. (...)

Une liste de production et une liste de prévisions, prouvant les objectifs de travail du 26 juin 2012 et du 2 juillet 2012 selon les horaires de travail normaux. (...)

¹ Aaron Halegua, Op. Cit.

Un enregistrement vocal d'une discussion avec Monsieur Chai, prouvant que le travail a commencé le 31 mai 2012 et qu'il comporte des heures supplémentaires. »

Le manque de pouvoir de négociation des travailleurs migrants les empêche également de demander à leurs patrons, lors de l'embauche, des documents prouvant leur travail dans l'entreprise, ou de demander, au cours de la relation de travail, des documents prouvant leur production ou leurs horaires de travail. Interrogés, les travailleurs répondent qu'ils n'osent pas demander de tels documents, car les patrons les considéreraient comme des fauteurs de troubles et refuseraient de les employer.

La recherche de preuves doit donc s'effectuer à la dérobée. Monsieur Wang raconte (extrait de mon journal de terrain) :

Il était habitué à ce que les patrons ne le paient pas. Au moment où il a discuté du salaire avec le patron, il a donc utilisé son portable pour enregistrer le patron. De cette manière, il avait une preuve du salaire prévu à l'origine. Maintenant, il s'est acheté sur internet un minuscule enregistreur qu'il peut glisser dans sa manche sans se faire repérer lors de sa discussion avec le patron.

Outre la difficulté de produire des preuves, les travailleurs sont confrontés aux tentatives d'intimidation de la part des patrons. C'est le cas de Monsieur Chen (voir l'encadré ci-dessous). Le déséquilibre dans les relations de pouvoir favorise des situations de duperie, de violences verbales voire de menaces physiques.

Enfin, dans le cas de Monsieur Deng, la difficulté a été d'un autre ordre. D'une part, l'inexistence légale de l'entreprise Long Teng ne lui a pas permis de retrouver son employeur. Il explique en outre que :

« Les autorités n'ont rien fait pour retrouver le patron de l'entreprise Long Teng. D'une part, on m'a dit qu'aucune action n'était envisageable tant qu'un procès n'avait pas été ouvert contre lui. D'autre part, en cas de réussite du procès, on m'a fait comprendre que je devrais partir moi-même à sa recherche. »

Tentatives d'intimidation : récit de Monsieur Chen

Le 11 novembre au soir, le chef de chantier (gongchang) appelle Monsieur Chen pour lui dire de venir à l'entreprise. Le patron (laoban), le directeur (jingli) et le chef de chantier l'invitent à se rendre dans une pièce à part et se mettent à le persuader de renoncer à son procès. Ils lui parlent très violemment. Le patron le menace et lui réclame l'argent qu'il lui a donné pour se soigner, mais Monsieur Chen répond qu'il l'a dépensé entièrement. Le patron lui demande alors ce qu'il réclame. Il propose de lui donner deux mois de salaire si Monsieur Chen renonce à sa poursuite. Celui-ci refuse.

Le 13 novembre, le directeur l'appelle pour lui demander de venir à l'entreprise. Monsieur Chen refuse. Quelques minutes plus tard, le patron, le directeur et un avocat viennent en voiture et lui demandent de monter, ce qu'il accepte. Ils l'emmènent au restaurant, où l'avocat lui explique que la blessure n'étant pas très grave, il n'obtiendra de toute manière que peu d'argent à l'issue de sa procédure. Le patron propose de lui donner 5 000, puis 10 000 yuan, ce qu'il accepte. Tous les quatre vont donc à l'entreprise où le patron et son avocat font signer à Monsieur Chen un accord selon lequel il a bien reçu l'argent. Puis le patron lui demande de monter à nouveau en voiture sous prétexte de retirer l'argent à la banque. En réalité, il l'emmène au Comité d'arbitrage pour que Monsieur Chen retire sa plainte (chesu, 撤诉). Monsieur Chen refuse.

Le 14 novembre au petit matin, le directeur appelle Monsieur Chen pour lui demander de venir à l'entreprise. Une fois arrivé, le patron l'emmène en voiture sous prétexte d'aller retirer de l'argent pour lui donner. Il s'arrête au gouvernement local (xiangzhengfu, 乡政府) en lui disant de l'attendre quelques minutes pendant qu'il règle une affaire urgente. En réalité, il ne revient pas ; Monsieur Chen soupçonne que son but était de lui faire rater le rendez-vous au Comité d'arbitrage. Il y arrive pourtant à temps.

Le directeur y est également allé, mais a déclaré qu'il n'était pas le patron. Les employés du Comité d'arbitrage ont donc inscrit que l'accusé (beigao, 被告) n'était pas présent. Le directeur déclare alors aux employés que Monsieur Chen et a reçu 10 000 yuan de sa part et a signé un accord pour retirer sa plainte. Pour les employés, cet accord n'est pas valide : ils demandent à Monsieur Chen si celui-ci veut retirer sa plainte, ce qu'il refuse.

Monsieur Chen dit être excédé par les mensonges et les duperies du patron et du directeur de l'entreprise. Il m'a également confié avoir peur de ses anciens employeurs et soupçonne que ceux-ci n'hésiteraient pas à employer la force pour le faire taire.

D'autre part, dépourvu de connaissance en droit du travail, il a dû passer par un avocat qu'il a payé près de dix milliers de yuan. Lors du procès en appel, il n'a pas été en mesure de payer l'avocat et le procès s'est soldé par un échec.

Son exemple montre que le manque d'information des migrants quant à leurs droits et aux procédures juridiques est la première source de difficultés. En effet, il est par exemple possible pour les migrants ruraux d'accéder à un service d'avocats gratuits de la part du syndicat général de Pékin (*zonggonghui*, 总工会) : il suffit de posséder un *hukou* rural pour en bénéficier. Le syndicat met également à disposition une *hotline* gratuite pour les travailleurs désirant obtenir des conseils juridiques. Cependant, la plupart des travailleurs ne connaissent pas l'existence de ce procédé.

Néanmoins, l'expérience d'une procédure juridique est très formatrice et permet aux travailleurs migrants de diffuser autour d'eux les informations nécessaires. Ainsi, son verdict a rendu Wang Yu particulièrement conscients de ses droits et des procédures qu'il peut utiliser pour les protéger :

« Au début, je ne comprenais rien aux procédures juridiques ; je me suis renseigné peu à peu avec mon collègue et je comprends bien comment ça se passe. Je pourrais aider les autres travailleurs en les renseignant, car j'ai l'expérience nécessaire désormais. J'ai compris que lorsque les patrons ne signent pas de contrat, ils doivent payer le double en cas de conflit sur les salaires. La plupart des patrons ne le savent pas, mais c'est illégal et puni par la loi. (...) Désormais, je n'hésiterai pas à avoir recours à une procédure juridique. J'utilise donc toujours un enregistreur lors de mes discussions avec les patrons, afin d'avoir une preuve en cas de procès. »

Il est en outre désireux de faire profiter les travailleurs de son expérience et prodigue des conseils au sein de l'ONG.

Conclusion

La structure des rapports de pouvoir en entreprise favorise donc l'émergence de relations de domination souvent conflictuelles entre ouvriers et patrons. Celles-ci se manifestent par des violences verbales et économiques de la part des patrons et des contremaîtres. Les réponses des travailleurs à cette domination oscillent généralement entre la résignation et la démission.

En outre, malgré les difficultés rencontrées au cours de la procédure, il apparaît que le droit du travail peut constituer un élément important dans la relation de pouvoir entre employeurs et employés et rééquilibrer la relation de travail au profit des travailleurs migrants. Néanmoins, le manque de connaissances juridiques de la part à la fois des patrons et des employés rend le recours au droit très marginal dans les entreprises et ne permet pas encore d'observer une évolution significative. En ce sens, le rôle de l'ONG apparaît comme fondamental, puisqu'elle contribue à la diffusion d'un savoir juridique au sein de la population de travailleurs migrants.

VIII - Organisation de classe : l'ONG la Maison des Travailleurs Migrants

L'étude des conflits du travail a mis en évidence le rôle de l'ONG La Maison des Travailleurs dans leur résolution au profit des travailleurs migrants. L'exclusion dont souffrent les migrants ruraux et la violation fréquente de leurs droits, notamment dans le domaine professionnel, rendent pressante l'action d'ONG dédiées à cette population.

L'association a pour but principal de fournir services et assistance aux travailleurs migrants de Picun, dans plusieurs aspects de leur vie : les loisirs, l'éducation des enfants, mais aussi la formation et les conflits du travail. Mais elle vise aussi, plus largement, à l'unification, la prise de conscience et la mobilisation de cette nouvelle « classe de travailleurs ». A travers ses différentes actions, elle tente de donner aux travailleurs migrants les moyens d'inverser le rapport de force qui les placent sous la domination à la fois de la population locale et des patrons d'entreprise.

Relevant de « l'association populaire » (*minjian*, 民间), l'association a cependant dû développer le cadre structurel d'une ONG, caractérisé par une organisation relativement institutionnalisée, un appel de fonds extérieurs, un fonctionnement par programmes délimités dans le temps et dans la portée et un recours à la fois au volontariat et au travail salarié. Par ailleurs, ses rapports avec le pouvoir sont marqués par la recherche d'une collaboration et d'une légitimité aux yeux de l'Etat, mais aussi par une auto-censure et par une peur permanente de déplaire aux autorités.

En cela, elle est un exemple typique des « organisations de la société civile » qui se sont développées après 1989. Généralement dédiées au service des populations marginales, celles-ci évitent les thèmes politiques pour se concentrer sur les œuvres sociales. Occupant l'espace laissé vacant par l'action publique, leurs missions sont encouragées par l'Etat pour autant qu'elles se tiennent à l'idéologie officielle. Selon Ren Xuefei, ces organisations de la société civile participent à la « *recréation d'une citoyenneté urbaine* »¹ et contribuent à transformer les rapports entre l'Etat et la société civile.

¹ « *Remaking of urban citizenship* » ; Ren Xuefei (2011), « Dancing with the State: Migrant Workers' NGOs and Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 2013204

Ce chapitre sera consacré à l'étude des buts poursuivis et des moyens mis en œuvre par l'ONG La Maison des Travailleurs. Je montrerai tout d'abord la stratégie d'institutionnalisation et d'auto-censure qui permet à l'association de garantir sa légitimité aux yeux de l'Etat. Je détaillerai ensuite les différentes actions de l'ONG et analyserai en quoi elles sont susceptibles de modifier les rapports de pouvoir en faveur des travailleurs migrants.

A - Une existence fragile

Organisation créée par les travailleurs migrants pour les travailleurs migrants, La Maison des Travailleurs correspond à la catégorie des « organisations populaires » (*minjian*). Selon Chloé Froissart, en effet, trois types d'ONG de défense des droits des migrants peuvent être dégagés : Les *Government Operated Non Governmental Organisations* (GONGO), organismes semi-publics qui reçoivent des fonds de l'Etat mais ont une autonomie très limitée, les ONG fondées par des urbains mais ne relevant pas d'un organe d'Etat, et enfin les ONG gérées par les travailleurs migrants.

Organisation « populaire », La Maison des Travailleurs a acquis peu à peu la structure d'une ONG et a dû faire face aux défis de l'institutionnalisation, de la recherche de fonds et de la professionnalisation. Par ailleurs, elle est contrainte à de nombreux compromis avec le pouvoir afin d'asseoir sa légitimité aux yeux de l'Etat, et son existence même reste fragile. J'essaierai donc de montrer, dans cette première partie, quelle est la stratégie de l'ONG dans ce contexte et en quoi son développement contribue à redéfinir les rapports entre l'Etat et la société civile.

1) D'un groupe de musique à une ONG : le développement d'une organisation « populaire » (*minjian*)

La Maison des Travailleurs est née en 2002, d'un groupe de musique créé par des jeunes travailleurs migrants. Sun Heng, ancien professeur de musique au collège, avait démissionné pour devenir chanteur dans la rue. Il a créé, avec Wang Dezhi, le « Groupe des Travailleurs »,

the Remaking of Urban Citizenship in China,” in *Remaking Urban Citizenship: Organizations, Institutions and the Right to the City*, pp.99-108, edited by Michael Peter Smith and Michael McQuarrie, New Brunswick and London: Transaction Publishers

un groupe de musique ayant pour ambition de donner des concerts gratuits dans des entreprises. Celui-ci, recevant un accueil chaleureux de la part des travailleurs migrants, a reçu l'attention des médias et a été repéré par un producteur. L'argent récolté par la parution de leur premier disque, 75 000 yuan, a permis au groupe de fonder une école primaire pour les migrants à Picun, appelée *Tongxin* (同心, c'est-à-dire d'un cœur commun). Avec le soutien de plus de 100 étudiants et travailleurs volontaires, l'école a été mise en place en moins d'un mois et demi ; en 2012, elle était constituée de 8 niveaux, 14 classes et plus de 600 étudiants et professeurs. Enfin, en 2006, l'organisation, rebaptisée La Maison des Travailleurs (*gongyou zhijia*, 工友之家) a fondé un commerce solidaire (appelé *Tongxin Huhui*, 同心互惠) récoltant des vêtements et objets de seconde main et les revendant pour un prix modique.

Cette organisation populaire n'a cependant pu survivre qu'en effectuant une transformation institutionnelle et organisationnelle qui lui a permis d'obtenir une structure légale. Celle-ci passe tout d'abord par un enregistrement auprès des Bureaux de l'industrie et du commerce en tant qu'entreprise. Cette inscription, accompagnée d'une approbation officielle, a été effectuée dès novembre 2002 par La Maison des Travailleurs, consacrant l'existence légale de l'organisation.

L'institutionnalisation de l'ONG a également impliqué une recherche de transparence dans son organisation et dans le financement de ses projets. Une organisation claire ainsi que des statuts de l'organisation ont été définis et sont accessibles sur le site internet de l'organisation. Celui-ci indique ainsi que le Comité de l'association, impliqué dans les décisions les plus importantes, est composé de 11 personnes, « présentes depuis plus de 5 ans, qui s'identifient aux buts de l'association et à ses valeurs ». Par ailleurs, le rapport annuel de l'ONG, disponible en ligne également, comprend une liste détaillée des dépenses et des recettes de l'organisation¹.

Ce souci d'organisation et de transparence structurelle et financière est typique du développement des ONG chinoises depuis les années 1990. En effet, selon Wang Zhenyao, ancien directeur du département de gestion d'urgence des catastrophes au ministère des affaires civiles, et directeur de l'Institut de recherche sur la philanthropie à l'école normale supérieure de Pékin, la croissance du nombre des ONG s'est accompagnées d'exigences accrues de transparence de la part de la société chinoise. Les ONG ont développé, en

¹ Voir l'annexe

conséquence, des méthodes de reporting, de contrôle de l'efficacité, de publication de leurs statuts et de leurs résultats¹.

L'institutionnalisation de La Maison des Travailleurs passe en outre par la professionnalisation et le développement de l'emploi salarié au sein de l'organisation. Celle-ci emploie deux types de travailleurs : d'une part, des migrants ruraux salariés, pour la plupart diplômés du collège ou du lycée, rémunérés 1500 yuan par mois ; et d'autre part, des volontaires, généralement étudiants de grandes universités chinoises, pour une période généralement plus courte (allant de quelques semaines à quelques mois). Tandis que les migrants ruraux salariés par l'ONG sont employés à des tâches de gestion quotidienne, de rangement, ou bien à la préparation des diverses activités artistiques, les étudiants bénévoles sont généralement employés comme professeurs à l'école Tongxin, comme professeurs de formation continue (en informatique notamment), ou bien participent à la publicité et au recueil de fonds. Parmi les professeurs de l'école Tongxin, beaucoup sont des étudiants volontaires et seuls certains sont des professeurs diplômés. Beaucoup enseignent dans une discipline dont ils ne sont pas familiers.

Les travailleurs salariés ainsi que les volontaires reçoivent une formation continue au cours de leur emploi dans l'ONG : celle-ci consiste en plusieurs sessions plus ou moins longues, apportant des informations sur l'histoire et la situation actuelle des migrants ruraux, sur leurs droits légaux, mais aussi sur l'emploi de « travailleur social ». Enfin, tous les ans il y a une grande réunion pour les bénévoles, afin de mettre en place une plate-forme d'échange d'expériences entre eux.

La professionnalisation et la spécialisation des employés de l'ONG est en effet un défi difficile. Comme l'explique Monsieur Li, employé dans l'ONG : *« Ils ne peuvent pas employer de personnel très qualifié faute de moyens financiers. D'un autre côté, les volontaires, diplômés de grandes universités, restent très peu de temps dans l'organisation : ils n'ont pas le temps de se former au travail et sont souvent employés à des tâches qui ne leur sont pas familières. Au final, l'efficacité de notre action en souffre. »*

Enfin, le recueil de fonds constitue l'un des éléments critiques de la survie de l'ONG. Celle-ci dépend étroitement des donations de diverses organisations chinoises (Narada) et

¹ Voir par exemple l'article de Lan Fang et Cai Xie, « Wang Zhenyao : les ONG sont-elles trop nombreuses pour être efficaces ? », *Caixin*, 27 avril 2013.

internationales (Oxfam, Right To Play). Parmi celles-ci, Oxfam Hong-Kong est la plus importante, offrant une donation annuelle fixe de 800 000 yuan. Néanmoins, le lancement du commerce équitable de Tongxin Huhui en 2006 a permis à l'ONG une certaine indépendance financière, puisque le rapport financier de 2012 indique que la moitié des fonds de l'organisation provenait des bénéfices réalisés par le commerce équitable.

L'histoire de La Maison des Travailleurs montre donc une évolution vers une plus grande institutionnalisation des statuts de l'organisation, une certaine professionnalisation des travailleurs, une meilleure transparence et une autonomie financière renforcée. Ces différents éléments restent des défis importants pour le développement et la survie de l'organisation. En cela, La Maison des Travailleurs est typique des nombreuses ONG qui sont apparues depuis les dernières décennies en Chine.

2) Auto-censure et collaboration avec le pouvoir

L'évolution de La Maison des Travailleurs met également en lumière des rapports ambigus avec le pouvoir, marqués notamment par une volonté de se rapprocher des décideurs politiques et une forme d'auto-censure afin de ne pas provoquer l'interdiction de l'ONG. En effet, comme l'explique Chloé Froissart (2005) : *« dans la mesure où les ONG gérées par les travailleurs migrants représentent un sujet politiquement sensible et sont encore plus susceptibles que d'autres organisations d'être interdites à tout moment, elles n'ont souvent pas d'autre choix que de consentir à certaines formes de collaboration avec le pouvoir »*.

La peur de l'interdiction et de la fermeture de l'ONG semblent en effet être des préoccupations constantes chez les dirigeants de l'organisation. La méfiance même que ceux-ci ont témoignée à mon égard prouve leur perception des risques d'une trop grande attention des médias étrangers. Croyant que je souhaitais être volontaire dans La Maison des Travailleurs, le co-fondateur Wang Dezhi m'a prévenue :

« Rien de bon pour nous ne peut être tiré de votre présence. Au contraire, elle peut nous attirer beaucoup d'ennuis avec le pouvoir. La question des nongmingong est un sujet très sensible ».

Ces risques (réels ou simplement perçus) empêchent l'ONG de s'ouvrir à des contacts internationaux, que ce soit en matière de formation ou de financement. Certains professeurs,

journalistes et personnalités officielles étrangers sont amenés à visiter l'ONG, mais ces visites restent étroitement contrôlées et limitées dans leur portée.

Par ailleurs, une forme très importante d'auto-censure se manifeste dans les activités de l'ONG. Selon Monsieur Li, employé à La Maison des Travailleurs :

« *L'ONG est comme une petite flamme qui pourrait s'éteindre à tout moment. Nous ne devons rien faire qui pourrait provoquer la colère des autorités* ». Aussi, toutes les activités à caractère politique, mais aussi l'intervention de l'ONG en entreprise, ainsi que la formation d'actions collectives sont évitées. Ainsi, La Maison des Travailleurs adopte, selon les mots de Peter Ho, une stratégie d' « auto-censure et de politiques dépolitisées »¹ afin d'éviter la confrontation directe avec le pouvoir.

La volonté de se rapprocher du pouvoir est manifeste dans les contacts que les responsables de l'ONG ont lié avec différents niveaux de décision, du Comité de village à la municipalité. Au niveau local, la collaboration avec des membres occupant des postes officiels permet à l'ONG un soutien administratif et financier. La cellule du parti communiste et le comité de villageois de Picun lui ont apporté un large soutien en investissant plusieurs dizaines de milliers de yuan pour aménager le terrain, installer des tables de ping-pong ainsi qu'un éclairage nocturne. Ces contacts locaux offrent également à l'ONG une plus grande marge de manœuvre dans ses actions, notamment dans l'intervention auprès du Comité de village pour la défense des travailleurs. La Maison des Travailleurs a également noué de nombreux contacts avec la municipalité, à travers son syndicat général (*zonggonghui*, 总工会), qui envisage de nouer une collaboration avec l'ONG. Enfin, les activités pédagogiques et culturelles et les informations sur la population migrante fournies par Sun Heng ont été récompensées par le pouvoir central par la distinction nationale de « jeune travailleur migrant d'exception » en mai 2005.

Par ailleurs, la stratégie de l'ONG consiste à adopter une rhétorique se conformant au discours officiel quant à ses objectifs : ainsi, selon son rapport annuel, La Maison des Travailleurs « *se consacre essentiellement à fournir des services à la population des nouveaux travailleurs afin de promouvoir et d'améliorer la société, la culture, l'éducation, la protection des droits et les conditions de vie de cette population ; à encourager une union*

¹ « *Self-imposed censorship and de-politicized politics* », Ho, P. and Edmonds, R. L. (2008), *China's Embedded Activism: Opportunities and Constraints of a Social Movement*, Routledge, London

équitable et une collaboration d'entraide ; enfin, à promouvoir une société harmonieuse et le développement économique national ». En clamant la volonté de servir le développement économique national et la « société harmonieuse », l'ONG adopte la rhétorique officielle, ce qui lui offre une certaine légitimité du point de vue du pouvoir.

3) La tentative de destruction de l'école en 2012 : illustration des interactions complexes avec les différents niveaux de pouvoir

Les rapports ambigus de l'ONG avec le pouvoir sont bien illustrés par la tentative de destruction de l'école Tongxin par les autorités en 2012. Cet épisode met en lumière l'interaction complexe de l'ONG avec les différents niveaux de pouvoir, du comité de village au gouvernement central, en passant par le gouvernement local (de Jinzhan), le district (Chaoyang) et la municipalité (Pékin).

Comme les autres écoles de migrants du district de Chaoyang, Tongxin a dû passer des examens de sécurité : en 2008, Shen Jinhua, la directrice de l'école, a passé avec succès « l'examen de la ville de Pékin pour les responsables d'hygiène alimentaire » (*beijing shi shipin weisheng guanliyuan kaoshi*, 北京市食品卫生管理员考试). De 2007 à 2010, l'école a obtenu le diplôme de « sécurité des bâtiments » (*fangwu anquan jiating*, 房屋安全鉴定). Enfin, depuis 2007, l'école a dû remplir, à chaque semestre, un formulaire de contrôle de sécurité, vérifiant la sécurité du logement, l'hygiène alimentaire, les bus scolaires, la protection incendie, la prévention et le contrôle des maladies transmissibles, la prévention des blessures et la sécurité du chauffage¹.

Tongxin a donc une position privilégiée parmi les écoles de migrants, dont seules 60 sur 300 avaient reçu l'approbation du gouvernement local en 2012. Or, comme le souligne un professeur de Tongxin :

“Si nous n'avons pas l'approbation du gouvernement, nous n'avons pas d'allocation. L'école de Tongxin a des équipements très pauvres, le salaire des professeurs est modeste,

¹ « Tongxin shixian xuexiao huifu gongshui ; faqi ren yu cunweihui renwei hejie (L'eau rétablie à l'école expérimentale de Tongxin ; les fondateurs et le Comité de village toujours en négociation), *Xinwen Zhongxin, Zhongguowang* (News China), 04/08/2012 ; *Gongyi dagong zidi xuexiao angui zhenggai reng bei guanting, ui qisu suopei* (L'école de migrants, toujours interdite officiellement, annonce qu'elle portera plainte), *Xin Jingbao* (Le nouveau Pékin) 03/08/2012

mais elle ne compte que sur elle-même pour et sur le soutien de la société pour avancer et mettre en pratique « bien étudier, devenir de bons hommes », le mot d'ordre de l'école. »

La validation de ces examens de sécurité n'a pas empêché l'école Tongxin de recevoir l'ordre de fermer le 19 juin 2012, ainsi que quatre autres écoles de migrants du district de Chaoyang, en raison de « sérieux risques de sécurité » et « d'absence d'autorisation officielle ».

Cependant, la collaboration avec des universitaires et des journalistes renommés, la présence de l'ONG dans les médias et l'engouement des internautes pour la cause de l'école Tongxin ont joué un grand rôle dans sa protection. Selon le rapport annuel de l'association, en 2012, le Musée des Travailleurs fondé par l'ONG avait reçu 4 000 visites de la part de médias, de fonctionnaires, de professeurs et d'autres membres de la société civile. Elle a en outre donné 66 interviews au cours de cette même année.

En juin, Cui Yongyuan, présentateur télé et membre du 12e Comité National de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois (CPPCC en anglais) ; Liu Chen, professeur au département d'histoire de l'école centrale du parti ; Bu Wei, chercheur au CASS ; Shen Yuan, directeur du département de sociologie de Qinghua ; Wen Tiejun, Directeur du département agriculture et développement rural à Renmin ; et Li Changping, directeur du planning de construction rurale, ont ainsi écrit une lettre jointe au ministre de l'éducation Yuan Guiren, appelant à ne pas détruire l'école¹. Le débat a été rendu public sur internet, par l'intermédiaire de Weibo et d'autres réseaux sociaux. Le 31 juillet, Cui Yongyuan a annoncé sur Weibo : « *La commission de l'enseignement de la municipalité de Pékin et le responsable du conseil de l'éducation du district de Chaoyang ont pris contact avec nous. Nous sommes parvenus à un accord : quoi qu'il se passe, ne pas empêcher un seul élève de Tongxin de suivre les cours. »*

¹ « Cui Yongyuan deng shangshu jiaoyu bu nongmingong zidi xiaoxue haishi liubuzhu ? » (Lettre de Cui Yongyuan au ministère de l'éducation : l'école primaire de migrants doit-elle toujours disparaître ?), *Zhongguo qingnian bao* (Journal chinois des jeunes), 03/08/2012



Photographie de 2012 : avis de fermeture de l'école Tongxin

Cependant, alors que les responsables de l'ONG attendaient une réponse de la part du ministère de l'éducation, une autre initiative venue du Comité de Villageois a failli provoquer la fermeture de Tongxin. Celui-ci a en effet envoyé une note à l'école dénonçant le contrat de location de la terre et priant les professeurs de quitter les lieux. Lors de l'expiration du délai, le 2 août, un chariot élévateur a forcé la porte de l'école dans laquelle résidaient encore 70 professeurs et volontaires, prétextant des travaux dans les canalisations. Rapidement, la route devant l'école a été creusée et l'apport en eau a été stoppé.



Photographie de 2011 : travaux devant l'école Tongxin

Sun Heng a supplié sur Weibo : *« message urgent de Tongxin : nous avons besoin d'eau »*. De très nombreux pères de famille et volontaires ont apporté de l'eau. Les responsables de l'école ont également reporté l'action du Comité de village à la police, qui est arrivée sur les lieux. Or, selon Sun Heng : *« le gouvernement local et la police ont dit que la fermeture de l'école n'était pas de leur responsabilité et qu'ils ne pouvaient interférer avec le Comité de villageois »*.

L'interaction complexe de ces niveaux de décision peut laisser perplexe. Quels sont les rapports entre l'initiative du gouvernement local (de Jinzhan) et celle du Comité de village de Picun ? Si elles sont liées, ce que leur simultanéité peut laisser croire, pourquoi le gouvernement local mentionne-t-il une impossibilité d'interférer avec le Comité ? Pourquoi celui-ci prétexte-t-il des travaux pour entrer dans l'école de Tongxin ? Comment le comité de village peut-il rompre le contrat de location unilatéralement alors qu'il a signé en 2005 un bail de 20 ans avec l'école Tongxin ?

Li Changping, ancien secrétaire du parti de sa commune au Hubei en 1983, désormais expert en planning agricole et construction rurale, et célèbre pour sa dénonciation de la corruption des cadres ruraux¹, a expliqué dans un article la démarche des autorités vis-à-vis de l'école Tongxin² :

« Ayant été moi-même un cadre local, je peux deviner ce qui est implicite derrière ces trois éléments. Première chose, Tui yongyuan et d'autres ont envoyé une lettre au ministre de l'éducation Monsieur Yuan, pour demander de ne pas fermer l'école, le ministre Yuan a appelé le comité de l'éducation de la municipalité de Pékin ainsi que celui du district de Chaoyang. Ce dernier a répondu qu'il ignorait tout de la fermeture de l'école Tongxin ; par conséquent, l'avis de fermeture du département de l'éducation et de la santé de la localité de Jinzhan est illégal ; donc on n'en reparle plus.

Deuxième chose, après la fin de l'avis de fermeture : le gouvernement local de Jinzhan et son département de l'éducation, afin de fermer l'école Tongxin, mettent en place une deuxième mesure, à savoir qu'ils délèguent au comité de village la tâche d'amener un différend avec l'école Tongxin sur le contrat de location des bâtiments, en barrant la route, coupant l'eau etc., afin que l'école n'ait pas d'autre choix que de fermer.

J'ai été un cadre local ; ces ruses typiques, je les ai moi-même utilisées lorsque j'étais un cadre local (désolé!). J'ai dit au chef de département Huang : vous n'avez aucun droit ni document légal vous permettant de reconnaître la fermeture de l'école Tongxin, ne parlons plus de l'avis de fermeture. Mais le gouvernement local et le département de l'éducation sont chargés de maintenir l'ordre dans l'école Tongxin, le fait que le comité de village coupe la route et l'eau de l'école est du vandalisme. Lorsque l'école Tongxin a rapporté au gouvernement local et au département de l'éducation, comment ceux-ci peuvent-ils répondre « on ne peut rien faire, ou bien on ne s'en préoccupe pas ?

(...) J'ai été cadre local, ces ruses des gouvernements locaux, je les connais. Pourtant, je suis surpris de la décision du comité de village de couper la route et l'eau et de l'attitude « ce ne sont pas mes affaires » du chef de département Huang. Après tout, nous sommes à

¹ Notamment à travers une lettre au Premier Ministre. Li Changping a raconté sa démarche dans un livre : *Wo xiang zhongli suoshihua* (J'ai dit la vérité au Premier Ministre), 2002, Guangmin Ribao Chubanshe

² Li Changping, *Jinzhan xiang zhengfu jiqi bumen shua liumang, shei lai guanguan ?* (Le gouvernement local de Jinzhan et ses départements font des manœuvres d'intimidation, qui s'en soucie ?), Aisixiang, 02/08/2012

Pékin, après tout c'est la veille du 18e congrès, après tout c'est un sujet qui a beaucoup attiré l'attention (...) Si cela se passe ainsi à Pékin, qu'en sera-t-il en d'autres lieux ? »

Ces rapports ambigus avec le pouvoir et la peur constante de l'interdiction limitent la capacité d'action de l'association. D'une part, ses missions doivent rester concentrées dans le champ apolitique et individuel. D'autre part, les risques d'interdiction conduit l'association à rechercher des soutiens à tous les niveaux de décision – soutiens qui ont permis à l'école Tongxin de survivre, contrairement aux autres écoles de migrants du district de Chaoyang.

Cette solidarité ambiguë entre le pouvoir et l'ONG semble profitable aux deux parties. D'une part, La Maison des Travailleurs y voit une opportunité de sécurité et un moyen d'augmenter son champ d'action. D'autre part, le pouvoir peut ainsi « *coopter les activistes susceptibles d'évoluer vers la dissidence, en leur donnant l'impression que leur action sera plus efficace s'ils contribuent à réformer le système de l'intérieur* »¹. Selon Chloé Froissart, la nécessité de combattre le système de l'intérieur, en adoptant la rhétorique officielle, l'empêche d'agir comme un contre-pouvoir et limite par conséquent sa portée.

Cette stratégie consistant à adopter l'idéologie officielle et le droit pour tenter de modifier les rapports de force défavorables aux travailleurs migrants s'apparente à ce que O'Brien a appelé la « *rightful resistance* »². Il s'agit d'une forme de contestation population partiellement institutionnalisée, mettant en cause l'Etat ses propres lois et sa rhétorique officielle. Elle part de l'idée que l'Etat a échoué à appliquer ses propres principes et politiques, notamment en ce qui concerne la défense des migrants contre l'exploitation au travail et leur intégration dans le monde urbain. Comme le rappelle James Scott, cette forme de contestation peut s'avérer particulièrement efficace : « *dans la plupart des cas, il n'est donc absolument pas nécessaire aux classes subordonnées de sortir du cadre des idéaux gouvernementaux pour formuler une critique du pouvoir* » ; au contraire ; « *la seule tentative de légitimer un ordre social en l'idéalisant (...) fournit aux sujets les moyens, les outils symboliques, les idées mêmes de la critique (...)* »³.

¹ Froissart, Chloé (2006), « Quelles possibilités pour négocier un nouveau contrat social en Chine : l'exemple des ONG au service des travailleurs migrants », *Journal des anthropologues* no 106-107, p.309-336

² O'Brien, Kevin J. et Li, Lianjiang (2006), *Rightful Resistance in Rural China*, Cambridge University Press

³ James Scott, *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Heaven, Yale University Press, 1985, p. 336.

B - Action sociale et formation d'une conscience collective : comment l'ONG transforme les rapports de pouvoir au profit des travailleurs migrants

Restreinte par le contexte politique à des actions sociales, l'ONG a concentré l'essentiel ses missions dans le domaine de l'éducation, de la fourniture de biens de consommation quotidienne et dans les activités artistiques et de loisir. Je montrerai donc, tout d'abord, en quoi cette action contribue à améliorer la condition des travailleurs migrants et à réduire les discriminations qu'ils subissent dans l'accès à ces services.

Prenant acte du caractère conflictuel des relations de travail, l'ONG a également une mission d'aide aux travailleurs dans la résolution de leurs conflits. Cependant, dans la poursuite de ce but, une stratégie individuelle et de médiation semble être préférée à une action collective de défense des droits des travailleurs. Je tenterai de déterminer son efficacité et ses résultats dans la deuxième partie.

Enfin, une visée plus politique et revendicative est menée sur le plan symbolique, à travers des activités et des réalisations artistiques. Il s'agira d'examiner quelle est sa portée et en quoi elle peut contribuer à la naissance d'une identité collective chez les travailleurs migrants.

1) Un service social : améliorer les conditions de vie des travailleurs

La première tâche de l'ONG est de prodiguer des services aux travailleurs migrants de Picun, cherchant à compenser le vide de l'Etat dans ce domaine. Selon le rapport annuel de l'association, en effet : « *L'un des travaux les plus importants est de construire une organisation d'éducation et de culture communautaire, afin de prodiguer à tous des services. A Pékin, ce type de communautés de travailleurs migrants est très fréquent ; mais les comités de résidents ou les comités de villageois ne prodiguent des services qu'aux locaux, ils ne s'occupent pas de la population migrante* »¹. En cela, l'ONG La Maison des Travailleurs contribue à réduire les inégalités entre les deux populations en prodiguant aux migrants des services dont ils étaient jusque-là exclus.

¹ “最重要的工作之一就是社区建立社区文化教育组织，为大家提供服务。在北京这样的打工者社区太多了，本地的居委会或者是村委会只是为本地人提供服务，外地人是不管的。”

Le principal de ces services consiste en l'éducation des enfants de migrants et la formation continue des adultes. L'école Tongxin, située à Picun, permet à plus de 600 enfants d'aller à l'école primaire. Dans un contexte où l'accès à l'éducation des enfants de migrants reste très limité, l'apport de l'école Tongxin est important et répond à un véritable besoin. L'ONG a également créé un centre de formation pour les jeunes adultes âgés de plus de 16 ans, diplômés du collège et ayant travaillé pendant au moins un an comme ouvrier. Ce « centre de formation à la création d'entreprise » (*beijing tongxin chuangye peixun zhongxin*, 北京同心创业培训中心), situé également dans la zone périurbaine de Pékin, à Pinggu (à environ une heure et demie de Picun en voiture), a été ouvert en 2009 et accueille désormais 150 étudiants gratuitement. Il offre des cours d'informatique, d'art, de droit et d'initiation au travail social : une grande partie des cours sont consacrés au travail communautaire, afin d'orienter les jeunes vers un emploi dans La Maison des Travailleurs, dans une autre ONG ou dans des coopératives économiques et des centres communautaires. Les résultats en termes de création d'entreprise et d'amélioration réelle des conditions d'emploi des jeunes diplômés semblent donc limités, même si le caractère récent de l'expérience ne permet pas encore de tirer des conclusions.



Enfants jouant dans l'école Tongxin

La deuxième tâche essentielle consiste à fournir aux travailleurs une plate-forme d'échange et de loisirs, afin de créer du lien social et de compenser le manque d'infrastructures de loisirs à Picun. Dans cette perspective, un petit théâtre accueille des activités artistiques et culturelles tous les dimanches soirs et un cinéma propose des séances gratuites trois jours par semaine. Selon le rapport annuel de l'association, le cinéma a comptabilisé environ 15 000 entrées en 2012. Une bibliothèque permet en outre aux travailleurs d'emprunter gratuitement des livres (ceux-ci proviennent de donations d'universités ou de particuliers). Dans la cour de l'association ont aussi été installés trois tables de ping-pong et un terrain de danse, où les travailleurs peuvent se distraire tous les soirs de 19 heures à 21 heures. Ces activités répondent à un besoin réel de la part de la population. En effet, d'une part, la vie artistique et culturelle dans le village est très pauvre : aucune infrastructure n'est prévue pour la culture ou le loisir des habitants. D'autre part, les migrants ruraux sont déracinés de leur réseau de sociabilité habituel et se sentent fréquemment isolés. Selon Sun Heng : « *Quand on quitte le village natal pour aller travailler en ville, nous n'avons plus rien, nous avons perdu tout notre réseau social* ». Dans ce contexte, la Maison des Travailleurs « *est un réseau social de soutien, qui peut nous aider quand nous rencontrons des difficultés* ».

Ce besoin est d'autant plus présent chez les jeunes. Ainsi, Sun Heng explique :

« *Au cours de notre travail communautaire, nous avons remarqué que de plus en plus de demandes venaient des générations nées dans les années 80 et 90 : ces jeunes ont un besoin encore plus pressant de contacts sociaux. Ces jeunes sont venus de la campagne dans la ville, mais la ville est une société « de citoyens » (gongmin shehui, 公民社会), les contacts interpersonnels y sont très superficiels. Or ces jeunes migrants ont eu mal à trouver des opportunités de contacts sociaux. S'ils n'ont pas un centre communautaire offrant des activités, beaucoup de jeunes travailleurs vaquent dans la rue ou boivent après le travail, puisqu'ils n'ont pas d'endroits où aller.* »

Enfin, dernière initiative de service communautaire, le commerce solidaire consiste à récupérer des biens de consommation (meubles, vêtements) et à les revendre à bas prix, afin d'améliorer les conditions de vie des migrants. En 2012, selon le rapport annuel de l'association, ce commerce a permis aux migrants de Picun de « *baisser leurs dépenses quotidiennes de 10 millions de yuan* ». Outre ce commerce, des services sont rendus

ponctuellement aux travailleurs, notamment une aide à la recherche d'emplois : ainsi, en 2012, 29 travailleurs migrants ont pu trouver un emploi grâce à l'ONG.

2) Syndicalisme ou médiation : comment résoudre les conflits du travail ?

Enfin, une partie importante du travail de La Maison des Travailleurs consiste à fournir une assistance aux travailleurs dans leurs conflits du travail. Celle-ci passe tout d'abord par la création d'un syndicat de travailleurs, censé protéger les droits des ouvriers migrants dans le contexte professionnel. Cependant, les limites de l'action collective ont pour conséquence de privilégier des actions d'assistance individuelle, soit par la médiation, soit par l'offre de conseils juridiques personnalisés.

La Maison des Travailleurs a la particularité d'avoir créé un syndicat de travailleurs (*gonghui*, 工会) basé sur l'adhésion de membres (*huiyuan zhi zuzhi*, 会员制组织), qui cotisent 20 yuan par mois. Ce syndicat, en cours de formation, n'en est cependant qu'à ses débuts. Officiellement créé en 2009, il n'a eu d'existence effective qu'à partir de 2013 - plus précisément, à partir de la première élection de ses représentants en août 2013. Selon Sun Heng, bien que l'ONG ait toujours eu la perspective de former un syndicat de travailleurs, sa création « était inimaginable » jusqu'à ce que le syndicat officiel de la localité de Jinzhan permette à l'organisation de créer une association basée sur l'adhésion de membres.

Aujourd'hui, le syndicat ne compte que 70 membres, soit beaucoup moins que le public touché par l'action de l'ONG. Selon Monsieur Li, membre du Bureau de direction du syndicat :

« Beaucoup de travailleurs ont encore peur de notre syndicat ; ils ne savent pas si c'est quelque chose de bien ou si cela pourra leur attirer des ennuis. »

Lors de l'élection, le 25 août 2013, 38 membres étaient présents, soit plus des 2/3 de l'ensemble des membres, permettant le vote. 12 membres ont été élus au bureau de direction, dont 5 sont des salariés de l'ONG.

Election des représentants du syndicat dans le théâtre de Picun, le 25 août 2013



Le syndicat a attiré l'attention du syndicat officiel de la municipalité de Pékin (*zonggonghui*, 总工会), dont plusieurs représentants se sont rendus à Picun en octobre 2013, dans la perspective d'une éventuelle collaboration.

Néanmoins, malgré l'ambition du jeune syndicat, ses résultats sont pour l'instant très limités. Son action se limite en effet à fournir des avantages aux membres en termes d'accès aux activités de loisir organisées par l'ONG, ainsi qu'à fournir une formation gratuite en droit du travail. Le syndicat promeut également une meilleure connaissance des droits légaux des travailleurs par la diffusion de brochures et de prospectus indiquant ce qui est légal et illégal dans le contexte professionnel et expliquant comment procéder à des démarches juridiques. Néanmoins, il n'est pas question, pour l'instant, de former des actions collectives en entreprise pour la protection des droits des travailleurs.



Distribution de prospectus et du journal de Picun, devant la cour de l'ONG

Aussi, la majeure partie du travail d'assistance dans les conflits du travail consiste en médiation et conseils individuels. Ainsi, Monsieur Li raconte comment l'ONG a pu résoudre par la médiation et le dialogue un conflit salarial :

« Un jour, onze personnes sont venues nous voir d'un coup pour un problème de salaire. C'était il y a quelques mois. Le patron avait refusé de leur payer la totalité du salaire. Je me souviens que Wang Dezhi a discuté un peu avec eux pour comprendre le problème. Puis il a appelé le patron de l'entreprise. (...) Tous les patrons de Picun commencent à connaître notre association, ils savent qui nous sommes. Wang Dezhi a beaucoup parlé avec le patron, il lui a discuté avec lui pour trouver une solution raisonnable. (...) Le problème vient essentiellement du fait que les patrons ne connaissent pas la loi, ils n'ont pas une conscience juridique très développée. Ils trouvent cela normal de payer moins les salariés s'ils ne sont pas entièrement satisfaits ou si les revenus de l'entreprise baissent. Parfois, il suffit de leur expliquer et de leur faire comprendre ce qu'ils risquent pour qu'ils acceptent de payer le salaire. (...) Si cela ne suffit pas, nous donnons aussi des conseils juridiques pour aider les travailleurs à intenter un procès contre leurs employeurs. Wang Yu, qui a déjà une expérience dans le domaine, peut notamment conseiller les amis travailleurs. »

Il explique également comment les contacts établis auprès du Comité de Village peut aider à résoudre des problèmes individuels, comme celui de Monsieur Chen¹, à qui les forces de sécurité du village ont donné une amende pour n'avoir pas payé la taxe sur le petit commerce ambulancier. Après un coup de téléphone du responsable de l'ONG au Comité de village, l'amende a été retirée.

Enfin, une aide ponctuelle peut être apportée à certains travailleurs dans leur démarche juridique. Ainsi, Monsieur Li raconte :

« Monsieur Guo est venu me trouver parce qu'il a eu un accident du travail : il s'est coupé le pouce en travaillant dans une entreprise maraîchère à Picun. Il ne travaillait là-bas que depuis 20 jours ; le patron a consenti à payer ses frais de soins et d'hospitalisation et à le garder comme gardien à l'entrée de l'entreprise. Monsieur Guo réclame plus d'argent, mais il n'a pas de preuves de son travail dans cette entreprise. Le patron a soigneusement détruit toutes les preuves après l'accident pour que son employé ne puisse porter plainte. Je lui ai conseillé d'enregistrer à l'aide de son téléphone portable une conversation avec son

¹ Voir annexe

employeur. Mais il a 50 ans et ne sait pas bien se servir de son téléphone. La conversation qu'il a enregistrée est inaudible. Alors j'ai appelé moi-même le patron pour discuter avec lui de cette affaire et j'ai enregistré toute la conversation. Cela fournira une preuve suffisante pour le tribunal. »

Ces modes de médiation et d'assistance semblent beaucoup plus efficaces qu'une action collective, car ils procèdent par des voies informelles et restent au niveau individuel. En cela, ils ne sont pas susceptibles de créer des troubles qui alerteraient les autorités.

3) L'art et la recherche : des instruments pour la création d'une classe de « nouveaux travailleurs »

Cependant, La Maison des Travailleurs ne se limite pas à fournir des services aux migrants ruraux, mais elle entend également leur donner le sentiment d'une appartenance commune, par le biais de l'art et de la recherche. Elle appelle à la formation d'une classe de « nouveaux travailleurs » (*xin gongren*, 新工人), selon le mot que l'ONG privilégie à celui de « *nongmingong* ».

L'art est un vecteur qui permet d'unir les expériences des travailleurs migrants en un sentiment d'appartenance commune. La Maison des Travailleurs, originellement issue d'un groupe de musique, est très attachée à ce mode d'expression, qu'elle développe à travers des chansons et des pièces de théâtres qui sont joués fréquemment (en particulier le dimanche soir) dans le petit théâtre qu'elle a créé. Selon Sun Heng, le directeur de l'ONG, « *les arts sont pour nous un moyen important de rassembler les masses, il s'agit d'une composante essentielle de notre travail. Nous pensons que les arts ne sont pas détachés de la réalité mais au contraire lui sont liés et qu'ils peuvent contribuer à changer la réalité. »*

L'étude des activités artistiques de l'ONG met en évidence l'existence d'une revendication d'appartenance commune à une « classe » de nouveaux travailleurs. Les chansons écrites par le fondateur de l'ONG, Sun Heng, et qui sont régulièrement chantées lors des soirées du dimanche ou lors d'événements, reflètent plusieurs thèmes particuliers à la condition de travailleur migrant.

Parmi eux, le statut ambigu du migrant, qui n'appartient plus au monde rural, mais pas encore au monde urbain, est évoqué à de nombreuses reprises. Ainsi, dans une chanson de 2008¹ :

« Nous courons toute la journée entre la ville et la campagne

Nous portons sur nos épaules une double charge

D'un côté, nous supportons la construction rurale,

De l'autre l'urbanisation

Mais nous ne sommes pas des paysans

Nous ne sommes pas non plus des ouvriers »

Par ailleurs, la discrimination symbolique dont sont victimes les migrants ruraux, jugés inférieurs par les citadins, apparaît comme essentielle. Elle permet, par un renversement sémantique, de revendiquer l'identité de *nongmingong*, afin de mieux s'opposer aux préjugés. Ainsi, dans la même chanson :

« Ils nous appellent les « nongmingong »

Car nous sommes « sales et désorganisés »

Car nous sommes « mal éduqués »

Car nous sommes « des citoyens de seconde classe »

L'exploitation par les patrons et les injustices dont sont victimes les travailleurs constituent une partie essentielle des thèmes des activités artistiques de l'ONG. Ainsi, j'ai eu l'occasion de voir une pièce de théâtre créée et jouée par des employés et volontaires de la Maison des Travailleurs pour le Grand Tournoi de Culture des Nouveaux Travailleurs (*xin gongren bei yishu dajiang sai*, 新工人杯艺术大奖赛). Voici un extrait de mon journal de terrain à son propos :

La pièce était centrée sur la figure d'un patron véreux, ancien propriétaire d'une mine de charbon dans laquelle un accident s'était produit, faisant plusieurs morts. Le patron avait fui et changé d'identité. Par la suite, il avait refondé une entreprise, dans laquelle il employait notamment deux salariés, qui au cours de la pièce discutent de leur patron. L'un d'entre eux

¹ Chanson du 23 mars 2009, Sun Heng

lui fait absolument confiance et rêve de devenir un jour patron lui aussi ; tandis que l'autre s'en méfie. Le deuxième s'avère avoir raison, puisque le patron refuse de donner leur salaire aux deux employés. Pour finir, une policière, fille de l'un des mineurs tués lors de l'accident, retrouve le patron et réussit à le faire mettre en prison. L'histoire n'est pas subtile mais le message est fort : l'exploitation des ouvriers migrants par les patrons est constante ; mais il est possible de la combattre par une action légale.



Portraits de travailleurs migrants exposés dans le musée des travailleurs

Cette exploitation par les patrons constitue une expérience commune, qui permet aux migrants ruraux de s'unir pour leurs intérêts. En cela, La Maison des Travailleurs contribue à la « formation d'une classe », au sens où l'entend Edward Thompson : *« Les classes se forment quand des hommes, en résultat d'expériences communes (héritées ou partagées), sentent et articulent l'identité de leurs intérêts comme étant, en commun, contre d'autres hommes dont les intérêts diffèrent (et sont généralement opposés) aux leurs. L'expérience de classe est largement déterminée par les relations de production dans lesquelles les hommes sont nés – ou entrent involontairement. »*¹

Certaines revendications exprimées dans les productions artistiques de l'ONG ont une portée très large, visant les inégalités de classe et le manque de protection dont souffrent les travailleurs. Les efforts demandés aux migrants ruraux dans le développement économique du pays, et la faible compensation qu'ils gagnent, sont également soulignés. Ainsi, dans la chanson de 2008 :

« Dans une époque de prospérité économique,

Nous donnons le plus

Pour gagner le moins

Dans les périodes de crise,

Nous sommes encore les plus malchanceux »

Ce constat d'exploitation par les entreprises se transforme en revendication et appel à la lutte. Si les paroles des chansons sont symboliques, il est difficile de ne pas y voir une revendication politique. Ainsi, dans la chanson de 2008 :

« Nous avons l'habitude d'être utilisés

Du corps à l'esprit

Mais les travailleurs se réveilleront soudain »

¹ « *Class happens when some men, as a result of common experiences (inherited or shared), feel and articulate the identity of their interests as between themselves, and as against other men whose interests are different from (and usually opposed to) theirs. The class experience is largely determined by the productive relations into which men are born – or enter involuntarily.* » Edward Thompson (1963), *The Making of the English Working Class*, London, p. 9

Dans une autre chanson de 2009¹ :

« *A partir de maintenant,*

Nous voulons être nos propres maîtres

Nous ne nous ferons plus d'illusions en servant d'autres gens

Nous devons compter sur notre intelligence et nos deux mains »

Ces revendications, ne pouvant se réaliser concrètement dans un contexte autoritaire, peuvent cependant passer par des productions artistiques, qui donnent aux migrants un sentiment d'appartenance à une classe commune et une volonté de lutter pour défendre leurs droits. A terme, l'objectif est d'amener les travailleurs migrants à s'organiser et à s'unir pour ensemble changer progressivement le système auquel ils sont soumis.

Cette classe de migrants ruraux est également réunie, de manière symbolique, par la création d'un musée dédié à leur histoire en 2009, mais également par l'organisation d'activités de recherche et par la diffusion de connaissances sur la situation actuelle des *nongmingong*.

Enfin, la fondation d'un journal par l'ONG, le « *Picun Gongyou Shequ Bao* » (皮村工友社区报)² participe de cette volonté de rassembler les travailleurs et de les amener à prendre conscience de leurs droits. Le journal contient en effet, outre des informations sur l'actualité de l'ONG, des récits de vie de travailleurs migrants, destinés à unifier cette population autour d'expériences communes. Il contient également des actualités sur les revendications politiques des *nongmingong* à l'échelle nationale et sur l'évolution du droit du travail. Enfin, il donne des conseils pratiques et juridiques sur les conflits du travail, afin de permettre aux travailleurs de prendre conscience de leurs droits légaux.

¹ Chanson du 20 décembre 2008, Sun Heng

² Voir annexe

Conclusion

Peut-on voir, dans l'émergence de cette association, la naissance d'un mouvement social, au sens où l'entend Charles Tilly, à savoir « *un réseau d'interactions informelles entre une pluralité d'individus, groupes et/ou d'organisations* »¹ ?

Il est certain que l'association peine à promouvoir des valeurs alternatives, tant elle est bridée par le contexte politique. Contrainte de privilégier des actions apolitiques et individuelles, elle apparaît à grand-peine comme un contre-pouvoir qui pourrait faire réellement progresser les droits des travailleurs migrants.

Au-delà du travail social, on peut en effet entrevoir une volonté importante de rassembler et d'organiser les travailleurs migrants. Ceux-ci peuvent être considérés comme une « classe virtuelle » au sens où l'entend Bourdieu : « *Les classes sociales n'existent pas (...). Ce qui existe, c'est un espace social, un espace de différences, dans lequel les classes existent en quelque sorte à l'état virtuel, en pointillé, non comme un donné, mais comme quelque chose qu'il s'agit de faire.* »² Dans ce contexte, « *l'existence des classes, dans la théorie et surtout dans la réalité, est, chacun le sait par expérience, un enjeu de luttes* » : or, on peut entrevoir, dans l'action de l'ONG, une telle lutte en la faveur de la population des travailleurs migrants.

Celle-ci est encore faible et peine à produire des résultats concrets. Le développement encore récent des ONG de défense des travailleurs migrants invite cependant à se demander si, à l'avenir, elles pourront véritablement contribuer à changer le sort de cette population.

¹ Charles Tilly (1993), « Social Movements as Historical specific Clusters of Political Performances », *Berkeley Journal of Sociology*, vol. 38, p.

² Bourdieu P. (1994), *Raisons pratiques : Sur la théorie de l'action*, Paris, Le Seuil, p.28

Conclusion générale

J'ai choisi, dans ce mémoire, d'étudier les rapports de pouvoir entre différents groupes sociaux dans le village de Picun. Cette problématique et ce cas d'étude avaient pour objectif de contribuer à la compréhension de la société chinoise contemporaine à travers deux questions majeures.

Il s'agissait tout d'abord d'étudier un type de territoire particulier. Dans un contexte d'urbanisation rapide et de clivage important entre le monde rural et le monde urbain, les périphéries des grandes villes occupent un statut à part, dont la compréhension est essentielle pour appréhender la société chinoise. Il s'agissait également de caractériser la population des *nongmingong*, en analysant le processus de construction sociale de cette catégorie et les enjeux qu'il recouvre. Je souhaitais enfin tenter de mieux comprendre la place qu'occupait cette population dans la société chinoise et les hiérarchies qui pouvaient être observées en son sein.

Afin de mener à bien cette recherche, j'ai mené une enquête de terrain de plusieurs mois, combinant les entretiens, les discussions informelles et l'observation. Cette méthode avait pour but de recueillir les perceptions des acteurs quant à leur parcours professionnel et personnel. Elle permettait en outre de comprendre la manière dont ces acteurs percevaient leur environnement et les autres groupes sociaux. L'analyse de ces discours et l'observation de la vie quotidienne dans le village de Picun m'ont permis de dégager plusieurs éléments de conclusion.

1) Picun, un exemple de périphérie urbaine

Picun occupe, dans la périphérie de Pékin, un statut particulier. Abritant une très nombreuse population migrante, le village est en outre connu pour la présence de l'ONG La Maison des Travailleurs, qui lui a valu une relative notoriété dans la presse et dans le monde académique.

Picun est cependant représentatif d'un double phénomène caractéristique de la périphérie pékinoise, à savoir l'immigration et l'urbanisation. Ces deux phénomènes vont de pair. D'une part, les migrants ruraux contribuent à l'urbanisation en fournissant la main

d'œuvre nécessaire à la construction urbaine. D'autre part, l'augmentation de la population urbaine est essentiellement due à l'intégration des paysans dans les villes.

Urbanisation et migration contribuent ensemble à bouleverser l'aspect des périphéries urbaines. L'utilisation de la terre se modifie progressivement, de l'agriculture à l'industrie, puis aux zones résidentielles ; tandis qu'elle passe d'un statut rural à un statut urbain au fur et à mesure de l'expansion de la ville. Le village de Picun est dans une situation intermédiaire : n'étant pas dans la proximité immédiate de la zone urbaine, il n'est pas encore concerné par les plans d'urbanisme et de construction qui ont remodelé, ces dernières années, les alentours de Pékin jusqu'au 5^e périphérique. Il a donc conservé pour l'instant son statut rural, bien que les terres autour du village ne soient plus cultivées depuis des années mais louées à des entreprises. L'urbanisation, cependant, fait sentir ses effets jusque dans le village de Picun, notamment dans l'amélioration des transports publics vers la ville et dans le dynamisme économique dont découle la proximité de la métropole.

Par ailleurs, l'afflux de population migrante venue des campagnes chinoises a provoqué une pression immobilière et un dynamisme économique qui ont transformé le village. Les villageois locaux ont rénové et agrandi leurs logements pour les louer aux nouveaux arrivants. Ceux-ci ont créé de nombreux petits commerces, restaurants et entreprises qui ont permis d'améliorer l'accessibilité de nombreux services dans le village.

2) Un lieu de rapides mutations sociales et culturelles

Ces deux phénomènes conjugués ont provoqué des mutations sociales et culturelles importantes au sein des populations locale et migrante.

Les relations sociales, plus impersonnelles, laissent une place plus importante au choix de l'individu. Le mandarin est privilégié dans les relations sociales à Picun, même si les liens du sol et du sang s'avèrent essentiels. Le maintien à distance des réseaux d'interconnaissances devient un élément important de la sociabilité des migrants ruraux et leur permet de développer des modes de communication particuliers. L'accessibilité des services et du centre-ville contribue en outre à modifier le rapport à l'espace. La capacité des migrants à maîtriser les distances spatiales et à les utiliser dans un contexte personnel et personnel est accrue. D'une manière générale, la migration semble favoriser leur autonomie. Néanmoins, la

migration est également créatrice de mal-être, d'exclusion et de solitude. Face à ces difficultés, le maintien d'un lien fort au village d'origine constitue un recours privilégié.

La population locale connaît également des bouleversements sociaux importants. La cohabitation avec les migrants, souvent au sein d'un même bâtiment, a transformé leur mode de vie. D'agriculteurs, ils sont devenus rentiers ou ont trouvé en emploi en entreprise ou dans la fonction publique locale. L'augmentation très rapide de la valeur foncière a favorisé l'émergence de nouveaux conflits liés à la terre. Ces conflits, souvent inter-familiaux, mettent en lumière les mutations culturelles en opposant les normes traditionnelles aux dispositions juridiques contemporaines. Enfin, les transformations sociales et culturelles de cet espace péri-urbain posent la question de « l'urbanisation » de ces populations. Les zones périphériques de Pékin voient l'émergence d'une société particulière et complexe, différente à la fois de la société urbaine et de la société rurale.

Cette étude a donc permis de mettre en lumière le rôle de ces territoires de « marges » dans le processus de transformation de la société chinoise. Les zones péri-urbaines apparaissent comme un lieu privilégié d'intégration des mondes rural et urbain et de la modernisation de la société chinoise.

3) Exclusion, ségrégation et domination

Le parcours des migrants ruraux révèle l'existence de facteurs institutionnels d'exclusion. Le *hukou* rural des migrants leur rend l'accès au logement, à l'emploi, à l'éducation et aux assurances dans le monde urbain très difficile. Les emplois dans des entreprises d'Etat leur sont fréquemment interdits. Le droit de passer le concours d'entrée à l'université à Pékin leur est refusé. Ils n'ont pas accès aux assurances sociales dont bénéficient les Pékinois.

Dans ce contexte, les zones périurbaines leur permettent de bénéficier des opportunités professionnelles qu'offre la proximité de la ville, tout en évitant certaines des difficultés de la vie urbaine. Cette forme d'exclusion spatiale s'ajoute à l'insécurité liée aux destructions des villages urbains, qui contraignent les migrants à déménager vers les périphéries au fur et à mesure de l'expansion urbaine.

Les résidents locaux de Picun et les migrants ayant en commun de posséder un *hukou* urbain. Les deux groupes se trouvent dominés dans la structure institutionnelle de la société

chinoise, qui établit une hiérarchie entre les détenteurs de *hukou* urbain et rural. Pourtant, le *hukou* rural de Pékin s'avère plus avantageux, à bien des égards, que celui d'autres provinces.

Par ailleurs, le fait que les locaux résident sur leur lieu d'enregistrement civil leur donne accès à la propriété foncière, contrairement aux migrants. La propriété foncière est une ressource essentielle dans les rapports de pouvoir entre les deux groupes sociaux. Elle constitue une source de revenus, offre une sécurité pour l'avenir (les expropriations étant indemnisées par l'Etat) et confère au groupe de locaux une position privilégiée dans l'appropriation de l'espace.

Ce rapport de pouvoir qui découle de la propriété foncière est accru par une domination symbolique du groupe de locaux sur le groupe de migrants, jugé « sale » et « sans éducation ».

Cette étude a donc permis de mettre en évidence, par extension, la domination à la fois institutionnelle et symbolique dont sont victimes les migrants ruraux en Chine. Les dispositions institutionnelles, mais aussi les discours et les représentations, contribuent à les placer en bas de l'échelle sociale chinoise.

4) Hétérogénéité du groupe migrant et mobilité spatiale

Néanmoins, l'hypothèse selon laquelle les *nongmingong* forment une catégorie de population homogène s'est trouvée infirmée par ma recherche de terrain. Au contraire, une hiérarchie professionnelle et sociale s'établit au sein des migrants ruraux, offrant des perspectives différentes en termes d'accès au logement, à l'éducation et aux assurances. Les migrants ruraux ne sont donc pas tous uniformément dominés et exclus de la vie urbaine.

En outre, les migrants ruraux sont caractérisés par une forte mobilité professionnelle, géographique et sociale. Ces trois types de mobilité sont étroitement liés, puisqu'un changement d'emploi ou de lieu de résidence constituent fréquemment des facteurs de mobilité sociale ascendante. Le passage d'une activité salariée à l'auto-emploi et à la création d'entreprise, ou inversement, témoignent également de parcours très divers et des nombreuses perspectives d'ascension sociale. Le capital économique, social et culturel s'avère essentiel : les individus qui en sont plus dotés semblent avoir plus de chance de progresser dans l'échelle sociale. Pourtant, les multiples cas d'échecs montrent que la mobilité peut être également descendante.

Cette hiérarchie au sein du groupe migrant se manifeste par des capacités de négociation différentes dans les relations de pouvoir qui se nouent au sein de l'entreprise. La distinction entre employé permanent, employé temporaire, contremaître, *baogongtou*, directeur et patron correspond à des positions différentes dans ce jeu de pouvoir.

En raison notamment du caractère informel de l'emploi, du manque de protection des travailleurs et de la multiplication des intermédiaires, les relations du travail se manifestent souvent par une domination violente des ouvriers. Le développement du droit du travail ouvre à ceux-ci une possibilité de se défendre contre l'exploitation et les abus de leurs employeurs. Cependant, en raison des nombreuses difficultés rencontrées au cours de la procédure et du manque de connaissances juridiques des travailleurs, le recours au droit reste encore très marginal.

Dans un contexte de marché du travail segmenté mais peu régulé, la compétition économique s'avère donc particulièrement rude. La capacité des migrants à mobiliser leur capital économique, financier et culturel pour progresser dans l'échelle sociale détermine en grande partie leur position dans le corps social chinois.

5) Débuts d'organisation des travailleurs migrants

Enfin, l'action de l'ONG La Maison des Travailleurs m'a invitée à poser la question de l'organisation collective des travailleurs migrants. L'association ne se contente pas, en effet, de prodiguer des services à la population de Picun, mais tente, par l'art et la diffusion de connaissances, de rassembler la population des *nongmingong* autour de revendications communes. Cependant, ces revendications peinent à se faire entendre, du fait de l'auto-censure et de l'alignement idéologique avec le pouvoir, indispensables à la survie de l'ONG.

Il semble néanmoins qu'une conscience collective tend à émerger, notamment au sein de la jeune génération de migrants. Le dynamisme de ces "nouveaux travailleurs" est susceptible d'avoir, à l'avenir, un impact très fort sur les évolutions sociales de la Chine contemporaine.

Bibliographie

Alexander, Peter and Chan, Anita (2004) « Cities with invisible walls; Does China have an apartheid system? », *Journal of ethnic and migration studies*, vol. 30, numéro 4

Arkush, R. David (1981), *Fei Xiaotong and Sociology in Revolutionary China*, Harvard University Press

Bach, Jonathan, (2010) "They Come in Peasants and Leave Citizens: Urban Villages and the Making of Shenzhen, China », *Cultural Anthropology*, Vol. 25, N°3, pp. 421-458

Banerjee, Tribid (1993), "Transitional Urbanism Reconsidered: Post-colonial Development of Calcutta and Shanghai" in Greg Guldin et Aidan Southall, *Urban Anthropology in China*, Leiden, New York, Köln: E.J. Brill

Bassand, Michel, Kaufmann et Vincent Joye, Dominique, dir. (2007), *Enjeux de la sociologie urbaine*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes

Beaud S. et Weber F. (2002), *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte

Beja, J.P. and M. Bonnin (1995) "The destruction of the Zhejiang village", *China Perspectives* 2, pp. 21-25.

Béja, Jean-Philippe (2011) "The New Working Class Renews the Repertoire of Social Conflict", *China Perspective* 2011/02

Béja, Jean-Philippe, Bonnin, Michel, Feng, Xiaoshuang et Can Tang (1999), « How social strata come to be formed. Social differentiation among the migrant peasants of Henan in Peking », *China Perspectives*, n°23, mai-juin 1999, p. 28-41 et n°24, pp. 44-54

Berger P. et Luckmann T. (1966), *The Social Construction of Reality*, New York, Anchor Books. (1986), *La construction sociale de la réalité*, traduit de l'anglais par P. Tamiaux, Paris, Méridiens Klincksieck

Bian, Yanjie (1997), « Bringing Strong Ties Back in: Indirect Ties, Network Bridges, and Job Searches in China », *American Sociological Review*, Vol. 62 n° 3, 366 - 385

Bonnet, François, 2008, « La distance sociale dans le travail de terrain : compétence stratégique et compétence culturelle dans l'interaction d'enquête », *Genèses*, 4, 73, pp. 57-74

Bourdieu, Pierre (1976), « Les modes de domination », *Actes de la recherche en sciences sociales*, volume 2, n°2-3, pp. 122-132

Bourdieu P. (1978), « Capital symbolique et classes sociales », *l'Arc*, n° 72, pp. 13-19.

Bourdieu P. (1980), « L'identité et la représentation. Eléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 35, pp. 63-72.

Bourdieu, Pierre (1980), *Le Sens pratique*, Minuit

Bourdieu, Pierre (1980), « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 31, janvier

Bourdieu P. (1986), « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62-63, p. 71.

Bourdieu, Pierre (1988), *Choses dites*, Minuit

Bourdieu P. (1993), *La Misère du Monde*, Paris, Le Seuil, Collection Libre Examen.

Bourdieu P. (1994), *Raisons pratiques : Sur la théorie de l'action*, Paris, Le Seuil.

Bourdieu P. (1999), « Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré de Abdelmalek Sayad », Préface de Pierre Bourdieu à *La double absence*, Liber, Seuil

Bourdieu, Pierre (2001), *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, Version revue et augmentée de textes publiés sous le titre : *Ce que parler veut dire* en 1983, p.100

Bourdieu P. & Sayad A. (1964), *Le déracinement, La crise de l'agriculture traditionnelle*, Paris, Les Editions de Minuit.

Bourdieu P., Jean-Claude Chamboredon J.-C. & Jean-Claude Passeron J.-C. (1968), *Le métier de sociologue*, n° 1, Paris-La Haye, Mouton.

Bourdieu, Pierre, Chamboredon, Jean-Claude et Passeron, Jean-Claude (1968) *Le métier de sociologue : Préalables épistémologiques*, Paris, Mouton de Gruyter

Bourdin, A., Germain, A. et Lefeuvre, M.-P., dir. (2005), *La proximité, construction politique et expérience sociale*, L'Harmattan

Boyd, Andrew (1962), *Chinese Architecture and Town Planning, 1500 B.C. - A.D. 1911*, Chicago: University of Chicago Press

Bray, David (2005), *Social Space and Governance in Urban China: The Danwei System from Origins to Reform*, Stanford: Stanford University Press

Brun, Jacques et Rhein, Catherine, Ed. (1994), *La ségrégation dans la ville*, Paris, L'Harmattan

Buckingham, Will et Chan, Kam Wing (2008), "Is China Abolishing the *Hukou* System?", *The China Quarterly*, 195, pp 582-606

Burgess, Ernest W. (texte original de 1925) « La croissance de la ville; Introduction à un projet de recherche », in Grafmeyer, Yves et Joseph Isaac, dir. (2009) *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Flammarion, Paris

Burgess, Ernest, Park, Robert et McKenzie, Roderick (1925), *The City, Chicago*, University of Chicago Press

Cai, Dingjian et Wang, Chenguang, ed. (2010), *China's Journey toward the Rule of Law. Legal Reform, 1978-2008*, Leiden: Brill

Calvet, Louis-Jean (1994), *Les voix de la ville : introduction à la sociolinguistique urbaine*, Paris, Payot et Rivages

Chamboredon J.-C & Lemaire M. (1970), « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue Française de Sociologie*, XI, pp. 3-33.

Chan, Anita (2001) *China's Workers Under Assault: The Exploitation of Labor in a Globalizing Economy*, Armonk, NY: Sharpe

Chan, Kam Wing (2009) "The Chinese *Hukou* System at 50," *Eurasian Geography and Economics*, 50, 2:197-221

Chan, Kam Wing, 2010, "Global financial crisis and migrant workers in China," *International Journal of Urban and Regional Research* 34(2)

Chen, Nancy N., Clark, Constance D., Gottschang, Suzanne Z. et Jeffery, Lyn (2011), *China Urban: Ethnographies of Contemporary Culture*, Durham and London

Chen Yingfang (2003a), *Zhengdi yu jiaoqu chengshihua – Shanghaishi de diaocha (Expropriation et urbanisation des banlieues rurales – Enquêtes sur la ville de Shanghai)*, Shanghai, Wenhui chubanshe.

Cheng, Zhiming, Nielsen, Ingrid et Smyth, Russell (2014), « Access to Social Insurance in Urban China: A Comparative Study of Rural-Urban and Urban-Urban Migrants in Beijing », *Habitat International*, Volume 41, Pages 243–252

Chung, H. (2009) “The planning of ‘villages-in-the-city’ in Shenzhen, China: the significance of the new state-led approach”, *International Planning Studies* 14.3, pp. 253–73

Cindy C. Fan, Zheng, Siqi, Long, Fenjie, and Yizhen Gu (2009), “Urban Villages in China: A 2008 Survey of Migrant Settlements in Beijing”, *Eurasian Geography and Economics*, 50, No. 4, pp. 425–446

Crozier, Michel et Friedberg, Erhard (1977), *L'acteur et le système, les contraintes de l'action collective*, Seuil

« *Dagongzhe jizhu xiankuang he weilai fazhan diaocha baogao* » (Rapport de recherche sur le statut résidentiel et les perspectives d'avenir des travailleurs migrants), réalisé par l'ONG La Maison des Travailleurs (*gongyou zhijia*)

Davin, Delia (2005), « Women and Migration in Contemporary China », *China Report*, vol. 41 (1), pp. 29-38

Davis, Deborah S. et alii (1995), *Urban spaces in contemporary China: the potential for autonomy and community in post-Mao China*, Cambridge University Press

Démurger, Sylvie (2013), « Les migrants ruraux : en marge des villes, un pont avec les campagnes », *Perspectives Chinoises*

Deng, Quheng, Knight, John et Shi Li (2010), « The Puzzle of Migrant Labour Shortage and Rural Surplus in China », *China Economic Review*, 22, n°4, pp. 585-600

Ding, S. (2005) “Shenzhen de chengzhongcun wenti yu wenti de jie jue” (The problem of villages-in-the-city in Shenzhen and its resolutions), *Kaifang Daobao* (China Opening Herald) n°3, pp. 39–42

Ding, C., Song, Y. and Zenou, Y. (2008) « Let's Not Throw the Baby out with the Bath Water: the Role of Urban Villages in Housing Rural Migrants in China, *Urban Studies*, 45 (2), pp. 313-330

Doeringer, Peter et Piore, Michael J. (1971), *Internal Labor Markets and Manpower Adjustment*, New York: D.C. Heath and Company

Doug, Guthrie, Gold, Thomas et Wank, David (2002), *Social Connections in China: Institutions, Culture, and the Changing Nature of Guanxi*, Cambridge University Press

Douglas, Mary (première édition 1966), *De la Souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*, La Découverte, 2001

Dubar, Claude (1998), « Trajectoires sociales et formes identitaires : clarifications conceptuelles et méthodologiques », *Sociétés Contemporaines*, n° 29, pp. 73-85

Duda, M., Li, B. and Peng, H. (2008), “Household strategies and migrant housing quality in Tianjin”, In R. Smyth (ed.), *Migration and Social Protection in China*, Oxford: Chandos Publishing, pp. 184–205

Edmonds, R. L. et Ho, P. (2008), *China's Embedded Activism: Opportunities and Constraints of a Social Movement*, Routledge, London

Elias N. & Scotson J. (1965), *The established and the outsiders: A sociological Inquiry into community problems*, London: Frank Cass, traduit de l'anglais par P.-E. Dauzat en 1997, *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au coeur des problèmes d'une communauté*, Paris, Fayard

Fan, C. Cindy (2002), “The Elite, the Natives, and the Outsiders: Migration and Labor Market Segmentation in Urban China,” *Annals of the Association of American Geographers*, 92, n°1, pp. 103–124

Fan, C. Cindy (2008), *China on the Move: Migration, the State, and the Household*, New York: Routledge

Fan, C. Cindy and Wenfei Winnie Wang (2008) “The Household as Security: Strategies of Rural–Urban Migrants in China,” in Russell Smyth and Ingrid Nielsen, eds., *Migration and Social Protection in China*, Hackensack, NJ: World Scientific, 205–243

Fassin, Didier, Morice, Alain et Quiminal, Catherine (1997), *Les lois de l'inhospitalité : Les politiques de l'immigration à l'épreuve des sans-papiers*, La Découverte

Fei, Xiaotong (1946), *Peasant Life in China: a field study of country life in the Yangtze Valley*, Oxford University Press

Fei, Xiaotong (1948), *Xiangtu ZHongguo (乡土中国)*, Shanghai: Guancha (Traduction anglaise : *From the Soil: The Foundations of Chinese Society*, U. of California Press, 1992)

Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 2013239

Feng Xiaoshuang et Tang Can (2003) “Wailai renkou yu chengxiang jiehe bu diqu de liyi yitihua guanxi” (Beneficial integrated relations of migrant population and the urban-rural interface, In Li Peilin, ed., *Nongmingong: Zhongguo jincheng nongmingong de jingji shehui fenxi* (Rural migrant workers: Economic and social analysis of China’s rural migrant workers entering cities), Beijing: Shehui kexue wenzhai chubanshe, pp. 227-236

Foucault, Michel (1977), *Dires et Ecrits, n° 195 : L’œil du pouvoir*

Froissart, Chloé (2003), « Les aléas du droit à l’éducation en Chine Enquête sur la scolarisation des enfants de travailleurs migrants à Chengdu », *Perspectives chinoises*, n°77, pp.23-38

Froissart, Chloé (2005) « Quelle citoyenneté pour les travailleurs migrants en Chine ? », *Études chinoises*, vol. XXIV (2005) - Journée de l’AFEC du 10 juin 2005

Froissart, Chloé (2006), « Quelles possibilités pour négocier un nouveau contrat social en Chine : l’exemple des ONG au service des travailleurs migrants », *Journal des anthropologues* no 106-107, p.309-336

Froissart, Chloé (2008) « Le système du hukou : pilier de la croissance chinoise et du maintien du PCC au pouvoir », *Les études du CERI*, n°149

Gaetano, A. et T. Jacka (2004), *On the Move: Women and Rural-to Urban Migration in Contemporary China*, New York: Columbia University Press

Glaser, Barney G. et Strauss, Anselm L. (1967) *The discovery of grounded theory: strategies for qualitative research*. Chicago: Aldine

Godelier M. (1984), *L’idéal et le matériel*, Paris, Fayard

Goffman, Erving (1972), *Relations in Public*, Penguin

Goffman, Erving (1973), *La mise en scène de la vie quotidienne*, Minuit

Grafmeyer, Yves (1990), *L’école de Chicago*, Aubier

Grafmeyer, Yves, Authier, Jean-Yves (2008), *Sociologie urbaine*, Armand Colin

Granovetter, Mark S. (1973) « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, Volume 78, n°6, 1360-1380

Guldin, Greg et Southall, Aidan (1993), *Urban Anthropology in China*, Leiden, New York, Köln: E.J. Brill

Hacker, Daphna (2010), “The Gendered Dimensions of Inheritance: Empirical Food for Legal Thought”, *Journal of Empirical Legal Studies*, Vol. 7, n°2, pp. 322-354

Halegua, Aaron (2008), *Getting Paid: Processing the Labor Disputes of China's Migrant Workers*, Berkeley Journal of International Law, Vol. 26 n°1

Hao, P., R. Sliuzas and S. Geertman (2009) “Villages within the city: housing rural migrants in the emerging mega-city of Shenzhen”, China. *Trialog* n°102, pp. 16–20

Han, Jialing (2001), « Chengshi bianyuan qunti jiaoyu wenti yanjiu-Beijingshi liudong ertong yiwu jiaoyu zhuangkuang diaocha baogao » (Recherche sur l'éducation des groupes en marge- rapport sur la situation actuelle de l'éducation des enfants migrants à Pékin), *Qingnian yanjiu* (Journal of Youth Studies), n° 8

Hare, D. (1999) « Push versus pull factors in migration outflows and returns: Determinants of migration status and spell duration among China's rural population », *Journal of Development Studies*, n°35, pp. 45-72

Harris J.R., Todaro M.P. (1970), « Migration, unemployment and development: A two-sector analysis », *American Economic Review*, n°60, pp. 126-42

He, Bin et Zhang, Yang (2004) « Nongmingong laodong hetong de falü jingji fenxi : jianlun nongmingong quanyi baohu » (A legal and economic analysis of the contracts of migrants workers : on the protection of rural workers' rights), *Beijing nongye zhiyi xueyuan xuebao*, n°6, pp. 48-51

He, Shenjing, Liu, Yuting, Wu, Fulong, Webster, Chris (2010) « Social Groups and Housing Differentiation in China's Urban Villages: An Institutional Interpretation », *Housing Studies*, Vol. 25, No. 5, 671–691

Hirschman A. O. (1970), *Exit, Voice and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations and States*, Cambridge, Mass., Harvard University Press

Hsing, You-Tien (2006), « Land and Territorial Politics in Urban China », *The China Quarterly*, No. 187, pp. 575-591

Hsing, You-tien (2009) *The Great Urban Transformation: Politics and Property in China*, Oxford, UK: Oxford University Press

Hua Linshan et Thireau, Isabelle (2001), « Le sens du juste en chine ; En quête d'un nouveau droit du travail », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, p. 1283-1312

Hua Linshan et Thireau, Isabelle (2004), « Les migrants et la mise à l'épreuve du système du *hukou* », *Etudes chinoises*, vol. 23, pp. 275-311

Hua, Linshan et Thireau, Isabelle (2010) *Les ruses de la démocratie. Protester en Chine*, Paris, Seuil, L'Histoire immédiate

Kipnis, A (2006), "Suzhi: A keyword approach", *The China Quarterly*, vol. 186, pp. 295-313

Knight, John et Gunatilaka, Ramani (2007), « Great Expectations ? The Subjective Well-Being of Rural-Urban Migrants in China", *Economics Series Working Papers 322*, University of Oxford, Department of Economics

Lee E.S (1966), « A Theory of Migration », *Demography*, n°3

Lefebvre, Henri (1974), *La production de l'espace*, Paris, Anthropos

Leighton, Barry et Wellman, Barry (1979), "Networks, Neighborhoods, and Communities: Approaches to the Study of the Community Question », *Urban Affairs Review*, n°14, pp. 363-390

Lévy, Jacques et Lussault, Michel, dir. (2013), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin

Lewis W.A (1954), « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour », *Manchester School of Economic and Social Studies* 22:139-91

Li, Bingqin (2007) "Why rural-urban migrants do not participate in urban social schemes?—The Case of Construction and Service Sectors in Tianjin China", Article présenté à une table ronde sur les migrations et la protection sociale les 25 et 26 septembre 2007, Pékin

Li, Hanlin (2002), « Guanxi qiangdu yu xuni shehui---nongmingong yanjiu de yizhong shijiao » (L'intensité de la relation et la société imaginaire –une perspective de l'étude des ouvriers-paysans), communication au colloque « La mobilité des ouvriers-paysans : état actuel, tendance et politique », Pékin

Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 2013242

Li, J. (2004) *Chengzhongcun de gaizou* (The reform of villages-in-the-city), Kaxue Chubanshi, Beijing

Li Peilin, (1996), « Liudong mingong de shehui wangluo he shehui diwei » (Réseaux sociaux et positions sociales des travailleurs migrants), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n° 4, p. 42-52.

Li Peilin (2003), *Nongmingong – Zhongguo jincheng nongmingong de jingji shehui fenxi* (Les ouvriers-paysans – Analyse socio-économique sur les ouvriers-paysans dans les villes chinoises), Shehui Kexue wenxian chubanshe

Li, Peilin, (2004) *Cunluo de zhongjie: Yangcheng cun de gushi* (The end of villages: stories of Yangcheng village), Shengwu Yinshuguan, Beijing

Lin Peilin, Li Wei, « Jinnian lai nongmingong de jingji zhuangkuang he shehui taidu » (Le statut économique et l'attitude sociale des migrants ruraux dans les dernières années), *China Social Sciences*, 2010 n°1

Li Peilin, Tian Feng (2012), “Zhongguo nongmingong shehui rongru de daiji bijiao” (A Cross Generational Comparison of the Social Cohesion of migrant workers in China), *Chinese journal of Sociology*, Vol. 32 (5), pp. 1-24

Li, Peilin, Zhang, Yi et Zhao, Yandong (2000), *Jiuye yu zhidu bianqian* (Job searching, employment and institutional change), Zhejiang renmin chubanshe

Li, Qiang (1995), « Guanyu nongmingong de qingxu qingxiqing yu shehui chongtu wenti » (La tendance des sentiments des ouvriers-paysans et le conflit social), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n°4

Li, Qiang (1999), “Zhongguo dalu chengshi nongmingong de zhiye liudong” (Occupational Mobility of Rural Migrants in Mainland China), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques) n°5, pp. 93-101

Li, Qiang (2001), « Zhongguo waichu nongmingong ji qi huikuan zhi yanjiu » (Research on China's rural migrants and their remittances), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques) n°4, pp. 64-76

Li Qiang (2002), « Zhongguo huji fengceng yu nongmingong de shehui diwei » (La stratification du système du Hukou et la position sociale des ouvriers-paysans), *Zhongguo dangzheng ganbu luntan* (Forum des cadres du parti et du politique), n° 8

Li, Qiang, and Tang Zhuang (2002) “Chengshi nongmingong yu chengshi zhong de fei zhenggui jiuye” (Urban migrant workers and informal employment in the urban area), *Shehuixue yanjiu* (*Recherches sociologiques*), n°6

Li, Shi (2013), « La situation économique des travailleurs migrants d’origine rurale en Chine », *Perspectives Chinoises*

Li, Zhang (2002) *Strangers in the City: Reconfigurations of Space, Power, and Social Networks within China's Floating Population*, Stanford University Press, 2002

Lin, George C. S. (2006), “Peri-urbanism in Globalizing China: A study of New Urbanism in Dongguan,” *Eurasian Geography and Economics*, 47, 1:28–53

Liu, H.P and G.Q. Yang (2004) Formation mechanism and consideration of villages in cities during urbanization, *Nongye Xiandai Yanjiu* (Research in Agricultural Modernization) 25/4, pp. 271–4.

Liu, Linping, Wan, Xiangdong et Zhang, Yonghong (2006), “Zhidu duanque yu laogong duanque-mingong huang wenti yanjiu” (Shortage of Institution and Shortage of Labor-Study on the Shortage of Rural Migrants), *Zhongguo gongye jingji* (Chinese Industrial Economics), n°8, pp. 45-53

Liu, Linpin, and Zhang, Chunni (2007), “Nongmingong gongzi: renli ziben, shehui ziben, qiye zhidu haishi shehui huanjing” (Human Capital, Social Capital, Enterprises Institution or Social Environment: Wage Determination Model of Migrant Workers in Pearl River Delta), *Shehuixue yanjiu*, (*Recherches sociologiques*) n°6, pp. 114-137

Liu Shiding (2001), « De la préférence individuelle au choix collectif : un cas de redistribution des terres en Chine rurale », in Thireau I. & Wang Hansheng, *Disputes au village chinois. Formes du juste et recompositions locales des espaces normatifs*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l’homme

Ma, L.J.C. and B. Xiang (1998) Indigenous place, migration and the emergence of peasant enclaves in Beijing. *The China Quarterly* 155, 546–81

Mengin, Françoise et Rocca, Jean-Louis (2002), *Politics in China: moving Frontiers*, New York: Basingstoke, Hampshire, UK: Palgrave Macmillan

Milcent, Carine, (2010), « Les soins médicaux pour les migrants en Chine urbaine : une nouvelle frontière », *Perspectives chinoises*, 2010/4

Mitchell, Don (2000), *Cultural Geography: A Critical Introduction*, Blackwell, Oxford

Murphy, Rachel (2002) *How Migrant Labor is Changing Rural China*, New York: Cambridge University Press.

Murphy, Rachel (2004) « Turning Peasants into Modern Chinese Citizens: "Population Quality" Discourse, Demographic Transition and Primary Education », *The China Quarterly*, No. 177, pp. 1-20

Murphy, Rachel (2008) « Migrant Remittances in China: The Distribution of Economic Benefits and Social Costs », in *Labour Migration and Social Development in Contemporary China*, ed. by R. Murphy, Routledge, pp.47-72

Ngai, Pun (2007), « Putting transnational labour process in its place: the dormitory labour regime in post-socialist China », *Work, Employment & Society*, n°21, pp. 27-45

Ngai, Pun et Yu Xi (2011), « Action en justice ou résistance de classe ?« L'absence » de patron et de relation de travail dans l'industrie du bâtiment », *Perspectives chinoises*, n°2

Nielsen, Ingrid, Nyland, Chris, Smyth, Russel, Zhang, Mingqiong et Zhu, Cherrie Jiuhoa (2006), « Effects of intergroup contact on attitudes of Chinese urban residents to migrant workers », *Urban Studies*, Vol. 43, No. 3, pp.475–490

O'Brien, Kevin J. (1996), "Rightful Resistance," *World Politics Journal*, Volume 49, n°1

O'Brien, Kevin J. et Li, Lianjiang (2006), *Rightful Resistance in Rural China*, Cambridge University Press

Ocejo, Richard E. (2012), *Ethnography and the City: Readings on Doing Urban Fieldwork (The Metropolis and Modern Life)*, Routledge, 2012

Ouyang Lisheng (2006) « Jingcheng nongmingong xiaofei xingwei yu xiaofei fangshi tanxi » (Etude du comportement et des des de consommation des travailleurs migrants), *Economy and Management*, Volume 20 n°4

Camille Boullenois – « Immigration et urbanisation : les périphéries pékinoises en mouvement » - Mémoire INALCO – 2013245

Park, R.E. (1939), « Sociology, Community and Society », in *Human Communities: the City and Human Ecology*, Glencoe, Ill: The Free Press, 1952, pp. 178-209

Qian, Tina (2006), “Fund Gives Migrant Workers Access to Legal Aid”, *China Development Brief*, <http://www.chinadevelopmentbrief.com/node/430>

Ran, Tao (2009) « Hukou reform and social security for migrant workers in China », in *Labour migration and social development in contemporary China*, édité par Rachel Murphy, Abingdon, Oxon; New York, NY : Routledge

Ravenstein, E. G. (1885), « The Laws of Migration », *Journal of the Statistical Society of London*, Vol. 48, No. 2, pp. 167-235

Réa, Andréa et Tripiet, Maryse (2008), *Sociologie de l'immigration*, La Découverte

Rémy, Jean (1996), « Mobilités et ancrages : vers une autre définition de la ville », in M. Hirschhorn et J.M. Berthelot, *Mobilités et ancrages. Vers un nouveau mode de spatialisation*, Paris, L'Harmattan

Ren Xuefei (2011), “Dancing with the State: Migrant Workers’ NGOs and the Remaking of Urban Citizenship in China,” in *Remaking Urban Citizenship: Organizations, Institutions and the Right to the City*, pp.99-108, edited by Michael Peter Smith and Michael McQuarrie, New Brunswick and London: Transaction Publishers

Ricoeur, Paul (2003), « Urbanisation et sécularisation », *Autres temps, cahiers d'éthique sociale et politique*, volume 76

Roberts, Kenneth (2002), « Female Labor Migrants to Shanghai: Temporary "Floaters" or Potential Settlers? », *International Migration Review*, Vol. 36, No. 2, pp. 492-519

Rocca, Jean-Louis (2006) *La condition chinoise : capitalisme, mise au travail et résistances dans la Chine des réformes*, Karthala

Rocca, Jean-Louis (2008), « Introduction : De la sociologie en territoire chinois », in Jean-Louis Rocca, *La société chinoise vue par ses sociologues*, Presses de Sciences Po « Académique » p. 21-43

Rouleau-Berger, Laurence (2007) « Les oubliés de la mondialisation à Shanghai et Pékin : captivités et résistances des migrants peu qualifiés sur les marchés du travail urbains », in Isabelle Berry-Chikhaoui et alii, *Villes internationales*, La Découverte, p. 245-262

Rouleau-Berger, Laurence (2010) « Migrant(e)s dans les villes chinoises, de l'épreuve à la résistance », *Multitudes*, 2010/4 n° 43, p. 94-103

Rouleau-Berger, Laurence & Shi Lu (2005), « Inégalités, niches économiques et diversité de parcours migratoires: le cas des travailleurs migrants à Shanghai », *Les Perspectives chinoises*, n°87, pp. 2-12.

Saich, Anthony (2004) « Naissance d'une société civile aux couleurs de la Chine ? », *Esprit*, 302

Salgues, Camille (2012), « "Ici c'est comme le Sichuan après le tremblement de terre". Paysage moral des enfants de migrants ruraux à Shanghai », in Fassin (D.), Eideliman (J.-S.), dir, *Économies morales contemporaines*, Paris, La Découverte, 2012

Sayad, Abdelmalek (2006), *L'immigration ou Les paradoxes de l'altérité : 1, L'illusion du provisoire, 2, Les enfants illégitimes*, Raisons d'agir

Selim, Abou (2002), *L'identité culturelle*, Presses de l'université Saint-Joseph

Solinger, D.J. (1999), *Contesting citizenship in urban China: peasant migrants, the state, and the logic of the market*, University of California Press, Berkeley, CA

Solinger, Dorothy (1999), « Demolishing Partitions: Back to Beginnings in the Cities? », *The China Quarterly*, No. 159, pp. 629-639

Solinger, Dorothy (2006), « The Creation of a new Underclass in China and its Implications », *Environment and Urbanization*, vol. 18, n°1, pp. 177-193

Shan, Jingjing (2012), *Zhongguo nongmingong shiminhua yanjiu* (The study on citizenization of chinese migrant workers), Shehui kexue xianchu chubanshe (Social Sciences Press)

Simmel, G. (texte original de 1908), « Digression sur l'étranger », in Grafmeyer, Yves et Joseph Isaac, dir. (2009) *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Flammarion, Paris, pp.53-77

Simmel, G. (texte original de 1908), *Sociologie. Etude sur les formes de la socialisation*, traduit de l'allemand par Lilyane Deroche-Gurcel et Sibylle Muller, Paris, PUF, 1999

Schutz A. (1987), *Le chercheur et le quotidien. Phénoménologie des sciences sociales*, Paris, Méridiens Klincksieck.

Tan Shen (1997), « Nongcun laogongli liudong de xingbie chayi » (La différence liée au sexe dans la mobilité des travailleurs ruraux), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n°1.

Tang, Wenfang et Yang, Qing (2008) « The Chinese Urban Caste System in Transition », *The China Quarterly*, 196, pp 759-779

Tarrius, Alain (2000), *Les nouveaux cosmopolitismes. Mobilités, identités, territoires*, Éditions de l'Aube

Tarrius A. (2002), *La mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland

Tillyn Charles (1993), « Social Movements as Historical specific Clusters of Political Performances », *Berkeley Journal of Sociology*, vol. 38

Thireau, Isabelle et Wang, Hansheng (2001), *Disputes au village chinois. Formes du juste et recompositions locales des espaces normatifs*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme

Thomas W.I. & Znaniecki F. (1918-1920), *The Polish Peasant in Europe and America*, New York, A. Knopf (édition originale vol. 1&2, Chicago, The University of Chicago Press ; vol. 3 à 5, Boston, Badger Press)

Thompson, Edward (1963), *The Making of the English Working Class*, London

Tian, Li (2008) "The Chengzhongcun Land Market in China: Boon or Bane?—a Perspective on Property Rights," *International Journal of Urban and Regional Research*, 32/2, pp. 282–304

Urry, John (2000), *Sociology Beyond Societies: Mobilities for the Twenty-First Century*, London, Routledge

Wan, Xiangdong (2008), "Migrant workers and informal employment", *Social Sciences in China*, Vol. 29, No. 3, pp. 187-200

Wang, Chunguang (1995) *Social Movement and Social Reconstruction: A Study on the "Zhejiang Village" in Beijing*, Zhejiang People's Press

Wang Chunguang, (2001), "The Causation and Action Choice of the New Generation of Rural Floating Population", *Chinese Cadres Tribune*, 7, 23-28.

Wang, Chunguang (2002). "Social Identity of the New Generation of Rural Hobo and Merger of Urban and Rural", *Sociological Studies*, 3, 21-27

Wang Chunguang (2005) « Nongmingong: yi ge zhengzai jueqi de xin gongren jieceng » (Rural migrants Workers: a Rising new Workers Class), *Xuexi yu tansuo*, n°1, pp. 38-43

Wang Chunguang (2005) "Nongmingong de 'Banchengshihua' Wenti" (The problem of Peasant Workers' "semi-urbanization), In *Liudong he Ronghe: Nongmingong gonggong zhengce gaige yu fuwu chuangxin lunji* (migration and integration: analects on public policy reform and service innovation for migrant workers), édité par Li Zhen, 41-57, Beijing: Unity Press

Wang, Fenyu and Zhao, Yandong (2002), "Liudong mingong de jingji diwei huode ji jue ding yinsu", (Attainment and determining factors of economic status of migrant workers) in Li Peilin, *Rural Migrant Workers*, pp. 134–48

Wang, Hansheng etc. (1997), « Zhejiangcun : zhongguo nongmin jinru chengshi de yizhong fangshi » (Le village du Zhejiang : la modalité spéciale d'entrée dans la ville pour les paysans chinois), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n°1

Wang, Y.P. (2000), « Housing Reform and its Impacts on the Urban Poor in China, *Housing Studies*, 15 (6), 845-864

Wen Jun (2001), « Cong shengcun lixing dao shehui lixing xuanze : dangdai zhongguo nongmingong waichu jiuye dongyin de shehuixue fenxi » (D'une rationalité de subsistance à une rationalité sociale : analyse sociologiques les motivations les migrants ruraux dans la Chine contemporaine), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n°6

Wirth, Louis (texte original de 1938), "Le phénomène urbain comme mode de vie", in Grafmeyer, Yves et Joseph Isaac, dir. (2009) *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Flammarion, Paris

Whyte, Martin King (1993), in Greg Guldin et Aidan Southall, *Urban Anthropology in China*, Leiden, New York, Köln: E.J. Brill

Whyte, M.K. (2010) « The Paradoxes of Rural-Urban Inequality in Contemporary China » In: *Whyte MK One Country, Two Societies: Rural-Urban Inequality in Contemporary China*. Cambridge, MA: Harvard University Press

Wu, W. (2006) “Migrant intra-urban residential mobility in urban China”, *Housing Studies* 21.5, pp. 745–65

Wu, Z. H. (2005), « The Choices of Adaptation Model to Cities of the Rural Migrant Workers and the Reasons », *Theory and Reform*, (5), pp. 71–73

Whiting, Susan (2010), « What’s Law Got to Do with it? Competition among Legal, Political, and Social Norms in the Generation and Resolution of Rural Land Disputes », *EAI Fellows Program Working Paper*, No. 25

Xiang, Biao (1998) “What Do Communities Do? A Study on the Gathering Place of the Rural Migrant Workers in Beijing,” *Chinese Sociology Research*, No.6.

Xiang, Biao (1999) “‘Zhejiang Village’ in Beijing: creating a visible non-state space through migration and marketized traditional networks”, In F.N.Pieke and H. Mallee (eds.), *Internal and international migration: Chinese perspectives*, Curzon Press, Richmond, Surrey

Xie, Yu et Haiyan Zhu (2009), “Do Sons or Daughters Give more Money to Parents in Urban China” ? *Journal of Marriage and Family*, Vol. 71, No. 1

Xie, Zhikui (2005), *Cunluo xiang chengshi shequ de zhuanxing—zhidu zhengce yu zhongguo chengshihua jincheng zhong chengzhongcun wenti yanjiu (The Transition from Village to Urban Community : A Study of Institution, Policy and the Urban Village Problem during the Urbanization in China)*, Beijing, China : China Social Science Publishing House

Xin, He (2005) “Why Do They Not Comply with the Law? Illegality and Semi-Legality among Rural-Urban Migrant Entrepreneurs in Beijing”, *Law & Society Review*, Vol. 39, No. 3, pp. 527-562

Xing Liping (2010) “Chengxiang eryuan jiegou shijiao xia de nongmingong xiaofei yanjiu”, (Recherche sur la consommation des travailleurs migrants du point de vue d'une

structure duale rurale-urbaine), *Zhongguo chengshi jingji* (Economie urbaine chinoise), 2010/5, p.193-194

Xu Chong, (2008), « Waisheng guli nongmingong fanxiang chuangye de zhengce he zuofa » (Les politiques et pratiques des provinces pour encourager la création d'entreprise des nongmingong qui rentrent au village), *Xin Chongqing* (Nouveau Chongqing), n°7

Xu Da (2011), « Zai beijing nongmingong shouji shiyong xianzhuang yanjiu » (Etude de l'utilisation du téléphone portable chez la population de migrants ruraux à Pékin), *Changsha tiedao xueyuan xuebao* (Railway University Press), Vol.12 N°3

Yang, L. (2005), « Guanzhu chengli de nongmingong: zhengqian bu gan hua, quan wei butie jiali yong » (Attention to the rural migrant workers in the cities: they don't spend their earnings, they send it all to subsidize their families) *Gongan wang* (Public Security Net)

Yang, M.M. (1994), *Gifts, Favors, and Banquets: The Art of Social Relationships in China*, Ithaca, NY: Cornell University Press

Yanjing Zhao and Chris Webster (2011), « Land Dispossession and Enrichment in China's Suburban Villages », *Urban Studies*, vol. 48 no. 3 529-551

Yao Yongling, ed. (2010), *Chengxiang jiehebu guanli yanjiu* (Recherches sur la gestion des zones à l'interface de la campagne et de la ville), *Zhongguo Renmin Daxue Chubanshe* (Presses de l'université du Peuple)

Young, Jason (2013), *China's Hukou System: Markets, Migrants and Institutional Change*, Palgrave Macmillan

Zai Liang et Zhen et (2012) « Job Mobility of Rural Migrants in China's Urban Labor Market: the Case of the Pearl River Delta Region », in *The Emergence of a New Urban China: Insiders' perspectives*, édité par Zai Liang, Steven S. Messner, Cheng Cheng et Youqin Huang, Lanham, MD : Lexington Books

Zhang, Heather Xiaoquan (2003), "Gender difference in inheritance rights: Observations from a Chinese village", *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 30 n°3-4, pp. 252-277

Zhang, Junfu and Zhao, Zhong (2011) « Social-Family Network and Self-Employment: Evidence from Temporary Rural-Urban Migrants in China », IZA Discussion Paper No. 5446

Zhang, Li, Simon X. B. Zhao, and J. P. Tian (2003), “Self-Help in Housing and Chengzhongcun in China’s Urbanization,” *International Journal of Urban and Regional Research*, 27/4, pp. 912–937

Zhang, Zhanxin (2004), “Laodong li shichang de changye fenge yu laodong renkou liudong » (Industrial segmentation of the labor market and the flow of laborers), *Zhongguo renkou kexue* (Chinese Journal of Population Science), no. 2

Zhao Yaohui (1999) « Leaving the Countryside: Rural-To-Urban Migration Decisions in China », *The American Economic Review*, Vol. 89, No. 2

Zhao Yeqin (2002), « Chengshi liudong renkou zinu jiaoyue kunnan de sikao –yi shanghaishi weili » (Réflexion sur la difficulté de l’éducation des enfants migrants dans les villes - le cas de Shanghai), *Shehui* (Société), n° 9

Zhao Yeqin (2007), « Nongmingong: richang shenghuo zhong de shenfen jiangou yu kongjian xingou » (Les travailleurs migrants : la construction de l’identité et la configuration de l’espace dans la vie quotidienne), *Shehui* (Société), n° 6

Zhao Yeqin (2008) *Construction des espaces urbains et rénovation d’un quartier de Shanghai : la problématique de la migration et du changement social*, Ecole normale supérieure, thèse de doctorat rédigée sous la direction de Pierre-Paul Zalio

Zhong, Zhao (2005) « Migration, labor market flexibility, and Wage determination in China: a review », *The developing economies*, vol. 43 n°2, p. 285-312

Zhou Daming (1993), “Population Movement”, in Greg Guldin et Aidan Southall, *Urban Anthropology in China*, Leiden, New York, Köln: E.J. Brill

Zhou Daming (2001), « Chengxiang jiehubu shequ yanjiu - Guangzhou nanjingcun wushinian de bianqian » (L’étude des zones périphériques urbaines - la transformation du village Nanjing à Guangzhou ces 50 dernières années), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n° 4.

Zhou Daming (2010) “Group Differences among Nongmingong: A Follow-up Ethnographic Case Study”, *International Journal of Business Anthropology* Vol. 1(1)

Zhou Xiaohong (1998), « Liudong yu chengshi tixian dui zhongguo nongmin xiandaixing de yingxiang » (Influences des expériences de la migration et de la vie urbaine sur la modernisation des paysans chinois), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n°5.

Zhu Guannan (2010), « Nongmingong zinu jiaoyu wenti de wenxian zongshu » (Résumé de la littérature sur les problèmes d'éducation des enfants de migrants), *Nongcun jingji yu keji* (Economie et technologie agricoles), Vol. 21, n°10

Table des Matières

Remerciements	4
Sommaire	5
Introduction générale.....	6
A - Choix du sujet	6
B - État de la question	8
1) Littérature sur les villages urbains	8
2) Littérature sur les <i>nongmingong</i>	11
C - Terrain : accès et questions de méthodologie.....	15
1) Présentation du terrain : le village de Picun, entre exemplarité et représentativité .	15
2) Accès au terrain : difficultés et réussites.....	19
3) Une méthode ethnographique basée sur l'observation et l'entretien	21
D - Contexte théorique et perspectives d'analyse.....	26
1) L'école de Chicago et ses héritiers : milieu urbain, mobilité spatiale et changement social.....	26
2) La recherche en France sur l'immigration.....	27
3) Proximité et distance sociale : G. Simmel et N. Elias.....	28
4) Pierre Bourdieu : hiérarchies sociales et stratégies des agents sociaux	29
5) Crozier et Friedberg : Incertitudes et relations de pouvoir dans une organisation ..	31
E - Problématique et plan du mémoire	33
Première partie : Migrants et locaux : la construction de catégories sociales.....	35
Introduction : Réflexion sur la catégorie de « migrants ruraux »	36
I - Les stratégies migratoire des <i>nongmingong</i>	39
A - Les motivations de la migration	40
1) D'une migration « de subsistance » à une migration économique	41
2) Migrer pour trouver plus d'opportunités et de meilleures conditions de vie.....	42
3) Sélectivité des migrants au départ : qui migre ?	44
B - Entre exclusion spatiale et attractivité des zones périurbaines : pourquoi s'installer à Picun ?	47
1) Attractivité des métropoles et exclusion territoriale	47
2) Picun : un choix par défaut ?.....	49
C - Le maintien d'un lien fort avec le village d'origine	51
1) Un regroupement familial restreint	51
2) Travailler en ville, mais dépenser au village.....	53
3) Le retour au village : un refuge contre les aléas de la migration	56
Conclusion.....	57
II - Locaux et migrants : une domination institutionnalisée	58

A - Le système du hukou, fondement des inégalités institutionnelles	58
1) Le <i>hukou</i> , évolutions et situation actuelle	59
2) Locaux et migrants : un même <i>hukou</i> rural.....	61
3) <i>Hukou</i> et assurances sociales : les migrants défavorisés.....	63
B - Administration du village et exclusion des migrants	65
1) Le <i>cunweihui</i> (Comité de village).....	66
2) Gestion et contrôle de la population migrante	68
3) Propriété et usage de la terre : l'avantage institutionnel des locaux.....	70
4) La destruction du village : perspectives et attitudes différentes	71
C - L'éducation : des facteurs de discrimination variés.....	73
1) Des réglementations visant une meilleure intégration des enfants de migrants	74
2) Les migrants exclus des lycées pékinois.....	75
3) Un accès inégal au collège et à l'école primaire.....	77
Conclusion.....	80
III - Occupation de l'espace et domination symbolique.....	81
A - L'espace domestique dominé par les locaux	83
1) Les résidents locaux : entrepreneurs immobiliers, agents de la mutation de l'espace habitable	83
2) L'espace domestique : une organisation symbolique	87
3) Difficultés d'appropriation de l'espace domestique	91
B - Tensions dans l'appropriation de l'espace semi-privé	95
1) Les relations entre propriétaires et locataires dans les lieux semi-privés	96
2) Les lieux publics, ré-appropriés par les migrants ?.....	99
3) Une lutte symbolique pour la domination de l'espace.....	102
Conclusion.....	106
IV - Entre ville et campagne : exode rural et transformations sociales	107
A - Une « urbanisation » des pratiques quotidiennes	109
1) Accessibilité, mobilité, industrialisation.....	109
2) Réflexions sur la « semi-urbanisation » des migrants.....	111
B - Expérience de la migration et mutations culturelles et sociales	114
1) Expériences du déracinement.....	115
2) Une reconfiguration des réseaux d'interconnaissance.....	117
3) Expériences du cosmopolitisme et nouveau rapport à la langue	120
C - Mutations sociales et culturelles chez le groupe local : naissance de conflits familiaux pour la terre et nouvelles manières de les résoudre.....	123
1) Urbanisation et valeur croissante de la terre	124
2) Valeurs traditionnelles et dispositions juridiques	126
3) Changement de <i>hukou</i> et entretien des parents : les pommes de discorde.....	127
4) Justice, équité et réciprocité : de nouvelles légitimités	130

Conclusion.....	131
Deuxième partie : La formation d'une hiérarchie socio-professionnelle : une dynamique conflictuelle.....	133
Introduction : Les <i>nongmingong</i>, une catégorie hétérogène	134
V - Parcours professionnels et mobilité sociale	135
A - Guanxi et mobilité sociale.....	136
1) Les liens du sang et de la terre : principaux vecteurs pour trouver du travail.....	137
2) De nouvelles relations : utilisation sociale des « <i>weak ties</i> ».....	139
B - Mobilités, capital humain et capital spatial	141
1) Mobilité professionnelle, mobilité géographique et ascension sociale.....	142
2) Capital humain : formation initiale et acquisitions	146
C - Être son propre employeur : entre précarité et ascension sociale.....	149
1) Créer une entreprise	150
2) Petit entrepreneuriat et mobilité sociale.....	155
3) Des cultures de la précarité	159
Conclusion.....	161
VI - Marché de l'emploi et entreprises : une incertitude structurelle.....	163
A - L'organisation du marché du travail.....	164
1) Niches économiques et emploi peu qualifié	164
2) De <i>xiaogong</i> à <i>dagong</i> : une hiérarchie professionnelle	167
3) Volatilité du travail et conséquences sur la hiérarchie sociale des travailleurs migrants	171
B - Le caractère informel des entreprises	173
1) Pas de signature de contrat.....	174
2) Un accès très limité aux assurances d'entreprise	176
C - Structure des entreprises et réduction de l'incertitude	177
1) Des entreprises familiales	178
2) <i>Linshigong</i> , <i>changong</i> , <i>baogongtou</i> : hiérarchies professionnelles et multiplication des intermédiaires.....	179
Conclusion.....	182
VII - Les relations de travail : domination et conflits.....	183
A - De l'absence de dialogue à la relation conflictuelle	184
1) Petites entreprises : des relations relativement cordiales	184
2) Grandes entreprises : absence du patron et violence du contremaître	185
3) Peur et résignation : les réactions des travailleurs	187
B - Violences économiques et stratégies de résistance	188
1) Arriérés ou diminution des salaires : une situation fréquente.....	188
2) Résignation, <i>voice</i> ou <i>exit</i> ?.....	190
C - Résistances légales : l'action en justice.....	192

1) La décision d'entamer une procédure juridique	192
2) La structure du dispositif juridique : de la médiation au tribunal	196
3) La procédure juridique : difficultés et limites	199
Conclusion.....	202
VIII - Organisation de classe : l'ONG la Maison des Travailleurs Migrants.....	204
A - Une existence fragile.....	205
1) D'un groupe de musique à une ONG : le développement d'une organisation « populaire » (<i>minjian</i>)	205
2) Auto-censure et collaboration avec le pouvoir	208
3) La tentative de destruction de l'école en 2012 : illustration des interactions complexes avec les différents niveaux de pouvoir	210
B - Action sociale et formation d'une conscience collective : comment l'ONG transforme les rapports de pouvoir au profit des travailleurs migrants	216
1) Un service social : améliorer les conditions de vie des travailleurs.....	216
2) Syndicalisme ou médiation : comment résoudre les conflits du travail ?.....	219
3) L'art et la recherche : des instruments pour la création d'une classe de « nouveaux travailleurs »	223
Conclusion.....	229
Conclusion générale	230
1) Picun, un exemple de périphérie urbaine	230
2) Un lieu de rapides mutations sociales et culturelles	231
3) Exclusion, ségrégation et domination	232
4) Hétérogénéité du groupe migrant et mobilité spatiale	233
5) Débuts d'organisation des travailleurs migrants	234
Bibliographie.....	235
Annexes	258
C - Récits et témoignages.....	258
1) La vie en entreprise : récit de Monsieur Li	258
2) Création d'entreprise : un parcours semé d'échecs ; le récit de Monsieur Wang ..	259
3) Les blessures du travail : Récit de Monsieur Chen.....	261
D - La Maison des Travailleurs.....	264
1) Extraits du rapport annuel concernant le financement et les programmes (traduction)	264
E - Conflits du travail : procédures juridiques	266
1) Verdict du procès de Monsieur Wang Yu.....	266
2) Verdict du dernier procès en appel de Monsieur Deng.....	273

Annexes

C - Récits et témoignages

1) La vie en entreprise : récit de Monsieur Li

« Je me suis dit qu'il était temps que je fasse quelque chose de réel, que j'entre dans la vie active. Travailler comme ouvrier, c'était pas mal puisque le salaire est élevé et les horaires sont fixes.

Alors je suis allé d'abord dans une usine, puis dans une autre qui fabrique de l'encre. Puis comme livreur à domicile, puis dans une usine étrangère, sino-japonaise, de construction. Dans les petites usines, c'est mieux que dans les grandes : le salaire est souvent moins élevé, mais au moins, l'ambiance est meilleure.

L'entreprise qui fabriquait de l'encre était plutôt petite, le patron avait fait plein de petits boulots avant de monter cette entreprise. Il était gentil avec nous, on déjeunait ensemble etc. Mais finalement, je me suis rendu compte que le salaire était très bas, alors je me suis dit que ce patron, lui aussi, était guidé uniquement par le profit. Tout ce qu'il veut, c'est gagner de l'argent, c'est son but.

Bien sûr, je comprends que c'est normal, mais l'argent qu'il gagne n'a aucune commune mesure avec celui que gagnent les ouvriers. Certes, il ne fallait pas vraiment de technique, c'était des choses très basiques que nous devons faire. Mais je trouve que nous ne sommes pas payés à notre juste mesure. Je ne dis pas que tous les patrons sont mauvais, mais quand même, les relations avec les ouvriers sont toutes uniquement pour l'argent.

En temps que livreur, c'était aussi une petite entreprise, nous étions deux à assurer le service dans un endroit aussi grand que Picun. Il y avait donc beaucoup de travail, et c'était très fatigant. Il fallait aller à vélo, l'hiver, avec le vent froid qui glace les joues et l'été, dans la chaleur moite. Souvent, je devais monter plusieurs étages à pied quand il n'y avait pas d'ascenseur. Je travaillais parfois jusqu'à 22 heures : j'aurais pu attendre, mais je me disais que les gens attendaient leur colis et qu'il était mieux de leur donner tout de suite. Finalement, c'était trop fatigant, je suis allé dans une entreprise étrangère en me disant que les conditions de travail et le salaire seraient meilleurs.

En fait, dans l'entreprise sino-japonaise, les salariés arrivés depuis le plus longtemps confiaient les tâches les plus difficiles aux nouveaux arrivés et eux-mêmes ne faisaient pas grand chose. Donc je devais tout le temps travailler, c'était très fatigant, et en plus je me faisais souvent crier dessus et insulter parce que je ne faisais pas les choses correctement, c'était très difficile. C'est là que j'ai appris à me servir de tous les outils nécessaires à la construction, j'ai acquis une certaine technique.

Finalement, de toutes mes expériences, j'ai trouvé que le travail de dagongren était particulièrement difficile. On est toujours fatigué : on va au travail, on rentre se coucher. On ressemble à des machines comme ça : on n'a jamais le temps de réfléchir, de faire ce qu'on voudrait faire, d'avoir une vie personnelle, des loisirs. C'est un peu inhumain. »

2) Création d'entreprise : un parcours semé d'échecs ; le récit de Monsieur Wang

Après le lycée, Monsieur Wang a commencé par travailler avec sa petite amie dans une bibliothèque à Jilin, en attendant de trouver un travail qui lui convienne vraiment. Ce travail était très mal payé mais il avait l'avantage d'être reposant et de lui permettre de se livrer à sa passion pour la lecture.

Ensuite, toujours avec sa petite amie, il a ouvert un centre de Taiji à Jilin. Au bout de deux ans, leur rupture a précipité la fermeture du centre. Monsieur Wang a ensuite ouvert un magasin de réparation de bicyclettes, qui n'a pas très bien fonctionné, faute de connaissances techniques et pratiques. Le magasin a donc vite fermé et Monsieur Wang a travaillé pendant quelques mois dans un petit restaurant, tenu par sa famille. Ses deux parents, son frère et sa sœur tenaient le restaurant, qui a cependant rapidement fait faillite. La famille s'est retrouvée avec une dette de 20 000 yuan.

Avec un ami de Jilin qui travaillait à Pékin dans la sculpture du fer, il a décidé de venir tenter sa chance dans la capitale. Son ami a quitté son travail et tous deux ont eu l'idée de monter un commerce en gros de vinaigre. Le quartier périurbain où ils habitaient était en effet caractérisé par la présence de très nombreux restaurants qui devaient s'approvisionner en produits alimentaires.

Afin de vendre beaucoup, Monsieur Wang et son ami ont une idée : ils coupent le vinaigre avec de l'eau, ce qui leur permet de le vendre à très bas prix. Mais cette idée n'a pas le temps de faire ses preuves : deux mois plus tard, l'épidémie de SRAS se répand en Chine et le porte-à-porte est interdit. Pendant quelque temps, les deux amis ne peuvent même pas rentrer à Jilin et doivent se contenter de maigres ressources financières pour survivre.

Son ami finit par trouver un travail comme soudeur. Il fait des portes et est payé à la pièce : 300 yuan pour une porte. Comme Monsieur Wang n'a aucune connaissance dans ce domaine, il ne peut pas travailler tout seul. Son ami lui propose alors de devenir son assistant. Pendant six mois, ils travaillent tous deux et dépensent le soir, en alcool et au karaoké, l'argent qu'ils ont gagné pendant la journée. Monsieur Wang s'en souvient comme d'une période très joyeuse.

Tous deux ont un rêve : créer un commerce prospère. Après avoir mis un peu d'argent de côté, ils décident de monter un petit commerce de pantalons. Celui-ci se porte de mieux en mieux et au bout de deux ans, il commence à bien rapporter. Mais l'ami de Monsieur Wang est d'un tempérament instable : il se bat avec des concurrents et, en fin de compte, est obligé de partir (il va s'installer à Dongba).

Monsieur Wang décide de conserver le magasin de pantalons, mais il maîtrise mal le commerce. Celui-ci va de mal en pis et doit fermer au bout d'un an. Il ne va pas retrouver son ami à Dongba, car il s'est brouillé avec lui au sujet du partage de l'argent.

Il trouve alors un travail comme ouvrier temporaire dans une usine de soudure à Dongyao, près de Picun. Malgré son expérience de six mois, il est encore très peu qualifié et ne gagne que 1 200 yuan par mois. A cette époque, toute sa famille vient à Pékin : son père et son frère travaillent dans une usine de construction, tandis que sa mère et sa sœur gardent les enfants.

En 2008, Monsieur Wang démissionne pour regarder les Jeux Olympiques à la télévision. Par la suite, il arrête de travailler pendant trois ans, reste à la maison pour lire, tombe amoureux et se marie. Ce n'est qu'en 2011 qu'il décide de reprendre le travail dans la soudure. En 2013, il quitte son travail et décide d'ouvrir un petit commerce de soupe de riz (zhou, 粥) à Picun (qui n'est pas encore très prospère).

3) Les blessures du travail : Récit de Monsieur Chen

Diplômé du collège, Monsieur Chen a rapidement quitté son village pour chercher du travail ailleurs. Il avait envie d'aller non seulement en ville, mais aussi hors de sa province d'origine, pour découvrir le monde extérieur. Le cadre du village et de ses habitants lui paraissait trop limité.

Il est allé tout d'abord au Heilongjiang, suivant les conseils de quelqu'un de son village. Étant d'une famille de menuisiers, il a naturellement choisi cette profession. Puis il est venu à Pékin et a travaillé dans plusieurs entreprises, mais toujours comme menuisier. Son expérience s'est peu à peu étendue et progressivement, il est passé de xiaogong (travailleur non qualifié) à dagong (travailleur expérimenté). Son salaire est passé de 300 yuan par mois à 600 puis 1000 au bout de quelques années.

Cette expérience de travailleur migrant était particulièrement difficile. Les conditions de travail vingt ans auparavant étaient bien pires que maintenant. Ayant gagné et économisé une importante somme d'argent, Monsieur Chen est rentré dans son village natal et a ouvert un magasin de produits quotidiens. Il est aussi devenu le secrétaire du parti communiste de son village.

Son commerce était prospère et il a acquis une certaine réputation dans son village. Monsieur Chen s'est marié et a eu deux enfants. Sa fille est maintenant diplômée de l'université du Shandong et travaille dans une entreprise de produits électroménagers. Quant à son fils, il n'est allé qu'au collège. A 23 ans, il est déjà marié, a deux enfants et cultive la terre dans son village.

Après de nombreuses années, Monsieur Chen a choisi d'investir dans un petit puits de pétrole. Il a utilisé toutes ses économies (1 000 000 de yuan) et a emprunté l'autre moitié de l'investissement à la banque ainsi qu'à des proches. Comme il était cadre de village et qu'il avait eu un parcours d'ascension sociale réussite, il n'a eu aucun mal à convaincre ses amis et la banque de lui prêter de l'argent. Cependant, son puits de pétrole était trop petit pour respecter les normes de production. Très rapidement après son ouverture, il a été saisi par les autorités et a dû fermer. Les investissements n'étaient largement pas rentabilisés et il restait encore 1 000 000 de yuan de prêts à rembourser.

Après cet échec, et afin de rembourser ses dettes, Monsieur Chen est venu à nouveau à Pékin pour travailler comme menuisier. Quelqu'un de son village lui a conseillé de venir travailler à Picun, où beaucoup d'entreprises exploitaient le bois et embauchaient des travailleurs migrants.

Lorsqu'il est arrivé à Picun, le 18 mars 2013, cependant, l'entreprise conseillée par son ami n'avait, momentanément, pas besoin d'embaucher.

Monsieur Chen a donc trouvé un travail comme conducteur de bus, qu'il a exercé pendant un mois. Son salaire, négocié à 3 500 yuan par mois, lui a en réalité été payé 3 200 yuan. Cela ne l'a pas étonné : de tous les jobs, aucun ne lui a été payé autant que ce qui avait été négocié. Monsieur Chen n'a pas réclamé les 300 yuan qui manquaient à son salaire, estimant que cela ne servait à rien et qu'une certaine marge entre le salaire promis et le salaire donné était relativement normale.

Monsieur Chen n'a, dans aucun de ses jobs, signé de contrat ni reçu d'assurance d'aucune sorte de la part de son employeur. Lorsqu'il est parti pour la première fois, il aurait été impensable de signer un contrat. A présent, dans les petites entreprises, les contrats et les assurances sont encore très rares. En revanche, il a une assurance santé au village et en cas de souci, il peut rentrer se faire soigner chez lui.

Après un mois à Picun, Monsieur Chen a pu commencer à travailler comme menuisier. Le salaire était de 4 000 à 5 000 yuan par mois, en fonction de ses horaires, des heures supplémentaires et de sa production. Son patron venait du Jiangxi et ses relations avec lui étaient uniquement professionnelles, liées au travail et au salaire. Il ne lui est jamais arrivé de discuter avec son patron de sa vie personnelle.

Le 5 août, après quelques mois de travail, Monsieur Chen s'est coupé le pouce en travaillant.

L'entreprise lui a payé les frais de soins médicaux et il a pu se faire opérer. Deux mois plus tard, son pouce peut à nouveau bouger légèrement, mais il ne peut pas encore recommencer à travailler.

Après l'accident, Monsieur Chen a donc dû chercher un moyen de subsistance. Avec sa femme, il a acheté un véhicule ainsi qu'une machine à faire des marrons chauds et il a commencé à les vendre dans la rue principale de Picun. Cet investissement lui a coûté plus de 3 000 yuan.

Au bout de trois jours de vente de marrons chauds, la voiture de Monsieur Chen a été saisie par les autorités de Picun (les employés de sécurité du comité de village) et il a été condamné à payer 500 yuan d'amende. En effet, il n'avait pas payé la taxe permettant la vente sur les lieux publics.

Ne sachant comment résoudre ce problème, il est allé trouver l'ONG La Maison des Travailleurs, dont un collègue lui avait parlé. Un responsable de l'ONG a téléphoné au comité de village et a obtenu d'annuler l'amende. Il lui a en outre conseillé d'entreprendre une action en justice pour que l'entreprise lui donne compensation pour son incapacité à travailler. Cette action en justice est actuellement en cours.

D - La Maison des Travailleurs

1) Extraits du rapport annuel concernant le financement et les programmes (traduction)

Dépenses et recettes des programmes de l'ONG pour l'année 2012

Recettes des programmes	Dépenses des programmes
Programme de service global à la communauté des travailleurs Avril 2012 — mars 2013) Recette du programme : 430000yuan Donateur : Oxfam Hong Kong	Programme de service global à la communauté des travailleurs avril 2012 – mars 2013 Dépenses réelles :428027.83yuan
Musée des travailleurs Août 2012 — juillet 2013 Recette du programme : 370000 yuan Donateur : Oxfam Hong Kong	Musée des travailleurs Août 2012 — juillet 2013 Dépenses réelles : 333889.04 yuan
Entreprise sociale de Tongxin Huhui (produits de seconde main, vente d'ordinateurs) Mai 2012 — avril 2013 Recette du programme : 200000yuan Donateur: Fondation Narada	Entreprise sociale de Tongxin Huhui (produits de seconde main, vente d'ordinateurs) Mai 2012 — avril 2013 Dépenses réelles 200000 yuan
Projet d'éducation et de développement des enfants Janvier - décembre 2012 Recette du programme : 202500 yuan Donateur : RightToPlay	Projet d'éducation et de développement des enfants Janvier - décembre 2012 Dépenses réelles : 212697.2 yuan
Projet expérimental de syndicat communautaire Mai - octobre 2012 Recette du programme : 50000 Donateur : Beijing Warm Foundation	Projet expérimental de syndicat communautaire Mai - octobre 2012 Dépenses réelles : 51760 yuan
Recettes globales des programmes de l'ONG pour l'année 2012 : 1 252 500 yuan.	Dépenses globales des programmes de l'ONG pour l'année 2012 : 1226374.07 yuan

Dépenses et recettes de l'entreprise sociale Tongxin Huhui pour l'année 2012

Recettes	Dépenses
Recettes du magasin de Tongxin Huhui : 926689 yuan	Salaire des employés : 508170 yuan
Recettes de la brocante : 144599 yuan	Frais de transports des objets récupérés 180000 yuan
Recettes de la récupération d'objets usagés : 121350 yuan	Location de la salle de Tongxin Huhui : 104200 yuan
Recettes du centre de réparation d'ordinateurs : 59173 yuan	Production du container de dépôt : 80000 yuan
	Cantine des employés : 60000 yuan
	Équipement et décoration du local de Huhui : 52426 yuan
	Frais d'eau, d'électricité et de gestion de l'hygiène : 27765 yuan
	Attestations, étiquetage et produits publicitaires : 19900 yuan
	Gestion des objets utilisés par l'ONG : 12000 yuan
	Formation des employés : 11482 yuan
	Micro-crédit de Tongxin Huhui : 7200 yuan
	Aide aux enfants en difficultés de l'école Tongxin : : 6000 yuan
	Aide aux travailleurs en difficulté : 6300 yuan
	Soutien à l'expérience de huit écoles d'enfants de migrants : 5000 yuan
	Autres services et activités : 5880 yuan
Total des recettes : 1 251 811 yuan	Total des dépenses : 1086323 yuan

E - Conflits du travail : procédures juridiques

1) Verdict du procès de Monsieur Wang Yu

北京市顺义区人民法院 民事判决书

(2013)顺民初字第1205号

原告王章育，男，1987年3月30日出生，汉族，河南省前县清水河乡王英楼村村民，住北京市大兴区北藏镇前关营村。身份证号410927198703305014。

被告北京鲁泽恒明家具厂，住所地北京市顺义区赵全营镇西小营村村委会南600米。组织机构代码75601448-8。

法定代表人李云旺，总经理。

原告王章育与被告北京鲁泽恒明家具厂（下简称鲁泽家具厂）劳动争议一案，本院受理后，依法组成合议庭，公开开庭进行了审理。原告王章育及到庭参加诉讼。被告鲁泽家具厂经本院合法传唤未到庭，依法进行缺席审理。本案现已审理终结。

原告王章育诉称：

我系农业户籍，自2012年5月31日至2012年7月31日期间在被告处担任木工，双方未签订劳动合同，入职时约定每天工资220元，每月工作30天。

在职期间，厂里经常要求晚上加班，在职期间我共存在130小时延时加班，加班费用被告未予支付，同时未为我缴纳社会保险。

2012年7月31日我以被告拖欠工资及未缴纳社会保险为由与其解除劳动关系，被告一直未支付拖欠的工资。

我于2012年11月6日申请劳动仲裁。因不服仲裁裁决，

要求判令：1、被告支付 2012 年 5 月 31 日至 2012 年 7 月 31 日工资 9600 元；2、被告支付我 2012 年 5 月 31 日至 2012 年 7 月 31 日延时加班工资 5362.5 元；3、被告支付我 2012 年 5 月 31 日至 2012 年 7 月 31 日未签订劳动合同双倍工资差额 4800 元；4、被告支付我 2012 年 5 月 31 日至 2012 年 7 月 31 日解除劳动关系经济补偿金 2400 元；5、被告支付我 2012 年 5 月 31 日至 2012 年 7 月 31 日未缴纳养老保险补偿金 1000 元及未缴纳失业保险一次性生活补助费 1000 元；6、被告负担案件受理费。

被告鲁泽家具厂既未参加庭审，亦未答辩。

经审理查明：

王章育于 2012 年 11 月 6 日申请仲裁，要求确认与鲁泽家具厂自 2012 年 5 月 31 日至 2012 年 7 月 30 日期间存在劳动关系，鲁泽家具厂支付 2012 年 5 月 31 日至 2012 年 7 月 30 日期间的工资 11100 元、加班工资 3500 元、未缴纳社会保险补偿金 2000 元、解除劳动关系经济补偿金 3300 元未签订劳动合同双倍工资差额 14235 元、拖欠工资加付赔偿金 6617 元及因仲裁产生误工费 3300 元。北京市顺义区劳动争议仲裁委员会于 2012 年 12 月 27 日做出京顺劳仲字（2013）第 1459 号裁决书，裁决王章育与鲁泽家具厂自 2012 年 5 月 31 日至 2012 年 12 月 7 日存在劳动关系；鲁泽家具厂支付王章育 2012 年 5 月 31 日至 2012 年 7 月 17 日工资 6380 元、2012 年 7 月 1 日至 2012 年 12 月 7 日未签订劳动合同双倍工资差额 2640 元及解除劳动关系经济补偿金 630 元；驳回王章育的其他申请请求。王章育不服上述裁决结果而诉至本院。

为证明其主张，王章育提交的证据有：

1、照片四张，证明存在延时加班。照片内容为：“通知，今晚加班，7-12点，提前下班者按旷工处理。办公室，6月7日。”其余照片与此照片内容类似。

2、生产单及测量报告单，证明目的为2012年6月26日、2012年7月2日正常上班。其中，生产单日期为7月2日，有胡晓瑞的签名，王章育称胡晓瑞系鲁泽家具厂办公室职员；工作单上日期为2012年6月26日。

3、与柴士广的录音，证明目的为5月31日开始上班及存在加班。

庭审中，王章育称：我与王春福、牛传宪、曹柱成于2012年5月31日一起入职鲁泽家具厂担任木工，我们四人早上八点左右到达鲁泽家具厂，当天就开始干活；范登玉比我们去的晚，他5月31日当天好像没有提供实际劳动，第二天也就是6月1日范登玉就请假回老家了，7月1日范登玉从老家回来继续到鲁泽家具厂工作，提供劳动至7月17日；牛传宪5月31日、6月1日工作两天后，也请假回老家了，牛传宪从老家回来后没有再去鲁泽家具厂上班，只是讨要工资。入职时柴厂长（柴士广）与我们约定日工资标准为220元，加班另计，工作时间为上午七点半至十二点，下午一点半至六点，工资支付周期为自然月，下发薪制度。我与王春福系父子关系，入职后我们的出勤情况一致，6月16日至18日休息3天，6月19日休息半天，6月27日至30日休息，7月1日至7月17日正常出勤，7月17日之后未提供实际劳动，我们于7月17日后离厂，7月25日返厂讨要工资并提出离职，与鲁泽家具厂法定代表人李云旺协商未果，之后我们就申请了劳动仲裁。

另查，王章育、王春福、牛传宪、范登玉及曹柱成分别于2012年8月28日、2012年11月6日以鲁泽家具厂作为被申请人申请劳动仲裁。王章育、王章育、牛传宪、范登玉均不服仲裁裁决诉至本院，曹柱成未起诉。曹柱成为申请人的案件号为（2013）京顺劳仲字第1458号，该裁决已生效。（2013）京顺劳仲字第1458号案件审理中，鲁泽家具厂出示支出凭证一份，内容为：“曹柱成与北京鲁泽恒明家具厂工资全部结清，双方劳动关系解除。领款人曹柱成，合计五千八百四十元整。2012.7.25。”曹柱成于庭审中亦认可支出凭证的真实性，但主张鲁泽家具厂支付的工资未按照日工资220元的标准发放，存在差额。另，曹柱成与鲁泽家具厂均认可曹柱成于2012年5月31日入职鲁泽家具厂，提供实际劳动至2012年7月8日。

王章育为申请人的案件号为（2013）京顺劳仲字第1459号。经调取该卷卷宗，王章育于2012年11月6日书写的申请书中主张“与鲁泽家具厂2012年7月底解除劳动关系并要求鲁泽家具厂支付解除劳动关系经济补偿金”。该案仲裁审理中，鲁泽家具厂主张王章育于2012年5月31日入职，于2012年7月12日以工作失误为由口头提出离职，同意按照日工资180元的标准支付王章育出勤23天的工资5760元，并提交2012年6月至2012年7月考勤表，王章育不认可考勤表的真实性，称自己于2012年6月25日至2012年6月30日期间请假未出勤。

另查，在王春福与鲁泽家具厂劳动争议一案【案号为（2012）顺民初字第14782号】诉讼中，鲁泽家具厂出示相同的考勤表，王春福认可与其真实出勤情况基本一致。

上述事实，有照片、录音、仲裁裁决书、庭审笔录等证据

在案佐证，可作认定事实之依据。

本院认为：

依据《中华人民共和国劳动合同法》第三十条及《北京市工资支付规定》第十三条，用人单位应当按照劳动合同约定和国家规定，向劳动者及时足额支付劳动报酬并编制工资支付表，至少保存二年备查。鲁泽家具厂于本案仲裁审理中认可自王章育 2012 年 5 月 31 日入职后，未向其发放工资，双方亦认可工资按日计算、按月发放，但双方对于日工资标准及王章育提供实际劳动的时间存在争议。对于日工资标准，依据《北京市工资支付规定》第十三条，鲁泽家具厂负有举证责任，其未提供证据证明工资标准，本院采信王章育之主张，确认日工资标准为 220 元。对于王章育提供实际劳动的时间，结合王章育在仲裁审理阶段及本院庭审中的陈述，本院确认王章育提供实际劳动至 2012 年 7 月 17 日。对于双方劳动关系之解除，王章育于庭审中述称 2012 年 7 月 17 日离厂，于劳动仲裁申请书中陈述“与鲁泽家具厂 2012 年 7 月底解除劳动关系并要求鲁泽家具厂支付 2012 年 5 月 31 日至 2012 年 7 月 30 日的工资、加班工资、解除劳动关系经济补偿金等款项”，综上，本院确认双方劳动关系于 2012 年 7 月 30 日解除。

对于王章育自 2012 年 5 月 31 日至 2012 年 7 月 30 日的出勤情况，在（2012）顺民初字第 14782 号案件即王春福与鲁泽家具厂劳动争议一案中，双方均认可鲁泽家具厂手工记录考勤。在本案仲裁审理阶段，鲁泽家具厂出示手工记录的 2012 年 6 月考勤表，鉴于王章育未能提供其他相反证据，本院依据鲁泽家具厂 2012 年 6 月份的考勤表核算工资；对于王章育 2012 年

7 月的出勤情况，鲁泽家具厂于仲裁审理阶段提交的考勤表系打印版，本院对其真实性不予采信并依据王章育之陈述核算工资。用人单位应及时足额支付劳动报酬，截止王章育于 2012 年 11 月 6 日申请劳动仲裁时，鲁泽家具厂一直未予发放工资的行为构成拖欠，王章育以此为由主张解除劳动关系经济补偿金于法有据，予以支持，数额由本院核算。

用人单位应当自用工之日起一个月内与劳动者签订书面劳动合同。鲁泽家具厂未与王章育签订书面劳动合同，依据《中华人民共和国劳动合同法》第八十二条之规定，应自 2012 年 7 月 1 日起至 2012 年 7 月 30 日支付双倍工资差额，数额由本院依据王章育应发工资数额予以核算。

劳动者主张加班工资，应就加班事实进行举证。'本案中王章育出示的证据不足以证明存在夜间加班，且其正常出勤 9 小时、日工资 220 元之标准亦不低于最低小时工资，王章育主张延时加班工资依据不足，本院不予支持。

《中华人民共和国社会保险法》于 2011 年 7 月 1 日起施行，2011 年 7 月 1 日后农民工的养老保险问题应由社会保险经办机构和劳动行政部门依法处理，故本院不予处理。

综上所述，依据《中华人民共和国劳动合同法》第三十条、第三十八条、第四十六条、第八十二条之规定，判决如下：

一、被告北京鲁泽恒明家具厂给付原告王章育二〇一二年五月三十一日至二〇一二年七月三十日工资八千九百一十元，于本判决生效之日起七日内履行；

二、被告北京鲁泽恒明家具厂给付原告王章育未签订劳动合同双倍工资差额三千七百四十元，于本判决生效之日起七日

内履行；

三、被告北京鲁泽恒明家具厂给付原告王章育解除劳动关系经济补偿金二千四百元，于本判决生效之日起七日内履行；

四、驳回原告王章育之其他诉讼请求。

如未按本判决指定的期间履行金钱给付义务，应依照《中华人民共和国民事诉讼法》第二百五十三条之规定，加倍支付迟延履行期间的债务利息。

案件受理费十元，由原告王章育负担五元（已交纳），由被告北京鲁泽恒明家具厂负担五元，于本判决生效之日起七日内交纳。

如不服本判决，可在判决书送达之日起十五日内，向本院递交上诉状，并按对方当事人的人数提出副本，交纳上诉案件受理费，上诉于北京市第二中级人民法院。上诉期满后七日内仍未交纳上诉案件受理费的，按自动撤回上诉处理。

审 判 长 金园园
人民陪审员 王淑蚕
人民陪审员 刘泽伶



本件与原本核对无异

2) Verdict du dernier procès en appel de Monsieur Deng

北京市第二中级人民法院 民事判决书

(2013)二中民终字第 949 号

上诉人(原审被告)邓远兵,男,1965年10月17日出生,汉族,四川省江油市三合镇翠屏村农民,住该村5组24号。

委托代理人王勇,男,1980年4月8日出生,四川省江油市双河镇邓家塔村农民,住该村八组56号。

被上诉人(原审原告)北京龙泽天下影视文化传媒有限公司,住所地北京市通州区经济开发区东区创益西路183号。

法定代表人王敏,总经理。

委托代理人郑方方,北京市风平律师事务所律师。

上诉人邓远兵因劳动争议一案,不服北京市通州区人民法院(2012)通民初字第14442号民事判决,向本院提起上诉。本院受理后,依法组成合议庭公开开庭进行了审理,上诉人邓远兵及委托代理人王勇,被上诉人北京龙泽天下影视文化传媒有限公司(下称龙泽公司)之委托代理人郑方方均到庭参加了诉讼,本案现已审理终结。

2012年9月,龙泽公司起诉至原审法院称:我公司于2011年3月25日和2011年4月21日与北京龙腾盛世会展服务有限公司(下称龙腾公司)签订两份《合同书》,约定由龙腾公司按照我公司的要求提供展台的制作和安装服务,并对履行时间、地点、付款方式和期限等做了详细约定。《合同书》签订后,我公司按照约定向龙腾公司支付了大部分款项,仅差

5 万元左右款项未支付。龙腾公司在展会举办完毕后，将属于我公司的展板等物品存放在其库房中。2011 年 8 月，我公司到龙腾公司库房提取展板时，被包括邓远兵在内的龙腾公司工人阻拦，工人声称龙腾公司欠付工资，因此不让我公司取回自己的物品。为了维护安定和谐的局面，经宋庄镇政府、徐辛庄派出所、宋庄司法所、宋庄社保所等有关部门的协调，我公司与工人签订协议，约定由我公司先行代替龙腾公司闫利国垫付工人劳务费和生活补助费 10 万元，工人不得阻拦我公司取回自己的展板。协议履行后，邓远兵仍不满意，到北京市通州区劳动争议仲裁委员会申请仲裁，要求我公司支付其工资和未缴纳养老保险的赔偿金。我公司与龙腾公司系承揽合同关系，即使龙腾公司加盖的公章系伪造，仍不能否认我公司与闫利国之间系承揽合同关系的事实。闫利国虽不是法人单位的负责人，但其作为自然人，仍具有用工主体资格。邓远兵或为龙腾公司的员工，或为闫利国雇佣的员工，但绝非我公司员工，与我公司不存在劳动关系。我公司不服京通劳仲字[2012]第 0657-0685 号裁决书，故起诉至法院，请求判令我公司不支付邓远兵 2011 年 4 月份工资 3287.5 元及未缴纳养老保险赔偿金 232 元，并由邓远兵承担诉讼费用。

邓远兵辩称：我同意仲裁裁决，不同意龙泽公司的诉讼请求，龙泽公司所述不属实。

原审法院经审理认为：劳动者、企业的合法权益均受法律保护。根据查明的事实，龙泽公司与龙腾公司签订《合同书》，约定由龙腾公司按照龙泽公司的要求提供展台的制作和安装服务。虽然后经有关部门核实，龙腾公司并未在工商部门依法注册，但是根据双方在宋庄镇人民政府调解时达成的协议内容以及邓远兵为宋庄镇人民政府出具的承诺书，并结

合庭审过程中的陈述可以看出，邓远兵的工作受闫利国的指派，考勤由闫利国负责。现邓远兵提供的证据不能证明其受龙泽公司的劳动管理，适用龙泽公司制定的各项规章制度，双方存在管理与被管理的人身隶属关系，且龙泽公司应向其支付劳动报酬，故邓远兵与龙泽公司之间不符合劳动关系的构成条件。因此龙泽公司不应向邓远兵支付工资及未缴纳养老保险的损失赔偿金，故对于龙泽公司要求不向邓远兵支付2011年4月的工资及2011年4月未缴纳养老保险赔偿金的请求，于法有据，予以支持。邓远兵未能领取到的劳务费应向适格主体即承担给付义务的责任人另行予以主张。据此，原审法院于2012年11月判决：一、北京龙泽天下影视文化传媒有限公司不支付邓远兵二〇一一年四月一日至三十日期间的工资人民币三千二百八十七元五角；二、北京龙泽天下影视文化传媒有限公司不支付邓远兵二〇一一年四月未缴纳养老保险赔偿金人民币二百三十二元。

判决后，邓远兵不服，上诉至本院，请求二审法院撤销原判，改判龙泽公司支付工资及未缴纳养老保险的赔偿金。上诉理由为：龙泽公司提交的支票存根，真实性无法确认，不能证明已将制作安装展台的费用支付给龙腾公司；我在工作期间受龙泽公司的管理，应与龙泽公司形成劳动关系，由该公司支付工资及未缴纳养老保险的赔偿金。龙泽公司同意原判。

经审理查明：2011年3月25日及2011年4月21日，案外人闫利国作为龙腾公司的委托代理人与龙泽公司签订两份《合同书》，约定由龙腾公司按照龙泽公司的要求提供展台的制作和安装服务，并对履行时间、地点、付款方式和期限等做了详细约定。协议签订后，闫利国即组织包括邓远兵在

内的工人进行施工，龙泽公司陆续向闫利国支付合同款项共计 490 600 元。展会举办完毕后，龙腾公司将属于龙泽公司的展板等物品存放在龙腾公司库房中。2011 年 8 月，龙泽公司到库房提取展板时，被包括邓远兵在内的工人阻拦。2011 年 8 月 16 日，北京市通州区宋庄镇政府等有关部门对此事进行协调，并核实龙腾公司并未在工商行政部门依法注册。经协调，龙泽公司与工人代表签订协议，约定：“一、龙泽公司代替龙腾公司闫利国垫付工人劳务费、生活补助费 10 万元整，同时保留向闫利国追索损失的权利；二、工人收到现金 10 万元后，不得以任何理由干扰龙泽公司的工作，如违约自愿以 20 万人民币作为违约金支付给龙泽公司；三、协议盖章签字生效，此协议一式四份，龙泽公司、工人、宋庄镇政府信访办、徐辛庄派出所各一份。附龙泽公司企业营业执照、法人身份证复印件、工人领款名单、工人代表身份证复印件。”2011 年 8 月 19 日，工人代表向宋庄镇政府出具承诺书，内容为：“我是北京龙腾盛世会展有限公司的员工，公司欠我个人工资。我向宋庄镇人民政府据实反映，提供所有的信息如出勤、日工资等都是真实的。如今后发现我所提供的信息不真实，由我个人承担法律责任和后果，与宋庄镇人民政府无关。”宋庄镇政府将上述 10 万元款项予以发放。后，邓远兵向北京市通州区劳动争议仲裁委员会申请仲裁，要求龙泽公司支付其 2011 年 4 月 1 日至 30 日的工资及 2011 年 4 月未缴纳养老保险赔偿金。2012 年 7 月 16 日，该仲裁委员会作出京通劳仲字[2012]第 0657-0685 号裁决书，裁决龙泽公司向邓远兵支付 2011 年 4 月份工资 3287.5 元及未缴纳养老保险赔偿金 232 元。龙泽公司对仲裁裁决不服，提起诉讼。

诉讼中，邓远兵称其由闫利国介绍，接下展板制作的工

作，并与闫利国约定日工资标准为 200 元，工作过程中由闫利国的父亲进行记工；称在工作中受龙泽公司的管理，就此未能提交证据予以证明。

龙泽公司称已将制作安装展台的费用支付给龙腾公司，提交收条、借条、收据及中国民生银行转账支票存根予以证明。收条内容为：“今收到龙泽天下影视公司上海车展制做搭建费 100 000 元，壹拾万元整。收款人：闫利国，2011 年 4 月 9 日”；借条内容为：“今借龙泽天下公司上海汽车展费用 3000 元，叁仟元圆整。借款人：张立军代闫立国工厂”；收据显示北京胜世家豪广告制作中心收到龙泽公司交来的上海车展美工字费用 20 000 元；支票存根显示于 2011 年 3 月 28 日向闫利国支付制作费 15 000 元，于 2011 年 4 月 9 日向闫利国支付搭建费 100 000 元、地板费 27 600 元，于 2011 年 4 月 21 日支付巡展搭建定金 30 000 元。邓远兵对上述证据的真实性均不予认可。

以上事实，有双方当事人陈述、《合同书》两份、协议、承诺书、收条、借条、收据、中国民生银行转账支票存根、京通劳仲字[2012]第 0657-0685 号裁决书等在案佐证。

本院认为：龙泽公司称由龙腾公司制作、安装展台，龙泽公司支付龙腾公司费用，提交《合同书》、收条、借条、收据、中国民生银行转账支票存根予以证明；邓远兵虽对支票存根等的真实性不予认可，称其在工作期间受龙泽公司的管理，应与龙泽公司形成劳动关系，但未能提交证据予以证明，且邓远兵在诉讼中称其经闫利国介绍，进行展台的制作安装工作，与闫利国约定日工资标准，由闫利国的父亲负责记录考勤；龙泽公司与邓远兵等在宋庄镇人民政府调解时达成的协议中约定由龙泽公司代替龙腾公司闫利国垫付工人劳务

费、生活补助费 10 万元整，同时保留向闫利国追索损失的权利；工人代表出具的承诺书中称邓远兵等是龙腾公司员工。原审法院根据上述事实，认为邓远兵与龙泽公司之间不符合劳动关系的构成要件，双方不存在劳动关系，并判令龙泽公司不支付邓远兵工资及未缴纳养老保险的损失，并无不当。邓远兵上诉称与龙泽公司存在劳动关系，应由该公司支付工资及未缴纳养老保险损失，缺乏事实依据，本院不予支持。邓远兵未能领取到劳务费，在龙腾公司未在工商行政部门注册的情况下，邓远兵应向承担给付义务的责任人主张权利。综上，原审判决并无不当，本院予以维持。依照《中华人民共和国民事诉讼法》第一百七十条第一款第（一）项之规定，本判决如下：

驳回上诉，维持原判。

一审案件受理费 5 元，由邓远兵负担（于本判决生效后 7 日内交至原审法院）；二审案件受理费 10 元，由邓远兵负担（已交纳）。

本判决为终审判决。

审 判 长 宋 猛

审 判 员 余 卫

代理审判员 李亚男

二〇一三年一月十八日

书 记 员 张 磊

本件与原件核对无误